

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les plaidoyers écrits
et les plaidoiries réelles
de Cicéron

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de Paris

PAR

Jules HUMBERT

Ancien boursier d'agrégation à la Sorbonne

Professeur au Lycée Saint-Louis

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1925



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**Les plaidoyers écrits
et les plaidoiries réelles de Cicéron**

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les plaidoyers écrits et les plaidoiries réelles de Cicéron

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de Paris

PAR

Jules HUMBERT

Ancien boursier d'agrégation à la Sorbonne
Professeur au Lycée Saint-Louis

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1925



A Monsieur Jules MARTHA

Professeur à la Faculté des Lettres de Paris

hommage de respect et de reconnaissance

AVANT-PROPOS

C'est une question très complexe et obscure que celle de la genèse des œuvres qui composent la collection oratoire cicéronienne.

Cicéron dit que la plupart du temps les discours ne sont rédigés qu'après avoir été prononcés (1) et ce point est confirmé par les dires de Quintilien sur la nécessité où fut Cicéron avocat d'improviser en grande partie comme par ce que nous savons nous-mêmes des *commentarii defensionum* (2). Nous n'ignorons pas non plus que la rédaction peut être fort tardive. D'autre part les expressions que Cicéron emploie en en parlant, *conficere*, *absolvere* (3) ne peuvent s'appliquer à des remaniements médiocres comme ceux qu'entraînerait la revision d'un sténogramme. On

(1) *Brutus*, 24, 91 ; *Tusculanes*, IV, 25, 55 : *an tibi irasci tum videmur, cum quid in causis acrius et vehementius dicimus? Quid? cum jam rebus transactis et praeteritis orationes scribimus, num irati scribimus?*

(2) *Institut. orat.*, X, 7, 30 : *plerumque autem multa agentibus accidit ut maxime necessaria et utique initia scribant, cetera quae domo adferunt cogitatione complectantur, subitis ex tempore occurrant: quod fecisse M. Tullium commentariis ipsius apparet.* — Quintilien cite (IV, 1, 69) un passage du *commentarius* de la seconde plaidoirie pour Scaurus qui ne peut appartenir qu'à une *miseratio* et, d'un passage d'Asconius, il ressort que, dans la collection des *commentarii*, plusieurs discours n'étaient représentés que par le *principium* ; cf. *Stangl*, p. 68.

(3) *De senectute*, 11, 38 ; *ad Quint. frat.*, III, 1, 11.

sait d'ailleurs que la *Milonienne* publiée ne diffère pas seulement par le style de la *Milonienne* prononcée (1) et que Cicéron ne s'est pas gêné pour insérer dans les discours, au moment où il rédigeait, des développements nouveaux (2). Bien plus, à de certains discours publiés ne correspondent que de simples altercations (3). On ne peut donc douter qu'il n'y ait une question des rapports des discours écrits et des discours réels de Cicéron. L'argument de Laurand : (4) « le *pro Milone* est le seul discours dans lequel les anciens aient remarqué des changements notables. Le cas est signalé à cause de sa singularité et les témoignages laissent bien entendre que les différences n'étaient pas d'ordinaire aussi grandes », ne saurait être retenu, d'abord parce que rien ne prouve que les anciens aient pu faire pour d'autres discours la comparaison que permettait l'existence des deux *Miloniennes*, ensuite parce que, loin de nous donner à entendre que le problème des rapports des discours écrits et des discours réels ne se posait pas (5),

(1) ASCONIUS, *St.*, p. 37, écrit : *Cicero..... Clodium Milonem fecisse insidias disputavit, eoque tota oratio ejus spectavit* ; par suite toute la partie de *compensatio extra causam* dans notre *pro Milone* est un apport de la rédaction.

(2) *Ad Attic.*, I, 13, 5 ; XIII, 20, 2.

(3) C'est le cas notamment de l'*in Clodium et Curionem* et du *de aere alieno Milonis*, d'après le scholiaste de Bobio ; cf. *St.*, p. 85 et p. 169 : *ex jurgio itaque, quod inter se moverant, oratio ista composita est*.

(4) L. LAURAND, *Etudes sur le style des discours de Cicéron*, Paris, 1907, p. 12.

(5) Les textes d'Asconius et du scholiaste de Bobio, cf. *St.*, p. 37 : *Manet autem illa quoque excepta ejus oratio ; scripsit vero hanc quam legimus ita perfecte, ut jure prima haberi possit*, et p. 112 : *hanc orationem postea legitimo opere et majore cura, utpote jam confirmato animo et in securitate conscripsit*, disent seulement que Cicéron rédigea la *Milonienne* avec un soin exceptionnel.

ils ne nous ont pas caché qu'il les embarrassait eux-mêmes.

C'était une question très discutée par les contemporains de Quintilien que celle de savoir comment il convenait de s'y prendre pour rédiger un discours déjà prononcé ; à l'en croire, la plupart des critiques de son temps étaient d'avis que le plaidoyer écrit et le plaidoyer réel n'étant pas destinés au même public, il y avait lieu de faire subir à celui-ci une véritable transformation (1). Quintilien s'élève avec force contre cette opinion : « est-ce que, dit-il, Démosthène et Cicéron auraient mal plaidé en plaidant comme ils ont écrit ? est-ce que d'ailleurs nous connaissons ces maîtres de l'éloquence par autre chose que par leurs discours publiés ? ». On le voit, Quintilien reconnaît de bonne foi qu'il ne peut juger l'éloquence de Cicéron que par ses discours écrits et pourtant il voudrait bien, on le devine, pouvoir affirmer que ces discours ne sont pas autre chose que « les monuments de la plaidoirie réelle » (2) ; ce serait un argument décisif dans la discussion qu'il vient d'engager, mais il ne saurait y recourir et se rabat sur le dilemme suivant qui prouve seulement son ignorance : « il faut, dit-il, que Démosthène et Cicéron aient plaidé mieux ou moins bien qu'ils n'ont écrit ; dans ce dernier cas, il eût été préférable qu'ils aient parlé comme ils ont écrit, dans le premier qu'ils aient écrit comme ils ont parlé ». Dans une lettre à Tacite, Pline se demande si, comme le soutient un avocat de ses amis qui est habile et savant, les

(1) *Institut. orat.*, XII, 10, 49 — 55 ; cf. PLINE LE JEUNE, *Lettres*, I, 20, 9 : *at aliud est actio bona, aliud oratio. Scio non nullis ita videri.*

(2) *Ibid.*, § 51 : *mihi unum atque idem videtur bene dicere ac bene scribere, neque aliud esse oratio scripta quam monumentum actionis habitae.*

avocats anciens et Cicéron notamment ont développé leurs plaidoiries à la rédaction. Il assure bien que ces avocats n'en ont point publié plus qu'ils n'en avaient dit et que le contraire est vrai, mais ne fonde cette opinion que sur les lacunes du *pro Murena* et du *pro Vareno* ainsi que sur les dimensions considérables de certains plaidoyers (1). Quant au témoignage de Cornelius Nepos que nous a conservé Saint Jérôme (2), s'il a une valeur incontestable, c'est seulement en ce qui concerne le *pro Cornelio* et il est clair qu'on ne saurait l'invoquer pour soutenir que généralement le plaidoyer publié reproduisait à peu près mot pour mot la plaidoirie réelle (3).

(1) PLINIE LE JEUNE, *Lettres*, I, 20, 6 : *Haec ille..... ita eludit, ut contendat hos ipsos, quorum orationibus nitar, pauciora dixisse quam ediderint. Ego contra puto : testes sunt multae multorum orationes et Ciceronis pro Murena, pro Vareno, in quibus brevis et nuda quasi subscriptio quorundam criminum solis titulis indicatur : ex his apparet illum permulta dixisse, cum ederet, omisisse. Idem pro Cluentio ait se totam causam vetere instituto solum perorasse et pro C. Cornelio quadriduo egisse; ne dubitare possimus quae per plures dies, ut necesse erat, latius dixerit, postea recisa ac repurgata in unum librum, grandem quidem, unum tamen, coartasse.*

(2) *Hieronymus contra Joann. Hierosolym.*, 12, tome XXIII, p. 365, dans la *Patrologie* de MIGNE : *refert Cornelius Nepos se praesente iisdem pene verbis, quibus edita est, eam pro Cornelio seditioso tribuno defensionem peroratum.*

(3) Il est clair qu'on ne saurait faire état de la critique de Cicéron orateur que Dion 46, 7, 3, prête à Fufius Calenus. On connaît assez le crédit que méritent les discours fictifs de Dion et, dans le cas particulier, le seul fait que Dion ne rapporte pas les discours de Fufius Calenus et de Cicéron dans l'ordre où ils furent prononcés — il fait parler Cicéron le premier — prouve de reste que le fond même de l'argumentation dans ces discours a été inventé de toutes pièces. En ce qui concerne la critique de Cicéron orateur, il est d'ailleurs visible que la plupart des éléments (timidité de Cicéron lorsqu'il prend la parole, cf. *pro Cluentio*, 18, 51, publication des *Verrines* non prononcées, de la *Milonienne* refaite, etc.) appartiennent à la littérature générale. Quant à l'accusation d'avoir

D'autre part nous savons que Cicéron donna lecture de la harangue de remerciements qu'il adressa aux sénateurs à son retour d'exil (1) et aussi que son plaidoyer parlé pour Milon subsista longtemps (2) à côté du plaidoyer rédigé, en sorte que, avant de se demander quels remaniements l'orateur apportait à ses discours avant de les publier, il conviendrait de rechercher si certains d'entre eux ne nous sont pas parvenus tels exactement qu'ils avaient été prononcés.

* * *

Ce sont les querelles d'authenticité qui attirèrent l'attention sur le problème des rapports des discours écrits et des discours reels. La question n'a pas encore, il est vrai, été traitée dans son ensemble, mais elle a été évoquée souvent par les historiens qui, à la suite de Drumann, ont dû se demander si les discours, rédigés parfois longtemps après les événements, présentent toute garantie en tant que

développé considérablement tous les grands discours avant de les donner au public, elle correspond à une idée si naturelle à l'époque impériale, qu'un ami de Pline la formule déjà et que Pline prend la peine de la réfuter longuement dans la lettre, I. 20, que nous citons plus haut ; c'était en effet une nécessité, pour les avocats contemporains de Pline, d'amplifier, en rédigeant, la brève plaidoirie réelle ; cf. QUINTILIEN, XII, 10, 55, PLINE, *Lettres*, VII, 17, 5, IX, 13, 23 ; 28, 5, etc.. La même raison faisait que l'on s'étonnait des dimensions des plaidoyers cicéroniens, cf. *Dialogue des Orateurs*, 20. Sur la source du discours de Fufius, cf. Th. Zielinski, *Die Cicerokarikatur im Altertum* (Festschrift... des hist. philol. Vereines München 1905, p. 14).

(1) *Pro Plancio*, 30, 74 : *recitetur oratio, quae propter rei magnitudinem dicta de scripto est*.

(2) Le scholiaste de Bobio lisait encore la première Milonienne ; cf. *St.*, p. 112.

sources historiques (1) ; Zumpt (2), Rosenberg (3), Opperskalski (4), ont tenté de la résoudre pour quelques plaidoyers ; bref, elle s'est posée avec assez d'insistance pour que Schanz, dans sa *Geschichte der Römischen Litteratur* (5), lui ait attribué une rubrique spéciale pour un grand nombre de discours et Laurand, dans ses remarquables *Etudes sur le style des discours de Cicéron* (6), a cru devoir se demander s'il avait affaire à Cicéron orateur ou à Cicéron écrivain. Enfin, en 1913, quatre ans après que — sur le conseil du regretté doyen de la Faculté des Lettres de Poitiers, M. J. H. Hild, et après avoir consulté mon ancien maître de la Sorbonne, M. Jules Martha — j'eus entrepris cette étude, E. Norden (7) exprimait l'idée que les résultats obtenus par l'analyse en ce qui concerne la genèse d'œuvres antiques (Thucydide, *les Lois* de Platon, *la Métaphysique* d'Aristote, Lucrèce, Juvénal) permettaient d'espérer que, pour les discours de Cicéron, pareilles recherches seraient fructueuses.

(1) On sait qu'il existe toute une littérature sur les seules *Catilinaires*. Nous nous bornerons à signaler, parce que c'est la meilleure application qui ait été faite de la critique historique aux discours, une curieuse étude de TH. REINACH, dans la *Revue des études grecques* 17, 1904 : *Catulus ou Catilina* ?

(2) A. W. ZUMPT, dans la préface de son édition du *pro Murena*, Berlin, 1859, p. xv.

(3) E. ROSENBERG, *Studien zur Rede Ciceros für Murena*, Progr. Hirschberg, 1902.

(4) THEODOR OPPERSKALSKI, *De M. Tulli Ciceronis orationum retractatione quaestiones selectae*. Dissert. Greifswald, 1914.

(5) Cf. notamment I, II, p. 290.

(6) L. LAURAND, *Etudes sur le style des discours de Cicéron*, Paris, 1907. L'introduction est entièrement consacrée à la question des rapports des discours écrits et des discours réels.

(7) *Aus Ciceros Werkstatt. Berliner Sitzungsberichte der Akademie*, 1913, I, p. 2.

Il est notoire cependant que les tentatives faites jusqu'à ce jour n'ont pas donné les résultats espérés. Quelles sont les raisons de cet échec ? Sur ce point, il me suffira d'exposer mes propres tâtonnements, car, avant de me rendre compte que les idées admises sur les conditions de la parole publique à Rome étaient erronées, j'ai essayé vainement les méthodes pratiquées par mes devanciers.

S'il est vrai que, au dire des scholiastes, c'est surtout par le style que la *Milonienne* publiée se distinguait de la *Milonienne parlée* (1), et si de beaux travaux nous ont renseigné sur la prose d'art antique et le style de Cicéron, il est certain aussi que l'étude du style n'a révélé aucun critère qui permette de discerner, soit, dans la collection oratoire, des discours qui s'y seraient glissés sans avoir été revus et tels que la *première Milonienne*, soit, dans un même discours, des parties qui seraient rapportées du discours réel ou auraient été rédigées avec moins de soin (2). Parmi les textes qui établissent que Cicéron revisait ses discours avant de les publier, la critique avait retenu particulièrement deux passages des *Lettres à Atticus* (3) d'où

(1) ASCONIUS, *St.*, p. 38 : *scripsit vero hanc quam legimus ita perfecte ut jure prima haberi possit* ; SCHOLIASTA BOBIENSIS, *St.*, p. 112.

(2) Cf. notamment, L. LAURAND, *Les fins d'hexamètres dans les discours de Cicéron*, *Revue de Philologie*, 1911. Laurand observe que les discours qui furent publiés sans avoir été prononcés ne sont pas ceux qui ont la moindre quantité de ces fins d'hexamètres. Sur un total de 71 exemples, l'*Actio secunda in Verrem* en présente 24, la *deuxième Philippique* 4. Il y en a deux très voisins l'un de l'autre dans le *de Haruspicum responso*, 8, 16 et 8, 17 : « peut être, dit Laurand, en écrivant cette page ou en en revoyant la sténographie pour la publication, Cicéron ne donna qu'une attention médiocre ».

(3) *Ad Attic*, I, 13, 5 : *in illam orationem Metellinam addidi quaedam* ; *liber tibi mittetur* ; XIII, 20, 2 : *ad Ligarianam de uxore*

il ressort que Cicéron ne se gênait pas pour modifier même le fond du discours réel : il a enrichi de quelques traits son *oratio Metellina* et s'il refuse d'insérer quelques allusions désobligeantes à l'adresse de Tubéron dans son *pro Ligario*, c'est seulement parce que le plaidoyer est déjà répandu dans le public. Ces textes, étant donné que les maîtres de l'histoire romaine au XIX^e siècle prêtaient à Cicéron un caractère susceptible et jaloux, une vanité qui ne manquait aucune occasion de se produire, une constante préoccupation d'assurer sa renommée d'orateur et d'écrivain, d'autre part que, dans les discours, foisonnent les développements qui peuvent paraître rompre l'unité du plan, en sorte qu'on est tenté d'y voir des surcharges de la rédaction, suggéraient une base de recherches sur laquelle sont fondés les travaux de Rosenberg sur le *pro Murena*, d'Opperskalski sur les plaidoyers *pro Murena*, *pro Sex. Roscio Amerino*, *pro Cluentio*, *pro Sestio*, *pro Plancio*, *pro Caelio*, de Chambalu (1) sur la quatrième *Catilinaire*, d'Haccius (2) sur la première *Catilinaire*. Malheureusement, si le principe de ces recherches est justifié, elles ne peuvent donner grand résultat, d'abord parce que nous sommes généralement mal renseignés sur la chronologie du débat, d'une part, de la rédaction d'autre part, ensuite parce que, — si l'on excepte les discours politiques — il est rare que nous disposions d'informations qui permettent de dire que telle

Tuberonis et privigna neque possum jam addere — est enim pervulgata — neque Tuberonem volo offendere.

(1) A. CHAMBALU, *Das Verhältniß der vierten Catilinarischen Rede zu den von Cicero in der Senatssitzung des 5 Dez. 63 wirklich gehaltenen Reden*, Progr., Neuwied, 1888.

(2) O. HACCIVS, *Gliederung der ersten Catilinarischen Rede Ciceros*, Progr., Weissenburg, i. E. 1897.

ou telle allusion du discours écrit vise des faits ou répond à des préoccupations postérieures au discours réel. En fait les érudits qui ont cherché de ce côté ont cédé trop souvent à la tentation d'envisager des apports de la rédaction dans tous les morceaux qui leur paraissaient *a priori* ne pas être justifiés par l'état de la cause ou déranger le plan normal du discours, tel qu'ils le définissent d'après le plan usuel de la rhétorique. Nous montrerons plus loin que presque toutes les conclusions de ces érudits sont fondées sur l'ignorance, soit des conditions générales de la plaidoirie, soit des caractères de la plaidoirie particuliers à telle ou telle catégorie d'affaires. C'est ainsi que le long exposé, dans le *pro Sestio* (1), des raisons pour lesquelles Cicéron se serait résigné à l'exil, où Opperskalski voit un hors-d'œuvre qui ne pouvait trouver place dans la plaidoirie, était au contraire parfaitement de mise dans un procès politique, où non seulement tout le passé de l'accusé, mais toute l'activité de son parti venaient en cause. L'élément comique du *pro Murena* qui, selon Rosenberg (2), ne peut appartenir à la plaidoirie réelle, parce que, dit-il, il n'est pas admissible que Cicéron ait plaisanté au milieu des dangers qu'évoque sa péroraison, doit être rapporté à la première partie d'une plaidoirie très étendue dans laquelle deux discours de Cicéron encadraient une argumentation développée par ses collaborateurs. Au reste, il est évident que la rédaction ne saurait rendre compte des bizarreries du plan, et il va de soi que Cicéron, lorsqu'il écrivait un discours en vue de le publier, a dû bien plutôt en renforcer la composition que la désorganiser. Aussi n'est-ce pas

(1) *Pro Sestio*, de 16, 36 à 24, 53.

(2) *Studien zur Rede Ciceros pro Murena*, p. 8.

seulement parce qu'elle ne donne aucun résultat positif, comme l'observe justement Norden (1), qu'il y a lieu de rejeter la méthode de Rosenberg, mais parce qu'elle est fondée sur une hypothèse invraisemblable jusqu'à l'absurde, à savoir que l'avocat aurait détruit en rédigeant la belle ordonnance du discours réel.

En même temps qu'il condamnait une méthode que devait suivre encore Opperskalski, Norden donnait, en 1913, une curieuse étude du *pro Caelio*. Renonçant à restituer le plaidoyer réel en le dégageant d'hypothétiques surcharges de la rédaction, Norden constatait dans ce discours certaines redites, une rupture dans la marche de l'argumentation qui lui paraissaient déceler la coexistence de parties qui auraient été improvisées et d'autres qui auraient été préparées à l'avance. Mais nous aurons à revenir sur cette analyse ; il nous suffira ici d'observer, d'abord que des anomalies analogues à celles que Norden relève dans le *pro Caelio* se rencontrent dans la plupart des discours, en sorte que son explication — exceptionnellement Cicéron n'aurait pas revu le *pro Caelio* avec le soin accoutumé — est inadmissible, ensuite que la constatation de ces anomalies devait nous conduire à envisager comme nécessaire une enquête préalable sur les conditions de la parole dans les assemblées et devant les tribunaux.

(1) *Aus Ciceros Werkstatt*, p. 29, n. 1 : « Natürlich habe ich es auch mit der Annahme nachträglicher Ausarbeitung einzelner Abschnitte versucht : aber, wo immer ich das ansetzte, verlor ich den Boden unter den Füßen ; ich glaube daher mit Bestimmtheit sagen zu Können, dass jeder Versuch die Unebenheiten durch Aussonderung von Teilen zu glätten, erfolglos bleiben muss. Gerade darin dass die Rede als ganzes eine Einheit und doch im einzelnen ungeordnet ist, liegt das Problem..... ».

*
* * *

J'avais remarqué dans les plaidoyers aussi bien que dans les discours politiques, non seulement des redites, mais des reprises, après rectification, d'un argument déjà employé, qui ne sont même pas toujours sans comporter quelque contradiction, en sorte qu'elles supposaient, non pas une négligence de la rédaction, mais une intervention de l'adversaire postérieure à l'exorde du discours. D'autre part, d'une manière générale et si l'on excepte les œuvres relativement brèves, comme *la quatrième Philippique* et *le pro Archia*, pour prendre deux exemples, il me paraissait que le discours écrit n'offre point les caractères que devrait présenter le discours réel, s'il avait été prononcé en un seul tour de parole. Il est tout naturel en effet qu'on s'attende à trouver un discours bien suivi, homogène, construit suivant les préceptes de la rhétorique. Or la plupart des discours écrits que nous avons — et précisément les plus considérables — n'ont pas les caractères de ces discours réels présumés. La composition apparaît irrégulière, capricieuse ; il y a bien, comme le dit Norden, un plan d'ensemble, mais c'est dans le détail que se manifeste le désordre. Il suffit d'ailleurs pour s'en rendre compte d'essayer de mettre sur pied la disposition d'un plaidoyer.

Mais si les irrégularités de la composition, les reprises, après rectification, d'un argument déjà employé, ne pouvaient être raisonnablement imputées à la rédaction, n'y avait-il pas lieu de les rapporter aux conditions mêmes de la parole ? Ces discours, qui semblent avoir été prononcés d'une traite, ne seraient-ils pas les représentants de l'activité oratoire de Cicéron, au cours d'une controverse non

plus une dans le temps et qui aurait duré un petit nombre d'heures consécutives, ainsi qu'on l'a admis jusqu'ici, mais d'une controverse qui aurait comporté plusieurs prises de parole, entremêlées de répliques ?

Cette hypothèse a été le principe de recherches dont l'on trouvera ici les résultats, en ce qui concerne les plaidoyers. L'étude des discours politiques sera l'objet d'un autre ouvrage dont les matériaux sont déjà rassemblés, car nous avons tenu à ne rien publier avant d'avoir étendu notre enquête à toute la collection oratoire. Peut-être observera-t-on qu'il eût convenu de présenter dans son ensemble la question des rapports des discours écrits et des discours réels de Cicéron ? Sans alléguer les dimensions du volume qu'eût constitué notre thèse, nous répondrons seulement que nos conclusions mêmes nous justifient contre cette critique. En effet il ne serait avantageux d'exposer la question dans son ensemble que si les remaniements de la rédaction résultaient d'une conception artistique où se manifestât la personnalité de Cicéron. Or tel n'est point le cas. Ces remaniements ont été, dans une très large mesure, imposés à l'orateur par les conditions du débat, en sorte qu'ils sont de nature bien différente dans l'un et l'autre groupe de discours. Ajoutons que les remaniements inspirés par des préoccupations d'ordre politique, considérables dans les Philippiques et les oraisons consulaires, ne se rencontrent qu'exceptionnellement dans les plaidoyers. Nous signalerons d'ailleurs à l'occasion les particularités de la rédaction qui sont communes aux discours politiques et aux discours judiciaires et dont la plus importante est l'utilisation dans le discours écrit d'éléments oratoires empruntés à plusieurs tours de parole.

*
* * *

L'organisation du débat judiciaire criminel (1) est demeurée obscure pour l'époque républicaine d'une façon générale, et même pour la période cicéronienne, moins encore parce que les sources sont relativement peu abondantes que parce qu'elles ont été insuffisamment reconnues. Sans doute rien ne saurait compenser la perte presque totale des textes des lois qui réglementaient le débat, mais nous possédons des sources qui permettent d'en retrouver les dispositions essentielles et ne laissent dans l'ombre aucun point important de la *forma judiciorum* (2).

Dans l'établissement des sources de la question, une première constatation s'impose, et c'est parce qu'ils ne l'ont pas faite que Zumpt et Poiret, les seuls érudits qui aient étudié dans le détail la *forma judiciorum* républicaine, ont accumulé erreurs sur erreurs ; en aucun cas nous n'avons le droit de conclure du débat judiciaire impérial au débat républicain (3). En effet les témoignages de l'auteur

(1) Nous montrerons plus loin que le débat judiciaire civil est, en ce qui concerne l'ordre de ses deux actes, discours, audition des témoins, identique au débat criminel, mais en diffère par la durée des délais attribués aux avocats pour les plaidoiries et le nombre illimité des reprises qu'il comporte.

(2) *Dialogue des Orateurs*, 38 : *Transeo ad formam et consuetudinem veterum judiciorum* ; ASCONIUS, *St.*, p. 34 : *duas (leges) ex S. C. promulgavit (Pompeius), alteram de vi..., alteram de ambitu : poena graviore et forma judiciorum brevior.*

(3) A. W. ZUMPT, *Der Criminalprozess der Römischen Republik*, Leipzig, 1871 ; J. POIRET, *Essai sur l'éloquence judiciaire à Rome pendant la République*, Paris, 1887. Ces érudits ne semblent même pas avoir observé que les réformes d'Auguste aussi bien que l'évolution politique et sociale avaient profondément modifié les institutions judiciaires. Non seulement ils ont utilisé des sources de

du *Dialogue des Orateurs* (1), de Pline le jeune (2), d'Asconius (3) établissent que les différences qui distinguent le débat ancien du débat de leur temps ne sont pas seulement d'ordre politique et social, mais aussi d'ordre technique. C'est en particulier aux dispositions des lois judiciaires qui ont réduit considérablement la durée du débat et restreint l'initiative des avocats que l'auteur du *Dialogue* attribue la décadence de l'éloquence.

l'époque impériale là où nous disposons de sources contemporaines, mais ils ont encore, pour définir le débat judiciaire républicain, recouru à des informations qui ont trait au débat de l'époque impériale. C'est d'après Quintilien, V, 7, 25, — qu'il interprète d'ailleurs de la façon la plus arbitraire — et contre Cicéron que Zumpt (*Criminalprozess*, p. 216) définit l'ordre des deux actes essentiels du débat, les discours et l'interrogatoire. Poiret définit l'altercation (*Essai sur l'éloquence judiciaire à Rome*, p. 210 sq.) et en fait une troisième phase nécessaire du débat d'après ce que Quintilien dit, VI, 4, 1, de l'usage de son temps. Zumpt, (p. 237) que Poiret a suivi (p. 208), évalue la durée de la plaidoirie républicaine d'après la législation du temps de Pline et observe que le procès de Julius Bassus défendu par Pline le Jeune (*Lettres*, IV, 9, 9), celui de Flaccus défendu par Cicéron, ont dû être débattus suivant la procédure de la même *lex Julia repetundarum* (59 av. J.-C.) à laquelle, dit-il, Auguste n'a pas du toucher.

(1) *Dialogue des Orateurs*, 38 : *Eloquentiam tamen illud forum magis exercebat, in quo nemo intra paucissimas horas perorare cogebatur, et liberæ comperendinationes erant, et modum dicendi sibi quisque sumebat, et numerus neque dierum neque patronorum finiebatur.*

(2) PLINIE LE JEUNE, *Lettres*, VI, 2, 6 : *An nos sapientiores majoribus nostris, nos legibus ipsis justiores, quæ tot horas, tot dies, tot comperendinationes largiuntur ? Hebetes illi et supra modum tardi, nos apertius dicimus, celerius intelligimus, religiosius judicamus, quia paucioribus clepsydris præcipitamus causas, quam diebus explicari solebant ?*

(3) ASCONIUS, *St.*, p. 23 : *Defenderunt Scæurum sex patroni, cum ad id tempus raro quisquam pluribus quam quattuor uteretur : at post bella civilia ante legem Juliam ad duodenos patronos est perventum.*

Ce point acquis, si l'on fait abstraction d'un petit nombre de renseignements disséminés dans la littérature et dont nous discuterons la valeur au cours de notre démonstration, on peut distinguer deux groupes de sources : 1^o les œuvres de Cicéron, seule source contemporaine et de beaucoup la plus riche, 2^o les relations judiciaires d'Asconius et le *Dialogue des Orateurs*.

De ces trois sources, la première n'a pas été exploitée méthodiquement, les origines et par suite la valeur des deux autres n'avaient pas été déterminées jusqu'ici.

Bien qu'il ait admis que les plaidoyers devaient être considérés comme la source principale, Zumpt, que Poiret a généralement suivi, les avait en fait écartés. Le prétexte c'est que, dit-il (1), « les plaidoyers n'ayant pas été écrits tels qu'ils avaient été prononcés, ils ne nous donnent pas une image fidèle des procès dont ils traitent ». La raison, c'est que Zumpt a procédé à l'examen des plaidoyers d'une façon hâtive et n'a pas cherché à concilier, sur un point capital, celui de l'ordre du débat, les indications des plaidoyers avec les témoignages de Cicéron : tandis que, d'après les témoignages nombreux et très explicites de l'orateur, l'interrogatoire aurait régulièrement suivi la controverse oratoire, l'ordre du débat sur ce point paraît très variable dans les plaidoyers. Nous verrons plus loin que les discours ne démentent pas les dires de Cicéron, si l'on tient compte d'une part de ce fait que certains d'entre eux ont été

(1) *Criminalprozess*, p. 211 : Der zweite Grund für die Schwierigkeit des Erkenntnisses (des Process-verfahrens) liegt darin, dass die Ciceronischen Reden, welche die Hauptquelle bilden, nicht so geschrieben, wie gehalten wurden. Sie geben uns kein genaues Bild der Processe, über welche sie handeln. Absichtlich wird dasselbe zurückgedrängt...

prononcés au cours d'une seconde *actio* ou série de débats complets, d'autre part de ce fait que l'avocat a parfois utilisé dans la plaidoirie soit des *laudationes* que Zumpt a confondues avec des témoignages, soit des témoignages recueillis au cours d'un procès antérieur. Rien ne justifie donc les soupçons de Zumpt qui accuse Cicéron « d'avoir intentionnellement rejeté dans l'ombre la physionomie du débat ». Cette circonstance que ni la vanité ni l'intérêt de Cicéron n'étaient en cause dans la question de l'ordre du débat, le fait que cet ordre est, à l'intérieur de l'*actio*, rigoureusement conforme aux témoignages de l'orateur, permettent d'affirmer que, dans la question de l'ordre du débat judiciaire, les plaidoyers constituent une source sûre. On verra d'ailleurs plus loin que la défiance *a priori* de Zumpt est véritablement négligence et en tant que telle ne s'est pas exercée seulement sur les discours judiciaires.

Nous avons consacré une étude spéciale à la seconde source dont les divergences avec Cicéron sur deux points capitaux, l'ordre du débat, le rôle de Cicéron dans la plaidoirie collective, avaient embarrassé très sérieusement la critique. Dans notre *Contribution à l'étude des sources d'Asconius dans ses relations des débats judiciaires*, nous avons montré que les compte-rendus des procès de Scaurus et de Milon dérivent des *Acta Diurna* et d'autre part que ces *Acta* ne sont point, comme on l'avait cru, un journal de Rome qui, en ce qui concerne les choses judiciaires, aurait donné une sorte de chronique des tribunaux, mais des recueils de documents officiels, en sorte que les relations des affaires Scaurus et Milon sont fondées sur les procès-verbaux mêmes des débats. Aussi, pour la période de l'histoire des institutions judiciaires qui est postérieure

à la création des *Acta*, doit-on donner la préférence au scholiaste même sur Cicéron. En revanche l'information d'Asconius dans la relation du *pro Cornelio* semble dériver uniquement des discours de Cicéron et de celui de l'accusateur Cominius, que le scholiaste lisait encore.

Il est manifeste que la source principale du *Dialogue des Orateurs* est constituée par les documents dont Mucianus avait tiré 11 livres d'*Acta* et 3 livres de lettres (1). Dans notre *Contribution à l'étude des sources d'Asconius* nous avons montré que ces documents ne sont pas des extraits des *Acta Diurna*, comme on l'avait cru avant Gudeman, ni des recueils de discours, comme le veut cet érudit (2) : ce sont les papiers d'hommes d'état, les Pompée, les Crassus etc..., que Mucianus a recueillis et dont il a détaché, en les publiant, les correspondances; ces archives intéressaient l'histoire de l'éloquence, en ce qu'elles contenaient des *Commentarii* ou brouillons de discours, analogues, sinon identiques, à ceux que signale Quintilien (3). D'autre part nous avons déterminé le rôle de ces documents dans l'information d'Asconius dont ils constituent une des sources accessoires.

* * *

Notre étude du débat judiciaire devait aboutir à une définition toute nouvelle du rôle de la plaidoirie; elle

(1) *Dialogue des Orateurs*, 37 : *Nescio an venerint in manus vestras haec vetera, quæ et in antiquariorum bibliothecis adhuc manent et cum maxime a Muciano contrahuntur, ac jam undecim, ut opinor, Actorum libris et tribus Epistolarum composita et edita sunt.*

(2) *P. Cornelii Taciti Dialogus de oratoribus, mit prolegomena...*, Leipzig, Berlin, 1914, p. 474.

(3) *Institut. orat.*, X, 7, 30.

devait en particulier confirmer l'hypothèse dont nous étions partis, à savoir que la plaidoirie réelle est beaucoup plus développée que le plaidoyer.

On ne savait pas au juste à quoi s'en tenir ni sur l'ordre des actes du débat, ni sur la nature même de ces actes, ni sur les dispositions des lois en ce qui concerne le renouvellement de l'*actio* ; par suite il n'était jamais possible de situer la plaidoirie dans le débat et d'en déterminer le rôle. De plus, on s'était mépris singulièrement sur la durée des délais impartis aux avocats pour les discours : ces délais n'auraient pas dépassé 6 heures pour l'accusation, 9 pour la défense, c'est-à-dire la durée d'une audience.

Or nous avons établi que l'ordre du débat est fixe à l'intérieur de l'*actio*, pour toute la période antérieure à la *lex Pompeia* de l'an 52 av. J.- C., défini ses différents actes, déterminé quelles sont, d'une part, les périodes de la législation, d'autre part les affaires où le renouvellement du débat, par une autre *actio*, est autorisé, imposé ou interdit. Il est donc possible de situer chaque fois la plaidoirie dans l'ensemble des débats d'un procès. Nous avons aussi, pour définir complètement le rôle de la plaidoirie, étudié les conditions imposées par l'usage ou par la loi dans lesquelles elle se développe et dont la plus importante est la longue durée des délais attribués aux avocats. Enfin nous avons montré que les théories de l'invention et de la disposition dans le *de Oratore* ont été manifestement conçues en vue d'une plaidoirie qui comporte plusieurs tours de parole.

C'est sur ces données nouvelles que nous avons repris l'étude des rapports des plaidoyers écrits et des plaidoiries réelles. Tandis que nos devanciers avaient confronté le

discours avec la plaidoirie théorique que suppose la disposition fictive et, si l'on peut dire, scolaire du plan de la rhétorique, nous l'avons confronté avec la plaidoirie pratique, déterminée par les conditions du débat. Le long détour par lequel nous sommes passés nous a conduit, croyons-nous, sinon à la solution complète, du moins à une solution partielle très importante du problème que nous nous étions posés. En effet si, en ce qui concerne le style, le rôle de la rédaction nous échappe à peu près complètement, si d'autre part il n'est possible qu'exceptionnellement de discerner dans nos discours les allusions de polémique qui ont dû s'y glisser, en revanche nous avons déterminé le fait essentiel de la rédaction, à savoir qu'une refonte complète a été nécessaire pour harmoniser les éléments dispersés de la plaidoirie réelle. La nécessité de cette refonte qui est une espèce de *contaminatio* explique pourquoi Cicéron, lorsqu'il parle de la rédaction des plaidoyers, dit qu'il les écrit de bout en bout et entend qu'il s'agit d'une besogne considérable ; elle explique aussi pourquoi, à une époque où la sténographie est d'un usage courant, ont seules survécu, sauf de très rares exceptions, les plaidoiries écrites après coup. La plaidoirie exigeait une adaptation importante, pour devenir une œuvre littéraire, et c'est parce que cette besogne avait découragé la plupart des grands avocats de la République qu'il n'a subsisté pour ainsi dire nulle trace de leur éloquence. Mais nos recherches n'ont pas contribué seulement à élucider un problème dont l'on pouvait penser qu'il était plus curieux qu'important : en renouvelant un chapitre des institutions républicaines elles renouvellent aussi la critique de l'éloquence judiciaire cicéronienne. Il est clair

que, pour apprécier le génie de Cicéron avocat, c'est une question importante au premier chef que celle de savoir dans quelle mesure les œuvres conservées le représentent. L'obscurité qui régnait sur les rapports des plaidoyers écrits et des plaidoiries réelles de Cicéron n'était point favorable à sa gloire : on exagérait la part de l'écrivain au détriment de celle de l'avocat. Or, entre la plaidoirie et le plaider, il n'y a guère d'autres différences que celles qui étaient indispensables pour la conservation même de l'œuvre de parole, et nos plaidoyers doivent être considérés comme les monuments fidèles de l'éloquence cicéronienne. En même temps que l'on suspectait ces monuments et pour la même raison, on les appréciait de la façon la plus injuste : on verra que la plupart des reproches adressés à Cicéron avocat n'ont pas d'autre fondement que l'ignorance des conditions du débat judiciaire et que, étudiées dans leur véritable milieu, l'invention comme la disposition cicéronienne étonnent par l'originalité, la hardiesse, la puissance d'un génie merveilleusement souple et fécond.

Je ne dirai qu'un mot d'une question qui m'avait beaucoup embarrassé alors qu'il me paraissait impossible d'aborder l'étude des rapports des discours écrits et des discours réels sans l'avoir résolue : y a-t-il dans notre collection des plaidoiries recueillies par la sténographie, comme cette *première Milonienne* que lisaient Quintilien et les scholiastes ? A cette question qui serait demeurée insoluble pour nous, si nous avions persisté à la considérer comme préjudicielle, notre travail apporte une réponse : étant donné les conditions de la parole, il est clair que tous les plaidoyers que nous lisons sont des discours refaits.

Il me reste à reconnaître tout ce que ce travail doit à

M. Jules Martha. Son enseignement en Sorbonne m'avait depuis longtemps appris que les discours de Cicéron relèvent de la critique et de l'esthétique et non de la rhétorique (1) ; c'est sa direction bienveillante qui m'a permis d'aboutir dans de longues et difficiles recherches. Qu'il reçoive ici l'hommage de ma vive gratitude.

Je ne saurais songer à énumérer tous les ouvrages que j'ai consultés : il y faudrait un volume. On trouvera dans les notes les références pour ceux auxquels je renvoie. Je me contenterai ici d'indiquer les quelques travaux modernes où a été posé le problème des rapports des plaidoyers écrits et des plaidoiries réelles de Cicéron, afin que l'on puisse se rendre compte rapidement de l'état actuel de la question et des méthodes d'investigation pratiquées jusqu'à ce jour :

BIBLIOGRAPHIE

A. W. ZUMPT. — *Pro Murena*, Berlin, 1859. *Der Criminalprozess der Römischen Republik*, Leipzig, 1871.

E. ROSENBERG. — *Studien zur Rede Ciceros pro Murena*. Progr., Hirschberg i. Schlesien, 1902.

L. LAURAND. — *Etudes sur le style des discours de Cicéron* (introduction), Paris, 1907.

E. NORDEN. — *Aus Ciceros Werkstatt* Berliner, Sitzungsberichte der Akademie, 1913, I.

Th. OPPERSKALSKI. — *De M. Tulli Ciceronis orationum retractatione quæstiones selectæ*. Dissert., Greifswald, 1914.

Pour les scholiastes, je renvoie à la page de l'édition TH. STANGL, tome II, Leipzig, 1912.

(1) Cf. *Revue des Cours et Conférences*, 1893, 1894, deuxième série, p. 560.

LIVRE PREMIER

LES DEBATS DU PROCÈS CRIMINEL AU TEMPS DE CICERON

CHAPITRE PREMIER

L'AMPLIATIO ET LA COMPERENDINATIO OBLIGATOIRE DANS LE PROCÈS CRIMINEL

Il semble qu'avant de rechercher les dispositions des lois judiciaires, en ce qui concerne le renouvellement du débat, il conviendrait de déterminer d'abord ce que c'est que l'*actio*, c'est-à-dire l'ensemble de débats, qui, en principe (1), peut être suivi de la sentence. Mais la clarté de la discussion exige que nous élucidions d'abord la première question. En effet, c'est pour n'avoir pas reconnu les dispositions légales, qui tantôt imposèrent le renouvellement du débat, tantôt l'autorisèrent ou l'interdirent, que les érudits qui nous ont précédé dans ces recherches ont donné du procès républicain une caractéristique erronée. Leur description, s'appliquant à l'ensemble des débats d'un procès, quel que fût le nombre des *actiones*, et sans tenir compte des particularités du procès de *repetundæ*, dont ils n'avaient pas remarqué le dispositif tout à fait anormal,

(1) Exceptionnellement la première *actio* du procès de *repetundæ*, dans la procédure de la *lex Servilia*, ne peut être suivie d'un vote.

il était forcé qu'ils aboutissent à représenter la marche du débat comme essentiellement variable, ce qui n'est pas seulement invraisemblable, étant donné le génie ordonné et méthodique des Romains, mais encore absolument inconciliable avec les informations explicites que Cicéron nous a laissées sur l'ordre du débat dans le procès républicain.

*
* * *

On sait que, jusqu'à la loi *Aurelia*, la sentence n'est pas nécessairement prononcée à la fin de l'unité de débat qu'est l'*actio* (1) ; si une majorité ne s'affirme pas au moment du vote, le débat est à recommencer de bout en bout, après délai, et le nombre des reprises n'est pas limité. Cependant, dès l'an 111, une loi *Servilia* introduit une procédure nouvelle dont l'originalité consistait en ceci : elle comportait nécessairement deux *actiones*, les juges ne pouvant ni prononcer après la première, ni renvoyer l'affaire après la seconde. La différence des deux procédures apparaît avec netteté dans le passage (2) bien connu des Verrines où Cicéron offre à Verrès le choix entre la *lex Acilia* et la *lex Servilia* : *verum, ut opinor, Glaucia primus tulit, ut comprehendinaretur reus ; antea vel judicari primo poterat, vel amplius pronuntiari. Utram igitur putas legem molliorem ? Opinor, illam veterem, qua vel cito absolvi vel tarde condemnari licebat. Et plus loin : ego tibi illam Acilianam legem restituo, qua lege multi semel accusati, semel dicta causa, semel auditis testibus, condemnati sunt. Il ressort de ces textes : 1^o que les procès débattus suivant les dispositions de la *lex Servilia repetundarum* donnaient lieu à deux débats*

(1) *Pro Cluentio*, 20, 55 : *Scamander prima actione condemnatus est*, 28, 76 ; 37, 103 : *prima actione facillime est absolutus*, etc..

(2) *In Verr.*, II, I, 9, 26.

distincts et complets, en ce sens que chacun devait comporter, en principe, un réquisitoire, une plaidoirie, un interrogatoire qui se succédaient dans cet ordre ; nous verrons plus loin que, en fait, l'accusation s'est ingénée généralement à écourter le premier débat, mais cette tactique même et les récriminations qu'elle provoque de la part de la défense ne font que confirmer ce point ; 2^o que le premier débat n'était pas suivi d'un vote ; 3^o que la sentence était obligatoirement prononcée à la fin du second débat.

Les lois *Acilia* et *Servilia* sont toutes deux relatives au procès de *repetundæ* et l'on sait que la procédure de l'*ampliatio* a subsisté pour d'autres affaires jusque en l'an 70 avant J.-C. Le point obscur est la question de savoir si la procédure inaugurée par la loi *Servilia* s'applique à d'autres affaires que celles de *repetundæ*.

Dans le seul plaidoyer relatif à une cause criminelle qui nous soit parvenu, pour la période antérieure à la loi *Aurelia*, le *pro Sex. Roscio Amerino*, il n'est question, il est vrai, ni de *comperendinatus* obligatoire, ni d'*ampliatio* ; mais il faut observer que le silence de l'avocat, s'il exclut l'hypothèse du *comperendinatus* obligatoire, n'exclut point celle de l'*ampliatio*. En effet, dans le premier cas, Cicéron n'aurait pas pu se dispenser de prendre ses précautions contre un second réquisitoire. Le fait même que, étonné de la négligence apportée par Erucius dans sa démonstration, il suppose que l'adversaire lui réserve des surprises pour l'interrogatoire (1), prouve qu'il ne s'attend pas à une seconde *actio* nécessaire ; par contre, il n'avait pas de précautions à prendre en vue d'une reprise possible du

(1) *Pro Sex. Roscio Amerino*, 29, 82 : *si quid est, quod ad testes reservet, ibi quoque nos, ut in ipsa causa, paratiores reperiet, quam putabat.*

débat, et même c'eût été une maladresse de l'envisager. D'autre part, il est certain que les procès criminels, autres que ceux de *repetundæ*, sur lesquels nous disposons d'informations suffisantes pour déterminer suivant quelle procédure ils furent débattus, l'ont été suivant la procédure de l'*ampliatio* (1).

L'*ampliatio* n'excluait-elle que le procès de *repetundæ* ?

Sans doute il n'est pas impossible que la procédure de la loi *Servilia* se soit étendue à d'autres affaires ; je considère néanmoins cette hypothèse comme tout à fait invraisemblable, voici pourquoi.

D'abord ces causes étaient celles qui, par leur importance, par la personnalité des accusés, anciens gouverneurs de provinces, c'est-à-dire riches et influents, prêtaient le plus aux manœuvres dilatoires ; il suffit de rappeler que, sous le régime de l'*ampliatio*, tel procès de *repetundæ* avait donné lieu à huit *actiones* (2). Or, si l'on évoque les appréhensions de Cicéron accusateur de Verrès, aux termes de la loi *Servilia*, si l'on songe qu'en se conformant au dispositif usuel, c'est-à-dire en prononçant un réquisitoire, il ne peut espérer achever le procès, commencé au mois d'août, avant l'entrée en fonctions, en janvier suivant, d'un préteur acquis à Verrès (3), on se rend compte que la durée d'un procès de *repetundæ*, sous le régime de l'*ampliatio*, offrait à l'accusé de grandes chances d'échapper aux poursuites. Le renouvellement du tribunal prêtait à toutes sortes de tractations, l'ajournement indéfini de la sentence

(1) *Pro Cluentio* 20, 55 ; 28, 76 : *homines sapientes... non liquere dixerunt*. On sait que *non liquet* est la formule officielle pour voter l'*ampliatio* ; 38, 108 : *o innocentiam Oppianici singularem ! quo in reo, qui absolvit, ambitiosus, qui distulit, cautus, qui condemnavit, constans existimatur*.

(2) VALÈRE-MAXIME, VIII, 1. 11.

(3) *In Verr.*, Act. I, 10, 30 ; 18, 53.

décourageait les plaignants, presque tous provinciaux, souvent très pauvres, qui ne pouvaient s'attarder à Rome, et dont plus d'un, sans doute, opéra pour son compte la reprise des sommes volées à ses compatriotes, en vendant son témoignage.

Or aucune autre catégorie d'affaires n'est comparable à celles-ci en étendue. Que l'on songe aux dimensions du réquisitoire de Cicéron contre Verrès, au nombre et à l'importance des griefs accumulés contre Fonteius et Flaccus, à cette défense de Scaurus à laquelle prirent part six avocats. Et cette observation ne s'appuie pas seulement sur la comparaison des discours de Cicéron relatifs aux affaires de *repetundæ* avec ses autres discours écrits : Aulu-Gelle (1) cite un livre III du réquisitoire de Métellus le Numidique contre Messalla ; c'est encore dans une affaire de *repetundæ* que des accusateurs, dont Cicéron invoque l'exemple, ont renoncé à prononcer le réquisitoire d'usage pour alléger le débat (2). Si donc les abus auxquels le *comperendinatus* — ou, si l'on veut, la limitation des reprises à une seule, celle-ci étant d'autre part obligatoire — devait obvier, ont leur source dans la longue durée des procès, et si les procès de *repetundæ* ont une durée tout à fait anormale, on ne voit pas pourquoi il aurait été appliqué à d'autres affaires.

D'autre part, il y a tout lieu de croire que la procédure du *comperendinatus* a été réservée, pour la période qui s'étend de la loi *Servilia* à la loi *Aurelia*, aux seules affaires

(1) AULU-GELLE, XV, 14, 1.

(2) *In Verr.*, I, 18, 55 : *Faciam hoc non novum, sed ab his, qui nunc principes nostræ civitatis sunt, ante factum, ut testibus utar statim.* — PS. ASCONIUS, *St.*, p. 222 : *Verum dicit : etenim L. Lucullus et item M. Lucullus, ambo consulares, Marcus vero et triumphalis fuit. Hi cum accusarent L. Cottam, non usi sunt oratione perpetua, sed interrogatione testium causam peregerunt.*

de *repetundæ*, pour les raisons suivantes : 1^o le principe de cette procédure se trouve déjà dans la législation antérieure, en ce qui concerne cette catégorie d'affaires. En effet, la *lex Acilia repetundarum* frappe d'une amende les juges qui, après trois séries de débats, se seront refusés à prononcer la sentence (1). Il est donc vraisemblable que la *lex Servilia* n'est intervenue que pour renforcer les dispositions de la *lex Acilia*, la sanction d'une amende ayant paru insuffisante ; 2^o nous la retrouvons dans tous les procès de *repetundæ* que nous connaissons, et seulement dans ces procès, à partir de l'an 70 avant J.-C. jusqu'à la fin de l'époque républicaine.

* * *

Tandis que, pour la première partie de la carrière de Cicéron, il est hors de doute que l'*ampliatio* et la *comperendinatio* ont coexisté, il n'est pas facile de déterminer le sort que leur a fait la loi *Aurelia* de l'an 70. L'auteur du *Dialogue des Orateurs* parle, il est vrai, des *liberæ comperendinationes* de l'époque républicaine, en même temps qu'il rapporte aux *leges Pompeiæ* de l'an 52 les premières mesures qui « bridèrent l'éloquence » : *eloquentiam tamen illud forum magis exercebat, in quo nemo intra paucissimas horas perorare cogebatur, et liberæ comperendinationes erant et modum dicendi sibi quisque sumebat et numerus neque dierum neque patronorum finiebatur* (2). Malheureusement, si l'on ne peut douter que ce texte ne caractérise, d'une façon générale, la *forma judiciorum* républicaine, il est

(1) BRUNS, *Fontes juris romani antiqui*, Fribourg-en-Brisgau, 1887, p. 64 : *is (praetor)... quotiens quomque amplius bis in uno iudicio iudicare negarint, ... singulis qui iudicare negarint multam dicito.*

(2) *Dialogue des Orateurs*, 38.

clair aussi qu'il est beaucoup trop sommaire et ne distingue pas les différentes époques de la législation. Il faut en particulier se garder d'y voir une caractéristique du débat dans la période qui précède immédiatement la réforme de Pompée, car il n'oppose pas le débat de cette période à celui des lois judiciaires de Pompée, mais, d'une façon générale, le débat républicain à celui de l'époque impériale.

Mommsen (1) rapproche le texte du *Dialogue*, où il est question de *liberæ comperendinationes*, du texte des lois judiciaires de Pompée dont Asconius nous a conservé la substance (2) : *citati deinde testes secundum legem quæ, ut supra diximus, jubebat ut, prius quam causa ageretur, testes per triduum audirentur, dicta eorum iudices consignarent, quarta die adesse omnes juberentur..... tum ad dicendum accusator duas horas, reus tres haberet, resque eodem die illo judicaretur...* ; pour concilier les deux textes, Mommsen admet que la législation nouvelle a simplement limité le nombre des reprises. Mais il est évident que la *lex Pompeia de vi* excluait toute possibilité, non seulement de renouvellement, mais de simple prolongation du débat. La vérité est que l'auteur du *Dialogue*, lorsqu'il parle de *liberæ comperendinationes*, songe, non pas à la législation de l'an 52, mais à celle de son temps. En effet un texte de Pline le Jeune établit que, à la fin du 1^{er} siècle, les cas où le renouvellement du débat pouvait être autorisé, étaient prévus par la loi. Après avoir dit que, depuis la mort de Regulus, l'usage s'est imposé de n'accorder et même de ne demander que deux heures ou une heure ou même une demi-heure pour plaider, Pline ajoute (3) : *an nos sapientiores majoribus nostris ? nos legibus ipsis justiores, quæ tot horas, tot dies, tot comperendinationes largiuntur ?* De même ce n'est pas

(1) *Strafrecht*, p. 425, n. 3.

(2) *St.*, p. 36.

(3) *Lettres*, VI, 2, 6.

à la législation pompéienne que pense l'auteur du *Dialogue* lorsqu'il parle d'une limitation du nombre des avocats, car il n'est fait aucune allusion à une mesure de ce genre dans la relation, si précise et si complète, qu'Asconius nous a laissée de l'affaire Milon ; c'est à la réforme des tribunaux faite par Auguste, ainsi que nous l'apprend le scholiaste : *defenderunt Scaurum sex patroni, cum ad id tempus raro quisquam pluribus quam quattuor uteretur : at post bella civilia ante legem Juliam ad duodenos patronos est perventum* (1).

Il est donc évident que l'auteur du *Dialogue* a caractérisé d'une façon très générale, et sans distinguer les différentes périodes, la *forma judiciorum* républicaine, par rapport à celle de son époque, et s'il rappelle que Pompée a le premier « bridé l'éloquence », c'est incidemment et non point pour en faire dater une nouvelle ère du Forum. Aussi son allusion aux *liberæ comperendinationes* de l'époque républicaine ne peut-elle être rapportée à la période de la législation qui s'étend de l'an 70 à l'an 52 avant J.-C. Peut-être l'auteur songe-t-il à l'antique *ampliatio*, peut-être et plus vraisemblablement — étant donné que ce qu'il dit de la limitation du nombre des avocats évoque la *lex Julia* — à la période qui suivit les guerres civiles ? Nous n'en savons rien ; ce qu'il y a de sûr, c'est que ni ce texte ni ceux d'Asconius qui nous ont conservé les dispositions principales des lois judiciaires de Pompée ne nous apprennent quoi que ce soit sur le sort que la *lex Aurelia* a fait à l'*ampliatio* et à la *comperendinatio*.

Dans la disette totale de témoignages sur ce point, force est de recourir aux indices que peuvent fournir les plaidoyers cicéroniens. Cette source, négligée, on peut le dire, par les historiens des institutions, permet cependant de résoudre ce problème si obscur.

(1) ASCONIUS, *St.*, p. 23.

Il est remarquable que les allusions, si fréquentes dans les plaidoyers civils, à des débats précédents dans le même procès (1), ne se rencontrent qu'exceptionnellement dans les plaidoyers criminels, tous, sauf le *pro Sex. Roscio Amerino*, postérieurs à la loi *Aurelia*, et il n'est pas moins remarquable que les discours *pro Fonteio* et *pro Scauro*, les seuls où Cicéron mentionne deux *actiones*, soient tous deux relatifs à des procès de *repetundæ*.

Zumpt avait admis, d'une part que l'obligation de renouveler le débat, c'est-à-dire la *comperendinatio*, avait été supprimée par la loi *Aurelia*, d'autre part qu'une unique reprise pouvait avoir lieu, sur la demande des parties (2). Ce que vaut la première hypothèse — car Zumpt ne donne pas de raisons — nous allons le voir ; quant à la seconde, ce n'est qu'un expédient, imaginé par Zumpt pour rendre compte d'anomalies apparentes en ce qui concerne la place de l'interrogatoire des témoins et sur lequel nous reviendrons en étudiant le dispositif du débat à l'intérieur de l'*actio* : il suffira ici de montrer que la procédure de la *comperendinatio* a subsisté jusqu'à la fin de l'époque républicaine dans le procès de *repetundæ* : tandis que, dans tous ses autres plaidoyers, Cicéron ne fait jamais allusion même à la possibilité du renouvellement du débat, dans les trois plaidoyers *pro Fonteio*, *pro Flacco*, *pro Scauro*, ce renouvellement apparaît obligatoire.

Remarquons d'abord qu'il ne saurait y avoir doute sur le sens du mot *actio* dans les discours *pro Fonteio* et *pro Scauro*. Zumpt avait d'abord recouru à une interprétation inacceptable : « dans l'affaire Cornelius, dit-il (3), la défense occupa quatre jours et l'accusation a du prendre autant

(1) *Pro Quinctio*, 1, 3 ; *pro Tullio* 2, 5, *pro Caecina*, 2, 6, etc...

(2) *Criminalprozess*, p. 221.

(3) A. W. ZUMPT, *Das Criminalrecht der römischen Republik*, Leipzig, 1869, Tome II, pars 2, p. 214.

de temps ; dans le procès de Fonteius, l'accusation prit deux jours, la défense aussi, car c'est ainsi qu'on doit interpréter ce passage du discours : (1) *jam enim mihi videor hoc prope causa duabus actionibus perorata debere dicere*, qui n'a aucun rapport avec la *comperendinatio* ; ainsi ce passage prend un sens satisfaisant. Le sens du mot *actio* s'est modifié ; tandis que précédemment il désignait, dans le procès criminel, l'unité de débats, y compris, dans le cas d'*ampliatio*, le vote des juges, il signifiera désormais débat journalier ; c'est sans contestation possible le sens qu'a ce mot dans le passage d'Asconius relatif au procès de Cornelius ». Il faut reconnaître que Zumpt, qui avait donné cette interprétation dans son *Criminalrecht*, s'est ravisé dans son *Criminalprozess* ; ici il donne bien encore parfois au mot *actio* le sens d'audience, mais il reconnaît deux *actiones*, au sens de série complète de débats, dans les affaires *pro Fonteio et pro Scauro* (2). Aussi bien

(1) *Pro Fonteio*, 16, 37 ; cf. aussi 17, 40 : *M. Fonteius ita duabus actionibus accusatus est, ut objectum nihil sit, quo significari vestigium libidinis, petulantiae, crudelitatis, audaciae possit*. Zumpt assure que Cicéron aurait dû dire *utraque actione*, s'il était vrai que par *actiones* il fallût entendre les deux débats nécessaires de la *comperendinatio* ; mais il est clair que *utraque actione* ne rendrait pas la pensée de Cicéron, car l'avocat ne veut pas dire que l'accusation a prononcé un réquisitoire dans chacun des deux débats, mais que, ayant eu deux fois l'occasion de mettre en cause la moralité de Fonteius, elle n'a rien trouvé à lui reprocher sur ce chef. L'emploi de *duo* est seul correct lorsque deux objets sont considérés indépendamment l'un de l'autre ; par exemple quand Hasdrubal, au matin de la bataille du Métaure, apprend que les sonneries ont retenti deux fois dans le camp consulaire, il ne conclut point : *utrumque consulem adesse*, mais *duos profecto consules esse*, Tite-Live, XXVII, 47. C'est pour la même raison que Cicéron désigne généralement dans les Verrines les deux *actiones* du procès par *actio prima*, *actio secunda*, tandis que, lorsqu'il établit entre elles un rapport, il dit *actio prior* ; cf. *in Verr.*, II, I, 10, 29 ; 20, 52 ; 28, 71, etc., etc...

(2) ZUMPT, *Criminalprozess*, p. 221, 227. — Zumpt emploie le

comment pourrait-on hésiter sur le sens de *actio*, dans le passage suivant du *pro Scauro* : *etiamne Valerio teste primam actionem confecisti*, alors que manifestement — le contexte ne permet pas le doute — Cicéron compare la première *actio* du procès de Scaurus à la première *actio* du procès de Verrès ? (1)

Ce point acquis, il s'agit de savoir si nous avons affaire, dans le procès de *repetundæ*, à une reprise facultative des débats qui serait une application de l'*ampliatio*, ou aux deux séries de débats nécessaires de la *comperendinatio*. Outre que la *comperendinatio* est mentionnée dans le *pro Scauro*, l'obligation du double débat ressort :

1° d'une allusion de Cicéron aux efforts de l'accusateur de Scaurus pour écourter le procès.

2° de ce fait que, dans cette catégorie de causes, et seulement dans celles-là, l'accusation a adopté la tactique que pratiqua Cicéron accusateur de Verrès, tactique dont seule peut rendre compte l'obligation du double débat.

On sait que la seule mention de la *comperendinatio* qui figure dans les plaidoyers postérieurs à la loi *Aurelia* se trouve dans le *pro Scauro*. Il est vrai que ce passage est mutilé (2), mais d'abord il est difficile de ne pas lire com-

mot *actio* dans les trois sens de : *série de débats complets*, *audience*, *plaidoyer*, sans toujours dire quel est le sens dans chaque cas particulier.

(1) *Pro Scauro*, 13, 29 : *anhelitu Aetnam ardere dicunt, sic Verrem operuisssem Sicilia teste tota. Tu vero comperendinasti uno teste producto. At quo teste, di immortales ! Non satis quod uno, non quod ignoto, non, quod levi ; etiamne Valerio teste primam actionem confecisti, qui patris tui beneficio civitate donatus gratiam tibi non inlustribus officiis, sed manifesto perjurio rettulit ?* Ce texte suit, dans les mss., une courte lacune ; mais, bien que la phrase du début soit tronquée, la pensée est claire.

(2) *Ibid.*, *tuocop rendinastium teste* dans l'Ambrosianus ; tous les éditeurs ont lu *comperendinasti*. Zumpt déclare (*Criminalprozess* p. 228, n. 1) qu'il faut lire *comperendinatum* et décompose le texte

perendinasti, et ensuite il n'est pas douteux que le contexte l'exige. Que dit Cicéron quelques lignes plus loin (1) : « Cette hâte, ce désir d'en finir qui t'ont fait supprimer ton voyage d'enquête et la première des deux *actiones* tout entière, ont démontré jusqu'à l'évidence ce qui d'ailleurs n'était pas un mystère, c'est que tu n'as pas envisagé l'intérêt de la justice en engageant ce procès et que tu n'as eu en vue que les élections consulaires ». Il ne peut y avoir doute, ce que Cicéron dit, c'est que, dans son désir d'aller vite, Triarius a réduit le premier débat à un vain simulacre ; de toute évidence, dans le procès de Scaurus, le *comperendinatus* a été imposé à l'accusation.

C'est précisément parce que cette contrainte gêne l'accusateur que, dans tous les procès de *repetundæ* que nous connaissions et seulement dans ces procès, celui-ci a sacrifié, pour gagner du temps, son réquisitoire. Déjà Cicéron attribue l'initiative de cette pratique à des gens qui, dit-il (2), sont les premiers de la cité : *faciam hoc non novum, sed ab iis qui nunc principes nostræ civitatis sunt, ante factum, ut testibus utar statim*. Lui-même y recourt contre Verrès et nous retrouverons dans sa bouche, lorsqu'il sera

en deux parties, dont la première, à laquelle appartient *comperendinatum*, se rapporterait aux débats de l'affaire Verrès.

Je n'insiste pas sur l'explication proposée par LFZJUS, *Comperendinatio bei Cicero pro Flacco ? Philologus*, 60 N. F. 14 (1901), p. 593. Lezius suppose que Cicéron, en employant le mot *comperendinasti*, aurait commis une impropriété voulue ; il aurait dit plaisamment à l'accusateur, après avoir rappelé combien de témoins lui-même avait produits contre Verrès : « toi, dans ton premier discours, tu n'as pas été capable de nommer plus d'un témoin ». Cette explication prête d'ailleurs au mot *actio* un sens qu'il n'a jamais dans Cicéron, celui de plaider.

(1) *Pro Scauro*, 14, 30 : *Sed omnis ista celeritas ac festinatio, quod inquisitionem, quod priorem actionem totam sustulisti, illud patefecit et inlustravit, quod occultum tamen non erat, non esse hoc iudicium iudicii, sed comitiorum consularium causa comparatum*.

(2) *In Verr.*, Act. I, 18, 55. Ps. ASCONIUS, *St.*, p. 222.

le défenseur de Fonteius, Flaccus, Scaurus, les mêmes récriminations qu'il prête alors à Hortensius (1), à moins qu'il ne tire parti du silence de l'adversaire pour conclure qu'il n'y a rien à dire contre l'accusé : « Quand tu auras fait ton devoir d'accusateur, dit-il dans le *pro Flacco* (2), quand tu auras signalé les fautes de mon client, alors nous écouterons ce que pensent de L. Flaccus Tmolites et Lorymènes ». Plus habile peut-être dans le *pro Fonteio* (3), il proclame que jamais on n'a vu accusé pareil, puisque l'adversaire n'a pas relevé dans sa vie la moindre tache.

Lorsqu'il prêtait au mot *actio* un sens qu'il n'a jamais eu, celui d'audience ou plus exactement de débat journalier, Zumpt avait une excuse que n'ont pas les érudits qui ont reproduit (4) cette erreur, même après que Zumpt y eut renoncé, au moins en ce qui concerne les textes du *pro Fonteio* et du *pro Scauro* : il ne connaissait pas la *lex coloniae Genetivæ Juliae* (5), dont le paragraphe relatif à l'organisation judiciaire lui eût été d'un grand secours, notamment

(1) *In Verr. Act.* II, I, 9, 24 : *Nunc ne novo querimoniae genere uti possit Hortensius et ea dicere : opprimi reum, de quo nihil dicat accusator... morem illi geram, utar oratione perpetua...* ; 9, 26 : *Adimo enim comperendinatum. Quod habet lex in se molestissimum, bis ut causa dicatur ; quod aut mea causa potius est constitutum quam tua aut nihilo tua potius quam mea* ; 10, 27, 29, etc...

(2) *Pro Flacco*, fragmentum Mediolanense ; cf. aussi, 10, 21 : *Ubi est igitur illa expectatio quæ versari in judiciis solet ? Nam antea, cum dixerat accusator acriter et vehementer, cumque defensor suppliciter demissequer responderat, tertius ille erat expectatus locus testium.*

(3) *Pro Fonteio*, 17, 40.

(4) L'interprétation de Zumpt se retrouve dans la dissertation de MAX HÖLZL, *Bedeutung und Gebrauch des Wortes actio bei den lateinischen Schriftstellern*, Programm, Dresden, 1894 ; cf. p. 36, 40, pour les textes qui ont trait aux débats judiciaires et aux discours ; le Thesaurus l'a reprise, bien qu'elle ait été condamnée par Mommsen, cf. *Strafrecht*, p. 424, n. 3.

(5) Le texte en a été retrouvé en 1870 et 1874.

pour l'évaluation de la durée des plaidoiries. Bien que ses prescriptions ne s'appliquent pas à des affaires comparables en étendue à celles qui se débattent sur le Forum romain, la loi accorde aux avocats un nombre d'heures dont le compte ne permet point de donner au mot *actio* le sens de débat journalier (1) : *isque Iivir in singulos accusatores, qui eorum delator erit, ei horas IIII, qui subscriptor erit, horas II accusandi potestatem facito.... quot horas omnino omnibus accusatoribus in singulas actiones dicendi potestatem fieri oportebit, totidem horas et alterum tantum reo quive pro eo dicet in singulas actiones dicendi potestatem facito.*

Ainsi c'est bien à la *comperendinatio* que nous avons affaire dans les plaidoyers *pro Fonteio*, *pro Flacco* et *pro Scauro* ; nous verrons d'ailleurs, en étudiant ces discours, que la marche de la plaidoirie ne peut s'expliquer que par l'application de la *comperendinatio* au procès (2).

D'autre part aucune mention de deuxième *actio* ne figure dans aucun des autres discours postérieurs à la loi *Aurelia* qui nous sont parvenus. Si l'on admet que l'*ampliatio* — ou même l'*ampliatio* restreinte à une seule reprise facultative, sur la demande des parties, comme le veut Zumpt — ait subsisté encore, il faut croire aussi que le hasard s'est joué singulièrement des critiques de Cicéron avocat, puisqu'il a accumulé les allusions à la pluralité des débats dans les plaidoyers civils et les plaidoyers prononcés en causes de *repetundæ*, et n'en a placé aucune dans les nombreux plaidoyers criminels autres que ceux de *repetundæ*, postérieurs à la loi *Aurelia*.

Il était nécessaire d'élucider cette question avant

(1) BRUNS, *Fontes juris romani antiqui*, p. 129.

(2) Notons ici un trait caractéristique : dans ces trois discours, la critique des témoins ne vise pas des témoins à entendre, mais des témoins déjà entendus.

d'aborder celle de savoir quels sont les éléments de l'*actio* et l'ordre dans lequel ils se succèdent. En effet nous verrons que les erreurs de Zumpt et de Poiret sur ce point proviennent de ce que ces auteurs n'ont reconnu, ni la procédure de la *comperendinatio* obligatoire dans les procès de *repetundæ*, ni dans les autres celle de l'*actio* unique. L'ordre des actes des débats est fixe à l'intérieur de l'*actio* et les législations successives n'ont point modifié le plan du procès romain (1) ; c'est seulement en ce qui concerne le renouvellement du débat qu'elles se distinguent, et il suffit de tenir compte de leurs divergences sur ce point pour concilier les plaidoyers avec les informations très explicites que Cicéron nous donne sur l'ordre normal du débat républicain.

(1) Au temps de Quintilien et de Pline le jeune, l'ordre du débat est encore le même qu'au temps de Cicéron ; cf. QUINTILIEN, V, 7, 25 ; PLINE LE JEUNE, *Lettres*, II, 11, 18, IV, 9, 15, etc., etc...

CHAPITRE II

LA NATURE ET L'ORDRE DES ACTES DU DÉBAT

D'une façon générale, on peut dire que l'organisation judiciaire républicaine prévoit la démonstration de la cause en deux phases, dont la première est consacrée aux discours, la seconde à l'interrogatoire des témoins ; Cicéron qui appelle la première *causa*, pour la distinguer de la seconde, en parle comme si elle était invariablement antérieure à celle-ci (1), pour laquelle il n'emploie pas d'autre désignation que *testes* ou *locus testium* (2).

Cependant l'examen des plaidoyers ne confirme pas à première vue des affirmations si nettes qu'elles sembleraient devoir être acceptées comme décisives. De nombreuses anomalies ont désorienté la critique et l'on a fini généralement par admettre que l'ordre des opérations judi-

(1) *In Verr.*, I, 18, 55 : *ut nihil inter illam usitatam accusationem atque hanc novam intersit, nisi quod in illa tum, cum omnia dicta sunt, testes dantur, hic in singulas res dabuntur* ; Cicéron, renonçant à prononcer le réquisitoire, dit qu'il fera précéder l'audition de chaque groupe de témoins par un court exposé. *Act.* II, I, 10, 27 : *Quis nos magnopere attendit unquam in hoc quidem genere causarum ubi aliquid ereptum aut ablatum a quopiam dicitur ? nonne aut in tabulis aut in testibus omnis expectatio judicum est* ; *ibid.*, 10, 28, *pro Flacco*, 10, 21. 22 : *nam antea cum dixerat accusator acriter et vehementer, cumque defensor suppliciter demissequeretur responderet, tertius ille erat expectatus locus testium, etc...*

(2) *Pro Flacco*, 10, 21 ; *pro Sex. Roscio A.*, 29, 82 ; *in Verr.*, II, I, 9, 26, etc...

ciaires était variable. Il s'ensuit nécessairement que l'on renonce à connaître jamais de façon précise la place et le rôle de la plaidoirie.

En fait ces exceptions ne sont telles qu'en apparence et n'ont pu être alléguées contre les témoignages de Cicéron que 1^o parce que l'on n'a pas reconnu la procédure spéciale aux affaires de *repetundæ* ni les particularités auxquelles cette procédure donne lieu ; 2^o parce que l'on a confondu avec des témoignages oraux des témoignages écrits ou même des *laudationes* ; 3^o enfin parce que l'on a rapporté à la plaidoirie proprement dite le *pro Cornelio II* qui est une adaptation littéraire de l'interrogatoire des témoins, en sorte qu'on voyait la critique de témoins déjà entendus dans un discours qui représente l'interrogatoire même.

Les cas où un interrogatoire semblait avoir précédé la plaidoirie avaient été relevés par Escher, dans une excellente dissertation (1) dont Zumpt s'est écarté trop souvent, bien qu'il prétende en avoir adopté (2) les principales conclusions.

Escher commence par établir que les informations de Cicéron sur la place de l'interrogatoire des témoins permettent d'affirmer que, normalement, l'interrogatoire suivait les discours ; l'examen des plaidoyers que nous possédons confirme ces conclusions, et pour les plaidoyers criminels, et pour les plaidoyers civils ; mais, d'une part, les lois de l'an 52 (3) ont, nous le savons par Asconius,

(1) J. H. A. ESCHER, *De testium ratione quæ Romæ Ciceronis ætate obtinuit*, Turici, 1842.

(2) *Criminalprozess*, p. 211, n. 2.

(3) En ce qui concerne les lois judiciaires de Pompée, remarquons que, des termes d'Asconius, il ressort que l'interversion de l'interrogatoire et des discours a pour but d'abrèger le débat : *duas (leges) ex S. C. promulgavit, alteram de vi, ... alteram de ambitu : poena graviore et forma judiciorum brevior. Utraque enim lex prius testes dari, deinde uno die atque eodem et ab accusatore et a reo perorari*

interverti l'ordre des discours et de l'interrogatoire ; d'autre part, certains plaidoyers relatifs à des causes criminelles antérieures à ces lois présentent des particularités qu'Escher étudie dans le détail.

Dans les discours *pro Cluentio* et *pro Caelio* il se trouve que Cicéron invoque un témoignage déjà recueilli, bien que d'ailleurs l'avocat envisage à plusieurs reprises (2) l'interrogatoire comme à venir. Escher allègue que nous n'avons aucune raison pour ne pas admettre que ces deux affaires aient pu donner lieu à deux séries de débats, par suite que le témoignage invoqué dans le plaidoyer, qui serait celui de l'*actio* finale, ait été recueilli à la fin de la première *actio*.

En ce qui concerne le *pro Cluentio* (3), le témoignage en question est un témoignage écrit, remis bénévolement par le témoin au défenseur et dont celui-ci peut faire tel usage qu'il veut, aussi bien que de tout autre document dont il dispose (4). Cependant le témoin de qui cette pièce

jubebat... St., p. 34. D'autre part la façon dont Asconius la mentionne implique qu'il s'agit d'une innovation (cf. aussi *St.*, p. 36 : *citati deinde testes secundum legem quæ, ut supra diximus, jubebat ut, prius quam causa ageretur, testes per triduum audirentur*) et confirme les dires de Cicéron sur l'ordre normal du débat.

(2) *Pro Cluentio*, 6, 18 : *Hoc enim ipsum judicium, hoc periculum, illa omnis testium copia, quæ futura est, a matre initio est adornata* ; 59, 163 ; 68, 194, etc... *Pro Caelio* 8, 19, 20 ; 9, 22 ; 10, 25 ; 28, 66 : *itaque hæc causa ab argumentis, a conjectura, ab iis signis, quibus veritas inlustratri solet, ad testis tota traducta est. Quos quidem ego, judices, testis non modo sine ullo timore, sed etiam cum aliqua spe delectationis exspecto*.

(3) *Pro Cluentio* 60, 168, 169.

(4) C'est l'explication qu'Escher admettrait en dernière instance si l'on contestait l'application de l'*ampliatio* au procès de Cluentius, *op. l.*, p. 126. Il suffit d'ailleurs de parcourir le passage correspondant du discours, pour se rendre compte qu'il ne peut s'agir d'un témoignage recueilli au cours d'une précédente *actio* ; si les juges connaissaient déjà cette pièce, pourquoi Cicéron préparerait-il

émane est présent à l'audience et il semble étrange que le tribunal admette la déposition écrite d'un homme qu'il serait si simple d'interroger ; mais le contexte nous explique cette anomalie : Balbutius est un vieillard accablé par la perte récente de son fils. Compter sur sa présence au *locus testium* eût été imprudent ; par mesure de précaution Cicéron lui a demandé son témoignage écrit. Puis il se trouve qu'une raison quelconque, le beau temps peut-être tout simplement, a engagé le vieil homme à faire une sortie jusqu'au Forum. L'avocat en profite pour lire sa déposition et le présenter aux juges, en même temps qu'il lui adresse ses condoléances avec délicatesse et discrétion.

Il en va autrement du témoignage de Lucceius dans le *pro Caelio* : ici il ne peut s'agir d'un témoignage écrit, puisque Lucceius a prêté serment. Evidemment il faudrait bien admettre que le plaidoyer de Cicéron est postérieur à un interrogatoire si le témoignage invoqué datait des débats de l'affaire Cælius, comme l'a cru Escher (1). Mais il n'en est rien : l'avertissement d'être très attentifs à la lecture de ce document prouve de reste que les juges n'ont pas assisté à la déposition dont il est le compte-rendu (2). Assurément le témoignage de Lucceius date d'une affaire antérieure, selon toute vraisemblance le procès d'un certain Asicius, dont l'accusation veut que Cælius ait été le complice dans l'assassinat de Dion, hôte de Lucceius (3).

l'effet de surprise que doit en provoquer la lecture : *quis huic rei testis est ? Idem, qui sui luctus, pater ; pater, inquam, illius adolescentis...* Sur la valeur et l'utilisation dans les discours des dépositions écrites, cf. QUINTILIEN, V, 7, 1.

(1) ESCHER, *op. l.*, p. 126.

(2) *Pro Caelio*, 22, 55 : *sed cur diutius vos, iudices, teneo ? Ipsius jurati religionem auctoritatemque percipite atque omnia diligenter testimonii verba cognoscite.*

(3) *Ibid.*, 10, 23 : *de quo ipso (Dione) quid est quod expectetis ? quod is, qui fecit, aut non timet aut etiam fatetur ; est enim rex ; qui*

De même que pour le procès de Cluentius, Escher admettait qu'ici il y avait eu *ampliatio*, hypothèse inutile, on le voit ; mais il ne concluait pas qu'il y ait eu dérogation à l'ordre normal des discours et de l'interrogatoire, Balbutius et Lucceius ayant été entendus à la fin d'une première *actio*.

Cette explication n'était pas de mise en ce qui concerne le *pro Cornelio*. En effet, il ressort d'une allusion de Cicéron à la durée de sa plaidoirie (1) que celle-ci aurait pris quatre jours consécutifs ; par suite, on ne saurait envisager l'hypothèse d'un double débat, où l'avocat aurait, dans la seconde *actio*, tenu compte des témoignages recueillis dans la première. Il faut donc, ou admettre avec Escher (2) que l'interrogatoire a eu lieu entre le réquisitoire et la plaidoirie, ou contester l'autorité d'Asconius (3) qui assure que les dires des témoins imposèrent à Cicéron un système de défense précaire, à savoir que si Cornélius avait bien donné lecture du texte de sa proposition de loi, son acte

autem dictus est adjutor fuisse et conscius, P. Asicius, judicio est liberatus. Quod igitur est ejus modi crimen, ut, qui commisit, non neget, qui negavit, absolutus sit ? Dion, étant l'hôte de Lucceius, *ibid.*, il est impossible que ce dernier n'ait pas été cité comme témoin au procès d'Asicius.

(1) ASCONIUS, *St.*, p. 50 : *Cicero, ut ipse significat, quadriduo Cornelium defendit* ; PLIN LE JEUNE, *Lettres*, I, 20, 8 : *idem (Cicero) ait se..... pro C. Cornelio quadriduo egisse.*

(2) ESCHER, p. 128.

(3) ASCONIUS, *St.*, p. 49^o : *Dixerunt in eum (Cornelium) infesti testimonia principes civitatis, qui plurimum in senatu poterant : Q. Hortensius, Q. Catulus, Q. Metellus Pius, M. Lucullus, M'. Lepidus. Dixerunt autem hoc : vidisse se cum Cornelius in tribunatu codicem pro Rostris ipse recitaret, quod ante Cornelium nemo fecisse existimaretur. Volebant videri se judicare eam rem magnopere ad crimen imminutæ majestatis tribunicie pertinere ; etenim prope tollebatur intercessio, si id tribunis permetteretur. Non poterat (orator) negare id factum esse : confugit is eo, ut diceret, non ideo, quod lectus sit codex a tribuno, imminutam esse tribuniciam potestatem.*

ne tombait point cependant sous le coup de la loi de majesté.

. Dans notre *Contribution à l'étude des sources d'Asconius* nous avons montré que l'information du scholiaste est erronée et a pour origine une méprise sur la nature de la seconde Cornélienne ; il suffira ici de résumer notre argumentation.

1^o L'affaire Cornélius est la seule, avec l'affaire Sestius, qui soit représentée dans notre collection par deux discours. Or l'*in Vatinius testem* ne représente pas une partie de la plaidoirie pour Sestius, il est l'adaptation littéraire d'un interrogatoire qui avait donné lieu à une vive altercation (1) et analogue aux discours *in Clodium et Curionem* et *de aere alieno Milonis*.

Il en est de même de la seconde Cornélienne.

Remarquons d'abord que les dimensions de ce discours étaient exigües, celles de la première Cornélienne considérables : ce point ne ressort pas seulement des dimensions mêmes des deux commentaires d'Asconius, mais encore de ce fait que les fragments conservés par d'autres auteurs

(1) Nous reviendrons sur ce point, en étudiant l'*in Vatinius*. Il suffira ici d'observer que, d'après le scholiaste de Bobio, les discours *in Clodium et Curionem* et *de aere alieno Milonis* représentent des altercations : *Scholia Bobiensia*, St., p. 85 ; p. 169 : *ex jurgio itaque quod inter se moverant oratio ista composita est*. Que l'*in Clodium et Curionem* soit le représentant direct de l'altercation que Cicéron avait eue avec Clodius dans le Sénat (*ad Attic.*, I, 16, 8), comme le veut BECK, *Einleitung und Disposition zu Ciceros fragmentarisch erhaltener Rede in Clodium et Curionem*, Progr., Zwickau, 1886, ou un pamphlet par lequel Cicéron aurait riposté à celui de Curion (*ad Attic.*, III, 12, 2) — c'est l'avis de SCHMIDT, *Flugschriften aus der Zeit des ersten Triumvirats* (*Neue Jahrbücher für das Klassische Altertum*, 7, 1901) — il est certain que le discours écrit reproduit des éléments de l'altercation réelle, ainsi qu'il résulte de la confrontation, avec la lettre de Cicéron (*ad Attic.* I, 16, 9, 11), des fragments du discours.

sont beaucoup plus nombreux pour le premier que pour le second discours. L'hypothèse de Madvig, qu'une lacune expliquerait la brièveté du commentaire de la seconde Cornélienne, l'essai de reconstitution de deux plaidoyers *pro Cornelio* de Beck (1) sont fondés seulement sur l'interprétation que paraît donner le scholiaste de l'allusion de Cicéron à la durée de la plaidoirie : *Cicero, ut ipse significat, quadriduo Cornelium defendit : quas actiones contulisse eum in duas orationes apparet* (2). Au reste il est évident que Beck n'est pas arrivé à donner à la seconde Cornélienne figure de plaidoyer (3) et tous les fragments se rapportent à un seul thème, la critique des témoins.

Il ressort du lemme par lequel débute le commentaire

(1) R. G. BECK, *Quæstionum in Cic. pro C. Cornelio orationes capita quattuor*, Dissert., Leipzig, 1877.

(2) ASCONIUS, *St.*, p. 50. La leçon des mss. : *duas actiones contulisse cum in duas orationes appareat* n'appelle aucune correction et il est clair que le scholiaste veut dire : Cicéron, lui-même le fait remarquer, a plaidé pour Cornélius 4 jours durant, bien qu'il paraisse avoir prononcé deux plaidoiries distinctes dont il aurait tiré deux discours. La lecture adoptée depuis le xvi^e siècle donne au mot *actio* un sens qu'il n'a jamais eu et prête au scholiaste une remarque dont l'insignifiance est évidente.

(3) BECK, *op. l.*, p. 58, reconnaît que la démonstration oratoire est épuisée dans la première Cornélienne : *ipsa enim causa priore jam Corneliana, qua omnia crimina refutantur, quæ objecta sunt Cornelio, refutata est*. Mais il faudrait voir dans la seconde Cornélienne une invective contre le parti aristocratique, une apologie du parti populaire : ce serait un plaidoyer analogue au *pro Sestio*, où, assure Beck, Cicéron parlait alors qu'il n'y avait plus rien à dire de la cause elle-même. Or il est clair que ce rapprochement n'est pas justifié ; en effet la phrase : *Et quanquam a Q. Hortensio, clarissimo viro atque eloquentissimo, causa est P. Sesti perorata... tamen adgrediar ad dicendum (pro Sestio 2, 3)* ne doit pas être interprétée strictement, comme le prouve le contexte : *contentdamque... ut in hac confusa atque universa defensione nihil a me, quod ad vestram quæstionem, nihil, quod ad reum, nihil, quod ad*

de ce discours et des observations du scholiaste (1) que Cicéron y développait la critique de trois témoins anciens consuls, tandis que deux autres consulaires n'avaient pas encore parlé. On pourrait admettre, pour expliquer cette situation de la seconde Cornélienne dans le débat, que l'avocat, après l'audition des trois premiers témoins qui aurait suivi sa plaidoirie, aurait constaté qu'il était nécessaire de modifier son système de défense : il aurait demandé un tour de parole supplémentaire et ce serait à ce moment seulement que serait intervenu son aveu, en ce qui concerne le principal grief. Mais cette hypothèse est inadmissible, parce que, déjà dans la première Cornélienne, Cicéron avait reconnu que Cornélius avait donné lecture de sa proposition de loi. Des trois points traités dans la première Cornélienne, le second : *an id quod Cornelius fecerit, lege majestatis teneatur*, porte sur le fond de la cause, telle que Cicéron la définit dans l'*in Vatinius* (2) : Cornélius

rem publicam pertineat, prætermisum esse videatur (*ibid.*, § 5). Il s'agit d'une formule de politesse par laquelle l'avocat qui parle le dernier rend hommage à ses collaborateurs (cf. *pro Murena*, 23, 48) et d'autre part il est évident que, dans le *pro Sestio*, Cicéron traite le fond même de la cause, puisqu'il s'agissait d'établir que la précaution prise par Sestius de s'entourer d'hommes armés était justifiée par les provocations de Clodius. Sur le rôle de Cicéron dans la défense de Sestius cf. *scholia Bobiensia, St.*, p. 125.

(1) *St.*, p. 62 : *Num in eo, qui sint hi testes, haesitatis? Ego vobis edam. Duo reliqui sunt de consularibus, inimici tribuniciae potestatis. Pauci præterea adsentatores eorum atque adseculae subsequuntur.*

M. Lucullum et M'. Lepidum significat. Quinque enim consulares, ut jam diximus, in Cornelium testimonium dixerunt : Q. Catulus, Q. Hortensius, Q. Metellus Pius pont. max., quos hac secunda oratione tractat, et duo qui nondum dixerant, quos nunc significat, Lucullus et Lepidus.

(2) *In Vatinius testem interrogatio, 2, 5 : Codicem legisse dicebatur (Cornelius) ; defendebat testibus conlegis suis non se recitandi causa legisse, sed recognoscendi.*

soutenait que, s'il avait véritablement lu son manuscrit, il avait entendu, non pas en donner lecture officielle, mais seulement en contrôler les termes.

Reste que la seconde Cornélienne n'est pas une plaidoirie supplémentaire qui aurait interrompu le *locus testium*, mais qu'elle est constituée des éléments mêmes de l'interrogatoire des témoins. De même que Cicéron a tenu à conserver le souvenir de son altercation avec Vatinius témoin à charge contre Sestius, il a voulu attester sa rencontre avec trois témoins de marque, Catulus, Hortensius, Metellus Pius, dans l'affaire Cornélius (1).

Par suite la première Cornélienne est antérieure à l'interrogatoire et représente à elle seule la plaidoirie.

2^o Le témoignage de Pline le Jeune confirme ces conclusions et a d'autant plus de valeur que Pline n'a pas été dupe des remaniements de la rédaction, comme le furent la plupart des écrivains anciens. Dans la lettre à Tacite où il exprime l'opinion que la plaidoirie ancienne était généralement plus développée que les plaidoyers qui la représentent, Pline observe (2) : *idem (Cicero) pro Cluentio ait se totam causam vetere instituto solum perorasse et pro C. Cornelio quadriduo egisse, ne dubitare possimus quæ per plures dies, ut necesse erat, latius dixerit, postea recisa ac repurgata, in unum librum, grandem quidem, unum tamen, coartasse*. Il ressort de ce texte que l'allusion de Cicéron à la durée de sa plaidoirie, que rapporte aussi

(1) Sur l'importance de témoignages qui prennent les proportions de véritables discours cf. notamment de *Oratore* II, 11, 48 : *Nam et testimonium saepe dicendum est ac nonnunquam etiam accuratius, ut mihi etiam necesse fuit in Sex. Titium seditiosum civem et turbulentum; explicavi in eo dicendo omnia consilia consulatus mei, quibus illi tribuno plebis pro re publica restitisssem, quæque ab eo contra rem publicam facta arbitrarer exposui; diu retentus sum, multa audivi, multa respondi* (c'est Antoine qui parle).

(2) *Lettres*, I, 20, 8.

le scholiaste, figurait dans la première Cornélienne et en même temps que Pline avait reconnu dans la seconde Cornélienne un discours étranger à la plaidoirie proprement dite.

3^o Quintilien, dont il est permis de préférer le témoignage à celui d'Asconius dans le cas particulier, parce qu'il avait une expérience d'avocat qui manquait au scholiaste, définit tout autrement que celui-ci la marche du débat. D'après lui (1), Cicéron, averti par le réquisitoire de la menace qui pesait sur son client, du fait que des témoins de marque devaient intervenir, a devancé leur attaque : *testes in Cornelium accusator lecti a tribuno codicis pollicetur ; facit hoc Cicero supervacuum quia ipse fateatur*. Rapprochons ce texte d'un passage de l'*in Vatinius* (2), où Cicéron évoque l'affaire Cornélius, antérieure de dix années : *codicem legisse dicebatur Cornelius ; defendebat testibus conlegis suis non se recitandi causa legisse, sed recognoscendi*. On voit quelle a été la manœuvre de l'avocat : l'équivoque du terme dont l'accusateur s'est servi, *legere*, lui laisse une bonne position défensive et son aveu ne l'engage à rien ; en effet, s'il reconnaît le point de fait — comment aurait-il pu le contester ? — il réserve le point de droit. Cornélius n'a pas lu le texte de la loi dans l'intention de se substituer au héraut, seul qualifié pour la lecture préliminaire au vote ; il a simplement entendu vérifier, en présence du peuple, les termes de sa proposition de loi. Ainsi l'aveu de la défense, non seulement n'a pas été arraché par les témoins, mais annihile à l'avance leurs dépositions, car le texte de Quintilien ne permet pas le doute : c'est avant l'audition des témoins que Cicéron abandonne à l'accusateur le terrain sur lequel celui-ci, comptant sur son équipe de consulaires,

(1) *Institut. oratoire*, V, 13, 18.

(2) *In Vatin. testem.*, 2, 5.

a pris position, et porte la controverse tout entière sur un point où ni accusateur ni témoins ne l'attendent. Au reste, si l'interrogatoire avait déjà élucidé la question de savoir comment il fallait interpréter le geste de Cornélius, Cicéron aurait-il pu plaider quatre jours de suite ? Le débat ne se serait-il pas resserré sur ce seul point ? Il est d'ailleurs visible, dans le peu qui nous reste de la première Cornélienne, que l'avocat prépare la discussion de la question dont il a fait le point essentiel de la controverse et sur laquelle les tribuns *advocati* pourront tenir tête aux cinq consulaires, la question de savoir s'il y a eu *recitatio* ou *recognitio* (1).

4^o Enfin, si l'on objectait que, nos conclusions étant fondées seulement sur les quelques fragments qui nous sont parvenus des discours publiés et les témoignages d'auteurs anciens qui lisaient ces discours in-extenso, on peut préférer l'information du scholiaste, nous répondrons que les dires d'Asconius sur le plan du débat sont contradictoires et que l'origine de cette contradiction est manifeste : Asconius s'est mépris sur la nature de la seconde Cornélienne.

Dans l'argument, le scholiaste observe que les dépositions de cinq témoins anciens consuls, qu'il nomme, contraindrent Cicéron à reconnaître la matérialité du principal grief ; cette observation suit immédiatement la mention du réquisitoire et il n'est pas douteux que le scholiaste entende que l'interrogatoire des cinq témoins a précédé la plaidoirie ; or, dans *l'enarratio*, Asconius dit qu'au moment où Cicéron prononçait la *Corneliana secunda*, [deux des consulaires témoins au procès n'avaient pas encore parlé.

(1) Cf. notamment ASCONIUS, *St.*, p. 50 : *In hac causa tres sunt quæstiones : prima, cum sit Cornelius reus majestatis legis Cornelix, utrum certæ aliquæ res sint ea lege comprehensæ quibus solis reus majestatis teneatur, quod patronus defendit.*

D'où le scholiaste tient-il ce dernier renseignement ? Du lemme même qu'il explique et qui est emprunté à l'exorde du second discours ? Pourquoi a-t-il, dans l'argument, situé l'interrogatoire avant la plaidoirie ? Parce qu'il considère la *Corneliana secunda* comme une partie de la plaidoirie. Un passage de Quintilien montre clairement le principe de cette erreur. Quintilien voyait, dans l'*in Vatinius*, une partie détachée et publiée isolément de la plaidoirie (1) : *interdum adversus singulos dirigitur actio; quod insectationis genus et permixtum defensionis invenimus in orationibus plurimis et separatim editum, sicut in Vatinius testem*. Sans distinguer entre les procès à plusieurs *actiones*, comme ceux de *repetundæ*, et les procès à débat unique, Quintilien observe que la critique des témoins déjà entendus est tantôt incorporée aux discours, tantôt publiée à part ; il ne se rend pas compte que l'*in Vatinius* ne représente pas la critique d'un témoignage, mais l'interrogatoire d'un témoin, et par suite le rapporte à la plaidoirie. Que telle ait été l'interprétation du scholiaste, en ce qui concerne la seconde Cornélienne, on n'en peut douter, puisqu'il remarque (2) que dans ce discours l'avocat discute les dires de trois témoins. Or, sachant par Cicéron même que la plaidoirie avait occupé quatre audiences consécutives (3) et constatant que, dans la seconde Cornélienne — qu'il considère comme une partie détachée de cette plaidoirie — il était question de témoins déjà entendus, il devait conclure à un interrogatoire antérieur à la plaidoirie.

Ainsi le débat du procès de Cornélius s'est déroulé dans

(1) *Institut. oratoire*, V, 7, 6.

(2) ASCONIUS, *St.*, p. 62 *Quinque enim consulares, ut jam diximus, in Cornelium testimonium dixerunt : Q. Catulus, Q. Hortensius, Q. Metellus Pius pont. max., quos hac secunda oratione tractat...*

(3) *Ibid.*, p. 50.

l'ordre normal : la plaidoirie a précédé l'interrogatoire des témoins au cours d'une *actio* unique.

Cette fois Escher qui ne connaît pas le texte de Pline et n'a pas discerné l'origine du *pro Cornelio II* enregistre une exception à l'ordre qu'il a reconnu normal.

Tel est le seul indice d'une anomalie dans l'ordre de la plaidoirie et de l'interrogatoire qu'ait relevé Escher dans tous les plaidoyers de Cicéron postérieurs à la loi Aurelia qui ne sont pas relatifs à des procès de *repetundæ* : il lui paraît vraisemblable que les témoins de l'affaire Cornelius ont déposé après le réquisitoire, avant la plaidoirie (1). Nous venons de voir que manifestement il n'en est rien ; de même il est bien inutile de supposer avec lui que les procès de Cluentius et de Cælius ont donné lieu à deux débats, puisque les témoignages invoqués sont, l'un un témoignage écrit, l'autre un témoignage recueilli dans un procès antérieur. Remarquons d'ailleurs que, dans le *pro Cluentio* comme dans le *pro Cælio*, le thème habituel de la critique des témoins s'adresse à des témoins non encore entendus.

Or, dans les trois plaidoyers *pro Fonteio*, *pro Flacco* et *pro Scauro*, ce thème est consacré à des interrogatoires qui ont précédé, et ce n'est pas chaque fois un témoignage unique que Cicéron mentionne, ce sont les dépositions d'innombrables témoins qui ont parlé au nom de la Gaule, de l'Asie, de la Sardaigne.

Ici Escher n'a point hésité à reconnaître deux débats, parce que, dit-il, la *comperendinatio* était obligatoire dans les procès de *repetundæ* ; il en voit d'ailleurs la preuve dans les allusions du *pro Fonteio* et du *pro Scauro* à deux *actiones* et, pour le *pro Flacco*, dans cette circonstance qu'un témoin déjà entendu a trouvé le temps de mourir avant le moment

(1) ESCHER, *op. l.*, p. 128.

où Cicéron prononce sa plaidoirie (1). Malheureusement cette explication, qui admet deux séries de débats et par suite deux interrogatoires dont l'un a précédé la plaidoirie, n'est pas suffisante, observe Escher, en ce qui concerne le *pro Scauro*. Rapprochant deux textes (2) desquels il ressort, d'une part qu'un seul témoin fut entendu au cours de la première *actio*, d'autre part que de nombreux témoins avaient été interrogés déjà au moment où Cicéron prononça sa plaidoirie, Escher avoue ne pouvoir recourir à l'explication qu'il avait fait valoir pour le *pro Fonteio* et le *pro Flacco*, et admet, comme très vraisemblable, que dans la deuxième *actio* du procès de Scaurus l'interrogatoire a eu lieu entre le réquisitoire et la plaidoirie.

En réalité, l'hypothèse de deux *actiones* et par suite de deux interrogatoires, dont l'un antérieur aux discours qui seraient prononcés au cours de la deuxième *actio*, est aussi insuffisante, dans les *pro Fonteio* et *pro Flacco* que dans le *pro Scauro*, à rendre compte des anomalies que nous relevons en ce qui concerne la place de l'interrogatoire des témoins. Si Escher avait étudié la disposition des trois plaidoyers, il aurait vu que, dans tous les trois, les allusions de l'avocat aux témoins déjà entendus ne se rapportent pas à un seul, mais à plusieurs interrogatoires. Pour expliquer cette situation, il ne suffit pas de faire intervenir la *comperendinatio*, qui impose deux *actiones*, mais aussi la tactique de l'accusation. Ce n'est point ici le lieu d'exposer dans le détail les particularités des débats dans le procès de *repetundæ* ; il suffira de rappeler ce que nous disions plus haut

(1) ESCHER, p. 126 ; *pro Flacco*, 17, 41.

(2) ESCHER, p. 128 ; 1^o *pro Scauro*, 13, 29 : *tu vero comperendinasti uno teste producto* ; et aussi : *etiamne Valcrio teste primam actionem confecisti* ; 2^o *ibid.*, 10, 21 : *est enim unum maximum totius Sardinie frumentarium crimen, de quo Triarius omnes Sardos interrogavit* (non pas tous les Sardes, mais rien que des Sardes).

pour établir l'obligation du double débat dans cette catégorie d'affaires : dans les trois procès de Fonteius, de Flaccus et de Scaurus, l'accusation a adopté une tactique qui n'est autre que celle dont Cicéron avait repris la tradition, déjà ancienne, dans le procès de Verrès. Fort de ses légions de témoins, d'une documentation écrasante, et aussi pressé d'en finir pour éviter à ses clients étrangers les frais d'un long séjour à Rome ou peut-être aussi les tentations contre lesquelles Cicéron met en garde aussi bien ses Siciliens que ses juges, l'accusateur renonce à l'habituel réquisitoire et procède directement à l'interrogatoire des témoins. Il en résultait pour la plaidoirie des conditions toute spéciales dont la connaissance peut seule rendre compte des anomalies signalées par Escher dans le *pro Scauro* et qui, nous le verrons, se retrouvent aussi dans le *pro Fonteio* et le *pro Flacco*.

L'enquête d'Escher l'avait conduit à la conclusion suivante (1) : « bien que Cicéron dise que tous les témoins n'étaient interrogés qu'après les discours, il résulte de nos recherches qu'il s'agit d'un usage auquel il était possible de se soustraire, encore que la plupart du temps on s'y conformât, et non pas d'une disposition légale ». Nous venons de voir que les textes allégués par Escher ne permettent pas de conclure à une exception quelconque ; même dans le procès de *repetundæ*, la règle est respectée. En effet il n'y a pas interversion des discours et de l'interrogatoire des témoins, mais suppression du réquisitoire. Que dit Cicéron (2) à Hortensius, qui exige le discours de l'adversaire : « Ce que la loi m'a donné dans mon intérêt, n'ai-je pas le droit d'en faire l'abandon ? et n'est-ce pas dans mon intérêt qu'elle m'a attribué le temps nécessaire

(1) ESCHER, p. 129.

(2) *In Verr.*, Act. II, I, 9, 25.

pour exposer mes griefs et développer ma cause ? Si j'y renonce, ce n'est pas à toi que je fais du tort (1)... c'est une part de mon droit et de mes avantages que je sacrifie ». Mais si, pour interroger immédiatement les témoins, il faut renoncer à discourir, n'est-ce pas que la loi a déterminé expressément l'ordre des discours et de l'interrogatoire ?

*
* *

Sur cette question de l'ordre du débat, il nous reste à dire un mot de la thèse de Zumpt (2). Bien qu'il loue la précision du travail d'Escher, cet érudit en a remis en question tous les résultats ou plutôt il a retenu seulement ceux qui cadraient avec son interprétation d'un texte de Quintilien (3), sur lequel il a construit toute sa théorie du plan de l'*actio* : *verum interim et singulos (testes) ut exornare, ita destruere contingit, aut recitatis (testimoniis) in actione aut testibus nominatis : quod iis temporibus, quibus testis non post finitas actiones rogabatur, et facilius et frequentius fuit.*

Escher (4) avait vu dans ce passage une allusion à la législation pompéienne de 52 qui, on le sait, prescrivait, dans le procès de Milon, que trois journées seraient consacrées à l'interrogatoire des témoins, une quatrième aux discours. Combien de temps cette législation a-t-elle duré ? Nous n'en savons rien, mais il est certain qu'elle a été

(1) Nous verrons, en étudiant à part la marche de la plaidoirie dans le procès de *repetundæ*, que le plan des plaidoyers répond exactement aux conditions qui résultent de cette carence de l'accusateur : la défense garde le silence au cours de la première *actio* ; elle plaide longuement au début de la seconde, sur les charges présentées par les témoins de la première ; d'autre part le plaidoyer écrit a retenu les petits discours prononcés au cours de l'interrogatoire de la 2^e *actio* et la *miseratio* finale.

(2) *Criminalprozess*, p. 216-219, p. 230.

(3) *Institut. oratoire*, V, 7, 25.

(4) ESCHER, p. 134.

appliquée à bien d'autres affaires que celle de Milon ; Asconius l'atteste (1) pour les procès intentés aux fauteurs des désordres qui suivirent la mort de Clodius, et, dans le *Brutus* (2), Cicéron évoque la période — immédiatement antérieure à la guerre civile — où, dit-il, Hortensius et lui plaidaient tous les jours, sans préparation, pendant les trois heures qu'accordait la loi Pompeia. Je crois d'ailleurs que Quintilien ne songe pas seulement à cette période, mais aussi aux procédures de l'*ampliatio* et de la *comperendinatio*, dans lesquelles les discours de la deuxième *actio* pouvaient naturellement faire état des témoignages recueillis dans la première. Or Zumpt affirme, sans la moindre preuve — et alors que le texte de l'*Institution Oratoire* (*iis temporibus*) ne s'explique bien que si l'on y voit des périodes particulières de la législation — que Quintilien oppose, à l'organisation judiciaire de son temps, celle de l'époque républicaine, d'une façon générale.

Nous avons vu que Zumpt n'avait pas reconnu, dans le procès de *repetundæ*, le *comperendinatus*. Cependant il avait fini par admettre que les expressions *prima actio*, *duæ actiones*, dans le *pro Fonteio* et le *pro Scauro*, désignaient autant de débats complets et par suite que l'*ampliatio* avait subsisté après la loi Aurelia. D'autre part, certains plaidoyers semblaient justifier la thèse, d'après laquelle l'interrogatoire aurait eu lieu avant la fin des discours. Enfin il lui parut naturel que, dans les causes vastes et soutenues par plusieurs avocats, ceux-ci se soient affrontés par couples, comme des gladiateurs, et qu'un interrogatoire partiel ait suivi chaque échange de discours. Chacune de ces tranches du débat (3) aurait constitué ce

(1) *St.*, p. 45, 46.

(2) *Brutus*, 94, 324.

(3) Je ne vois pas ombre de démonstration de cette proposition; que Zumpt considère comme établie dans ses analyses des débats ,

qu'il appelle *actio* ou *termin*. Nous retrouvons ici l'interprétation d'*actio* = débat journalier, que Zumpt avait d'abord appliquée aux textes du *pro Fonteio* et du *pro Scauro*. Cette interprétation et ce sens fantaisiste subsistant à côté de celui de *débat complet*, sans que l'auteur prenne la peine, sauf exception, de préciser chaque fois l'acception qu'il donne au mot *actio*, il en résulte une confusion constante que je ne suis pas le premier à signaler (1).

Il est inutile et il serait impossible de discuter la démonstration de Zumpt en ce qui concerne ce qu'il dit du nombre des *actiones* dans chacun des procès cicéroniens, pour la bonne raison qu'il ne donne jamais ses preuves. Tout ce qu'il est permis de conjecturer, c'est que Zumpt reconnaît autant d'*actiones* = débats quotidiens, qu'il y a d'avocats dans la partie qui en compte le plus ; quant aux *actiones* = séries de débats complets, il est absolument impossible de savoir comment il s'y prend pour les reconnaître. En fait il n'avait et ne pouvait avoir aucun critère. Tandis qu'Escher n'avait pas hésité à reconnaître la *comperendinatio* dans les procès de *repetundæ*, et avait recouru à l'*ampliatio* pour rendre compte de la mention dans les plaidoyers *pro Cluentio* et *pro Cælio* de ce qu'il croyait être chaque fois un témoignage, cette explication était interdite à Zumpt, puisque précisément il admettait que la place normale de l'interrogatoire se trouvait dans la

cf. *Criminalprocess*, p. 223-230. Voici par exemple comment il décrit le procès de Murena : Zuerst sprach Serv. Sulpicius : ihm antwortete Q. Hortensius : es schloss das Beweisverfahren. Nach diesem Beschlusse der ersten *actio* folgten C. Postumus und der jüngere Sulpicius, auf sie M. Crassus und wahrscheinlich erneutes Beweisverfahren. Den Beschluss machten M. Cato und Cicero, worauf die Verhandlungen beendet waren.

(1) Cf. notamment J. LEZIUS, *Comperendinatio bei Cicero pro Flacco* ? *Philologus*, 60, N. F, 14 (1901), p. 593

même *actio*, entre deux échanges de discours. Sa démonstration, en ce qui concerne les procès cicéroniens, est de bout en bout un roman où l'arbitraire le dispute à l'incohérence. Comment d'ailleurs aurait-il pu aboutir à une caractéristique précise, puisqu'il ne peut jamais savoir à combien d'*actiones* le procès a donné lieu, ni quelle est la marche des débats à l'intérieur de l'*actio* ?

Bien que les arguments invoqués par Zumpt pour établir que l'interrogatoire des témoins trouve place avant la fin des discours, à la suite de ces *actiones* (débats quotidiens) dont le nombre aurait été de 4 dans les procès de Murena et de Cælius, ne méritent guère la discussion, l'importance même de la question de l'ordre des débats exige que nous ne laissions rien dans l'ombre.

Les 3 procès de *repetundæ* offraient à Zumpt une démonstration facile : manifestement Cicéron discourt après que des témoins ont été entendus. Mais comme l'auteur du *Criminalprozess* admet ici deux débats complets (1), il n'a pas prouvé le moins du monde que l'interrogatoire s'intercalât, dans le même débat, entre deux échanges de discours.

Pour le *pro Cluentio*, Zumpt s'en tient au témoignage du vieux Balbutius (2) ; pour le *pro Cælio*, il observe que quatre avocats soutinrent l'accusation, deux la défense (3). Ce serait l'occasion de vérifier son hypothèse des interrogatoires partiels qui suivraient chaque échange de discours,

(1) Il dit même, *Criminalprozess*, p. 224, que, dans le procès de Flaccus, il y eut deux *actiones*, au minimum. Cependant il n'avait admis qu'une reprise facultative, après la loi Aurelia. Et il ne s'agit pas ici de l'*actio* = *débat quotidien*, car Zumpt a bien voulu préciser cette fois.

(2) *Criminalprozess*, p. 222.

(3) *Ibid.*, p. 226. Zumpt nomme quatre accusateurs parce qu'il fait de L. Herennius Balbus un L. Herennius et un Balbus, et seulement deux défenseurs, parce qu'il oublie Cælius lui-même.

et, il faut le reconnaître, Zumpt s'étonne qu'il puisse être question dans le plaidoyer cicéronien — le dernier de la série, affirme-t-il — d'un interrogatoire à venir, car si les 4 accusateurs ont prononcé chacun un réquisitoire, 4 *termine* auraient eu lieu et les premiers auraient épuisé complètement la liste des témoins. Mais sur quoi se fonde Zumpt pour conclure que cependant un interrogatoire partiel a eu lieu déjà ? Sur ce témoignage de Lucceius qui, nous l'avons montré, date d'une affaire antérieure. Il vaut d'ailleurs la peine de remarquer comment Zumpt donne ses références : « Cicéron, dit-il, mentionne des dépositions déjà recueillies (1) et fait allusion à d'autres qui suivront ».

Dans le *pro Plancio*, il est fait allusion aux dires d'un « excellent jeune homme », dont Escher ne dit mot, parce qu'il est manifestement un *laudator* (2) ; Zumpt y voit un témoin ; il voit encore des témoins en Q. Metellus, C. Sacerdos, L. Flaccus, *laudatores* nécessaires et, qui plus est, *advocati* (3) ; enfin il affirme, en dépit du texte (4), qu'il n'est pas question de témoins à entendre.

De même, dans le *pro Murena*, rien n'indiquerait que Cicéron s'attende à un interrogatoire à venir ; tout au contraire, l'avocat envisagerait comme établi que Murena a donné des festins, etc., etc. ; mais il est naïf de s'imaginer

(1) *Criminalprozess*, p. 227, et *pro Cælio* 22, 55.

(2) *Pro Plancio*, 12, 31 : *et quidem emissus per imprudentiam, emissus, ut cognostis, necessarii hominis optimique adolescentis rogatu*.

(3) *Ibid.*, 11, 27 : *fuit in Creta postea contubernalis Saturnini, propinqui sui, miles hujus Q. Metelli... qui qualem hunc putent, assiduitate testimonioque declarant*. L'emploi de *testimonium* ne doit pas faire illusion, car il arrive fréquemment à Cicéron, par un abus de langage dont il n'est pas dupe, de qualifier de témoins ses *laudatores*, cf. *ibid.*, 9, 22, *pro Fonteio*, 20, 45, *pro Flacco*, 40, 100, etc... Remarquer que *assiduitas* est le terme consacré pour l'*advocatus*.

(4) *Ibid.*, 23, 56.

que Cicéron ait besoin d'être contraint par les dires des témoins pour convenir de ces faits, et l'insistance avec laquelle il répète : « prouve donc qu'il y a eu corruption », permet d'affirmer que l'accusation n'a point fourni encore les preuves matérielles des charges imputées à Murena (1).

Enfin, dans le procès de Sestius, Zumpt situe encore le discours de Cicéron après le *locus testium*. Or il suffit de parcourir, fût-ce distraitemment, l'*in Vatinius*, pour se rendre compte que ce petit discours a été prononcé après la plaidoirie (2).

Il va sans dire que l'auteur du *Criminalprozess* n'apporte pas la moindre preuve (3) à l'appui de son système des interrogatoires partiels qui suivraient, dans les causes où se présentent plusieurs avocats, chaque échange de discours.

*
* * *

Il ressort de cette étude :

1^o que dans tous les plaidoyers relatifs à des causes de *repetundæ*, de même que dans les plaidoyers civils, l'ora-

(1) *Pro Murena*, 32, 67 : *Nam factum sit necne, vehementer quaeritur* ; 33, 70 : *At sectabantur multi. Doce, mercede, concedam esse crimen* ; 35, 73, etc... Il serait extraordinaire que Cicéron ait pu s'exprimer ainsi après un interrogatoire, d'autant plus que l'accusation disposait de témoins nombreux ; cf. 24, 49 : *etenim te inquirere videbant..... ; observationes, testificationes, seductiones testium... animadvertabant*.

(2) Cf. notamment 1, 2 : *Etenim debuisti, Vatini, etiamsi falso venisses in suspicionem P. Sestio, tamen mihi ignoscere, si in tanto hominis de me optime meriti periculo et tempore ejus et voluntati parere voluisssem* ; cf. aussi *pro Sestio*, 6, 14.

(3) Je ne vois qu'un essai de démonstration sur ce point ; Zumpt dit, p. 229, que la déposition du témoin — qui est un *laudator* — dont il est question dans le *pro Plancio*, 12, 31, est en relation avec le réquisitoire de M. Juventius.

teur fait état de nombreux témoignages recueillis avant le moment où il parle.

2^o que dans aucun des autres plaidoyers criminels postérieurs à la loi Aurelia, il n'est question d'un témoignage recueilli au cours du procès ; nulle part Cicéron, même quand il prononce, en qualité de protagoniste, le dernier discours de la défense, ne mentionne un témoin déjà entendu.

Ces résultats, en même temps qu'ils confirment les conclusions auxquelles nous avait conduit l'étude des législations successives, en ce qui concerne le renouvellement du débat — la loi Aurelia a supprimé l'*ampliatio* et conservé la *comperendinatio*, procédure du procès de *repetundæ* — justifient les témoignages de Cicéron sur l'ordre des deux actes essentiels du procès romain : dans l'*actio*, l'échange des discours précède invariablement l'interrogatoire des témoins.

Nous avons à présent une solide base de recherches pour l'étude de la plaidoirie. Il était impossible en effet d'étudier les discours cicéroniens dans leurs rapports avec les débats tant qu'on n'avait pas déterminé le plan du procès républicain. Comment définir le rôle des plaidoyers dans la théorie de Zumpt, quelle fonction leur assigner d'après l'*Essai sur l'éloquence judiciaire à Rome* de Poiret qui a trop souvent suivi Zumpt (1) et n'a pas non plus reconnu le plan de l'*actio* ? « Quant à la conduite du procès, dit Poiret (2), elle admettait une grande liberté et les usages

(1) POIRET, *op. l.*, p. 205, a repris en particulier la thèse de Zumpt sur la reprise facultative des débats, après la loi Aurelia, et il a cru en trouver confirmation dans le texte suivant : *ut, si in reo pecuniæ absoluto rursusque revocato prævaricationem accusator esse definiat.....* ; or ce texte, *Partition oratoire*, 36, 124, le seul qu'il invoque, ne prouve rien ; il ne s'agit pas de la reprise du débat dans une même affaire, puisque l'accusé a été acquitté.

(2) *Ibid.*, p. 216.

n'étaient pas tellement impérieux qu'ils ne pussent être modifiés suivant les circonstances de la cause, les préférences des orateurs, ou la volonté du président. Il régnait un tel arbitraire, que non seulement l'ordre pouvait être renversé, mais que les discours pouvaient scander les dépositions des témoins, que les uns et les autres pouvaient se répéter, et que le tout, plaidoiries, enquêtes, répliques, *altercationes* formait un ensemble aussi plein d'imprévu qu'impossible à décrire exactement ».

Mais avant d'étudier les conditions qui résultent pour la plaidoirie romaine de sa place entre le réquisitoire et l'interrogatoire des témoins, il faut élucider la question de savoir si l'*altercatio* est un acte essentiel et distinct du débat.

L'altercatio

L'existence d'une *altercatio*, troisième phase du débat, était apparue à Poiret comme une nécessité logique. Bien qu'il ne pensât point que le *locus testium* dût obligatoirement prendre place après les discours, Poiret se demanda s'il était admissible que les avocats, parlant généralement avant un interrogatoire qui réservait, notamment à la défense, plus d'une surprise, n'aient point eu la parole pour rectifier et compléter une argumentation dont ils ne possédaient pas tous les éléments au commencement du débat. Une interprétation hâtive d'un paragraphe de Quintilien le confirma dans cette idée et lui fit admettre que l'*altercatio* aurait constitué une phase nécessaire du débat, un troisième acte, distinct du *locus testium* ; il y aurait eu, après celui-ci, un dernier engagement vif et rapide, où les adversaires auraient épuisé leurs munitions, si je puis dire ; les réfutations, rectifications, explications de toutes sortes que soulevaient les points contestés, auraient eu leur lieu normal dans l'*altercatio*.

Au sens propre, *altercatio* se dit de tout échange d'explications qui prend la forme du dialogue. Or il est tout naturel que le lieu ordinaire de ces dialogues ait été la discussion contradictoire des documents versés au débat. Quintilien ne dit pas autre chose (1) : « dans les causes très nombreuses dont l'issue dépend uniquement de preuves inartificielles ou du moins de preuves de l'une et l'autre espèce (2), l'engagement (l'*altercatio*) auquel donnent lieu ces preuves est très dur » ; et plus loin (3) : « la situation est la même que dans l'interrogatoire des témoins ; toute la différence est dans les personnes ; là, c'est un combat entre l'avocat et les témoins ; ici, c'est une lutte qui met aux prises les avocats ». D'après ce dernier texte, l'usage au temps de Quintilien aurait été de présenter séparément les témoins et les pièces à conviction, en sorte que l'on en vint à donner le nom d'*altercatio* à cette seconde partie de la phase des débats que Cicéron appelait *locus testium*. Mais de là à conclure à l'existence d'une troisième phase des débats, l'*altercatio*, où le litige aurait été repris de toutes pièces et traité par questions et réponses, il y a loin. S'il en avait été ainsi, on ne voit pas bien pourquoi certains avocats, au temps de Quintilien, n'auraient pas daigné y prendre part et auraient laissé à des subalternes le soin de représenter la cause (4) ; évidemment ce sont des techniciens,

(1) *Institut. Oratoire*, VI, 4, 4.

(2) *Ibid.*, V, 1, 1, Quintilien définit ces preuves : les *inartificielles* sont celles que l'orateur trouve en dehors de la rhétorique, par exemple les préjugés, les bruits publics, la torture, les pièces, les serments, les témoignages ; les *artificielles* « sont celles qu'il tire lui-même de la cause et qu'il engendre en quelque sorte ».

(3) *Ibid.*, VI, 4, 21.

(4) *Institution oratoire*, VI, 4, 6 : *at quidam litigatoribus suis illum modo ambitiosum declamandi sudorem praestitisse contenti cum turba laudantium destituunt subsellia pugnamque illam decretoriam imperitis ac saepe pullatæ turbæ relinquunt. Itaque videas alios plerumque in judiciis privatis ad actiones advocari, alios ad probationem.*

des experts, à qui l'on délègue la critique des documents et l'on est en droit d'en conclure que cette partie ne relève qu'à peine de l'art oratoire.

Mais si l'on peut hésiter sur le plus ou moins d'extension qu'il convient d'attribuer à l'engagement auquel donnait lieu la critique des documents à l'époque de Quintilien, la question ne se pose pas pour l'époque républicaine. Il est hors de doute en effet que, au temps de Cicéron, les preuves écrites étaient présentées soit au cours des plaidoiries, soit au cours de l'interrogatoire des témoins. Dans les débats que nous connaissons le mieux, ceux de l'affaire Verrès, nous constatons que les pièces à conviction vont toujours de pair avec les témoignages oraux. S'excusant à Hortensius de n'avoir pas prononcé le réquisitoire d'usage, Cicéron esquisse en quelques mots le développement qu'il aurait pu consacrer à l'affaire Dion, par exemple, et ajoute (1) : « ni mon réquisitoire, ni ta plaidoirie n'auraient eu grande importance. Et quand donc les témoins auraient-ils prêté l'oreille, concentré leur attention ? C'est quand Dion lui-même se serait avancé, suivi des personnes qui, à cette époque, en Sicile, étaient au courant de ses affaires, quand il aurait été établi qu'à la date exacte où Dion comparut devant Verrès, il a contracté des emprunts, fait rentrer ses créances, vendu des propriétés, quand l'on aurait présenté au tribunal des livres de compte d'hommes de confiance, quand ceux qui ont avancé de l'argent à Dion auraient déclaré que déjà à ce moment ils avaient entendu dire que ces sommes étaient destinées à Verrès... »

Le plus souvent c'est le témoin intéressé qui donne

(1) *In Verr.*, Act. II, I, 10, 28, 29 ; 49, 128 : *dixit Q. Tadius, ... tabulas protulit, quibus pecuniam se dedisse ostendit, Recita. Nomina Q. Tadi. Recita. Testimonium Q. Tadi* ; II, 76, 186 ; *pro Flacco*, 36, 90, etc...

lecture de ses propres livres de compte ; c'est le cas en particulier des témoins envoyés par les cités pour représenter leurs intérêts dans les procès de *repetundæ* ; ces témoins qui ont un mandat officiel présentent et commentent les documents dont ils sont porteurs (1). D'autre part nombre de pièces sont lues par l'avocat au cours des réquisitoires et des plaidoiries. Ce sont celles qui peuvent servir à étayer ou encore à amorcer un thème de l'argumentation oratoire ; souvent la lecture de ces documents provoque d'immédiates protestations de l'adversaire, comme nous le verrons en étudiant le *pro Cluentio* et le *pro Sylla*.

D'ailleurs il serait inexplicable que Cicéron, qui a tant écrit sur son art et faisait si grand cas des qualités les plus utiles dans l'*altercatio*, la promptitude et l'à-propos des ripostes, n'ait pas eu un mot pour cette prétendue troisième partie du débat (2). Il n'emploie pas le mot *altercatio* une seule fois, à ma connaissance, à propos de discours judiciaires (3). Poiret, qui ne s'était pas contenté du texte

(1) *Pro Flacco*, 17, 30 ; 17, 40 : *qui de tabulis publicis recitat iis, quæ in accusatoris potestate fuerunt, non debet habere auctoritatem* ; 22, 52 : *nunc vero, quid putem ? Trallianos Maeandrio causam commisisse...* ; 22, 53 : *quare, si hunc habent auctorem Tralliani doloris sui, si hunc custodem litterarum, si hunc testem injuriæ... remittant spiritus...*

(2) Alors surtout qu'il a traité si longuement de la raillerie et des bons mots dans le *de Oratore*, II, c. 54-72.

(3) Les rares exemples que nous trouvons dans Cicéron de l'emploi du mot *altercatio* se rapportent tous à des engagements au sénat ou devant le peuple. Ce terme que l'on trouve déjà dans Plaute avec le sens d'échange de paroles vives était courant à l'époque de Cicéron pour désigner les prises à partie, les dialogues animés de la vie parlementaire ; cf. *Brutus*, 44, 164, *ad Attic.*, I, 16, 8 ; quand il s'agit de débat judiciaire, il est remarquable que Cicéron dise *in altercando*, cf. *Brutus*, 43, 159 ; 47, 173 ; évidemment ce n'est pas à un moment particulier, mais aux altercations qui pouvaient se produire à n'importe quel moment du débat qu'il songe ; cf.

bien connu de Quintilien et s'était demandé « si l'altercation existait au temps de Cicéron comme une partie essentielle et distincte des débats », prouvait cette existence et situait l'altercation en s'appuyant sur ce passage des Verrines : *illud a me novum, judices, cognoscetis, quod ita testes constituam, ut crimen totum explicem, ubi id interrogando* (entre crochets dans Mueller), *argumentis atque oratione firmavero, tum testes ad crimen accommodem, ut nihil inter illam usitatam accusationem atque hanc novam intersit, nisi quod in illa tum, cum omnia dicta sunt, testes dantur, hic in singulas res dabuntur, ut illis quoque eadem interrogandi facultas, argumentandi dicendique sit* (1). Ce texte lui a paru démonstratif : l'altercation suivrait normalement les dépositions des témoins ; ici, dans le cas particulier, elle suivrait chaque grief au lieu de s'ouvrir sur l'ensemble.

La question est de savoir si le *argumenta atque oratio* désigne l'altercation ou le bref exposé par lequel Cicéron introduit l'interrogatoire sur chaque grief ; or la comparaison que fait Cicéron entre le dispositif usuel, qui place tous les discours avant un interrogatoire qui a lieu en bloc, et le dispositif adopté par lui, qui fait de chaque grief une cause particulière avec petit discours précédant chaque fois un interrogatoire partiel, ne permet pas le doute. L'erreur de Poiret ne peut provenir que du mot *interrogando*

aussi *Divinatio in Q. Cæcilium*, 13, 43 : *ac si tibi nemo responsurus esset, tamen ipsam causam, ut ego arbitror, demonstrare non posses ; nunc ne illud quidem cogitas, tibi cum homine disertissimo et ad dicendum paratissimo futurum esse certamen, quicum modo disserendum, modo omni ratione pugnandum certandumque sit*. L'emploi de *modo* répété prouve bien que Cicéron n'envisage pas une seule altercatio, pas plus d'ailleurs qu'un seul échange de discours.

(1) *Act. I*, 18, 55. Je rappelle que Cicéron a renoncé à prononcer le réquisitoire d'usage : *si quis erit qui perpetuam orationem accusationemque desideret, altera actione audiet*.

introduit à tort dans le texte pour faire pendant à l'*interrogandi* de la fin de la phrase et dont l'intrusion rend tout le passage, parfaitement clair sans cela, tout à fait intelligible. En effet que signifie ce mot *interrogando*, sinon la même chose que le *testes ad crimen accomodem* ? Or l'interrogatoire suit manifestement le petit exposé introductif ; d'abord Cicéron développe chaque grief, puis lorsqu'il a fait valoir ses arguments, il présente des témoins. Naturellement, l'interrogatoire étant commun aux deux parties, c'est l'ordre inverse qui est celui de la défense ; elle discourt après avoir questionné : *ut illis quoque eadem interrogandi facultas, argumentandi dicendique sit* (1).

Par suite tombe l'échafaudage des conclusions que l'on a fait reposer sur l'existence de ce mythe, l'*altercatio*. « Il faut donc à la fois, dit Poiret (2), reporter le discours au

(1) MADVIG, *Opuscula Academica*, Hauniae, 1834, p. 335, après avoir rappelé que Hotoman et Garaton avaient déjà remarqué que ce passage est corrompu : Zumpt, dit-il (il s'agit de l'éditeur des Verrires, C. T. Zumpt, Berlin, 1831) estime que Cicéron, en développant chaque grief isolément, entremêle son exposé de l'interrogatoire des témoins appropriés, et que la présentation de ces témoins (*testes ad crimen accomodem*) est un acte à part et postérieur. Or il est évident que Cicéron a divisé sa démonstration en deux parties bien distinctes, dont la première n'est autre chose que l'argumentation oratoire (*argumenta atque oratio*), la deuxième l'interrogatoire des témoins.

D'après Madvig, tous les manuscrits, dans cette partie des Verrires, sont surchargés d'interpolations provenant d'annotations qui se sont glissées dans le texte, et il ajoute : *causam falso explicandi et deinde interrogandi ostendi esse in eo, quod sequitur inverso ordine conjunctim* « *interrogandi facultas, argumentandi dicendique sit* ».

S'il pouvait subsister le moindre doute que le mot *interrogando* fasse double emploi avec le *testes ad crimen accomodem*, il suffit de se reporter à *in Verr.*, II, I, 11, 29 : *etenim sic me ipsum egisse memoria tenetis, ut in testibus interrogandis omnia crimina proponerem et explicarem, ut, cum rem totam in medio posuissem, tum denique testem interrogarem*.

(2) *Essai sur l'éloquence judiciaire à Rome pendant la République*, Paris, 1887, p. 214. Poiret ajoute, *ibid.*, n. 2, que « Madvig ne men-

commencement des débats et faire une place à la fin à l'*altercatio*. Tout se déduit alors et tout s'enchaîne : l'existence et la place de l'*altercatio*, qui permet de réparer les omissions des discours, nous fait comprendre pourquoi on commençait par ceux-ci et la place des discours nous explique la nécessité, avant la clôture des débats, d'un engagement final, l'*altercatio* ». On le voit, l'*altercatio* était la clef de voûte de tout un système d'explication des discours ; elle rendait compte des lacunes, allusions obscures pour nous qui sont si fréquentes ; d'autre part elle justifiait la tradition qui voit dans le discours écrit le représentant d'un unique discours réel, simple exposé introductif aux débats essentiels, ceux de la *probatio causæ*.

* * *

Ce n'est pas ici le lieu de déterminer le rôle de l'*altercatio* dans le procès romain et nous allons la retrouver en étudiant la marche de la plaidoirie. Il suffit à cette place que nous ayons montré que les débats comportent seulement deux parties, la démonstration oratoire et le *locus testium*, dont l'ordre est immuable.

tionne pas cette partie essentielle des débats » ; il aurait pu dire qu'aucun critique avant lui-même n'y avait songé. C'était au reste une idée ingénieuse et la seule explication logique que l'on pût donner de ce système qui réduisait la démonstration oratoire à l'échange de deux discours introductifs à l'interrogatoire des témoins, véritable centre des débats.

CHAPITRE III

LA PLAIDOIRIE RÉPUBLICAINE

Pour déterminer le rôle de la plaidoirie républicaine, il faut naturellement tenir compte des conditions du milieu, le milieu physique, climat, race, d'abord, puis le milieu social et politique. Je ne reviendrai pas sur ces éléments du problème parce que je n'ai rien à ajouter à l'étude qu'en a donnée M. Jules Martha dans la *Revue du Palais* (1) ; ce sont seulement les conditions qui procèdent de l'organisation judiciaire que j'étudierai ici.

Ces conditions résultent : 1^o de la place de la plaidoirie dans les débats ; 2^o des réglemens et usages qui en déterminent la durée et la marche.

I

Dans nos affaires d'assises, le réquisitoire et le plaidoyer, suivant l'interrogatoire des témoins, lui-même précédé de l'instruction et qui n'a rien laissé dans l'ombre, ne peuvent être autre chose que la mise au point d'une argumentation déjà traitée dans le plus grand détail. La situation oratoire, au moment où l'avocat moderne se lève pour prononcer

(1) *La plaidoirie à Rome au temps de Cicéron*, *Revue du Palais*, 1^{er} avril 1897.

sa plaidoirie, est la même que dans le procès grec ; elle présente un avantage : c'est que le défenseur dispose de tous les éléments de la cause ; aucune surprise ne peut plus se produire et il sait qu'il ne sera pas interrompu. En revanche, ce n'est pas un mince désavantage que de mettre en œuvre des arguments, des documents ressassés jusqu'à satiété, de s'adresser à un jury déjà blasé et peut-être fatigué, qui a eu tout loisir de former sa conviction avant ce dernier acte des débats qu'est la plaidoirie.

Tout autre est la situation de l'avocat romain : sans doute l'accusateur l'a précédé, et nous verrons que la défense doit souvent se plier à la tactique de l'accusation, mais toutes les ressources qu'offre la cause sont encore intactes ; ses preuves n'ont pas été déflorées par la discussion ; elles ont, dans le plaidoyer romain, tout l'intérêt de la nouveauté et il ne dépend que de l'art de l'avocat d'en tirer l'effet le plus dramatique.

Cette circonstance que la cause est neuve au moment où les adversaires s'affrontent en discours réguliers rend compte des principales particularités de la plaidoirie romaine. La place de la démonstration oratoire à l'ouverture des débats, à un moment où le jury ne connaît encore rien de la cause ni de l'accusé, explique pourquoi la plaidoirie fait une si large part à la *vita anteacta*, à la narration, à la critique des témoins. De même, ce fait que les éléments de la cause sont abordés pour la première fois rend compte de la longue durée de la démonstration oratoire, des incidents de toute sorte, des répliques, des altercations qui l'accompagnent, on peut le dire, régulièrement. Enfin la place du *locus testium* après la démonstration oratoire explique pourquoi l'accusation n'engage pas toutes ses ressources dans cette première phase des débats et parfois même tend visiblement à l'écourter le plus possible.

Souvent l'accusation, lorsqu'elle disposait de pièces à conviction probantes ou de témoins sûrs, se ménageait pour le *locus testium* le bénéfice de la surprise et se refusait à fournir à l'adversaire l'aliment nécessaire à la défense par l'argumentation oratoire. Sans doute, déjà par les confidences mêmes de l'accusé, le défenseur pouvait deviner les intentions de l'accusateur et amortir à l'avance dans sa plaidoirie les coups que celui-ci réservait pour le *locus testium* (1) ; cependant, comme le fait même de repousser une charge dont l'accusateur n'avait rien dit pouvait passer pour un aveu anticipé, et que la prudence engageait le défenseur à se borner à des allusions discrètes, on peut dire que, en règle générale, l'argumentation oratoire de la défense ne pouvait se développer qu'autant que l'accusation lui en fournissait les moyens et avait elle-même intérêt à argumenter. C'est là une des raisons et non la moindre de l'importance qu'a prise dans certains discours ce que l'on a appelé la *tractatio extra causam*.

Cependant, s'il ne faut jamais oublier, en lisant un plaidoyer, qu'il ne représente qu'une partie de la défense et que l'avocat n'a peut-être pas eu l'occasion d'aborder les points essentiels de l'affaire, il ne faut pas non plus perdre de vue que les causes pour lesquelles on fit appel à Cicéron étaient de celles qui avaient besoin d'un orateur. D'autre part l'accusateur devait souvent lui aussi, notamment dans les procès politiques, faire appel aux passions ; dans les cas mêmes où il avait lieu de compter sur les pièces et les témoins, il ne pouvait renoncer à faire valoir ce que les rhéteurs appellent la partie artificielle (2) de la cause ; et puis un orateur confiant en ses ressources ne pouvait récuser la discussion publique : l'usage exi-

(1) Nous avons vu que telle a été la tactique de Cicéron dans l'affaire Cornélius.

(2) QUINTILIEN, *Institution oratoire*, V, 1, 1 ; 8, 1 etc.

geait (1) qu'il prononçât un réquisitoire ; bref, en fait, il y a eu démonstration oratoire normale, c'est-à-dire échange de discours, pour toutes les affaires où s'est présenté Cicéron, sauf celles de *repetundæ* (2). Sans doute, dans plusieurs cas, l'accusateur s'est maintenu dans les généralités, sans entrer dans le détail des griefs, mais nous verrons, pour plusieurs plaidoyers où l'on est surpris du peu de place que tient l'argumentation proprement dite, ou qu'elle était beaucoup plus développée dans la plaidoirie réelle ou, dans les défenses en collaboration, qu'il n'y a pas lieu d'être choqué de son indigence ou même de son absence, pour la bonne raison que la répartition des tâches n'a pas donné du tout à Cicéron l'occasion d'argumenter.

Si l'accusateur se montre trop réservé et ne donne pas prise à la défense, celle-ci a souvent la ressource d'élargir le débat : c'est un procédé familier de la stratégie cicéronienne que de déborder l'adversaire par un large mouvement enveloppant et de transporter la discussion sur un terrain où il n'attend pas sa contre-attaque. L'accusateur se dérobaît, ne voulait pas engager ses moyens, refusait de prendre l'offensive ; il sera contraint à la défensive sur un terrain imposé par la défense. L'axe de la discussion est complètement déplacé et c'est vraiment un autre procès qui s'engage : dans le *pro Sex. Roscio Amerino*, dans le *pro Cluentio*, nous aurons l'occasion d'étudier cette manœuvre.

D'ailleurs la plaidoirie peut se passer, dans une certaine mesure, de données matérielles ; ce sont les données morales qui constituent son aliment propre et lui sont indispensables.

(1) Cf. notamment le passage si suggestif du *de Praetura urbana* : *causam enim, inquit, cognosci oportet...* in Verr., II, I, 9, 25.

(2) J'ai dit plus haut que, même dans le cas où l'accusateur renonce à discourir, la plaidoirie a lieu, mais naturellement dans des conditions toute particulières que nous étudierons plus loin.

Que d'injures n'a pas attirées à Cicéron sa pratique du lieu commun, que de mépris au nom de je ne sais quel idéal abstrait d'éloquence positive, parce que l'on n'avait pas compris que le rôle propre de la plaidoirie n'est pas de produire la conviction, mais de déterminer une atmosphère de bienveillance et de sympathie qui sauvera l'accusé au moment critique du *locus testium*. C'est en effet parce que la plaidoirie est avant tout une préparation à l'interrogatoire des témoins que la *vita anteacta* et la digression y revendent une si large place.

Au moment où l'avocat prend la parole, l'accusé ne fait point encore figure de coupable. Ce que le tribunal sait, il le tient de l'accusateur et réserve son jugement ; l'interrogatoire n'a pas encore révélé le ou les points vifs de la cause. Alors que notre juré attend l'avocat sur un petit nombre de points que les débats ont fait apparaître essentiels, le juge romain le suit avec une curiosité toute neuve. C'est pour avoir méconnu cette particularité que l'on a donné des explications si étranges du rôle de la *vita anteacta*. D'après Zumpt, ce rôle tient à cette circonstance que les *quæstiones perpetuæ* étaient les héritières de la juridiction populaire (1) ; or il était naturel que le jugement du peuple se soit moins inspiré du droit strict que du sentiment. Une autre raison (2) serait que la législation romaine ne connaît pas la prescription, en sorte que tout le passé des accusés viendrait en cause. Le premier argument n'a aucune valeur, le second n'en a une que dans la mesure où le développement de la plaidoirie appelé *vita anteacta* est une réfutation, ce qui n'est le cas qu'exceptionnellement. La vérité, c'est que le juge romain ne demande pas mieux que de faire connaissance avec un accusé qu'il n'a peut-être jamais vu,

(1) *Criminalprozess*, p. 242.

(2) *Ibid.*, p. 243.

si c'est un chevalier, comme Cluentius, ou qu'il a perdu de vue, si c'est un Fonteius, un Flaccus, hommes politiques de second plan que la préture a mis un instant en lumière, que la propréture a rejetés dans l'ombre. Il s'intéresse à leur origine, à leur carrière, à leurs relations. L'homme qu'il a devant lui n'est pas un monstre : il a une famille, il a des amis, ce vieillard est son père, cet enfant son fils. Croit-on que le juge ne soit pas content de pouvoir mettre un nom sur ces visages inconnus et quel avantage pour l'accusé d'être ainsi présenté par une voix amie !

De même pour l'emploi si fréquent et si mal compris de la digression. Ce n'est pas ici le lieu de montrer que la digression est un élément essentiel de la plaidoirie de Cicéron et correspond à une idée directrice de sa stratégie d'avocat : « la qualité d'une cause, dit Antoine dans le *de Oratore* (1), se mesure au nombre et à la valeur des moyens qu'elle offre à l'orateur de faire des digressions, de sortir de son sujet ». Il suffira de remarquer que la place de la plaidoirie avant l'interrogatoire des témoins explique et justifie le rôle de la digression dans nos plaidoyers. Evidemment il serait absurde que Cicéron raille un Sulpicius et un Caton, accusateurs de Murena, et l'on n'aurait pas tort de trouver son ironie déplacée, s'il était vrai que son discours, comme le veut Zumpt, ait suivi l'interrogatoire ; au contraire si l'avocat n'a épilogué sur le pédantisme juridique de Sulpicius, le pédantisme philosophique de Caton que pour préparer cet interrogatoire, alors les digressions sur la jurisprudence et le stoïcisme n'apparaissent plus comme de vains ornements. Mais d'autres raisons encore, et notamment la longue durée des délais

(1) *De Oratore*, II, 77, 312 : *caeq̃ue causæ sunt ad augendum et ad ornandum gravissimæ atque plenissimæ, quæ plurimos exitus dant ad ejus modi digressionem, ut iis locis uti liceat, quibus animorum impetus eorum qui audiant aut impellantur aut reflectantur.*

impartis aux avocats pour les discours, expliquent l'importance de la digression dans la plaidoirie cicéronienne, et nous aurons à revenir sur ce point.

On le voit, si, en principe, la plaidoirie est dans une dépendance étroite de l'accusation en ce qui concerne les éléments et même la marche de l'argumentation matérielle, elle dispose aussi d'une certaine liberté de manœuvre et d'éléments dont le choix et la mise en œuvre ne dépendent que de l'avocat ; d'autre part sa place par rapport à l'interrogatoire des témoins rend compte de l'importance qu'elle donne à la *vita anteacta*, au lieu commun, à la digression.

La durée de la démonstration oratoire

Si le rôle de la digression et de la *vita anteacta* ne s'explique que par la place de la plaidoirie avant l'interrogatoire des témoins, les dimensions de ces développements supposent une longue durée de la démonstration oratoire. Dans le *pro Milone*, prononcé en trois heures, après un réquisitoire qui a suivi l'interrogatoire, nous n'en trouvons pas la moindre trace ; lorsque, à l'époque impériale, la loi aura réduit considérablement le temps attribué aux discours, les contemporains de l'auteur du *Dialogue*, familiarisés avec l'éloquence brève qu'imposait la clepsydre et mal renseignés sur les conditions de la plaidoirie républicaine, reprocheront précisément à Cicéron la longueur de ses entrées en matière et de ses narrations, l'abus de la digression (1) et les dimensions mêmes de ses discours (2).

(1) *Dialogue des Orateurs*, 22 : *lentus est in principiis, longus in narrationibus, otiosus circa excessus.*

(2) *Ibid.*, 20 : *Quis quinque in Verrem libros exspectabit ? Quis de exceptione et formula perpetietur illa immensa volumina, quæ pro M. Tullio aut Aulo Cæcina legimus ? Præcurrit hoc tempore iudex dicentem...*

Cependant l'étendue de la plaidoirie ancienne n'avait échappé ni à Asconius ni aux avocats de son temps qui étaient demeurés fidèles à la tradition oratoire de la grande époque. Dans la mesure où ils se sont posés la question des rapports des plaidoyers écrits et des plaidoiries réelles, c'est à la nécessité d'une refonte imposée par la longueur même de la plaidoirie qu'ils ont conclu. Pline l'observe, non seulement pour le *pro Cornelio*, ainsi qu'Asconius, mais encore et, d'une façon générale, pour tous les monuments de l'éloquence judiciaire républicaine. Dans une lettre à Tacite (1), il met en scène un avocat savant et habile, au jugement de qui les avocats anciens auraient considérablement développé leurs discours à la rédaction (2), et n'a pas de peine à le réfuter en invoquant les lacunes du *pro Murena* et du *pro Vareno*, les allusions de Cicéron à la lourdeur de sa tâche dans l'affaire Cluentius, dans l'affaire Cornelius : « il dit lui-même que, selon l'usage ancien, il a plaidé tout seul pour Cluentius et pendant quatre jours pour Cornelius ; par là il fait bien entendre que, ce qu'il avait été obligé de développer pendant plusieurs audiences, il l'avait, en rédigeant, à force de corrections et de suppressions, réduit à un seul discours, volumineux à la vérité, mais unique ». « Nos ancêtres, dit-il encore (3), étaient-ils des sots ou des esprits lourds ? Oui, sans doute, nous nous expliquons plus nettement, nous comprenons plus vite, nous jugeons plus scrupuleusement, puisque nous expédions les causes en moins d'heures qu'ils n'y mettaient de jours. » D'autre part, dans le *Dialogue des*

(1) PLINE LE JEUNE, *Lettres*, I, 20, 8.

(2) C'était d'ailleurs une idée toute naturelle à une époque où Pline lui-même étoffait amplement ses discours avant de les publier ; cf. *ibid.*, VII, 17, 5 ; IX, 13, 23 : *postea actionem meam, utcumque potui, recollegi, addidi multa* ; IX, 28, 5 : *est uberior (oratio) : multa enim postea inserui*, etc...

(3) *Ibid.*, VI, 2, 6.

Orateurs, la durée de la plaidoirie est présentée comme le plus important des facteurs qui ont déterminé les caractères particuliers de l'éloquence judiciaire républicaine. Il est certain en effet que les six heures attribuées à l'accusation, les neuf heures attribuées à la défense, dans le procès de Julius Bassus (1) sont peu de chose, en comparaison des délais impartis aux avocats de l'époque cicéronienne. Le savant éditeur du *Dialogue*, Gudeman, rapprochant (2) le texte de Pline où il est question du procès de Bassus, et cet autre du même auteur : *leges...largissima tempora largiuntur nec brevitatem dicentibus, sed copiam, hoc est diligentiam, suadent* (3), estime que Secundus ne pourrait dire, comme il le fait dans sa caractéristique du Forum ancien : *nemo intra paucissimas horas perorare cogebatur* (4), si la législation de son temps avait été aussi libérale que celle à laquelle Pline fait allusion ; il suppose donc que des lois postérieures à la rédaction du *Dialogue* auraient introduit un régime plus favorable à l'éloquence, vraisemblablement sous Domitien. Mais nous avons vu que les dires de l'auteur du *Dialogue* sur le débat de son temps concordent avec ceux de Pline qui écrit (5) : *an nos sapientiores majoribus nostris, nos legibus ipsis justiores, quæ tot horas, tot dies, tot comperendinationes largiuntur* ; en effet ces lois, bien que plus libérales encore que l'usage (6), fixent cependant la durée totale des procès, contrairement à la pratique de l'époque républicaine : *et numerus neque*

(1) PLINE LE JEUNE, *Lettres*, IV, 9, 9 : *nam cum e lege accusator sex horas, novem reus accepisset, ita diviserat tempora reus inter me et eum qui dicturus post erat, ut ego quinque horis, ille reliquis uteretur.*

(2) GUDEMAN, *op. l.*, p. 482.

(3) PLINE, *Lettres*, I, 20, 11.

(4) *Dialogue des Orateurs*, 38.

(5) PLINE, *Lettres*, VI, 2, 6.

(6) *Ibid.*, I, 20, 10 ; VI, 2, 5.

dierum neque patronorum finiebatur. Il n'y a donc pas lieu d'admettre que le *Dialogue* — quelle qu'en soit d'ailleurs la date exacte — appartienne à une époque où la législation du débat aurait été plus sévère qu'au temps de Pline (1), dont les lettres que nous avons citées sont de l'an 97 et des années 102-105 après J.-C. Par suite, si l'auteur du *Dialogue* dit aussi, dans sa caractéristique du Forum ancien : *nemo intra paucissimas horas perorare cogebatur* (2), c'est que les délais attribués en son temps lui paraissaient dérisoires en comparaison de ceux dont disposaient les contemporains de Cicéron, et le texte, que nous citons plus haut, où Pline oppose aux heures du procès impérial les journées du procès républicain, ne permet aucun doute sur ce point.

Malheureusement les écrivains du premier siècle n'ont défini le débat judiciaire ancien que d'une façon négative, si l'on peut dire, et par opposition avec la pratique de leur temps : aussi ne nous apprennent-ils rien de précis sur les dispositions des lois républicaines en ce qui concerne la durée des discours. Asconius nous donne bien ce renseignement (3), emprunté aux *Acta*, en ce qui concerne l'affaire Milon, mais cette affaire a été débattue suivant une procédure exceptionnellement rapide. D'autre part la seule information que fournisse la littérature sur la durée totale des délais impartis aux avocats dans une *actio* débattue suivant une procédure normale est du Pseudo-Asconius et ne mérite pas considération.

D'après le Ps. Asconius, l'accusation et la défense, dans

(1) GUDEMAN, *op. l.*, p. 482, tire argument des plaintes de Secundus — qui n'auraient plus été justifiées au temps de Pline — pour soutenir que le *Dialogue* ne peut avoir été écrit après Domitien.

(2) *Dialogue des Orateurs*, 38.

(3) ASCONIUS, *Stangl.*, p. 54 : *utraque enim lex prius testes dari, deinde uno die atque eodem et ab accusatore et a reo perorari jubebat, ita ut duæ horæ accusatori, tres reo darentur.*

la première *actio* du procès de Verrès, auraient disposé également de vingt jours (1). Il est certain que cette information n'est pas fondée sur la connaissance des dispositions légales.

En effet il ressort des termes mêmes que le scholiaste commente que la loi évaluait en heures et non en journées le temps attribué pour les discours ; d'autre part, dans les seules lois judiciaires de l'époque républicaine dont nous connaissions les dispositions sur ce point, les lois de Pompée *de vi* et *de ambitu*, la *lex colonix Genetivæ Julix*, le délai imparti est évalué en heures et plus long pour la défense que pour l'accusation (2). Enfin il est visible que l'évaluation du scholiaste a été suggérée par le texte même des Verrines, car les chiffres correspondent à ceux que suppose le calcul de Cicéron, lorsque, pour se justifier de ne point prononcer de réquisitoire, il suppose le temps que prendrait la démonstration oratoire de la seule première *actio* dans le dispositif usuel : la plaidoirie d'Hortensius serait seulement achevée, au moment où les juges de Verrès seraient relevés de leur mandat ; il ne subsisterait plus alors de l'accusation qu'un écho lointain et la cause apparaîtrait toute neuve, lorsqu'elle serait évoquée devant un nouveau préteur et qui est suspect, M. Metellus (3).

(1) *Ciceronis orationum scholiastæ*, Stangl, II, p. 232 ; in *Verr.*, II, I, § 30. Cicéron dit : *menses mihi tres cum eripuissetis ad agendum maxime appositos, reliquum omne tempus hujus anni me vobis remissurum putastis, ut, cum horis nostris nos essemus usi, tu binis ludis interpositis quadragesimo post die responderes, deinde ita tempus duceretur, ut a M. Glabrione prætore et a magna parte horum judicum ad prætorem alium judicesque alios veniremus* ; sur quoi le scholiaste observe : *horis nostris, XX diebus scilicet ; hi enim dabantur ad accusandum legitimi totidemque defensori ad respondendum*.

(2) ASCONIUS, Stangl, p. 54 ; BRUNS, *Fontes juris romani antiqui*, p. 129.

(3) In *Verr.*, I, 10, 31 : *Nonæ sunt hodie Sextiles ; hora VIII convenire coepistis. Hunc diem jam ne numerant quidem. Decem dies*

Or le calcul de Cicéron donne 46 à 47 jours (1), que l'allusion aux remises possibles du débat induisait à ramener à 40. Remarquons aussi que, en ce qui concerne les délais de la deuxième *actio*, pour lesquels le texte des discours ne donnait pas d'indication, les commentateurs dont dérive le Pseudo-Asconius fournissaient des chiffres divers (2). On ne peut donc douter que le chiffre qu'il donne pour la première ne représente une évaluation suggérée par le texte des Verrines. D'autre part si ce texte même établit que la démonstration oratoire, dans la première *actio* du procès de Verrès, eût été fort longue, nous n'en saurions déduire, même approximativement, le nombre des *horæ legitimæ*, car nous ne pouvons faire le décompte des remises qui interviennent dans le calcul de Cicéron. Tout ce qu'on peut conjecturer avec vraisemblance, c'est que la plaidoirie eût occupé beaucoup plus de temps que le réquisi-

sunt ante ludos votivos, quos Cn. Pompeius facturum est; hi ludi dies quindecim auferent; deinde continuo Romani consequuntur. Ita prope XL diebus interpositis tum denique se ad ea, quæ a nobis dicta erunt, responsuros esse arbitrantur; deinde se ducturos et dicendo et excusando facile ad ludos Victoriæ; cum his plebeios esse conjunctos; secundum quos aut nulli aut perpauca dies ad agendum futuri sunt. Ita defessa ac refrigerata accusatione rem integram ad M. Metellum prætorem esse venturam.

On observera que ce texte confirme nos conclusions sur la place de l'interrogatoire des témoins dans le débat, que Cicéron définit ici d'après le dispositif usuel (cf. *ibid.*, 18, 55: *ita testes constituam... ut nihil inter illam usitatam accusationem atque hanc novam intersit, nisi quod in illa tum, cum omnia dicta sunt, testes dantur, hic in singulas res dabuntur*; après le réquisitoire, qui occuperait l'intervalle de dix jours qui précède les jeux Votifs, Hortensius garderait la parole jusqu'au moment où le tribunal devrait être renouvelé.

(1) Dix jours séparent le moment où parle Cicéron des jeux Votifs; les jeux Romains finissent, à cette époque, le 19 septembre et ceux de la Victoire commencent le 26 octobre.

(2) PSEUDASCONIUS, *Stangl*, p. 232: *alii ferunt hos dies XX, alii pauciores, alii plures.*

toire, car Cicéron situe le réquisitoire dans un intervalle de 10, la plaidoirie dans un intervalle de 36 journées.

Par contre, un texte du *pro Flacco* (1), sur lequel la critique s'est mépris singulièrement jusqu'ici, permet une évaluation précise des délais attribués pour les discours dans la procédure de la *lex Julia repetundarum*, de l'an 59 av. J.-C.

Zumpt et Poiret avaient bien retenu ce texte, mais, comme ils n'avaient pas reconnu les différences profondes qui distinguent le débat républicain du débat impérial et que, d'après un témoignage bien connu de Pline le jeune, l'accusation avait disposé, dans le procès de Julius Bassus, de six heures, la défense de neuf, ils ont rapporté à l'ensemble de l'accusation, dans le procès de Flaccus, une allusion qui manifestement vise un simple *subscriber*. Il s'agissait pour Cicéron de prouver que son client n'avait pu songer à acheter le silence d'un comparse de l'accusation, Decianus, avec qui l'accusateur en titre s'était brouillé au cours des débats. L'avocat feint de croire que ce désaccord ne peut provenir que d'une prétention inacceptable de l'accusateur principal, lequel aurait voulu que Decianus lui cédât, au moins en partie, son tour de parole, et il observe : « Franchement, qu'aurait-il pu te concéder sur le temps qui lui revenait, attendu que la loi lui accorde tout juste six heures ». Or Zumpt a cru que ce chiffre s'applique à l'ensemble de l'accusation et c'est sur cette base, en faisant intervenir l'usage du temps de Pline,

(1) *Pro Flacco*, 33, 81 : *Scilicet defendam Decianum, qui tibi in suspicionem nullo suo delicto venit. Non est, mihi crede, corruptus. Quid enim fuit, quod ab eo redimeretur ? ut duceret iudicium ? Cui sex horas omnino lex dedit, quantum tandem ex his horis detraheret, si tibi morem gerere voluisset ? Nimirum illud est, quod ipse suspicatur. Individisti ingenio subscriptoris tui.* — Cf. BRUNS, *Fontes juris romani antiqui*, p. 129 : *Qui de suo tempore alteri concesserit, quot ejus cuique concesserit, eo minus ei dicendi potestatem facito.*

qui donnait une proportion de trois heures à la défense contre deux à l'accusation, qu'il a défini les *horæ legitimæ* (1). Il s'ensuit que Cicéron et son collaborateur Hortensius auraient disposé de quatre heures et demie chacun pour la défense de Flaccus, c'est-à-dire à peu près le temps que demanderait la lecture du *pro Flacco*, s'il nous était parvenu en entier. Tout autres sans doute auraient été les conclusions de Zumpt et sur le rôle de la plaidoirie et sur les rapports des plaidoyers écrits et des plaidoiries réelles, s'il avait vu que le chiffre de six heures s'applique au discours d'un *subscriptor*. En effet si nous évaluons le temps attribué à Cicéron et à Hortensius, avocats de Flaccus, d'après cette indication et en tenant compte des dispositions de la *lex coloniæ Genetivæ Juliæ* (2) qui donne à l'accusateur deux fois plus de temps qu'au *subscriptor* et à l'ensemble de la défense deux fois plus de temps qu'à l'ensemble de l'accusation, ce n'est plus de neuf heures, mais de quarante-huit heures qu'ils disposèrent. Encore convient-il d'observer que nous ne savons pas si l'accusateur principal Lælius n'a pas eu plus de deux *subscriptores*. Dans un autre procès de *repetundæ*, celui de Scaurus, pour lequel nous savons que l'accusateur était assisté de trois *subscriptores*, le même calcul donne pour la dé-

(1) *Criminalprozess*, p. 237.

(2) BRUNS, *Fontes juris romani antiqui* p. 129 : *II vir qui hac lege quæret iudiciumve exercebit, quod iudicium uti uno die fiat hac lege præstitutum non est, ne quis eorum ante horam I neve post horam XI diei quærito neve iudicium exerceto. Isque II vir, in singulos accusatores, qui eorum delator erit, ei horas IIII, qui subscriptor erit, horas II accusandi potestatem facito. Si quis accusator de suo tempore alteri concesserit, quot eius cuique concessum erit, eo amplius cui concessum erit dicendi potestatem facito. Qui de suo tempore alteri concesserit, quot eius cuique concesserit, eo minus ei dicendi potestatem facito. Quot horas omnino omnibus accusatoribus in singulas actiones dicendi potestatem fieri oportebit, totidem horas et alterum tantum reo quive pro eo dicet in singulas actiones dicendi potestatem facito.*

fense soixante heures. Ainsi les sept orateurs qui prirent part à la défense de Scaurus disposaient chacun de plus de huit heures pour leurs plaidoiries.

Ajoutons que les règlements qui fixent les *horæ legitimæ* ne visent manifestement que le discours continu. Encore au temps de Pline, où la législation est beaucoup moins libérale, le temps que prennent les répliques n'entre pas en compte. Dans le procès de Julius Bassus, l'un des accusateurs, Théophane, qui a déjà vidé ses clepsydras en développant son réquisitoire, trouve en répliquant le moyen d'occuper presque toute une audience ; il retient même le tribunal jusqu'à la nuit noire et il faut apporter des lumières (1). Il est d'autre part évident qu'on ne pouvait défalquer du temps accordé aux avocats celui que prenaient les incidents qui surgissaient au cours des plaidoiries.

Enfin nous avons vu que les tribunaux accordaient facilement l'ajournement des débats et qu'aucune disposition légale ne gênait sur ce point leur initiative.

Le rôle de la plaidoirie dans le procès républicain avait été jusqu'ici considéré comme à peu près insignifiant : « l'orateur le plus habile, dit Zumpt, n'avait qu'une influence infime sur la décision » (2). Ce jugement tient à une erreur capitale sur la durée de la démonstration oratoire. On savait que les débats étaient longs, mais on plaçait en tête de ces interminables débats un bref échange de discours. En réalité le rôle des réquisitoires et des plaidoiries était considérable, parce que les avocats disposaient de tout le temps nécessaire pour épuiser la cause avant qu'on en vînt à l'audition des témoins. Pourquoi Cicéron exalte-t-il la toute puissance de l'avocat, pourquoi dit-il que les tribunaux, bien plus que l'assemblée du peuple et

(1) PLIN LE JEUNE, *Lettres*, IV, 9, 14.

(2) *Criminalprozess*, p. 240.

le sénat, sont le domaine véritable de l'orateur ? C'est parce que la libéralité des lois ouvrait à l'éloquence un vaste champ où elle pouvait mettre en œuvre toutes ses ressources et — nous allons le voir, en étudiant la marche de la plaidoirie — déployer une stratégie dont la traditionnelle disposition de rhétorique ne nous donne qu'une idée très imparfaite.

La marche de la plaidoirie

1° La disposition de rhétorique et la disposition pratique dans la plaidoirie

A première vue, les théories de la disposition dans les ouvrages des rhéteurs semblent confirmer l'opinion accréditée, mais fondée sur la seule apparence, d'après laquelle le plaidoyer écrit représente un unique plaidoyer réel. En effet le plan théorique du discours judiciaire a manifestement été établi en vue d'un seul tour de parole.

Cependant il suffit de parcourir une de ces analyses de plaidoyer que les Allemands appellent « disposition » pour se rendre compte que le discours est mal à l'aise dans le cadre, véritable lit de Procuste, où l'on prétend le contraindre. Ici la narration ou la proposition manque, là un élément essentiel du discours, l'argumentation, fait à peu près entièrement défaut, mais surtout l'ordre théorique des parties du discours judiciaire n'est pas respecté et la digression déborde de toutes parts le plan que l'on s'ingénie à discerner.

C'est que, d'une façon générale, la disposition de rhétorique n'est pas adaptée à la pratique de la plaidoirie à Rome. Les théoriciens romains n'ont pas su ou n'ont pas osé se dégager de la rhétorique traditionnelle qui est d'inspiration grecque. Or on sait que les conditions du

discours judiciaire à Athènes sont telles que rien n'intervient pour modifier la marche de la démonstration oratoire : précédé de l'interrogatoire des témoins, disposant dès le début de tous les éléments de la cause, le plaider se développe sans qu'aucune influence extérieure vienne modifier son plan initial. Calqué sur le type du discours grec, le plan de rhétorique est passé dans les écoles romaines sans subir de modifications essentielles, parce qu'il représente suffisamment la marche théorique du discours et constitue une base d'étude consacrée par la tradition. Seul Cicéron, dans les ouvrages de sa maturité, s'est dégagé résolument des lisières de la rhétorique grecque ; l'étude de la disposition qu'il met dans la bouche d'Antoine au livre II du *de Oratore*, est conforme à la pratique républicaine : cette disposition ne s'applique pas à une plaidoirie en une seule prise de parole, mais à une plaidoirie en plusieurs actes, si je puis dire. Plus tard, à l'époque impériale, une école de rhéteurs, les Théodoriens, essaya d'adapter la théorie de l'éloquence à la pratique romaine. Quintilien qui hésite entre les Apollodoriens, défenseurs de la tradition grecque, et les Théodoriens novateurs, tantôt montre un peu d'initiative, tantôt témoigne d'une singulière timidité. C'est ainsi qu'il a fait une place dans son *de Institutione* à l'altercation et surtout, le premier des théoriciens, il a traité à part la réfutation, parce qu'elle constitue à Rome une partie de l'argumentation, non seulement distincte, mais séparée dans le temps de la confirmation. Par contre il n'ose pas renoncer complètement au dogme apollodorien de la narration nécessaire. Cornelius Celsus avait dit (1) que la narration n'existe pas dans les causes où l'accusé se borne à nier ce qu'on lui impute, et par suite dans la plupart des causes de meurtre et dans toutes celles de

(1) QUINTILIEN, *Institution oratoire*, IV, 2, 9.

brigue et de concussion. Or il est curieux de voir comment Quintilien s'évertue (1) pour établir qu'il y a presque toujours narration ; c'est ainsi qu'il qualifie de narration le développement appelé *vita anteacta* et ces digressions parsemées dans les discours qui sont de simples anecdotes destinées à récréer les juges et sans rapport avec la question en cause. Malheureusement les erreurs accréditées sur la durée et le rôle de la plaidoirie n'ont pas permis à la critique de discerner les raisons profondes des divergences des théoriciens, où l'on n'a vu que des conflits d'abstractions ; c'est ainsi qu'au lieu d'envisager dans la rivalité des écoles apollodorienne et théodorienne la lutte de l'esprit romain, toujours inspiré de la pratique et du réel, avec la vieille rhétorique formaliste des grecs, on est remonté jusqu'aux origines de celle-ci pour voir dans la doctrine théodorienne un retour aux théories d'Aristote contre le système apollodorien qui procède d'Isocrate (2). Le plus autorisé des historiens de la rhétorique antique, Volkmann, a bien remarqué que Quintilien est le premier des rhéteurs qui ait traité séparément de la réfutation (3), mais il ne s'est pas demandé pourquoi. Enfin si l'on a reconnu, dans le *de Oratore*, une pensée novatrice, en ce qui concerne l'*invention* qui doit reposer sur une forte culture générale, on n'a point discerné l'originalité singulière de la théorie cicéronienne de la *disposition*.

* * *

Dans le chapitre du *de Oratore* où Antoine expose les idées de Cicéron sur la disposition (4), il est facile de voir

(1) *Ibid.*, IV, 2, 9, 19.

(2) G. AMMON, *Blätter für das Bayrische Gymnasialschulwesen*, 27, 1891, p. 236.

(3) R. VOLKMANN, *Die Rhetorik der Griechen und Römer*, Leipzig, 1885, p. 240.

(4) *De Oratore*, II, c. 72-82.

que ce n'est pas en vue d'une seule prise de parole qu'est déterminée la répartition des éléments de la défense. Manifestement le plan que recommande le porte-parole de Cicéron ne peut s'appliquer qu'à cette vaste démonstration oratoire dont nous avons établi l'étendue et la durée. Composé en 55, à un moment où Cicéron, lorsqu'il regarde en arrière pour dégager de sa propre pratique l'enseignement théorique qu'elle comporte, voit au premier plan les grands procès politiques des quinze dernières années, le *de Oratore* détermine les règles de la disposition d'après les conditions de la plaidoirie dans cette catégorie d'affaires, où Cicéron joua souvent le rôle de protagoniste, lorsqu'elles furent soutenues par plusieurs avocats. D'autre part le choix d'Antoine, pour exposer la théorie de la disposition, indique assez que, sur ce point, l'auteur s'est complètement dégagé des lisières de la rhétorique.

Antoine commence par observer que l'ordre des parties du discours est imposé par la nature même (2) ; ce n'est pas de cette disposition nécessaire et qui va de soi qu'il s'occupera, mais de la question de savoir comment l'orateur disposera ce qu'il doit dire pour instruire et convaincre. Il y a lieu de distinguer trois moments dans la démonstration oratoire : le *principium*, une partie centrale où l'avocat argumente et réfute, la *peroratio*. C'est d'après l'importance relative de chacun de ces moments et les moyens qu'ils offrent à l'avocat qu'il faut établir le plan de la plaidoirie. Or il y a trois moyens de gagner les juges : prouver, plaire, toucher. L'ingénieux Antoine sait que l'art est

(2) *De Oratore*, 76, 307 : *nam ut aliquid ante rem dicamus, deinde ut rem exponamus, post ut eam probemus nostris præsidiis confirmandis contrariis refutandis, deinde ut concludamus atque ita peroremus, hoc dicendi natura ipsa præscribit. Ut vero statuamus ea quæ probandi et docendi causa dicenda sunt, quem ad modum componamus, id est vel maxime proprium oratoris prudentiæ.*

d'autant plus puissant qu'il se cache mieux : « Il faut, dit-il, se donner l'air d'avoir seulement l'intention de prouver, mais les deux autres moyens, comme le sang dans le corps, animeront toute la plaidoirie (1) ». Précisément les deux moments de la plaidoirie qui prêtent le mieux à l'emploi de ces deux moyens, les plus efficaces et les plus décisifs, sont le début et la fin (2). Antoine insiste notamment sur l'importance du début : « ce qu'on dit au commencement des plaidoiries a bien plus de relief que ce qui vient au milieu, lorsqu'il s'agit d'argumenter et de réfuter » (3). Mais qu'est-ce que ce *principium* et cette *peroratio* où Antoine voit les moments essentiels de la plaidoirie ? Qu'on ne s'y trompe point, ce n'est pas l'exorde et l'*epilogus* des rhéteurs ; la *peroratio* est ce discours auquel Cicéron songe lorsqu'il dit (4) : « *Quid ego de miserationibus loquar. Quibus eo sum usus pluribus, quod, etiamsi plures dicebamus, perorationem mihi tamen omnes relinquebant* », et il suffit de se reporter à ce que dit Antoine (5) des éléments qui conviennent au *principium* pour se rendre compte que, dans les grandes causes, il remplit un tour de parole : « on en prendra la matière dans les données de la cause qui seront les plus

(1) *De Oratore*, II, 77, 310 : *Et quoniam, quod sæpe jam dixi tribus rebus homines ad nostram sententiam perducimus, aut docendo aut conciliando aut permovendo, una ex tribus his rebus res præ nobis est ferenda, ut nihil aliud nisi docere velle videamur ; reliquæ duæ sicuti sanguis in corporibus, sic illæ in perpetuis orationibus fusæ esse debebunt.*

(2) *Ibid.*, II, 77, 311 : *Sed his partibus orationis, quæ, etsi nihil docent argumentando, persuadendo tamen et commovendo perficiunt plurimum, quamquam maxime proprius est locus et in exordiando et in perorando, degredi tamen ab eo, quod proposueris atque agas, permovendorum animorum causa sæpe utile est.*

(3) *Ibid.*, 79, 323 : *Industriora enim sunt, quæ in principiis quam quæ in mediis causis dicuntur aut arguendo aut refellendo.*

(4) *Orator*, 37, 130.

(5) *De Oratore*, II, 79-80, 320-326.

fertiles en arguments ou en digressions » (1). Ce sens de *principium* et de *peroratio* est manifeste dans le passage suivant (2) où Antoine expose comment il conçoit le plan d'une défense où se présentent plusieurs avocats :

« Ils ont tort ceux qui placent en tête les éléments les plus faibles et de même ceux qui, lorsqu'ils font appel à plusieurs avocats — au reste cet usage ne m'a jamais plu — veulent que celui-là dont ils attendent le moins prenne la parole le premier. Ce qu'il faut, c'est répondre le plus tôt possible à l'attente des auditeurs et si l'on n'y réussit pas dès le début, la tâche sera beaucoup plus lourde dans la suite du débat. Elle est compromise la cause qui, dès le premier engagement, n'a point amélioré sa position. Aussi, qu'il s'agisse d'avocats ou de discours, c'est l'élément le plus solide qui doit venir en tête, en notant toutefois qu'en fait d'avocats comme en fait de discours, les éléments de la meilleure qualité doivent être employés aussi dans la péroraison ».

Qu'est-ce à dire, sinon que le *principium* et la *peroratio* ne sont pas autre chose, dans les défenses collectives, que le discours introductif et le discours final, prononcés par le protagoniste, et « ce qui se dit au milieu de la démon-

(1) *De Oratore*, II, 78, 319 : *sumetur enim (principium) ex iis rebus, quæ erunt uberrimæ vel in argumentis vel in partibus, ad quas dixi digredi sæpe oportere.*

(2) *Ibid.*, 77, 313, 314 : *Atque etiam in illo reprehendo eos, qui, quæ minime firma sunt, ea prima collocant. In quo illos quoque errare arbitror, qui, si quando — id quod mihi nunquam placuit — pluris adhibent patronos, ut in quoque eorum minimum putant esse, ita eum primum volunt dicere. Res enim hoc postulat ut eorum expectationi qui audiunt quam celerrime succurratur ; cui si initio satisfactum non sit, multo plus sit in reliqua causa laborandum. Male enim se res habet, quæ non statim ut dici coepta est, melior fieri videtur. Ergo ut in oratore optumus quisque, sic in oratione firmissimum quodque sit primum ; dum illud tamen in utroque teneatur, ut ea quæ excellent servantur etiam ad perorandum.*

tration oratoire, en argumentant et en réfutant (1) », la matière des plaidoyers de ses collaborateurs. Naturellement le plan est le même dans les grandes affaires où Cicéron a parlé seul : « il convient que l'introduction à la défense soit proportionnée à son étendue comme le vestibule l'est à un temple ou à un palais (2) ». Nous verrons, en étudiant à part chacun des plaidoyers criminels, que Cicéron, toutes les fois qu'il a été maître de sa tactique, s'est conformé à ce plan, dans lequel la marche de la plaidoirie est la suivante :

Après le *principium*, discours d'introduction confié au protagoniste dans la plaidoirie en collaboration et qui met généralement en œuvre les données de la cause les plus générales, les considérations fondées sur la personne de l'accusé et les mobiles de l'accusation (3), c'est-à-dire la critique de la partie adverse et le *probabile ex vita*, vient une série de discours consacrés à la discussion détaillée des griefs.

Dans les causes étendues, il était naturel que l'avocat divisât sa tâche en catégories de charges (*genera*) (4) ;

(1) *De Oratore*, II, 79, 323.

(2) *Ibid.*, 79, 320.

(3) *Ibid.*, 79, 321, 322 : *Sed quom erit utendum principio, quod plerumque erit, aut ex reo aut ex adversario aut ex re aut ex eis, apud quos agitur, sententias duci licebit. Ex reo — reos appello, quorum res est — quæ significant bonum virum, quæ liberalem, quæ calamitosum, quæ misericordia dignum, quæ valeant contra falsam criminationem ; ex adversario iisdem ex locis fere contraria, etc...*

Dans la défense de Julius Bassus, Pline, *Lettres*, IV, 9, 4, a été chargé du *principium* et a traité les points que nous trouverons partout dans les discours d'ouverture cicéroniens, à savoir le *probabile ex vita* et la critique de la partie adverse. Bassus lui a demandé : « *ut totius defensionis fundamenta jacerem, dicerem de ornamentis suis..... dicerem causas quibus factiosissimum quemque, ut illum ipsum Theophanen, offendisset* ».

(4) *Pro Scauro*, fragm. 7 : *et quoniam congesta fuit accusatio magis acervo quodam criminum, non distinctione aliqua generum et varietate;*

l'exposé d'une ou de plusieurs de ces catégories occupait une audience ; il arrivait même qu'une seule catégorie prît deux audiences ou plus, ainsi que nous le verrons en étudiant le *de Frumento* et le *de Suppliciis*. D'autre part chacune des grandes divisions du discours constitue ce que Cicéron appelle *pars* (1). Il va de soi que le mot *pars* a plusieurs emplois et peut bien désigner un point ou même un simple développement, mais nous montrerons plus loin que, dans les causes étendues, il désigne souvent la partie de la cause que l'avocat se propose de traiter en une audience (remarquons que ce terme, à l'époque impériale, est usuel dans le sens de morceau à chanter ou à déclamer (2) ; ce qui le prouve, c'est que, dans les discours relatifs à des causes que Cicéron a défendues seul, nous pouvons relever, après certaines grandes divisions ou parties, des traces très nettes de réfutation qui représentent une réplique survenue dans une audience postérieure.

Dans la défense en collaboration, le mot *pars* désigne souvent la tâche échue à chacun des avocats (3) et spécialement celle qui a été attribuée aux avocats subalternes. C'est dans ce sens restreint que Cicéron entend *pars*, lorsqu'il dit, dans le *pro Murena* (4) : *Quo etiam mihi durior locus est dicendi datus, ut, cum ante me et ille (Hortensius) dixisset et vir summa dignitate et diligentia et facultate*

in Verr., II, II, 48, 118 ; 57, 141 ; III, 36, 84 ; 43, 103 : *non versabor in uno genere diutius et ita cetera de oratione mea tollam, ut in causa tamen relinquam* ; IV, 52, 115 : *ut aliquando totam hujus generis orationem concludam atque definiam*.

(1) *Pro Quinctio*, 10, 35 : *faciam, quod te sæpe animadverti facere, Hortensi ; totam causæ meæ dictionem certas in partes dividam ; in Q. Cæcilium Divinatio*, 10, 45 ; *pro Cluentio*, 1, 1 ; 1, 3 etc...

(2) PÉTRONE, 46, 3 ; 58, 7 ; 75, 4, etc...

(3) *Pro Sulla*, 4, 13 : *Atque hæc inter nos partitio non est fortuito, judices, nec temere facta ; pro Flacco*, 33, 83 : *quam partem causæ tibi daremus ? pro Cælio*, 10, 22, etc...

(4) *Pro Murena*, 23, 48.

dicendi M. Crassus, ego in extremo non partem aliquam agerem causæ, sed de tota re dicerem quod mihi videretur. La situation est la même dans le *pro Sestio* (1) où Cicéron observe que les autres avocats ont déjà réfuté point par point toutes les charges. Inversement s'il écrit à Atticus (2): *Scaurus..... erat paucis diebus illis absolutus, cum ego partem ejus ornatissime defendissem* (3), c'est qu'il a été chargé d'une partie distincte de la cause et n'a pas joué le rôle de protagoniste.

Ainsi les tâches des avocats subalternes sont constituées d'une portion déterminée des griefs qui sont discutés dans le détail et la place de leurs discours est, dans la disposition que préconise Antoine, au milieu de la démonstration oratoire, entre le *discours-principium* et le *discours-peroratio* de l'avocat principal. Fortement encadrée par deux prises de parole d'un protagoniste qui s'est réservé les moyens de la cause et les moments les plus favorables, la plaidoirie collective, telle que la conçoit Cicéron, ne présente donc pas ses éléments en ordre dispersé (4) ; bien que

(1) *Pro Sestio*, 2, 5 : *Sed quoniam singulis criminibus ceteri responderunt, dicam ego...*

(2) *Ad Attic.*, IV, 17, 4.

(3) Les mss. ont *patrem* qui n'est pas possible ; d'autre part, c'est à tort que l'éditeur Mueller explique *partem* par parti, cause : ce sens, qui est celui de *partes*, n'est pas justifié par les exemples qu'il apporte, tandis que la tournure *pars Scauri*, au lieu de *pars causæ Scauri*, est toute naturelle dans une lettre familière. Nous verrons d'ailleurs que, d'après Asconius, qui, sur ce point, dérive certainement des *Acta*, Cicéron ne tint pas l'emploi de protagoniste dans la défense de Scaurus.

(4) Dans le *Brutus*, 57, 208, parlant des inconvénients de la plaidoirie collective, Cicéron observe que la méthode la plus défectueuse est celle où, la répartition des éléments de la cause entre les avocats n'ayant pas été faite, la plaidoirie semble recommencer de toutes pièces chaque fois qu'un nouvel avocat se présente : *sed nihil vitiosius quam, cum unum corpus debeat esse defensionis, nasci de integro causam, cum sit ab altero perorata.*

fort éloignée du plan accrédité par les rhéteurs, sa disposition garde néanmoins, dans une certaine mesure et malgré la complexité de son mouvement, la cohésion et l'harmonie du plaidoyer unique.

Il suffira à cette place que nous ayons montré combien la théorie traditionnelle de la disposition répond mal à la pratique du Forum et défini le plan général que Cicéron recommande. C'est pour chaque affaire qu'il importe de déterminer la marche de la plaidoirie, car l'avocat n'est qu'exceptionnellement maître de sa tactique : nous avons déjà vu que, dans les procès de *repetundæ*, l'accusation imposait un dispositif tout spécial ; d'autre part, dans les plaidoiries collectives, Cicéron n'a pas toujours été le directeur de la défense ; enfin là même où il lui a été loisible d'arrêter le plan d'ensemble de la plaidoirie, des circonstances qu'il n'avait pas prévues ont pu modifier singulièrement la marche qu'il s'était proposée.

2^o Les incidents de la plaidoirie

La marche de la plaidoirie républicaine ne s'explique pas seulement par la longueur des délais consentis aux avocats, mais encore par les libertés que la loi et l'usage concèdent dans l'exercice de la parole. L'avocat dispose d'une grande initiative : il donne lecture de documents parfois très étendus (1), présente des *laudatores*, interpelle l'adversaire. Celui-ci de son côté ne se gêne pas pour interrompre ; encore au temps de Quintilien se produisent

(1) Même de discours entiers ; cf. *pro Plancio*, 30, 74 : *recitetur oratio, quæ propter rei magnitudinem dicta de scripto est*. Il s'agit du discours *cum senatui gratias egit*. *Pro Sulla*, 24, 67 : *hic tu epistulam meam sæpe recitas, quam ego ad Cn. Pompeium de meis rebus gessis et de summa re publica misi*.

des surprises : « où en sera l'avocat qui ne sait pas le droit, lorsque se posera une de ces questions qui surgissent inopinément au milieu même des plaidoiries ? (1) ». Souvent une controverse naît de ces incidents dont la place des discours, à un moment où les témoins n'ont encore rien dit, explique la fréquence.

La législation grecque avait prévu la réplique, mais elle ne lui laissait qu'un temps très court, quelques minutes. A Rome, au contraire, il ne semble pas qu'elle ait été réglementée par la loi, mais l'usage lui attribue une importance considérable. C'est précisément pour cette raison que Quintilien a cru devoir la traiter séparément. Cicéron, il est vrai, n'en dit rien dans le *De Oratore*, mais il faut observer qu'il expose en quelques lignes le rôle de l'argumentation : « celle-ci, dit-il (2), embrasse la confirmation et la réfutation, mais la nature, l'emploi et la manière de traiter les éléments de ces parties sont identiques ». A ces trois points de vue, en effet, elles ne se distinguent pas l'une de l'autre, mais, en tant que moments de la démonstration oratoire, il y a lieu de distinguer deux espèces de réfutation : « réfutation, dit Quintilien, peut s'entendre dans deux sens et se dit, ou de la plaidoirie du défendeur en général, ou des répliques du demandeur et du défendeur aux dires de l'adversaire, et c'est dans ce dernier sens que la réfutation est la quatrième partie du discours judiciaire (3) ».

L'examen des plaidoyers permet de constater qu'il en est au temps de Cicéron comme au temps de Quintilien, et nous verrons que les répliques y tiennent parfois une place considérable.

(1) *Institution oratoire*, XII. 3, 2 : *Quid fiet in iis quæstionibus, quæ subito inter ipsas actiones nasci solent ?*

(2) *De Oratore*, II, 81, 331.

(3) *Institution oratoire*, V, 13 1

L'interruption, interdite en principe (1), se produit souvent en fait. Il n'est pas, il est vrai, toujours possible de discerner si nous avons affaire ou non à ce procédé de développement dans lequel l'avocat fait parler l'adversaire, mais il est des cas où le doute n'est pas permis : c'est quand l'interruption a mis Cicéron dans l'embarras. Ainsi, dans le *pro Sex. Roscio Amerino*, ayant recouru, pour caractériser les relations de Roscius le père avec son fils, à une situation analogue du théâtre de Cæcilius, il s'est attiré cette réflexion de l'accusateur (2) : « Où veux-tu bien en venir avec ces puérités » ? et, le contexte l'indique, ce rapprochement a dû surprendre un auditoire peu familiarisé avec une éloquence aussi littéraire. Je crois d'ailleurs que le plaidoyer écrit ne reproduit nulle part plus fidèlement la plaidoirie réelle que dans les passages qui se rapportent à des incidents de ce genre : c'est qu'ils constituaient, pour les lecteurs contemporains, le moyen de contrôle le plus efficace ; on ne se rappelle pas le détail de l'*oratio continua*, mais personne n'oublie, sinon dans la forme, du moins dans le fond, une attaque qui fut habile ou une riposte qui a porté.

Le plus souvent sans doute l'interruption n'interrompt pas la marche du discours et ne provoque qu'une brève réponse, mais il arrive aussi qu'elle arrête court le débat et que le problème posé s'affirme avec tant d'insistance qu'il doit être élucidé sur le champ. On a dit (3) à ce sujet que les sommations à l'adversaire, si fréquentes dans les

(1) *Pro Sex. Roscio Amerino*, 27, 73 : *ita quæro abs te, C. Eruci, quo modo — et sic tecum agam, ut meo loco vel respondendi vel interpellandi tibi potestatem faciam vel etiam, si quid voles, interrogandi — quo modo occidit ? ipse percussit an aliis occidendum dedit ?* Orator, 40, 137, 138 : *sic igitur dicet ille... ut interpellatorem coerceat.*

(2) *Pro Sex. Roscio Amerino*, 16, 46.

(3) R. METHNER, *Die Fragesätze in der lateinischen oratio obliqua*, *Neue Jahrbücher für Philol.* 1897, p. 547.

discours, ne sont jamais que simulacres de parole : c'est ainsi que, dans les questions adressées par Cicéron à Catilina, on a vu ce procédé de développement où l'avocat fait la question et la réponse. Mais comment rendre compte de questions accompagnées d'offres, comme celle-ci, du *pro Cluentio* (1) : « parle, mais parle donc, à ma place, en prenant sur mon tour de parole ». Evidemment la question ne comporte pas toujours de réponse et le plus souvent, en la posant, l'avocat escompte le silence de l'adversaire ; il n'en résulte pas que celui-ci ne soit pas autorisé à répliquer immédiatement et l'accusateur de Cluentius étant demeuré muet, puis ayant répondu plus tard, évidemment au cours d'une audience postérieure, Cicéron se félicite de l'avoir mis dans l'obligation de consulter un *advocatus* (2). C'est principalement la façon dont les avocats emploient les documents dans leurs discours qui provoque des incidents dont la liquidation s'impose sur-le-champ et donne lieu à de vives altercations ; ainsi, dans le *pro Sulla* (3), Cicéron a interprété de façon si tendancieuse le fameux procès-verbal de l'interrogatoire des Allobroges que Torquatus ne croit pas devoir attendre pour rectifier ; il l'arrête si brutalement, par une insinuation si nette, que Cicéron, accusé d'avoir falsifié lui-même le procès-verbal sur lequel il s'appuie, ne peut poursuivre avant d'avoir donné des éclaircissements pénibles et doit même modifier tout son système de défense.

(1) *Pro Cluentio*, 24, 65.

(2) *Pro Cluentio*, 31, 84 : *Minus enim stultus est is, cui nihil in mentem venit, quam ille, qui, quod stulte alteri venit in mentem, comprobatur*. L'accusateur vient seulement de répondre : *At enim pecuniam Staieno dedit Oppianicus non ad corrupendum iudicium, sed ad conciliationem gratiæ*, à la question posée dix pages plus haut, 24, 65 : *audete negare ab Oppianico Staieno iudici pecuniam datam..... Quid tacetis ?*

(3) *Pro Sulla*, 14, 40.

On a trop oublié, en essayant de mesurer le temps que pouvait prendre la déclamation d'un plaidoyer, que la lecture des documents présentés par l'avocat et dont le commentaire est réduit dans le discours écrit à la plus simple expression devait allonger singulièrement la durée des plaidoiries. C'était le cas surtout pour les *laudationes* que l'usage, il est vrai, réservait le plus souvent pour la fin des débats, mais que l'on trouve cependant assez souvent mentionnées dans les plaidoyers. On conçoit que l'avocat les ait utilisées de préférence après l'interrogatoire des témoins ; le parti qu'il en pouvait tirer, surtout dans les grands procès politiques, quand les *laudatores* sont des hommes de premier plan, explique qu'il ait cherché à en faire la contre-partie de cet interrogatoire ; cependant les *laudationes*, véritable documentation annexe au *probabile ex vita*, sont aussi fort bien en situation dans la partie du plaidoyer qui traite ce thème essentiel de la défense. Quand la *laudatio* est collective, il n'est pas rare qu'elle ait donné lieu à une véritable manifestation dont notre texte n'a conservé, si j'ose dire, que l'indication d'un jeu de scène. « Dans le *pro Cluentio*, dit Jules Martha (1), lorsque Cicéron interpelle les compatriotes de l'accusé dont la députation remplit la moitié du prétoire, ces mots : « levez-vous, généreux amis », sont, à n'en pas douter, un signal ; car aussitôt, le contexte l'indique, la députation tout entière fond en larmes. La même scène se reproduit, sous une forme ou sous une autre, dans une foule de plaidoyers ». Nous le verrons plus loin, dans une affaire de corruption électorale, Cicéron a consacré toute une audience à présenter au tribunal les compatriotes de l'accusé ; il a demandé à tous de dire pourquoi ils ont donné leur suffrage à Plancius

(1) *La plaidoirie à Rome au temps de Cicéron, Revue du Palais*, 1^{ier} avril 1897, p. 368.

et l'on peut dire que tout son système de défense est introduit par cette exhibition (1).

* * *

On voit quelle est l'extension et l'importance de la dé-

(1) On a essayé d'établir une distinction entre certains documents qui auraient été réservés pour le *locus testium* et d'autres, de caractère non officiel et, si l'on peut dire, tombés dans le domaine public, lettres, discours, textes de lois, archives, etc... ; les premiers auraient constitué des preuves immédiates, les seconds des preuves médiates : ces derniers seulement auraient été autorisés dans la démonstration oratoire (ZUMPT, *Criminalprozess*, p. 213). Mais cette distinction ne repose sur rien. Cicéron, dans le procès de Verrès — ou plus exactement dans le réquisitoire qu'il est censé prononcer, celui de la deuxième *actio* — fait circuler sur les bancs des juges les documents les plus probants et les plus secrets ; cf. *in Verr.*, II, II, 74, 183 ; 77, 190, 191 : *videtis Verrucium ? videtis primas litteras integras ? videtis extremam partem nominis, codam illam Verrinam tamquam in luto demersam esse in litura ? Sic habent se tabulæ, judices, ut videtis* ; II, III, 37, 85, etc., etc... On observera — le contexte ne permet pas d'en douter — que le tribunal prend connaissance de ces pièces pour la première fois, contrairement à ce que dit Zumpt. Au reste, les *laudationes* sont bien des pièces à conviction, puisque l'authenticité en est vérifiée par le tribunal, *pro Flacco*, 15, 36, 16, 37 ; or il est notoire que lecture en est donnée fréquemment au cours des plaidoiries. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de contester l'emploi dans les discours de documents de ce genre pour la raison qu'on ne pouvait permettre d'en faire état avant que l'authenticité en ait été constatée et la valeur discutée dans le *locus testium*. En effet ils devaient être présentés au tribunal et revêtus du cachet des juges avant l'échange des discours, ainsi que l'établit un texte du *pro Flacco*, 9, 21 : *triduo lex ad prætorem deferri (litteras), judicum signis obsignari jubet ; tricesimo die vix deferuntur. Ne corrumpi tabulæ facile possint, idcirco lex obsignatas in publico poni voluit ; at obsignantur corruptæ*. D'autre part, il eût été dangereux de donner lecture d'un document dont l'authenticité n'eût pas été hors de doute ; c'eût été faire le jeu de la partie adverse. Cicéron n'ayant pas achevé la lecture d'une pièce est rappelé à l'ordre par Verrès qui lui reproche d'en fausser le sens en la tronquant : *in Verr.*, II, III, 10, 26.

monstration oratoire. Elle met en œuvre une grande diversité de moyens et se prolonge assez longtemps pour que toutes sortes d'influences puissent intervenir dans le débat ; d'autre part la discussion contradictoire renouvelle à chaque instant les données de la cause et la position des parties. C'est ainsi que s'explique l'existence dans le discours écrit des redites, contradictions, anomalies de toute espèce dont l'on a fait si souvent grief à Cicéron. On voit aussi pourquoi Cicéron, dans le *De Oratore*, se borne à mentionner dédaigneusement le plan de rhétorique du discours judiciaire, si éloigné de la pratique du Forum qu'il ne représente même plus la marche théorique de la démonstration oratoire et ne peut qu'en donner une idée fausse. A la notion abstraite des cinq parties du discours, il substitue la notion concrète des trois situations oratoires, le *principium*, l'*argumentation*, la *péroration*, phases nécessaires de la plaidoirie dans toutes les grandes causes. Les règles de la disposition qu'il formule ne visent qu'à déterminer les moyens de la cause dont l'avocat doit se servir à chacun de ces trois moments ; elles ne s'appliquent pas à une seule prise de parole, mais à une démonstration en plusieurs actes.

La grosse erreur de la critique a consisté à traiter le discours comme s'il n'avait pas d'histoire. Elle se contentait d'en étudier le sujet et rassemblait dans ses arguments des informations sur la nature des affaires et la position des parties, comme on en trouve dans les données des controverses de rhétorique. Or, chaque discours de Cicéron a son histoire, celle de la plaidoirie qu'il représente ; il ne suffit pas d'en définir le sujet, il faut aussi l'étudier dans le temps et, après avoir déterminé la situation oratoire initiale, préciser la marche de la démonstration, le nombre et la place des prises de parole de Cicéron, les répliques, les interruptions, les incidents, les péripéties de toute sorte,

bref, la complexe réalité telle que nous pouvons la retrouver dans l'apparente unité du discours écrit. C'est seulement quand la critique historique aura fait son œuvre que la critique littéraire pourra venir ; elle aura alors une base positive d'appréciation et ne risquera plus d'encourir le reproche que Quintilien adressait à certains contempteurs des grands maîtres de l'éloquence, à savoir « qu'ils condamnaient ce qu'ils n'avaient pas compris. » (1).

(1) *Institut Orat.*, X, 1, 26.

LIVRE II

PLAIDOYERS ET PLAIDOIRIES

Dans cette deuxième partie, nous avons appliqué à l'étude des discours judiciaires criminels les résultats de nos recherches sur le débat. A part un petit nombre de plaidoyers, les plus brefs et qui ne semblent pas avoir occupé plus d'une audience, nous examinerons successivement ces discours dans l'ordre chronologique ; mais, pour la clarté de la discussion, il convient que nous traitions séparément les discours prononcés en causes de *repetundae*, car la procédure du *comperendinatus* obligatoire a déterminé l'adoption d'un dispositif spécial.

En ce qui concerne les plaidoyers civils, nous nous bornerons à montrer que les conditions générales du débat, dans le procès civil, imposaient à l'orateur, lorsqu'il rédigeait, une refonte totale de la plaidoirie réelle. Il n'est pas possible en effet d'aller plus loin et de retrouver ni tous les éléments de la plaidoirie ni leur ordre exact, non point que nous ignorions les conditions du débat dont l'ordre est identique à celui du procès criminel, mais parce que les causes où Cicéron a plaidé ont donné lieu à plusieurs débats : il s'ensuit que le plaidoyer écrit représente non pas seulement la plaidoirie finale mais aussi, et cela dans une mesure que l'on ne saurait déterminer avec précision, les plaidoiries antérieures.

LE PRO SEX. ROSCIO AMERINO (1).

C'est par une affaire retentissante que s'ouvre la longue carrière de Cicéron avocat de causes criminelles. Pour défendre une victime des proscriptions, le jeune orateur s'attaquait à un protégé du tout puissant Sylla : nul doute que ce début ne l'ait imposé à l'attention publique.

Cependant il ne faudrait pas exagérer la force d'âme dont il fit preuve. Déjà sa jeunesse même lui était un titre d'excuse (2), mais surtout il avait dans la coulisse des protecteurs influents, P. Scipion, M. Metellus, M. Messalla, qui avaient assisté son client (3) à la *constitutio causæ*, enfin cette Caecilia (4) dont il observe qu'elle est fille du Baléarique, sœur de Metellus Nepos, évidemment parce qu'il souligne autant de titres à la bienveillance des amis de Sylla. Il est même très vraisemblable que Cicéron a parlé avec l'assentiment du redoutable dictateur : « je sais de bonne source, déclare-t-il, (5) que Sylla n'a rien su des machinations de Chrysogonus ». Sur les bancs de la défense ont pris place des membres de la plus haute no-

(1) Sur ce discours, souvent étudié, consulter l'excellent *Kommentar zu Ciceros Rede pro Sex. Roscio Amerino* de Landgraf, 2^e édit., Teubner, 1914 (bibliographie p. 12), et l'édition de Halm-Sternkopf (Berlin, 1910) pourvue d'une remarquable introduction historique.

(2) *Pro Sex. Roscio Amerino* 1, 3 ; SÉNÈQUE le rh. *Suasoriae* 7, 2.

(3) *Pro Sex. Roscio Amerino* 28, 77 ; 51, 149.

(4) *Ibid.*, 10, 27 ; 50 147 ; 51. 159. Cæcilia Metella (cf. PAULY-WISSOWAS *Real-Encyclopædie*, III, p. 1237) est la proche parente du consul en exercice, collègue de Sylla, Q. Metellus Pius, et la femme d'Appius Claudius Pulcher qui sera consul l'année suivante.

Sternkopf (p. 11) suppose que Sylla n'a pas dû être fâché de la leçon donnée à Chrysogonus par l'acquittement de Sex Roscius et remarque que le dictateur était allié aux Metellus par sa quatrième femme Cæcilia, mère de Faustus Sylla.

(5) *Pro Sex. Roscio A.* 8.21 ; cf. Landgraf, p. 57.

blesse (1), amis personnels de Roscius le père qui se portent garants de l'innocence de son fils ; il n'est pas jusqu'au jeune avocat lui-même qui ne se réclame du parti syllanien (2) ; « Ceux, dit-il, qui me connaissent, le savent bien ; quand je vis que la réconciliation des partis était impossible, j'ai, dans la mesure de mes faibles moyens, contribué de toutes mes forces à la victoire de ceux qui ont triomphé en effet ».

Comment s'expliquer, dans ces conditions, les allusions si transparentes, en dépit des précautions oratoires, où Cicéron met en cause, non seulement le régime, mais la personne même du dictateur, son favoritisme dont bénéficient de vils esclaves, sa cruauté qui a coûté la vie à tant de bons citoyens, son despotisme, qui n'a rien laissé subsister de l'antique liberté romaine ? Déjà Drumann (3) avait été frappé de la virulence de certaines attaques ; mais c'est dans la façon dont Cicéron parle des lois de Sylla qu'on a le plus le droit de s'étonner de sa hardiesse. Est-il possible que, en l'année 80, le jeune avocat ait prononcé cette phrase (4) : *Qui potuerunt ista ipsa lege, quæ de proscriptione est, sive Valeria est sive Cornelia — non enim novi nec scio — verum ista ipsa lege bona Sex. Rosci venire qui potuerunt ?* Il faut avouer que Cicéron en prend à son aise. Ne dira-t-il pas plus tard que (5) « de

(1) *Ibid.*, 1.1.

(2) *Ibid.*, 47.136 ; cf. 49.142.

(3) *Geschichte Roms*, V, 244. Drumann relève notamment les allusions suivantes 1, 3 : *Tametsi non modo ignoscendi ratio verum etiam cognoscendi consuetudo jam de civitate sublata est* ; 48, 140 : *videant ne turpe miserumque sit eos qui equestrem splendorem pati non potuerunt servi nequissimi dominationem ferre posse*.

(4) *Pro Sex. Roscio A.* 43, 125.

(5) *De lege agraria* III, 2, 5 : *Omnium legum iniquissimam dissimillimamque legis esse arbitror eam, quam L. Flaccus interrex de Sulla tulit, ut omnia, quæcumque ille fecisset, essent rata*.

toutes les lois celle qui mérite le moins ce nom et en a le moins l'esprit est celle que L. Flaccus interrogi promulgua au sujet de Sylla, à savoir que tout ce que ce dernier pourrait faire aurait force de loi ». Evidemment la phrase du *pro Sex. Roscio Amerino* n'a pas la précision de celle du *de lege Agraria*, mais le simple rapprochement des deux textes ne montre-t-il pas que le sens du premier n'est pas douteux et que Cicéron veut dire — on nous permettra une adaptation un peu libre, mais qui ne fausse pas la pensée — « qu'on appelle cette loi *Valeria* ou *Cornelia*, je ne veux pas le savoir, mais après tout c'est bonnet blanc et blanc bonnet (1) ».

Il y a donc une contradiction grave entre les conditions historiques du plaidoyer de Cicéron et la façon dont il le traite en ce qui concerne Sylla. Cicéron représentait à ce procès non pas les démocrates, mais les partisans même de Sylla, mais ses amis, mais ses parents ; qui plus est, on a sollicité pour lui l'autorisation de parler. Comment

(1) STERNKOPF, *op. l.*, p. 3, qui ne songe pas aux remaniements postérieurs du plaidoyer, pense que Cicéron ne raille pas lorsqu'il semble hésiter sur le contenu des lois *Cornelia* et *Valeria*. « Si, dit-il, il fait comme s'il n'en connaissait pas exactement la teneur, il ne s'ensuit pas qu'il ne les reconnaisse pas comme légales — comment l'aurait-il osé en l'an 80 ? — il veut simplement faire entendre que lui-même, en tant que citoyen paisible, ne s'est jamais préoccupé de la teneur de ces lois et d'autre part que, en tant que défenseur de Roscius, il n'a aucune raison d'en prendre connaissance ; par précaution, Cicéron n'effleure même pas la question de la valeur de ces lois ». Mais le contexte dément cette explication, puisqu'au paragraphe suivant l'avocat observe : *si lege, bona quoque lege venisse fateor ; sin autem constat contra omnis non modo veteres leges, verum etiam novas occisum esse, bona quo jure aut quo modo aut qua lege venierint, quaero*. Il nous paraît d'ailleurs inutile d'insister sur l'ironie — tant elle est manifeste — de nombreux traits de ce passage : *ista ipsa lege ; si lege, bona quoque lege ; contra omnis non modo veteres leges, verum etiam novas*.

n'aurait-il pas ménagé le maître de l'heure ? Sans alléguer une élémentaire prudence — et l'argument a sa valeur doublée lorsqu'il s'agit de Cicéron — les besoins de la cause exigeaient non seulement qu'il ménageât Sylla, mais qu'il se targuât de son assentiment.

Inexplicable pour qui voit dans le *pro Sex. Roscio Amerino* le représentant fidèle de la plaidoirie cicéronienne, cette contradiction disparaît si l'on songe que la rédaction a dû être tardive. C'est un fait établi que Cicéron quitta Rome peu de temps après le procès et partit pour la Grèce où il devait rester trois années. D'autre part il semble bien qu'il ne faille point attribuer cette longue absence à la crainte du ressentiment qu'aurait éprouvé Sylla contre le défenseur de Roscius.

En effet Cicéron lui-même n'allègue pas d'autres raisons que celles de sa santé et on ne voit pas pourquoi il aurait prolongé si longtemps son séjour en Grèce puisque, peu après son départ, le dictateur renonçait à toute activité politique. Il est donc tout à fait vraisemblable et que l'avocat de Roscius n'a point provoqué Sylla dans sa plaidoirie et que celle-ci n'a été rédigée qu'au retour du voyage de Grèce. Ainsi s'explique l'attitude contradictoire de l'avocat dans le plaidoyer que nous lisons : Cicéron qui se réclame à chaque instant des attaches de sa partie au régime syllanien et à la personne même de Sylla se permet en même temps les allusions les plus acerbes. C'est qu'il n'était pas possible de concilier de tous points la thèse de l'avocat de l'an 80 avec le programme de l'homme politique en l'an 77 et l'habileté de Cicéron écrivain n'a pas réussi à masquer le désaccord que nous constatons entre l'attitude du défenseur de Roscius et celle de *l'homo novus* qui songe à la questure.



Nous ne reviendrons pas sur les arguments qu'on a fait valoir pour éliminer de la plaidoirie prononcée tel ou tel développement du plaidoyer, le chapitre XXXII (1), les paragraphes 59-61 (2). Il se peut que ces développements aient été forgés de toutes pièces à la rédaction, mais il est aussi certain que cette hypothèse n'explique pas le désaccord du plaidoyer et de la plaidoirie, car ce désaccord n'apparaît pas seulement dans un petit nombre de passages, il est manifeste dans une foule d'allusions disséminées ici et là, il est enfin et surtout dans l'esprit même de l'orateur. En d'autres termes, ce n'est pas dans le détail, c'est dans l'ensemble de l'œuvre que se révèle le rôle de la rédaction.

Lorsqu'on envisage dans le discours écrit un unique discours réel, il est naturel que l'on se représente la rédaction comme une mise au point d'une œuvre fixée déjà, et si l'avocat a pu préparer par écrit sa plaidoirie, et s'il a pu en faire établir des sténogrammes et enfin, dans une certaine mesure, par la seule mémoire ; par suite, il est naturel aussi que l'on considère dans la rédaction une simple revision du détail. Ici, dans la théorie accréditée de la plaidoirie, l'hypothèse que Cicéron aurait publié son *pro Sex. Roscio Amerino* seulement à son retour de Grèce ne suffirait pas à expliquer un désaccord entre plaidoirie et plaidoyer qui porte sur l'ensemble de l'œuvre, car l'orateur nous a dit (3) que la plaidoirie avait été préparée

(1) Theodor OPPERSKALSKI, *De M. Tulli Ciceronis orationum retractatione quæstiones selectæ*. Dissert., Greifswald, 1914, p. 20.

(2) *Ibid.*, p. 11.

(3) *Brutus* 90, 312 : *itaque prima causa publica pro Sex. Roscio dicta tantum commendationis habuit ut non ulla esset quæ non digna nostro patrocinio videretur ; deinceps inde multæ quas non minus diligenter elaboratas et tanquam elucubratas afferebamur.*

avec un soin tout à fait exceptionnel, en sorte qu'elle aurait été fixée à peu près entièrement dans le *commentarius defensionis*. Au contraire, si la plaidoirie pour Sex. Roscius a été conforme à ce type que nous avons déterminé plus haut, il est clair que la rédaction doit être définie tout autrement, puisque la plaidoirie étendue et complexe de la réalité n'a pu être fixée que dans une faible mesure et que précisément la besogne de la rédaction porte sur l'ensemble d'une œuvre dont il s'agit avant tout de combiner les éléments épars.

Subsiste-t-il, dans le *pro Sex. Roscio Amerino*, des indices de l'étendue et de la complexité de la plaidoirie réelle ?

* * *

On connaît les données de la cause. Un riche habitant d'Amérie ayant été assassiné, Chrysogonus, affranchi de Sylla, fit inscrire son nom dans les listes des proscrits, bien que déjà l'ordre eût été donné d'arrêter les proscriptions, et acheta ses biens à vil prix. Mais Sex. Roscius avait un fils dont la vie inquiétait Chrysogonus dans la possession des biens du père. Un accusateur professionnel, Erucius, reçut mission d'accuser ce fils de parricide.

Naturellement Erucius ne dit mot de Chrysogonus. Il présente l'affaire comme un banal drame d'héritage : Roscius le fils est, d'après lui, un rural féroce et sournois chez qui la passion de la terre s'est exaltée jusqu'au crime ; inquiété dans ses « espérances » par les habitudes dispendieuses de son père, par la menace de proscription qui pèse sur lui en raison de sa richesse même, comptant sur l'impunité à une époque où l'assassinat court les routes, il n'hésite pas et des sicaires soudoyés l'envoient en possession de l'héritage paternel.

Plus peut-être par calcul que par négligence (1), Erucius n'aurait soutenu l'accusation que mollement et l'aurait traitée rapidement ; il n'est d'ailleurs pas impossible qu'il ait lui-même été mal renseigné sur les faits. En tout cas, son réquisitoire est achevé avant la fin de l'audience et Cicéron prend immédiatement la parole (2).

Dans l'exorde, l'avocat envisage le débat comme devant être long et pénible et compte sur sa puissance de travail et la bienveillance des juges pour mener à bonne fin sa tâche (3) ; il fera encore, dans le *Brutus* (4), allusion au labeur que lui aurait coûté la préparation de sa plaidoirie : c'est que le jeune avocat a élargi singulièrement le champ de la discussion.

L'exorde et la narration, très longue, occupent 34 paragraphes ; puis la proposition divise l'argumentation en 3 parties ; dans la première, Cicéron réfute le grief de parricide (35-83) ; dans la deuxième, il rejette sur les frères Titus Roscius Capito et Titus Roscius Magnus, parents de l'accusé et qui ont partagé avec Chrysogonus les biens de Roscius le père, le grief d'assassinat (83-124) ; dans la

(1) Dans le *Pro Vareno*, Cicéron le qualifiait d'*Antoniaster*, cf. QUINTILIEN, VIII, 3, 22, et Landgraf, p. 90. Erucius dédaigne les tirades pathétiques, les arguments moraux, les ornements, cf. 26, 72 : *tanti maleficii crimen, cui maleficio tam insigne supplicium est constitutum, probare te, Eruci, censes posse talibus viris, si ne causam quidem maleficii protuleris ?* 49, 53 : *id erat certi accusatoris officium qui tanti sceleris argueret, explicare omnia vitia ac peccata filii...* ; 46, 46 : Cicéron ayant comparé élégamment les deux Roscius père et fils à deux personnages du théâtre de Cæcilius s'est attiré cette observation : *Quid ad istas ineptias abis ?*

(2) *Pro Sex. Roscio A.*, 21, 59 : *Peroravit aliquando, adsedit ; surrexi ego.*

(3) *Ibid.*, 4, 10 : *Hoc onus si vos aliqua ex parte adlevabitis, feram, ut potero, studio et industria, judices...*

(4) *Brutus*, 90, 312.

troisième, il prend à partie Chrysogonus qui est en fait le principal adversaire.

La première partie de l'argumentation, du paragraphe 35 au paragraphe 83, ne peut avoir été traitée au cours de la première audience. Il est impossible en effet que Cicéron ait tracé, au cours de cette audience, l'amusant croquis de l'accusateur qui se trouve au paragraphe 59 : pendant son réquisitoire, Erucius a témoigné d'un laisser-aller qui frise le sans-gêne ; il va, vient, s'assoit de temps à autre et parle à l'oreille à son esclave, apparemment pour lui dicter le menu du dîner ; puis, quand Cicéron se lève pour lui répondre, Erucius, qui tout de même s'attendait à trouver devant lui quelque adversaire plus qualifié, prend l'attitude d'un homme pour qui « l'affaire est dans le sac » ; il rit et bavarde avec ses acolytes jusqu'au moment où le nom de Chrysogonus, lancé d'une voix vibrante, l'avertit que la partie n'est pas du tout gagnée. Citons ici le texte du discours : *intellexi quid eum pepugisset. Iterum ac tertio nominavi (Chrysogonum). Postea homines cursare ultro et citro non destiterunt, credo, qui Chrysogono nuntiarent.. aliter causam agi, atque ille existimaret, aperiri bonorum emptionem...*

Opperskalski avait vu dans ce passage une surcharge de la rédaction et il est clair qu'on ne peut en rendre compte autrement dans la théorie du plaidoyer unique. Mais il est aussi évident que cette évocation humoristique ne s'adresse pas aux lecteurs de Cicéron, mais aux juges de Roscius. Le contraste entre l'insouciance puis l'angoisse d'Erucius ne prouve-t-il pas qu'il y a dans l'affaire des dessous que l'accusateur a dissimulés, n'établit-il pas que l'avocat a frappé juste, en démasquant, derrière un homme de paille, l'affranchi de Sylla ; et quelle meilleure préparation à la mise en cause du *consortium* Titus Roscius Magnus, Titus Roscius Capito, Chrysogonus ? Il est donc

nécessaire d'arrêter une première prise de parole quelque part avant le paragraphe 59 ; selon toute vraisemblance celle-ci a été constituée par le *principium* (1-34), parce que le *principium* se développe en tout un discours dans les plaidoiries collectives et qu'il doit en être de même dans les causes très étendues que soutient un seul avocat.

La deuxième partie de l'argumentation, du paragraphe 83 au paragraphe 124, représente également un tour de parole, qui est le troisième, puisque nous devons arrêter au paragraphe 83 la *pars* qui commence au paragraphe 35.

En effet cette partie est distinctement délimitée dans l'ensemble du discours par ce que dit l'avocat au paragraphe 123 (1) : « j'ai dit en commençant, juges, que je ne m'étendrais pas sur les crimes des Roscius au delà de ce qu'exige la situation de mon client », phrase à laquelle rien ne correspond dans l'exorde initial et qui renvoie à l'exorde partiel du paragraphe 83, celui par lequel s'ouvre la deuxième partie de l'argumentation, consacrée à la *relatio criminis* : *neque omnia dicam et leviter unum quidque tangam. Neque enim id facerem, nisi necesse esset, et id erit signi me invitum facere, quod non persequar longius, quam salus hujus et mea fides postulabit.*

Jusque là, rien n'indique que l'accusation, nécessairement surprise par l'extension donnée à l'affaire, ait réagi. Par contre l'argumentation de Cicéron, dans la troisième partie, suppose que l'adversaire est intervenu entre temps. Evidemment il ne peut y avoir eu *ampliatio*, puisque la plaidoirie n'est pas achevée ; peut-être y eut-il ajournement du débat pour complément d'information, peut-être simplement Erucius a-t-il présenté quelques observations,

(1) *Pro Sex Roscio A.*, 42, 123 : *Dixi initio, judices, nolle me plura de istorum (Roscorum) scelere dicere, quam causa postulare ac necessitas ipsa cogeret.*

nous n'en savons rien ; ce qu'il y a de sûr, c'est qu'Erucius a parlé, en cours de plaidoirie, avant la quatrième prise de parole de Cicéron :

1^o Dans l'exorde, le défenseur remarquait que l'accusation n'avait rien dit d'un point capital, l'achat des biens de Roscius par Chrysogonus : *consulto ab accusatoribus ejus rei, quæ conflavit hoc judicium, mentio facta non est. Quæ res ea est ? Bona patris hujusce Sex. Rosci, quæ sunt sexagiens, quæ... duobus milibus nummum sese dicit emisse adulescens vel potentissimus hoc tempore nostræ civitatis, L. Cornelius Chrysogonus* (1).

Or le scholiaste observe (2) à propos du passage correspondant à la lacune du paragraphe 132 : *hoc enim dicebat Chrysogonus : « non quia timui, ne mihi tollerentur bona Roscii, ideo ejus prædia dissipavi, sed quia ædificabam, in Veientanam ideo de his transtuli »*.

L'accusation qui d'abord n'avait dit mot sur l'achat des biens s'est donc expliquée depuis sur l'emploi du mobilier.

2^o Erucius qui aurait été suffoqué à la première audience d'entendre prononcer le nom de Chrysogonus (3) et en tout cas ne peut en avoir parlé sans parler aussi de l'achat des biens, a depuis déclaré qu'il avait charge de représenter les intérêts du puissant affranchi (4).

Ainsi l'on distingue dans notre *pro Sex. Roscio Amerino* quatre tours de parole représentés le 1^{er} par 34, le 2^e par

(1) *Pro Sex. Roscio A.*, 2, 5.

(2) *Scholiasta Gronovianus D*, Stangl, p. 314.

(3) *Pro Sex. Roscio A.* 22, 60 : *Usque eo animadverti, judices, eum joculari atque alias res agere, antequam Chrysogonum nominavi ; quem simul atque attigi, statim homo se erexit, mirari visus est.*

(4) *Ibid.*, 45, 132 : *Chrysogonum... cujus honoris causa accusare se dixit Erucius.*

47, le 3^e par 40, le 4^e par 30 (1) paragraphes. Cicéron observe (2) que chacun des points du réquisitoire que l'on pourrait prononcer contre les frères Roscius, sur qui il rejette le grief d'assassinat, devrait être traité en une audience : c'est ce qu'il a fait pour chacune des divisions principales de sa défense.

Nous avons montré plus haut que la lecture des documents, les altercations qui se produisaient en cours de plaidoirie prenaient beaucoup de temps, mais c'est surtout la compression et même la suppression de certaines parties de la plaidoirie qui expliquent comment un unique discours écrit peut représenter plusieurs discours réels. Très probablement le grief de péculat dont Cicéron se contente de dire : « puisque ton argumentation sur ce point n'est que mots, un mot suffira pour te répondre : *non* », était représenté tout autrement dans la plaidoirie, parce qu'Erucius en avait parlé très longuement (4) et qu'un passage (3) du paragraphe 144 qui est une *collectio*, un

(1) Sans tenir compte de la lacune, qui est considérable, du § 132. Sternkopf suppose, avec beaucoup de vraisemblance, que le développement correspondant à la lacune traitait le point annoncé au § 127 : *omnino haec bona non venisse*.

(2) *Pro Sex Roscio A.*, 32, 89 : *Etenim in singulis rebus ejus modi materies est, ut dies singulos possis consumere*.

(3) 29. 82 : *Eruci criminatio tota, ut arbitror, dissoluta est ; nisi forte exspectatis, ut illa diluam, quæ de peculatu ac de ejus modi rebus commenticiis inaudita nobis ante hoc tempus ac nova objecit ; quæ mihi iste visus est ex aliqua oratione declamare, quam in alium reum commentaretur ; ita neque ad crimen parricidii neque ad eum, qui causam dicit, pertinebant ; de quibus quoniam verbo arguit, verbo satis est negare*.

(4) 49, 144 : *Rogat oratque te, Chrysogone, si nihil de patris fortunis amplissimis in suam rem convertit, si nulla in re te fraudavit, si tibi optima fide sua omnia concessit, adnumeravit, adpendit,..... ut sibi per te liceat innocenti amicorum opibus vitam in egestate degere*.

résumé, suppose sur ce point une longue démonstration à laquelle rien ne correspond dans le corps du discours. Mais nous aurons à revenir sur le rôle de la rédaction. Il suffira ici d'observer que la multiplicité des tours de parole dont chacun avait son unité propre, les incidents, les altercations, les répliques qui avaient modifié la marche et le fond même de la plaidoirie préparée, exigeaient que la plaidoirie destinée à la publication fût écrite à nouveau de bout en bout. Et c'est parce que cette refonte a été totale dans le *pro Sex. Roscio Amerino* que le désaccord que nous constatons dans l'attitude de Cicéron envers l'œuvre de Sylla ne se manifeste pas seulement dans certains morceaux, mais dans l'ensemble du discours. Rédigé soit en Grèce, soit après le retour à Rome, le *pro Sex. Roscio Amerino* est la plaidoirie d'un avocat qui n'était encore qu'avocat au moment où il parlait, mais songeait à la politique quand il écrivit (1).

LE PRO CLUENTIO

L'an 74 avant Jésus-Christ, Oppianicus fut accusé par son beau-fils A. Cluentius Habitus d'avoir tenté de le faire disparaître par le poison, afin que Sassia, mère de Cluentius remariée à Oppianicus recueillît les biens de son fils. Défendu par le tribun du peuple L. Quinctius, Oppianicus fut condamné à la suite d'un procès qui fit scandale : poursuivis pour vénalité, de nombreux juges et le président même de la *quæstio* C. Junius furent condamnés à

(1) Sur les raisons qui ont poussé Cicéron à publier ses discours dans la première partie de sa carrière, on trouvera de bonnes remarques dans l'étude de Richard Heinze, *Ciceros politische Anfänge* (XVII Band der Abhandlungen der philologisch - historischen Klasse der Königlich - sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften) Leipzig, Teubner, 1909.

leur tour. Les passions soulevées par cette affaire n'étaient pas encore éteintes, lorsque, Oppianicus étant mort subitement en exil, sa femme Sassia accusa son fils de l'avoir empoisonné.

Jamais Cicéron n'avait entrepris défense plus ingrate que celle de Cluentius. Ce n'est pas que l'accusation d'empoisonnement fût redoutable en elle-même, mais l'on n'avait pas oublié à Rome le scandale de la première affaire, antérieure de huit années; la vénalité des juges flétrie par le sénat et par les censeurs, châtiée par une série de condamnations qui constituaient contre Cluentius autant de *præjudicia*, avait révolté l'opinion; de plus, il se trouvait que Cicéron lui même, dans son réquisitoire contre Verrès, avait exploité l'indignation populaire (1); récemment encore, dans l'affaire Cæcina (2), il repoussait le témoignage d'un des juges compromis alors, Fidiculanus Falcula, considérant comme établi qu'il avait été payé pour condamner Oppianicus. Naturellement c'est sur ces points faibles que l'accusateur L. Accius avait porté tout son effort. Il avait rappelé les jugements, les sanctions, qui prouvaient que la condamnation d'Oppianicus avait été achetée (3); d'autre part il avait pris ses précautions contre le système de défense auquel il pensait avoir affaire : la loi sur la corruption en matière judiciaire ne s'appliquait pas à un simple chevalier comme Cluentius, mais seulement aux sénateurs (4).

(1) *In Verr.*, I, 13, 38-39.

(2) *Po Cæcina* 10, 28. Dans le *pro Cluentio* Cicéron le présente comme un parfait honnête homme, cf. 37, 103.

(3) *Pro Cluentio*, 41, 112 : *Tu qui judicium facta commemoras ; 114 : tu cujus accusatio rebus judicatis nitebatur.*

(4) *Ibid.*, 58, 160 : *haec si T. Accius aut cognovisset aut cogitasset, profecto ne conatus quidem esset dicere, id quod multis verbis egit, judicem, quod ei videatur, statuere et non devinctum legibus esse oportere.*

Nous avons montré plus haut que la place de la plaidoirie, sa durée, enfin l'usage romain de mettre en cause tout le passé de l'accusé permettent à l'avocat une initiative et donnent à la parole une influence considérables. Nulle part l'importance que donnent à la plaidoirie ces conditions n'apparaît mieux que dans le *pro Cluentio*.

Le plaidoyer que nous lisons se compose de deux parties, de dimensions très inégales, puisque la première compte 160 paragraphes sur un total de 202. Cette partie est consacrée toute entière aux *præjudicia* qui pèsent sur Cluentius et se subdivise elle-même en trois points : 1^o exposé de la première affaire Oppianicus-Cluentius (1). 2^o historique des procès par lesquels fut liquidé le scandale de cette affaire et des diverses sanctions qui frappèrent les juges prévaricateurs (2). 3^o discussion de la thèse de l'accusateur, que les juges ne sont pas tenus par la lettre de la loi, de sorte qu'ils doivent châtier Cluentius, bien que la loi relative à la corruption en matière judiciaire ne vise que les sénateurs (3). Remarquons que, techniquement, le sujet de la première partie n'est qu'un des éléments de la *vita anteacta* et devrait, à ce titre, figurer parmi les griefs accessoires que Cicéron discute dans les paragraphes 161-165 de la seconde partie. Mais cet élément est si important, le succès de la cause en dépend à ce point, qu'il a été développé de façon à occuper les quatre cinquièmes du discours, tandis que les griefs dont le tribunal doit proprement connaître sont présentés comme des éléments accessoires de la cause : *reliqua perpauca sunt*, dit l'avocat en introduisant la discussion du grief d'empoisonnement (4),

(1) De 4-9 à 32-88.

(2) De 32-88 à 52-143.

(3) De 52-143 à 58-160, *reliqua perpauca sunt*...

(4) *Pro Cluentio*, 58, 160.

quæ quia vestræ quaestionis erant, idcirco illi statuerunt fingenda esse sibi et proferenda, ne omnium turpissimi reperirentur, si in iudicium nihil præter invidiam attulissent.

Bien que l'usage autorisât les orateurs à s'étendre, comme bon leur semblait, sur des faits dont le tribunal n'avait pas à connaître, cependant Cicéron a eu le sentiment qu'il risquait de paraître déplacer la question. Au moment où il annonce qu'il va plaider à nouveau et de fond en comble une affaire vieille de huit années sur laquelle l'opinion publique s'est déjà prononcée (1) unanimement, il multiplie les précautions oratoires, les promesses d'être bref, les appels à la bienveillance et à l'attention (2). Visible-ment, c'est l'instant critique de sa manœuvre : s'il obtient que les juges le suivent par un si long détour, la cause est gagnée, car l'accusation fait fond sur la réprobation attachée au nom de Cluentius plus que sur la valeur des griefs d'empoisonnement.

Cette tactique audacieuse devait déconcerter l'adversaire. Accius s'était contenté d'énumérer la série des jugements par lesquels avait été flétri le tribunal du premier procès Oppianicus-Cluentius ; comptant sur l'autorité de la chose jugée et sur le témoignage même de l'opinion publique, il avait négligé d'étudier les archives et de cette affaire et de celles qui suivirent (3). Assurément il était loin

(1) *Ibid.*, 2, 6 : *quam ob rem a vobis, iudices, antequam de ipsa causa dicere incipio, haec postulo, primum id, quod aequissimum est, ut ne quid huc praejudicati afferatis... tum autem, cum ego una quaque de re dicam et diluam, ne ipsi, quae contraria sint, taciti cogitationi vestræ subiciatis, sed ad extremum expectetis meque meum dicendi ordinem servare patimini* ; 4, 11 : *paulo longius exordium rei demonstrandae petam ; quod quaeso, iudices, ne moleste patiamini.*

(2) *Pro Cluentio*, 3, 8 ; 6, 18 etc...

(3) *Ibid.*, 32, 88 : *Ego enim me ad omnia confirmavi et sic paravi, ut docerem, quae facta postea iudicia de illo iudicio dicerentur, partim ruinæ similia aut tempestati quam iudicio et disceptationi fuisse, partim nihil contra Habitum valere etc...*

de sa pensée qu'on pût contester que Cluentius avait corrompu les juges d'Oppianicus. « Et maintenant, Accius », dit en substance Cicéron lorsqu'il achève l'historique des *præjudicia*, « si tu veux être franc, tu reconnaitras que tu as été bien attrapé ; tu ne croyais guère, n'est-ce pas, que c'est en justifiant le passé de mon client que je présenterais sa défense (1) ».

* * *

Etant donné la cohésion de ses éléments, leur rôle dans un plan qui répond à une tactique arrêtée, il est clair que le plaidoyer écrit reproduit fidèlement la marche de la plaidoirie réelle. D'autre part et pour la même raison, ce serait peine perdue d'y chercher des surcharges de la rédaction.

Par contre il est manifeste que le plaidoyer écrit ne représente la plaidoirie réelle que sous une forme réduite.

D'abord Cicéron a soutenu seul la défense : « j'ai, dit-il (2), plaidé seul cette cause tout entière, selon l'ancien usage ». Il suffira, pour interpréter ce texte et se convaincre qu'il ne peut s'agir d'une seule prise de parole, de renvoyer à ce que nous avons dit plus haut des conditions générales de la plaidoirie républicaine.

Nous pouvons d'ailleurs nous faire une idée du temps qu'a pris la plaidoirie d'après les indications que Cicéron donne sur l'activité de Sassia, mère de l'accusé. Au moment où Cicéron prononce son exorde, celle-ci vient tout juste d'arriver à Rome et elle n'est pas présente au débat (3) ;

(1) *Ibid.*, 52, 143.

(2) 70, 199.

(3) 6, 18 : *ipsa denique nuper Larino hujus opprimendi causa Romam advolavit.*

mais l'avocat s'adresse à elle (1), lorsqu'il traite du grief d'empoisonnement et, à l'*epilogus* (2), prétend connaître l'emploi de son temps depuis qu'elle est dans la capitale : *nunc vero quid agat, quid moliatur, quid denique cotidie cogitet, quem ignorare nostrum putat ? Quos appellarit, quibus pecuniam promiserit, quorum fidem pretio labefactare conata sit, tenemus. Quin etiam nocturna sacrificia, quæ putat occultiora esse, sceleratasque ejus preces et nefaria vota cognovimus.* D'autre part il est fait état, au paragraphe 84, d'une réplique de l'accusateur qui ne peut être intervenue qu'entre deux tours de parole de l'avocat : Une sommation, qui figure au paragraphe 65, aurait surpris Accius au point que, sur le moment, il n'aurait su que dire ; mais depuis, insinue Cicéron, il s'était fait souffler une réponse :

§ 65 *Te, Oppianice, appello, te, T. Acci, quorum alter eloquentia damnationem illam, alter tacita pietate deplorat ; audete negare ab Oppianico Staieno judici pecuniam datam, negate, inquam, meo loco. Quid tacetis ? an negare non potestis, quod repetistis, quod confessi estis, quod abstulistis ?*

§ 84 *At enim pecuniam Staieno dedit Oppianicus non ad corrumpendum judicium, sed ad conciliationem gratiae. Tene hoc, Acci, dicere, tali prudentia, etiam usu atque exercitatione præditum ? sapientissimum esse dicunt eum, cui, quod opus sit, ipsi veniat in mentem ; proxime accedere illum, qui alterius bene inventis obtemperet. In stultitia contra est. Minus enim stultus est is, cui nihil in mentem venit, quam ille, qui, quod stulte alteri venit in mentem, comprobatur.*

A la question du § 65 : « n'est-il pas vrai qu'Oppianicus a remis une somme d'argent au juge Staienus », l'accusateur est resté muet ; évidemment il n'avait pas

(1) 65, 182.

(2) 68, 194.

consulté le procès-verbal de l'affaire Staienus, puisque, dans cette affaire, la controverse avait porté sur la question de savoir si l'argent reçu par Staienus était destiné à gagner les juges ou à obtenir de Cluentius qu'il retirât sa plainte (1). Il a fallu qu'un *advocatus* l'avertît que la thèse soutenue par Staienus lui fournissait une réplique à la question de Cicéron. Mais la réplique d'Accius ne peut s'être produite dans un dialogue qui aurait interrompu la plaidoirie, comme ç'aurait été le cas si elle avait été immédiate. Il faut donc la situer entre deux discours de Cicéron, en sorte que les paragraphes 65 et 84 n'appartiennent pas à un même tour de parole.

Ainsi l'on ne peut douter que la plaidoirie n'ait pris beaucoup de temps et occupé plusieurs audiences.

Cependant le plaidoyer écrit, bien que considérable, n'excède point sensiblement les dimensions d'un discours qui aurait été prononcé d'une traite.

Pline le jeune avait déjà observé que Cicéron avait dû forcément s'exprimer de façon plus développée dans la plaidoirie pour Cluentius (2) ; mais nous pouvons préciser et établir que l'orateur, en rédigeant, a laissé tomber presque toute la partie d'argumentation technique. C'est par l'étendue et même la minutie de sa documentation que l'avocat a surpris l'accusateur. Assurément il avait pu être renseigné aussi par son client et lui-même connaissait déjà la cause en partie, puisqu'il avait défendu (3) l'un des complices d'Oppianicus, l'affranchi Scamander ; néanmoins il est évident que sa documentation est constituée

(1) 36, 100 : *Cominii dicebant idem, quod ego dico, Staienum ab Oppianico pecuniam accepisse, ut iudicium corrumperet ; Staienus conciliandæ gratiæ causa se accepisse dicebat.*

(2) PLINE-LE-JEUNE, *Lettres* I, 20, 8.

(3) 18, 51.

surtout par les *Tabulæ publicæ* (1). Or il était forcé qu'il les utilisât d'une façon toute autre que celle qui apparaît dans le discours écrit. Il ne suffisait pas à l'audience d'alléguer que la réalité de tel ou tel grief avait été établie par les dires des témoins : *denique hoc loco causa testibus honestissimis hominibus premebatur*, (2) ou que telle charge avait été décisive (3), ou que tels et tels juges avaient acquitté ou condamné (4) ; de toute évidence, il fallait citer des textes. Que Cicéron ait bien procédé de la sorte, cela résulte non seulement des sommations qu'il adresse

(1) Sur le contenu des procès-verbaux judiciaires cf. MOMMSEN, *Strafrecht* p. 512-520. Dans notre *Contribution à l'étude des sources d'Asconius dans ses relations des débats judiciaires*, nous avons essayé de déterminer sous quelle forme étaient enregistrés, dans ces archives, les dires des parties et de leurs représentants. Il semble bien, étant donné que la documentation de Cicéron dans le *Pro Cluentio* est fondée presque entièrement sur les *tabulæ publicæ*, que déjà à l'époque républicaine, comme ce fut certainement le cas à l'époque impériale, les dires des parties et de leurs représentants y étaient consignés, sous une forme naturellement réduite ; cf. notamment *pro Cluentio* 7, 20 : *atque ut intellegatis iis accusatum esse criminibus Oppianicum, ut neque accusator timere neque reus sperare debuerit, pauca vobis illius iudicii crimina exponam* ; 8, 25 : *his rebus in causa iudicioque patefactis quis est, qui illum absolvi potuisse arbitretur* ? (on remarquera que Cicéron distingue la controverse oratoire ou *causa*, cf. *pro Sex. Roscio Amerino* 29, 82 : *si quid est, quod ad testes reservet, ibi quoque nos, ut in ipsa causa, paratiores reperiet quam putabat*, de l'ensemble du débat) ; 35, 97 ; 36, 100 : *omitto et haec et alia permulta (testimonia), ... hoc dico, eandem tum fuisse P. et L. Cominiis, equitibus Romanis, honestis hominibus et disertis, controversiam cum Staieno, quem accusabant, quæ nunc mihi est cum Accio*.

(2) 19, 53.

(3) 33, 91 : *his de causis C. Junius condemnatus est, iudices, levissimis et infirmissimis*.

(4) 27, 75 ; 38, 107. Cicéron trouvait dans les procès-verbaux judiciaires les listes des juges, avec l'indication du vote qu'ils avaient émis. On sait que, avant la loi *Aurelia*, le vote public était autorisé, cf. *Pro Cluentio* 20, 55 ; 27, 75.

à l'adversaire (1) : *num quid præter venenum quæsitum, quo Habitus necaretur, objectum est ? num quid aliud in illis judiciis versatum est præter hæc insidias Habito ab Oppianico per Fabricios factas ? Nihil, nihil, inquam, aliud, judices, reperietis. Exstat memoria, sunt tabulæ publicæ ; redargue me, si mentior ; testium dicta recita, doce, in illorum judiciis quid præter hoc venenum Oppianici non modo in criminis, sed in maledicti loco sit objectum*, mais des passages où il s'excuse de ne pas donner lecture de tel ou tel document (2). On ne peut donc douter que Cicéron n'ait utilisé les *tabulæ publicæ*, dans la partie de la plaidoirie pour Cluentius qui est en réalité un discours d'accusation, aussi largement que le suppose la façon dont ces archives sont mentionnées dans les *Verrines* ; mais, tandis qu'en rédigeant son second réquisitoire, Cicéron avait voulu laisser un monument de sa *diligentia* d'accusateur, il n'avait ici aucune raison de retenir les citations ou les commentaires de documents. D'abord il se serait donné l'air d'un accusateur, ce qu'il veut éviter à tout prix (3) ; ensuite il aurait alourdi inutilement un plaidoyer déjà bien long et qu'il veut unique. Mais nous aurons à revenir sur ces points en étudiant les procédés de la rédaction.

LE PRO MURENA

Le *pro Murena* a toujours été considéré, concurremment avec le *pro Milone*, comme le chef-d'œuvre de Cicéron dans

(1) 23, 62.

(2) Cf. notamment 36, 99 : *non recito testimonia hominum honestissimorum, quæ in Staienum sunt dicta ab iis, qui M. Aemilio, clarissimo viro, legati et præfecti et tribuni militares fuerunt... omitto et hac et alia permulta.*

(3) 4, 10 : *abs te peto, Oppianice, ut me inquitum de patris tui causa dicere existimes adductum fide atque officio defensionis.*

l'éloquence judiciaire. Or il se trouve que ces deux discours sont précisément ceux dont l'authenticité, en tant que représentants du plaidoyer réel, a été le plus contestée par la critique (1).

Drumann s'était montré choqué de la gaieté facétieuse de Cicéron dans des circonstances qui semblent exclure toute envie de plaisanter ; il est vraisemblable, disait-il, que l'élément comique du *pro Murena* est en partie un apport de la rédaction. Cette remarque a suggéré à Rosenberg un long travail où les discordances entre le plaidoyer écrit et les circonstances de la plaidoirie réelle sont relevées avec minutie : d'après lui, c'est toute la partie comique et plaisante — à l'exception toutefois de la satire du stoïcisme, attestée par Plutarque, — qui serait une surcharge de la rédaction.

Rosenberg estime que le *pro Murena*, prononcé en novembre 63, n'a pu être rédigé avant les vacances judiciaires de 62 ; d'autre part la rédaction aurait été non seulement tardive et par suite forcément inexacte, mais singulièrement arbitraire. Cicéron aurait étoffé son plaidoyer en y introduisant des considérations dictées par sa situation politique en l'an 62. Nous aurions donc dans le *pro Murena* la trame originelle du discours réel, mais différents développements y auraient été ajoutés et ces développements sont reconnaissables à un signe : ils décèlent des préoccupations postérieures au consulat de Cicéron. Brouilles dans la majorité sénatoriale, froissement entre Caton et Cicéron, etc..., voilà à quoi il faut

(1) DRUMANN, V, p. 477. — ZUMPT, *pro Murena*, Berlin, 1859, et *Criminalprocess*, p. 222. — ROSENBERG, *Studien zur Rede Ciceros für Murena*. Progr., Hirschberg, 1902. Ce dernier travail, très fouillé, est à beaucoup près ce qui a été fait de mieux dans ce genre de critique qui consiste à démarquer dans le discours des morceaux qui auraient été surajoutés à la rédaction.

rapporter les éléments satiriques du *pro Murena* (1) et il suffit de les éliminer pour retrouver le plaidoyer réel.

Si Rosenberg aboutit à la conclusion que le *pro Murena* est surchargé de développements parasites, Zumpt — qui l'étudiait en critique littéraire et non en historien — était arrivé à un résultat tout opposé ; ce qui le frappe, c'est que l'argumentation ne subsiste plus que par les grandes lignes, les thèmes généraux, les lieux communs de rhétorique. Il déplore en particulier que Cicéron n'ait point retenu dans le plaidoyer publié sa réfutation des griefs de brigue. Cicéron, dit-il, n'ignorait pas plus que nous que la cause demandait des preuves et des arguments plutôt qu'une oiseuse et scholastique éloquence ; « mais les conditions du discours réel et celles du discours écrit ne sont point les mêmes ; aussi n'avons-nous point le discours que Cicéron prononça devant les juges, mais celui qu'il composa chez lui à tête reposée. A la rédaction, il se rendit bien compte que les arguments suggérés par la cause elle-même, s'ils étaient les plus efficaces devant le tribunal, n'avaient que peu d'intérêt pour la postérité. C'est pourquoi, les développements qui n'avaient rapport qu'à l'individu Murena, il les a retranchés ou résumés, ceux qui pouvaient s'appliquer à de nombreuses circonstances et dans de nombreux cas, il les a amplifiés (2) ».

Si j'ai commencé cette étude par ce bref exposé des conclusions de Zumpt et de Rosenberg, ce n'est pas seulement pour montrer combien la question reste obscure,

(1) Il y a une part de vrai dans les conclusions de Rosenberg, en ce sens que Cicéron semble bien, déjà en 62, avoir retouché quelque peu son « personnage historique », ainsi qu'il l'a fait bien certainement pour les *Catilinaires* ; mais Rosenberg va beaucoup trop loin lorsqu'il dénombre et numérote (il y en a 12) les préoccupations de l'an 62 dont il trouve des indices dans notre plaidoyer.

(2) ZUMPT, *pro Murena*, Introduction.

mais parce que les deux critiques ont formulé avec beaucoup de force les deux problèmes que pose le *pro Murena* : Comment s'expliquer que Cicéron ait plaisanté dans des circonstances aussi graves ? Pourquoi notre discours est-il si vide de matière, si creux au point de vue juridique ?

Il est vrai que la critique ne s'est point généralement embarrassée de ces questions et, en ce qui concerne la première, Laurand, dans ses *Etudes sur le style des discours* (1), répond que « même dans les circonstances les plus graves, Cicéron ne cessait pas de plaisanter » ; mais les exemples qu'il allègue de cette humeur inaltérablement rieuse ne méritent guère confiance : la deuxième et la troisième *Catilinaires* évoquent les deux grands triomphes du consul de 63 et l'inquiétude du lendemain ne saurait réprimer l'allégresse du jour ; quant aux bons mots de Thessalie, il faut sans doute les rapporter à la gaieté contagieuse des camps et du reste ils ne sont point sans amertume (2). — Si encore il s'agissait de quelques facéties isolées, mais la gaieté est la note dominante dans notre *pro Murena*, du début jusqu'à la première ligne de l'*epilogus* ; c'est entre tout le corps du discours et cet *epilogus* que la discordance est éclatante et Rosenberg, trop préoccupé des surcharges de la rédaction, n'a point fait ressortir nettement ce point. — Artifices d'avocat, peut-on dire, attitudes selon le moment ! — Oui, s'il n'y avait entre l'*epilogus* et le reste du plaidoyer autre chose qu'une différence de ton, mais il se trouve dans cet *epilogus* des indications, des allusions à la situation politique qui précisément font paraître invraisemblable la bonne humeur qui règne dans les autres parties du discours. Bref, tandis

(1) *Op. l.* p. 9.

(2) PLUTARQUE, *Cicéron*, 38.

que le *pro Murena*, du début jusqu'à la péroraison, évoque la joie des jours qui suivirent le départ de Catilina, l'allégresse que l'on sent à chaque ligne de la *deuxième Catilinaire*, la péroraison porte la date des jours fiévreux qui précèdent immédiatement le second des grands succès cicéroniens, la répression de la conjuration à Rome.

Rosenberg avait été réduit à considérer comme une surcharge de la rédaction tous les éléments comiques du *pro Murena*, parce que la tradition qui voit dans le discours écrit le représentant d'un unique plaidoyer réel ne lui avait pas laissé d'autre issue. Je vais essayer à mon tour de résoudre le premier problème que pose le *pro Murena*, en m'appuyant sur ce que nous savons de la théorie et de la pratique cicéroniennes de la plaidoirie et tout particulièrement de la plaidoirie en collaboration.

* * *

Mais d'abord avons-nous sur le débat des témoignages anciens ? Dans le *de Finibus* (1), rappelant à Caton la lutte qu'ils soutinrent pour et contre Murena, Cicéron dit qu'il parlait pour la galerie, lorsqu'il développait la plaisante satire du stoïcisme, et Plutarque (2) raconte à deux reprises cet épisode qui aurait fait dire à Caton : « en vérité, notre consul a bien de l'esprit ». Ce sont ces témoignages — et non la démonstration de Laurand, que Cicéron aurait plaisanté à tout propos et même hors de propos — qui condamnent irrévocablement la thèse de Rosenberg. D'autre part, le même Plutarque raconte, dans son *Cicéron*, que l'avocat-consul, jaloux du succès remporté par un autre défenseur de Murena, Hortensius, passa la nuit

(1) *De Finibus*, IV, 27, 74.

(2) *Parallèle de Cicéron et de Démosthènes*, 1 ; *Caton*, 21.

à préparer sa plaidoirie, en sorte que la fatigue et l'insomnie le rendirent inférieur à lui-même (1). Enfin, dans le *pro Flacco* (2), Cicéron assure que c'est par un appel à la raison d'état qu'il sauva son successeur désigné : « aucun des juges d'alors, s'écrie-t-il, bien que les accusateurs de Murena fussent des hommes d'un rare mérite, ne voulut entendre parler de corruption électorale quand, à cette heure où déjà Catilina faisait acte de belligérant, j'eus donné ma parole qu'il nous fallait deux consuls au premier janvier ». — On le voit, l'élément comique et l'élément de gravité consulaire figurèrent également dans le débat ; d'autre part les témoignages historiques ne s'opposent pas, au contraire, à l'hypothèse de deux plaidoyers réels : les renseignements de Plutarque ne sont pas conciliables si on les rapporte à une seule prise de parole et ceux de Cicéron font ressortir avec une force saisissante le contraste, qui déjà nous frappe à la lecture, entre la gravité de l'*epilogus* et l'ironie souriante des autres parties du plaidoyer.

On sait que les débats n'ont pu commencer avant le 10 novembre — Catilina étant parti dans la nuit du 8 au 9 — et qu'ils étaient achevés avant le 3 décembre, date à laquelle se produisit le coup de théâtre du pont Milvius. Je ne crois pas que l'on puisse préciser davantage en ce qui concerne le procès ; il faut songer d'ailleurs qu'une

(1) PLUTARQUE, *Cicéron*, 35. C'est à propos du procès de Milon que Plutarque est amené à parler de l'affaire Murena et il n'est pas douteux que sa source ne soit directement ou indirectement (cf. A. GUDEMAN, *The sources of Plutarch's life of Cicero*, Philadelphia, 1902), Tiron.

(2) *Pro Flacco*, 39, 98: *Defendi item consul L. Murenam, consulem designatum. Nemo illorum iudicum clarissimis viris accusantibus audiendum sibi de ambitu putavit, cum bellum jam gerente Catilina omnes me auctore duos consules Kalendis Januariis scirent esse oportere.*

affaire de cette importance prenait du temps et a bien pu occuper les vingt-cinq jours qui séparent la fuite de Catilina de l'arrestation de ses complices ; en revanche, je crois possible de circonscrire plus exactement, sinon la plaidoirie de Cicéron tout entière, du moins son *epilogus*. En effet la menace de la conjuration, aussi bien dans la Ville qu'en Etrurie, s'est précisée depuis la deuxième Catilinaire ; à cette date, on ne sait encore où se rend Catilina, à Marseille peut-être (1). Dans la péroraison de notre discours, il est certain qu'il faudra combattre et déjà Antoine a pris le commandement des troupes (2). L'allusion du *pro Flacco* confirme ce point, car il n'est pas douteux qu'il faille voir, dans le *bellum jam gerente Catilina*, l'exposé des motifs qui justifie l'appel de Cicéron aux juges au nom du salut public (3). C'est devant une nouvelle phase de la crise que Cicéron place ses auditeurs. Lui-même avait cru très sincèrement que son offensive oratoire du 8 novembre avait frappé à mort la conjuration ; il s'imaginait que les principaux lieutenants de Catilina suivraient leur chef ; or, il n'a cessé de répéter que les conjurés n'étaient dangereux qu'à Rome (4). Puis il constate que les plus audacieux et les plus suspects des partisans de Catilina sont restés dans la capitale ;

(1) *In Catilinam*, II, 6, 14.

(2) *Pro Murena*, 39, 84 : *Di faxint, ut meus collega, vir fortissimus, hoc Catilinæ nefarium latrocinium armatus opprimat !*

(3) *Pro Flacco*, 39, 98 ; il est clair que Cicéron veut dire : Catilina a déjà pris le commandement des troupes rassemblées par Manlius. On sait que cette prise de commandement devait donner le signal de l'action pour les conjurés demeurés à Rome ; cf. SALLUSTE, *Catilina*, 43.

(4) Cf. notamment *in Catil.*, II, 2, 4 : *Quem quidem ego hostem, Quirites, quam vehementer foris esse timendum putem, licet hinc intellegatis, quod etiam illud moleste fero, quod ex urbe parum comitatus exierit.*

dès lors le plan des conjurés est manifeste : c'est à une action concertée des deux fractions de la conjuration qu'il faut s'attendre (1). Voilà quelle est la situation au moment où l'avocat de Murena prononce l'*epilogus* ; le dater exactement n'est pas possible ; Drumann disait de l'ensemble du discours, où il voyait un unique plaidoyer réel : « vers le milieu ou dans la seconde quinzaine de novembre » ; je crois que l'on peut se prononcer, en ce qui concerne exclusivement l'*epilogus*, pour cette seconde hypothèse et même dire que nous sommes beaucoup plus près de la troisième que de la deuxième Catilinaire. Ainsi, pour résoudre le problème psychologique de la facétie cicéronienne dans le *pro Murena*, il ne faut pas envisager d'une façon générale la période du 8 novembre au 3 décembre, ainsi que l'a fait Laurand et aussi Rosenberg qui n'a point serré d'assez près la chronologie du plaidoyer. Rien de plus naturel que Cicéron ait témoigné de bonne humeur pendant plusieurs jours après l'expulsion de Catilina ; rien de plus spécieux que l'argument de Laurand qui allègue les plaisanteries de la deuxième et de la troisième *Catilinaires*. L'*epilogus* du *pro Murena* évoque, dans le drame rapide de la conjuration urbaine, la dernière péripétie, celle que dénouera le coup de théâtre du pont Milvius, et, dans

(1) *In Catilinam*, III, 2, 4 : *Nam tum, cum ex urbe Catilinam eiecibam..... aut reliquam conjuratorum manum simul exituram aut eos, qui restitissent, infirmos sine illo ac debiles fore putabam. Atque ego, ut vidi quos maximo furore et scelere esse inflammatos sciebam eos nobiscum esse et Romæ remansisse, in eo omnes dies noctesque consumpsi.....* ; cf. *Pro Murena*, 37, 78 : *non usque eo L. Catilina rem publicam despexit atque contempsit, ut ea copia, quam secum eduxit, se hanc civitatem oppressurum arbitraretur. Latius patet illius sceleris contagio quam quisquam putat, ad plures pertinet. Intus, intus, inquam, est equus Trojanus..... ; nec tam timendus est nunc exercitus L. Catilinæ, quam isti qui illum exercitum deseruisse dicuntur.*

ces conditions, on ne comprend plus du tout que Cicéron ait pu songer à introduire son appel à la raison d'état par la caricature du stoïcisme et de la jurisprudence.

Voyons si le discours nous fournit des indications directes sur la plaidoirie réelle.

A nous en tenir aux termes du § 48, Cicéron n'aurait parlé qu'une fois et sa plaidoirie aurait été la dernière : *Quo etiam mihi durior locus est dicendi datus, ut, cum ante me et ille dixisset (Hortensius) et vir summa dignitate et diligentia et facultate dicendi, M. Crassus, ego in extremo non partem aliquam agerem causæ, sed de tota re dicerem, quod mihi videretur* (1). Ainsi la cause aurait été déjà plaidée complètement par Crassus et Hortensius qui se seraient partagé le dossier ; par suite il faudrait voir dans le discours de Cicéron une réédition de la défense, indépendante des plaidoiries précédentes et sans liaison avec elles. Repor-tons-nous au *pro Murena* ; nous constatons qu'en effet cette réédition a été complète : Cicéron répond à tous les réquisitoires, la réponse à Postumus et à Sulpicius le jeune n'étant, il est vrai, représentée que par une lacune, dont nous rechercherons plus loin l'origine.

Ceci revient à dire que Murena aurait été défendu deux fois, d'abord par le groupe Crassus-Hortensius, puis par Cicéron. Pareil dispositif est-il admissible ? Je ne le crois pas : une réédition (2) de la défense serait choquante, et rien moins que flatteuse pour les avocats qui ont précédé Cicéron. D'autre part, dans toutes les autres affaires où Cicéron a eu des collaborateurs, les moyens de la cause ont été répartis entre les avocats, de façon à ce que la défense

(1) *Pro Murena*, 23, 48.

(2) *Brutus*, 57, 208 : *Sed nihil vitiosius quam, cum unum corpus debeat esse defensionis, nasci de integro causam, cum sit ab altero perorata. Omnium enim causarum unum est naturale principium, una peroratio.*

fût complète sans qu'il y eût double emploi. Ici, lorsque Cicéron dit qu'il n'a été chargé d'aucune partie de la défense, il ne faut point entendre que Crassus et Hortensius l'ont épuisée complètement, mais seulement que lui-même ne s'est vu attribuer aucune catégorie de griefs. C'est manifestement ce qui ressort d'une observation de l'orateur au § 54. A cet endroit Cicéron, abordant la réfutation des griefs d'*ambitus*, dit (1) que cette partie de la cause a été traitée dans le dernier détail par Crassus et Hortensius et que, s'il y revient, c'est à la demande expresse de son client. Qu'est-ce à dire, sinon que la discussion des charges — *quæ in mediis causis dicuntur, arguendo et refellendo* (2) — a été confiée aux collaborateurs de Cicéron, celui-ci s'étant réservé plus spécialement les thèmes généraux, la substance du discours d'ouverture et du discours-péroration. Même répartition dans le camp adverse : Caton, à qui Cicéron a été spécialement opposé et qui représente, sur les bancs de l'accusation, la même chose que Cicéron sur ceux de la défense, c'est-à-dire le point de vue politique, ne s'occupe pas davantage du détail des griefs et ce sont les deutéragonistes, Postumus et le jeune Sulpicius, qui ont reçu mandat de soutenir cette partie de l'accusation (3).

(1) *Pro Murena*, 26, 54 : *Nunc mihi tertius ille locus est reliquus orationis de ambitus criminibus perpuratus ab his, qui ante me dixerunt, a me, quoniam ita Murena voluit, retractandus ; quo in loco C. Postumo, familiari meo, ornatissimo viro, de divisorum indicis et de deprehensis pecuniis, adulescenti ingenioso et bono, Ser. Sulpicio, de equitum centuriis, M. Catoni, homini in omni virtute excellenti, de ipsius accusatione, de senatusconsulto, de re publica respondebo.*

(2) *De Oratore*, II, 79, 323 : *inlustriora enim sunt, quæ in principis quam quæ in mediis causis dicuntur aut arguendo aut refellendo.*

(3) *Pro Murena*, 26, 54.

Il est vrai que Cicéron ne dit point qu'il ait parlé deux fois, mais il faut songer que, dans l'œuvre écrite, c'est tout naturellement le discours final qui devient le lieu fictif de la plaidoirie, lorsque celle-ci a comporté plusieurs tours de parole. Comment veut-on que l'orateur-écrivain renvoie le lecteur à son discours de la veille ou de l'avant-veille ? Et la rédaction ne consiste-t-elle pas essentiellement dans une refonte des éléments divers de la défense, refonte qui dispose ces éléments dans les cadres de l'unité de temps et de l'unité d'action, si je puis dire ? Au reste, n'est-il pas invraisemblable que la remarque de Cicéron, qu'il parle en dernier lieu, après Crassus et Hortensius, appartienne à la plaidoirie réelle ? Il ne s'agit pas en effet d'une division de la cause, comme nous en trouvons dans les autres plaidoyers prononcés en défenses collectives, où Cicéron distingue sa tâche de celle de ses collaborateurs dès le début du plaidoyer. Ici l'avocat s'avise incidemment, au beau milieu de son discours, qu'il n'est pas facile de dire du nouveau après deux orateurs remarquables. Mais n'est-ce point que cette gêne, il ne l'avait pas ressentie jusque-là, c'est-à-dire, dans notre hypothèse, tant qu'il prononçait un discours introductif ; cette réflexion ne lui a-t-elle pas été suggérée, au moment où il rédigeait, par cette idée qu'en effet, peu après le § 48, les éléments du discours qu'il écrirait appartenaient au discours final. Enfin à qui s'adresse la remarque de Cicéron ? Est-il naturel qu'il ait eu besoin de rappeler aux juges que Crassus et Hortensius l'avaient précédé et l'observation ne s'adresse-t-elle pas plutôt au lecteur qu'aux auditeurs ? Elle n'apprend rien aux auditeurs ; à l'adresse du lecteur, elle signifie qu'il convient de n'être point choqué du caractère de l'argumentation, si hâtive, si exclusivement artificielle ?

Il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à la remarque du § 48, sinon pour conclure que Cicéron a tenu l'emploi de

protagoniste dans la défense de Murena. Ajoutons que certainement Cicéron a eu ici la libre initiative de sa tactique. Si, ainsi que nous le verrons, Sestius, Caelius, Scaurus ne s'en sont remis à personne du soin de diriger leur propre défense, c'est que tous trois étaient eux aussi des avocats : Murena, lui, n'est pas du tout orateur et il a les meilleures raisons de remettre entièrement sa cause aux mains de l'avocat-consul. Or, dans ce cas, celui-ci a une tactique qui lui est propre : ce n'est pas seulement à la fin de la plaidoirie collective, c'est aussi au début, qu'il faut employer le meilleur homme et les moyens les plus efficaces.

Nous sommes donc autorisés à rechercher dans notre *pro Murena* ces deux discours réels, un discours d'ouverture, un discours final, que supposent aussi bien les témoignages historiques que la théorie de la plaidoirie collective du *de Oratore*.

* * *

Etablissons le plan du plaidoyer : nous allons voir qu'il est uniquement constitué des éléments normaux du discours introductif, plus un *epilogus*.

Dans les 53 premiers paragraphes — il y en a 90 en tout — Cicéron ne traite pas d'autres points que la *vita anteacta* et la *contentio dignitatis* ; or, qu'est-ce que la *contentio dignitatis*, sinon une annexe, une simple dépendance de la *vita anteacta* dans les causes de brigue ?

Au début du § 54, Cicéron qui n'a guère fait que plaider jusqu'alors, est pris d'une subite émotion (1), apparemment parce qu'il arrive au fond de la cause ; après avoir subdivisé en trois parties la réfutation des griefs de brigue et annoncé qu'il répondra dans l'ordre à Postu-

(1) *Pro Murena*, 27, 15 : *Sed pauca, quæ meum animum repente moverunt, prius de L. Murenæ fortuna conquerar.*

mus, Sulpicius le jeune et enfin Caton, il semble vouloir introduire une discussion serrée, lorsqu'il tourne court brusquement et laissant là Postumus et Sulpicius — à qui sa réponse n'est représentée dans notre discours que par une lacune — fonce tout droit sur Caton.

Ici nouvel exorde, détaillé et circonstancié comme s'il n'avait pas été question de Caton jusque-là (1), puis Cicéron aborde la discussion des trois points sur lesquels il doit répondre au tribun désigné ; raisons qui ont déterminé Caton à se constituer accusateur, sénatus-consulte pour la répression de la brigade, enfin situation politique.

Sans perdre de vue la lacune sur laquelle nous reviendrons dans un instant, demandons-nous de quels éléments est constituée la réponse à Caton qui va du § 58 au § 77 inclusivement : critique des motifs que l'accusateur a invoqués pour justifier sa présence au banc de l'accusation (2), explications sur le fameux sénatus-consulte dont Cicéron ne peut nier la paternité et qui donne prétexte à Caton de dire qu'en en demandant le vote Cicéron jugeait nécessaire de renforcer les sanctions de la loi contre la corruption électorale, par suite avait témoigné contre Murena avant de prendre sa défense (3), voilà les deux points qui occupent cette partie du discours. Il n'est pas difficile de voir quelle a pu être leur place dans le discours de Caton, et c'est en les soutenant qu'il a justifié son rôle d'accusateur ; je ne conteste pas non plus que leur réfu-

(1) *Ibid.*, 28, 58 : *Venio nunc ad M. Catonem, quod est firmamentum ac robur totius accusationis..... ; in quo ego accusatore, iudices, primum illud deprecabor, ne quid L. Murenæ dignitas illius..... noceat.* On conçoit que Rosenberg, *op. l.* p. 8, ait été tenté de considérer comme surcharges de la rédaction les parties antérieures du plaidoyer où Caton est mentionné.

(2) *Pro Murena*, 29, 60 — 32, 67.

(3) *Ibid.*, 32, 67 — 37, 78.

tation ne soit d'un très bon effet dans la dernière partie du discours écrit, mais tout de même il serait étrange, contraire à tous les principes du Forum comme à toute raison, que la défense ait abordé la réfutation des griefs avant de combattre sur ces points l'argumentation de Caton. L'autorité morale de ce dernier, la *lex Tullia de ambitu*, constituaient contre l'accusé autant de *præjudicia* qu'il fallait à tout prix dissiper avant de s'attaquer au détail des charges ; c'est dans le discours d'ouverture que ces points devaient être complètement traités et c'est avant la discussion des griefs de brigue que la satire du stoïcisme — lequel ne sait pas distinguer libéralité de corruption — pouvait être le plus efficace.

Ainsi nous n'aurions dans le *pro Murena* que les éléments normaux d'un discours d'ouverture, plus un *epilogus*, ce qui assurément serait déconcertant, si nous n'avions aussi une lacune.

Cicéron nous a dit au § 54 qu'il va reprendre, à la prière de Murena et en réponse à Postumus et Sulpicius le jeune, les trois points suivants qui constituent tout le fond de la cause : révélations d'agents électoraux, sommes saisies, affaire des centuries de chevaliers. Nul doute que nous n'ayons affaire ici à une partie du *discours-peroratio* ; en effet le détail des griefs — *quæ in mediis causis dicuntur, arguendo aut refellendo* — a été déjà discuté à fond par Crassus et Hortensius.

Cette réédition de l'argumentation matérielle d'une part, d'autre part l'*epilogus*, constituent-ils à eux seuls le *discours-peroratio* ?

Jusqu'ici nous n'avons pas tenu compte du texte du *de Oratore* où Cicéron expose sa théorie de la défense en collaboration : en même temps que le meilleur homme, les meilleurs moyens de la cause doivent être utilisés deux fois, dans le discours introductif et le discours final.

Quels étaient ici les meilleurs moyens ? Evidemment les arguments qui valurent en effet à Murena d'être acquitté, c'est-à-dire ceux qui sont fondés sur la situation politique.

Par suite, des trois points dont la discussion est annoncée au § 54 : *M. Catoni, homini in omni virtute excellenti, de ipsius accusatione, de senatus consulto, de re publica respondebo*, le troisième, *de re publica*, devait intervenir à deux reprises dans la plaidoirie réelle ; mais le premier et le deuxième point sont liés au troisième, car c'est bien parce qu'ils sont en désaccord sur les nécessités de la situation politique que Cicéron défend tandis que Caton accuse. Toute la partie du discours écrit qui va du § 58 au § 86, jusqu'à la *miseratio*, aurait donc été traitée deux fois, naturellement dans des termes sensiblement différents, appropriés tour à tour au discours introductif et au discours final.

Les éléments de ces discours étant ainsi définis, essayons de voir ce qu'en a fait la rédaction.

*
* * *

La théorie de la disposition du *de Oratore* suppose deux plaidoyers pour Murena, entre lesquels se placent les discours de Crassus et d'Hortensius. Or, nous sommes à un moment où les événements vont vite. Dans l'intervalle qui sépare la première de la seconde prise de parole, intervalle qui, étant donné la durée des délais impartis aux avocats et l'étendue de la cause, a pu être relativement considérable, la position des parties, en tant qu'elle est liée à la situation politique, a pu singulièrement évoluer. L'ordre de valeur des moyens de la défense a changé. La raillerie a d'abord paru à Cicéron la meilleure arme ; il a prodigué ses traits à Caton, la tête de l'accusation ; puis les menaces de Catilina ont pris corps : c'est lui, c'est le rebelle en per-

sonne qui va sauver Murena. Mais comment fondre en un seul discours littéraire, comment harmoniser deux plaidoyers si dissemblables, comment concilier, sans discordance choquante, l'ironie joyeuse de l'un, le pathétique inquiet de l'autre, la satire du stoïcisme et l'appel à la raison d'état ?

Tout d'abord il était indispensable de supprimer l'argumentation matérielle.

Lorsque Cicéron a prononcé, dans une même cause, deux discours séparés dans le temps par un intervalle, il est clair qu'il devra opter, en rédigeant, entre l'un ou l'autre des deux moments oratoires. Le moment choisi sera, si je puis dire, le lieu du discours écrit. C'est la *peroratio*. Mais il ne s'ensuit pas que l'orateur-écrivain doive retenir, dans ce lieu fictif du discours unique qui sera publié, tous les éléments de la *peroratio* réelle. Supposons qu'il ait conservé l'argumentation-réfutation du plaidoyer final. « Pour les affaires de concussion, dit-il dans le *de Oratore* (1), l'avocat est presque toujours réduit à nier, et, dans celles de brigue, il est bien rare qu'il ait la ressource de distinguer libéralité de corruption ». Cette ressource suprême, cet unique moyen qu'offrissent les affaires de brigue, Cicéron pouvait-il, par exception, l'utiliser dans l'argumentation-réfutation qu'il a reprise à la demande de l'accusé ; je ne le crois pas et cette demande même m'en paraîtrait au besoin une preuve suffisante. Mais nous pouvons établir que les accusateurs n'avaient laissé à Cicéron nul prétexte de recourir à cette échappatoire et leurs griefs étaient terriblement précis ; ils avaient parlé de révélations d'agents électoraux, de sommes

(1) *De Oratore*, II, 25, 105 : *Ac nostræ fere causæ, quæ quidem sunt criminum, plerumque infitiatione defenduntur. Nam et de pecuniis repetundis, quæ maximæ sunt, neganda fere sunt omnia, et de ambitu raro illud datur, ut possis liberalitatem ac benignitatem ab ambitu atque largitione sejungere.*

mises à la disposition de ces agents et dont il fallait justifier l'emploi (1) ; à nous en tenir au témoignage de Cicéron, l'accusation disposait d'une documentation écrasante (2). Il avait fallu entrer dans le détail, lutter péniblement contre un réquisitoire solide et circonstancié, ergoter souvent, nier presque toujours.

Quelle figure aurait fait dans le discours écrit cette argumentation qui subsiste seulement par la rubrique : *De Postumi criminibus. De Servii adolescentis criminibus* ? Elle n'eût servi ni la gloire de Cicéron ni la réputation de son client ; assurément elle eût rompu l'unité du ton, désaccordé l'ensemble de la plaidoirie. On le voit bien à l'accent maussade de l'exorde par lequel l'avocat introduit cette partie du discours. Cicéron, dont la gaieté ne s'est pas démentie jusque-là, est saisi d'une émotion d'autant plus inexplicable qu'elle est subite (3) ; par contre, il reprend, tout de suite après et aussi vite qu'il l'avait quitté, le ton enjoué (4) qui est la note dominante de notre discours. C'est que, débarrassé de griefs aussi gênants que fastidieux, il va pouvoir soutenir le seul système de défense que permit un procès de brigue — système auquel il était bien possible de recourir dans le *principium*, avant les discours de Crassus et d'Hortensius, mais non point après l'argumentation-réfutation que représente la lacune — et, dans sa réponse à Caton, distinguer subtilement libéralité de corruption.

Cicéron a promis, au début du discours publié, de revenir sur les raisons qui ont conduit Caton à accuser, lui-

(1) *Pro Murena*, 26, 54 : *Quo in loco C. Postumo, ... de divisorum indicibus et de deprehensis pecuniis... respondebo.*

(2) *Ibid.*, 24, 49 : *Etenim te inquirere videbant, tristem ipsum, maestos amicos ; observationes, testificationes, seductiones testium... animadvertabant.*

(3) *Pro Murena*, 27, 55.

(4) *Ibid.*, 29, 60.

même à défendre Murena, c'est-à-dire sur la situation politique dans ses rapports avec la cause : *Ac de officio defensionis meæ ac de ratione accusationis tuæ fortasse etiam alia in parte orationis dicendum nobis erit* (1). D'autre part, d'après la théorie de la disposition du *de Oratore*, ce thème devait être traité deux fois, dans le *principium*, puis dans la *peroratio*. De fait il figure en deux endroits du discours écrit, dans les §§ 3-7 d'une part, dans les §§ 58-86 d'autre part (2). Mais le premier développement est si sommaire que l'on ne peut y voir l'une des deux formes sous lesquelles les éléments les meilleurs de la cause devaient être traités dans le *principium* et la *peroratio*. Il va d'ailleurs de soi que, dans le discours écrit, l'une de ces deux formes devait disparaître. A s'en tenir à la lettre de notre *pro Murena*, ce serait la première qui aurait été sacrifiée. Mais la seconde, qui se développe amplement dans la dernière partie du discours, répond bien aux conditions du *principium* réel. Assurément ce n'est point par une joyeuse caricature du stoïcisme, par une plaisante analyse des excès auxquels peut conduire la stricte observance de la doctrine dans l'ordre pratique, que l'avocat-consul a préludé à la révélation de graves événements. Déplacée dans la *peroratio*, la satire du stoïcisme était de mise dans le *principium* où elle préparait la discussion des griefs d'*ambitus*. Sous la seconde forme, adaptée nécessairement à des circonstances politiques nouvelles, la réponse à Caton eût juré avec le reste du discours où, sauf dans l'*epilogus*, domine le mode

(1) *Ibid.*, 3, 6.

(2) Les thèmes traités dans les § 3-7 sont exactement les mêmes que ceux des § 58-86, cf. 2, 3 : *Et primum M. Catoni vitam ad certam rationis normam derigenti et diligentissime perpendenti momenta rationis omnium de officio meo respondebo. Negat fuisse rectum Cato me et consulem et legis ambitus latorem et tam severe gesto consulatu causam L. Murenæ attingere.*

ironique. On s'étonne qu'un *epilogus* aussi pathétique voisine avec la satire du stoïcisme, mais l'*epilogus* est le lieu normal des lamentations, des adjurations, quelle que soit d'ailleurs la note dominante dans le corps du discours ; tout autre aurait été la discordance entre les deux parties du plaidoyer écrit, s'il avait reproduit également les deux discours réels. Cicéron a donc fait glisser, pour ainsi dire, une partie de son discours introductif dans son discours final ; il a dissocié les éléments du premier discours qui constituaient sa réponse à Caton : la *vita anteacta* est demeurée associée à la *contentio dignitatis*, pour laquelle il répondait à Sulpicius, la critique de Caton accusateur et la justification de Cicéron défenseur ont été substituées à la seconde forme de ces développements et, au lieu de préparer la discussion des griefs d'*ambitus* — ce qui, dans le discours écrit, était superflu, puisque ces griefs ont été fictivement relégués dans la lacune — ont introduit, par l'appel à la raison d'état, la *miseratio* finale. D'autre part, comme il fallait nécessairement, dans la première partie du discours écrit, que Cicéron justifiât son rôle dans la défense, il a forgé de toutes pièces, en rédigeant, le développement des §§ 3-7, où les indices d'une rédaction postérieure au débat sont évidents : « *Ego (1) autem has partes lenitatis et misericordiæ, quas me natura ipsa docuit, semper egi libenter, illam vero gravitatis severitatisque personam non appetivi, sed ab re publica mihi impositam sustinui, sicut hujus imperii dignitas in summo periculo civium postulabat. Quidsi tum, cum res publica vim et severitatem desiderabat, vici naturam et tam vehemens fui, quam cogebar, non quam volebam, nunc cum omnes me causæ ad misericordiam atque ad humanitatem vocent, quanto tandem studio debeo naturæ meæ consuetudinique servire ?* ». Est-ce avant les événe-

(1) *Pro Murena*, 3, 6.

ments de décembre que Cicéron a pu évoquer la sévérité rigoureuse de son consulat ? Est-ce à la veille de ces événements qu'il a pu parler des raisons qui l'invitent à la mansuétude ? Remarquons qu'il a dit, quelques lignes plus haut, que la République a besoin de deux consuls au premier janvier, que de sombres jours s'annoncent (1). Est-ce à Caton que s'adressent ces paroles par lesquelles s'achève ce développement (2) : *ac de officio defensionis meæ ac de ratione accusationis tuæ fortasse etiam alia in parte orationis dicendum nobis erit*. Cet avertissement s'explique-t-il, lorsqu'on sait que Cicéron a parlé deux fois ? N'est-il pas un avertissement au lecteur qui ne comprend pas pourquoi les éléments nécessaires du *principium* ne sont qu'indiqués à leur place normale ? Manifestement tout ce morceau décèle, dans son incohérence, le conflit de situations diverses que l'écrivain n'a pu concilier : outre que la position qu'il prend dans le débat s'inspire de considérations postérieures, il n'a pas réussi à dissimuler le raccord par lequel il essaie de donner à sa plaidoirie l'unité d'action, car si de mauvais jours s'annoncent, à quoi rime la mansuétude, et si tout va bien, pourquoi de sombres présages. Les deux situations oratoires réelles, si l'on peut dire, apparaissent distinctes dans cette partie de l'unique discours écrit.

Ainsi, des deux discours que suppose la théorie de la disposition du *de Oratore* et que révèlent les témoignages en apparence contradictoires de Plutarque, le second n'aurait fourni au discours écrit que l'*epilogus*, le premier tout le reste de ce discours, y compris la satire du stoïcisme qui d'ailleurs, si notre interprétation de Plutarque

(1) *Pro Murena*, 2, 4 : *ostendam alio loco, quantum salutis communis intersit duos consules in re publica Kalendis Januariis esse*.

(2) *Ibid.*, 3, 6.

est fondée, lui revient de droit. L'espèce de *contaminatio* qu'a été la rédaction a gardé le second moment, celui où, d'après Plutarque, Cicéron aurait été au-dessous de lui-même, comme lieu du discours publié, mais a fait passer dans celui-ci toute la substance du premier plaidoyer, qui avait été brillant. Sans doute l'œuvre ainsi obtenue n'est pas absolument homogène ; les raccords qui unissent les deux plaidoyers sont visibles : ainsi, dans l'exorde des §§ 54-57 qui représente certainement, sous une forme remaniée, l'exorde du *discours-peroratio*, la phrase : *sed pauca, quæ meum animum repente moverunt, prius de L. Murenæ fortuna conquerar*, Cicéron ayant bien senti que le passage du plaisant au sévère était un peu brusque ; de même Cicéron a dû sourire, en écrivant le mot *fortasse* dans la phrase : *ac de officio defensionis meæ..... fortasse etiam alia in parte orationis dicendum nobis erit*.

D'ailleurs, avant de reconnaître deux discours dans notre *pro Murena*, la critique avait déjà observé avec raison que le ton général n'est point conforme à la situation que suppose l'*epilogus* et signalé l'incohérence de cette partie de l'exorde où Cicéron justifie sa présence au banc de la défense. Mais il faut l'attention méticuleuse d'un Rosenberg pour s'en rendre compte et on ne voit pas comment Cicéron eût pu mieux fondre deux discours réels aussi dissemblables.

*
* *

Il nous reste à dire un mot des rapports de l'*epilogus* écrit avec l'*epilogus* réel.

C'est bien certainement par un appel à la raison d'état que Cicéron annihila l'argumentation de ses adversaires ; mais, tandis que, dans le *pro Flacco* (1), c'est le *bellum jam*

(1) *Pro Flacco*, 39, 98.

gerente Catilina qui justifie l'affirmation solennelle de la nécessité pour la République d'avoir deux consuls au premier janvier, dans le *pro Murena*, ce n'est pas le péril du dehors, c'est le péril du dedans que Cicéron évoque ; il va même jusqu'à dire qu'il a trop bien pris ses précautions contre les gens de Fiésole pour éprouver la moindre anxiété de ce côté (2). Je crois cependant que l'argument du *pro Flacco* intervint dans l'*epilogus* réel au même titre que l'argument de l'*epilogus* écrit, car c'est bien parce que la conjuration a deux camps, l'un à Rome, l'autre en Etrurie, qu'il faut deux consuls pour lui faire face. Il est surprenant aussi que, dans notre *pro Murena*, l'affirmation du danger qui menace Rome dans ses murs ne soit garantie que par la parole de Cicéron. Assurément le consul ne pouvait faire état, en ce qui concerne la conjuration urbaine, des rapports de sa police secrète ; mais comment expliquer qu'il n'ait pas évoqué la situation en Etrurie, quand ce n'aurait été que pour en conclure à l'imminence du danger à Rome. Il me semble que ce silence n'est qu'un artifice de la rédaction. S'il avait retenu dans le plaidoyer écrit son tableau de la situation politique de l'*epilogus* réel, Cicéron n'aurait pas été le consul dont la garantie a suffi aux juges pour voter l'acquiescement ; Murena n'aurait paru échapper à une juste condamnation qu'à la faveur des circonstances, uniquement parce que, entre deux maux, le tribunal se serait résigné à choisir le moindre ; enfin il eût fallu de toute nécessité que, en rédigeant, Cicéron sacrificât toute la première partie de sa plaidoirie, ce discours introductif qui déjà cadre assez mal avec notre *epilogus* ; il n'aurait pu conserver que son discours final, dont la

(2) *Pro Murena*, 37, 79 : *Quæris a me, ecquid ego Catilinam metuam. Nihil, et curavi, ne quis metueret, sed copias illius quas hic video, dico esse metuendas.*

place aurait été marquée d'avance à côté du *pro Rabirio perduellionis reo*, dans la collection des oraisons consulaires.

* * *

Ces conclusions donnent réponse aux questions posées par Zumpt et Rosenberg. Si le *pro Murena* témoigne d'une gaieté inexplicable dans les circonstances auxquelles fait allusion l'*epilogus*, c'est que l'*epilogus* et le corps du discours n'ont pas la même date. Nous ne pouvons pas, il est vrai, préciser ces dates ni pour le premier, ni pour le second discours, ni même évaluer le temps qui les sépare, mais l'un est plus rapproché de la *deuxième*, l'autre de la *troisième Catilinaire*, le premier représente un des plus beaux succès de Cicéron avocat, le second peut-être un des mauvais jours de sa carrière, en tout cas un moment oratoire où ce ne fut pas seulement le prestige de la parole, mais plus encore l'autorité consulaire et la faveur des circonstances qui déterminèrent l'acquittement. D'autre part c'est à la nécessité où fut Cicéron de dissocier, pour les combiner suivant un plan nouveau et de façon à en tirer un discours complet, les éléments de son discours d'ouverture, qu'il faut rapporter les anomalies : bizarreries de composition, redites, exordes qui introduisent les réponses particulières à Sulpicius-Postumus et à Caton, qu'avait relevées Rosenberg. De même s'explique la prédominance des lieux communs et l'absence d'une argumentation matérielle : celle-ci a disparu tout entière dans la lacune du discours publié. Constitué presque exclusivement d'un discours d'ouverture, le *pro Murena* est une simple introduction à la plaidoirie collective et donne des tribunaux et des avocats républicains une idée tout à fait fausse, si on le considère comme la pièce maîtresse de la défense

dans un grand procès ; aussi ne peut-on se défendre de quelque ironie, en constatant qu'il a toujours été, dans les écoles, le représentant classique de l'éloquence judiciaire romaine.

LE PRO SULLA

Le *pro Sulla* est de cette année 62 où Cicéron acheva, devant les tribunaux, avec une âpreté qui lui attira bien des haines, la liquidation du complot de Catilina. Vraisemblablement c'est moins la conviction de l'innocence de Sylla qu'une intention d'ordre politique et peut-être le souci de son propre avenir qui amenèrent Cicéron au banc de la défense, alors que l'accusation comptait sur son témoignage. De même qu'il avait défendu Fonteius pour se réconcilier avec l'aristocratie, après l'affaire Verrès, ainsi défend-t-il Sylla pour s'attacher cette fraction du parti démocratique qui se recrutait dans l'aristocratie même et précisément parmi les anciens partisans du terrible dictateur ; peut-être aussi faut-il voir dans le *pro Sulla* une tentative pour rallier ces éléments dévoyés au parti des *optimates* (1).

Les débats se déroulèrent dans des conditions spéciales par suite de la nature de la cause et des moyens dont disposait l'accusation. Celle-ci n'a point de témoins à présenter (2) ; elle avait compté sur Cicéron, mais de témoin il s'est fait défenseur et sa présence intimide sans doute les gens qui auraient pu songer à charger Sylla ; de pièces à

(1) Je rappelle pour mémoire l'allégation d'AULU-GELLE, XII, 12, 2, que l'assistance de Cicéron aurait coûté fort cher à Sylla.

(2) *Pro Sulla*, 28, 79. *Nullum in hac causa testem timemus, nihil quemquam scire, nihil vidisse, nihil audisse arbitramur.* En revanche, l'accusation se serait proposé de soumettre à la question les esclaves de Sylla, *ibid.*

conviction, elle n'a que le procès-verbal de l'interrogatoire des conjurés, et c'est un document tombé, si l'on peut dire, dans le domaine public, et que Cicéron a fait reproduire à des milliers d'exemplaires (1). La lettre de Cicéron à Pompée (2) si connue, quelques lettres de Faustus Sylla (3) à différentes adresses, un testament (4), voilà toutes les pièces qui interviennent aux débats. Dans ces conditions, l'accusateur n'a rien à réserver pour le *locus testium* ; c'est dans la *causa* proprement dite que sont présentés et discutés les documents sur lesquels les avocats comptent pour déterminer la conviction des juges. D'autre part, il se trouve que les plus importants de ces documents émanent de la personne même du défenseur. Cicéron a mauvaise grâce à prendre des airs d'amitié offensée : à vouloir le ménager, Torquatus n'aurait eu qu'à se taire. Forcément sa tactique ne peut être que de mettre en contradiction le défenseur avec ses propres écrits qui accusent, l'avocat avec les pièces d'où il ressort qu'il devrait être un témoin à charge. La controverse où se heurtent deux amis politiques, dont l'un suit une vengeance personnelle, provoque des explications pénibles ; plus d'argumentation, mais des personnalités violentes ; l'accusé passe au second plan, au point que Cicéron ne trouve que en fin de plaidoirie l'occasion de placer son *probabile ex vita*.

Torquatus engage l'action par un discours violent et qui vise moins Sylla que Cicéron. Sans doute juge-t-il le procès-perdu d'avance et veut-il faire expier à celui-ci ce qu'il considère comme une désertion ; le fait est qu'il songe

(1) *Pro Sulla*, 15, 42 : *non continui (tabulas) domi, sed statim describi ab omnibus librariis, dividi passim et pervulgari atque edi populo Romano imperavi.*

(2) *Ibid.*, 24, 67.

(3) *Ibid.*, 19, 55.

(4) *Ibid.*, 19, 54.

moins à l'accusé qu'à son avocat lorsqu'il décrit sur un ton pathétique le supplice des conjurés et les horreurs de leur cachot (1). C'est à cette première prise de parole que Cicéron fait allusion lorsqu'il dit : « ce fameux discours, ce discours sensationnel » (2). D'autre part, si l'on juge de l'étendue du discours de Torquatus sur la première conjuration par ce que Cicéron nous dit de la réponse d'Hortensius (3), il semble bien que la partie correspondante du réquisitoire a pu occuper toute une audience, en sorte que Torquatus aurait parlé à trois reprises successives, la première consacrée au réquisitoire introductif et dont Cicéron fournit le thème, la deuxième et la troisième chacune à un discours partiel. Quant à Cornelius, le second de Torquatus, nous savons seulement que Cicéron n'assista point à son discours (4) et qu'il fait mine de s'en désintéresser.

Ainsi nous aurions, du côté de l'accusation, un discours introductif suivi de discours secondaires. Du côté de la défense, c'est Hortensius qui s'est présenté le premier ; il a répondu à Torquatus par un long discours que Cicéron apprécie en termes flatteurs ; reste à préciser le rôle de Cicéron dans le débat.

Notons d'abord que le plaidoyer écrit ne représente pas

(1) *Pro Sulla*, 10, 30.

(2) *Ibid.*, 12, 35 : *Nam si Torquatus Sullam solum accusasset, ego quôque hoc tempore nihî aliud agerem nisi eum, qui accusatus esset, defenderem ; sed cum ille tota illa oratione in me esset invecus.....* Il s'agit de l'*oratio* par laquelle s'ouvre le débat ; elle a porté tout entière sur Cicéron. C'est à tort que quelques éditeurs ont écrit *sua* ; Cicéron distingue ce discours de ceux qui suivirent et portèrent sur le détail des griefs.

(3) *Pro Sulla*, 4, 12 : *cujus in hoc crimine propulsando cum esset copiosissima atque ornatissima oratio, tamen non minus inerat auctoritatis in ea quam facultatis.*

(4) *Ibid.*, 18, 51 : *sed quid est tandem, quod indicat per istum puerum Cornelius ? Si vetera mihi ignota, cum Hortensio communicata, respondit Hortensius.*

une *peroratio*, bien que Cicéron parle en dernier lieu, car il ne revient à aucun moment sur la partie de la cause attribuée à Hortensius. Visiblement les deux avocats manœuvrent de façon à présenter les deux conjurations comme absolument indépendantes l'une de l'autre (1). Il semble qu'il leur ait été difficile de nier toute complicité de leur client dans les événements de l'an 65, mais ce qu'il fallait à tout prix éviter, c'est qu'on pût conclure du rôle de l'accusé dans la première conjuration à sa participation à la seconde : or, Cicéron avait prêté sur ce point capital un argument à l'accusation, dans la lettre célèbre à Pompée dont nous parlerons plus loin, et c'est pour préparer les explications qu'il devra fournir sur cette correspondance malencontreuse que, dès le début de son plaidoyer, il proteste avec tant d'insistance qu'il ne sait absolument rien de la première tentative de Catilina (2). D'autre part, il se conforme strictement à la position qu'il a prise dans l'exorde et que, à vrai dire, lui imposait sa situation spéciale dans le débat : il est moins avocat que témoin et son discours n'est qu'une *laudatio-testimonium* très développée.

Le plan qu'il suit ne pouvait être différent. Pris à partie personnellement et de la façon la plus violente, avant de défendre son client, il se défend lui-même, et légitime le témoignage qu'il va déposer. C'est seulement au § 36 qu'il

(1) *Pro Sulla*, 4, 13 : *Atque haec inter nos partitio non est fortuito, judices, nec temere facta ; sed, cum videremus eorum criminum nos patronos adhiberi, quorum testes esse possemus, uterque nostrum id sibi suscipiendum putavit, de quo aliquid scire ipse atque existimare posset.*

(2) Il faut reconnaître que cette insistance même est suspecte ; cf. 4, 11 : *patris tui, dit-il à Torquatus, fortissimi viri atque optimi consulis, scis me consiliis non interfuisse ; scis me, cum mihi summus tecum usus esset, tamen illorum expertem temporum et sermonum fuisse, credo, quod nondum penitus in re publica versabar...*

aborde la cause, et à peine l'a-t-il touchée qu'il est arrêté court dans sa démonstration.

Que s'est-il passé ? Une chose très simple : Cicéron a voulu escamoter le principal argument de l'accusation. Torquatus avait avancé que le nom de Sylla figurait dans le procès-verbal de l'interrogatoire des Allobroges (1). Remarquons que Cicéron n'a point préparé son exposé des catégories de griefs ; ni proposition, ni division : avec une brutalité évidemment calculée, il énonce sèchement le grief le plus important et feint de croire qu'il suffit de renvoyer Torquatus au procès-verbal de l'interrogatoire des Gaulois ; ce document même, il l'interprète de la façon la plus tendancieuse, pour ne pas dire la plus sophistiquée. Au fait, qu'avaient dit les Gaulois ? Questionné par eux, Cassius, l'un des principaux conjurés, a répondu : « je ne saurais affirmer en toute certitude que Sylla soit des nôtres ». Cette réponse, Cicéron la traite avec un art consommé ; par une série de dégradations dans le sens des mots, d'approximations savamment nuancées, il en arrive à conclure que l'innocence de Sylla éclate dans cette phrase (2) ; puis, content de l'effet produit, il va repartir d'un pas léger.

Mais Torquatus ne l'entend pas ainsi. Non seulement il juge que l'adversaire en prend à son aise avec les textes, mais il dit que, dans le procès-verbal rédigé sous la responsabilité de Cicéron, les dires des témoins n'ont pas été reproduits exactement. « Le voilà de nouveau qui fonce sur

(1) *Pro Sulla*, 13, 36 : *Ab Allobrogibus nominatum Sullam esse dicis. Quis negat ? Sed lege indicium et vide, quem ad modum nominatus sit.*

(2) *Pro Sulla*, 13, 38-39 : *Sed tamen quid respondit de Sulla Cassius ? Se nescire certum..... ; etenim cum se negat scire Cassius, utrum sublevat Sullam an satis probat se nescire ?... Qui negare noluît esse in eo numero Sullam, quo plus spei Gallis daret, dicere autem falsum non ausus est, nescire dixit.*

moi », s'écrie l'ancien consul, accusé de faux en écritures publiques (1). Remarquons-le, si, dans le discours écrit, l'incident ne figure que sous la forme d'une insinuation glissée en passant, il ne peut en avoir été de même dans le débat réel : c'est à une altercation prolongée que nous avons affaire. Outre que pareille question, aussitôt posée, ne pouvait attendre, car elle engageait tout le débat, nous pouvons déterminer la répercussion, sur la suite de la plaidoirie, de l'échange d'explications qui eut lieu à ce moment.

Les gens renseignés n'ignoraient pas que Cicéron — par une prudence, certains disaient une pusillanimité qu'il se reprocha lui-même plus tard — avait mis hors de cause certains personnages redoutables, Crassus peut-être, César assurément, d'autres encore. Sur ce point, Torquatus savait parfaitement à quoi s'en tenir, puisqu'il n'avait pas quitté Cicéron un instant pendant les événements de décembre 63 (2). Nous ne pouvons pas, il est vrai, reconstituer son argumentation dans le détail, Cicéron n'ayant eu aucun intérêt à nous la conserver, mais nous pouvons la retrouver dans ses grandes lignes et aussi établir, d'une part que Cicéron a dû, pour se couvrir, appeler à la rescousse les sénateurs les plus qualifiés, c'est-à-dire les consulaires, *advocati* au procès, d'autre part que Torquatus, loin de s'incliner devant un témoignage venu de si haut, s'est fâché tout de bon et les a pris à partie de la façon la plus irrévérencieuse.

Au moment où Cicéron prononçait son exorde, ceux-ci n'avaient pas encore été engagés dans le conflit ; l'avocat

(1) *Ibid.*, 14, 40 : *Exclusus hac criminatione Torquatus rursus in me irruit, me accusat ; ait me aliter, ac ditum sit, in tabulas publicas rettulisse.*

(2) *Pro Sulla*, 15, 44 : *tibi, meo familiari et contubernali, prius etiam edituri indicium fuerint scribæ mei, si voluisses, quam in codicem rettulissent.*

s'abrite complaisamment derrière eux : « je te prie de me dire, s'écrie t-il, puisque tu me reproches de défendre Sylla, ce que tu penses de ces hommes éminents, de ces grands citoyens dont la présence honore ce tribunal, fortifie notre cause et garantit l'innocence de mon client ». — Or, à l'*epilogus* (1), ces personnages décoratifs ont été assez maltraités par l'accusation pour que Cicéron se croie obligé de réparer leur prestige (2). Evidemment Torquatus avait révélé les machinations de Cicéron pour circonscrire l'affaire Catilina : « Comment, s'écrie l'orateur, aurais-je pu me compromettre pour en sauver d'autres, entacher de mensonge la vérité que j'avais révélée, enfin prendre le parti de gens dont j'aurais su qu'ils avaient médité contre l'état, moi consul, un attentat aussi cruel ! » (3). — Ces protestations indiquent assez quelle fut l'argumentation de Torquatus. On sait au reste que l'accusation d'avoir falsifié le procès-verbal n'était pas nouvelle ; d'après Salluste (4), Q. Catulus et C. Pison disaient à qui voulait les entendre que Volturcius et les Allobroges avaient désigné César comme l'un des conjurés, et Plutarque (5) rapporte qu'ils reprochèrent longtemps à Cicéron d'avoir épargné le futur dictateur. Ici Torquatus n'avancait rien qui pût révolter l'auditoire, lorsqu'il contestait l'autorité du procès-verbal ; personne n'ignorait que si la loyauté des sénateurs chargés

(1) *Ibid.*, 2, 4 : *Quaero illud etiam, si me, qui defendo, reprehendendum putas esse, quid tandem de his existimes summis viris et clarissimis civibus, quorum studio et dignitate celebrari hoc judicium, ornari causam, defendi hujus innocentiam vides ?*

(2) Ce développement occupe les § 81 et 82 ; cf. notamment 29, 81 : *accusati sunt uno nomine consulares... ; adfuerunt, inquit, Catilinæ illumque laudarunt* ; 29, 82 ; *sed quia sunt descripti consulares...*

(3) *Pro Sulla*, 16, 45.

(4) SALLUSTE, *Catilina*, 49, 1.

(5) PLUTARQUE, *César*, 7.

de sténographier les dépositions n'était pas douteuse, la rédaction définitive à laquelle avaient procédé les scribes du consul n'offrait pas la même garantie (1). Torquatus ne disait pas autre chose et l'on devine quelle interprétation il proposait à son tour de la phrase : *respondit de Sulla Cassius se nescire certum*. C'est pour faire face à une attaque aussi précise d'un homme pour qui la maison du consul de 63 n'avait pas de mystères (2), que Cicéron a dû faire donner son équipe de *laudatores consulares*, ultime réserve qu'il ménageait sans doute pour la *miseratio*, et c'est dans cet engagement que l'accusateur les a drapés de la belle manière : « ils s'étaient, disait-il, portés deux fois (3) garants de l'innocence de Catilina et l'on ne pouvait faire aucun fond sur le témoignage de gens aussi légers et aussi inconstants (4) ».

On voit quelle extension a prise dans le débat la question que le scholiaste de Bobio appelle *conjectura incidens* (5) : il est clair que l'altercation provoquée par l'interprétation du procès-verbal, la pièce la plus importante, a été le centre même de la controverse. Accusé de faux en écritures publiques, Cicéron a été réduit, en dernière instance, à recourir au témoignage de ses *advocati* ; Torquatus a récusé ce témoignage. Dans le discours écrit, l'altercation n'est qu'indiquée ; comme dans l'*in Vatinius*, dans l'*in Clodium*

(1) Cf. *pro Sulla*, 16, 45.

(2) *Pro Sulla*, 15, 44.

(3) *Ibid.*, 29, 81 : « *Adfuerunt. inquit, Catilinæ illumque laudarunt* »... ; « *at idem (Torquatus pater) non adfuit (Catilinæ) in alio iudicio, cum adessent ceteri.* »

(4) Naturellement Cicéron insiste au contraire sur leur *constantia* jusqu'à répéter trois fois ce terme dans le seul paragraphe 82 : *atque ut de eorum constantia atque animo in rem publicam dicam...* ; *potest quisquam dicere unquam constantiores consulares fuisse...* ; *de communi salute... quis non constantissime sensit ?*

(5) *St.*, p. 83.

et Curionem, l'adversaire est représenté comme foudroyé, après une courte lutte (1) ; mais la confrontation de l'exorde où Cicéron invoque avec complaisance l'autorité des consulaires, et de l'*epilogus*, où il est obligé de les défendre longuement contre le reproche de versatilité, montre assez l'importance de la *conjectura incidens* et le développement que l'altercation lui a donné.

Dans tout le reste de notre plaidoyer, jusqu'à l'*epilogus*, Cicéron se montre nerveux et irritable ; on le sent gêné à la fois et humilié. Il traite par le mépris les accusations de Cornelius le fils. Déjà il ne lui avait pas fait l'honneur d'assister à son exposé : « mais enfin, dit-il, quelles sont les révélations dont Cornelius a chargé ce bon jeune homme ? Si c'est de l'histoire ancienne, Hortensius a déjà répondu (2) » ; mais l'accusateur ou peut-être un *advocatus* précise, et Cicéron daigne poursuivre. Sa démonstration a quelque chose de sec et de tranchant ; à s'en tenir au discours écrit, il semblerait qu'il n'ait pas pris la peine de discuter à fond les dires des adversaires. Les arguments qui se succèdent nombreux sont présentés dans une forme si schématique que le plus souvent grief et réfutation tiennent chacun une ligne (3). Nulle part non plus Cicéron n'a davantage abusé de la petite habileté qui consiste à répondre à côté de la question. Ainsi, pour l'affaire des comices (4), Sylla n'était pas accusé d'y avoir joué un rôle en personne, mais d'y avoir été fort bien représenté par ses gladiateurs : il y avait là un argument grave que l'avocat esquivait. De même pour la fameuse lettre à Pompée. Le point faible de Cicéron, on le sait, c'est que, selon un mot célèbre « s'il parlait bien, il parlait trop ». Il avait écrit à Pompée, sur

(1) Cependant l'altercation a subsisté ici en partie ; cf. 17, 48.

(2) *Pro Sulla*, 18, 51.

(3) Cf. notamment 19, 53, 54, 55.

(4) *Pro Sulla*, 18, 51 — 20, 56.

son consulat, une lettre qui, dit le scholiaste, « avait les dimensions d'un volume (1) », où ses adversaires trouvèrent une riche matière à plaisanteries. Un passage surtout ne devait pas être perdu pour l'accusation. Cicéron disait que la seconde conjuration était une suite naturelle de la première : « un cataclysme inouï dont les origines remontent à deux ans s'est déchainé sur mon consulat (2) ». C'était, concluait Torquatus, accuser implicitement Sylla ; aussi ne se lassait-il pas de rafraîchir sur ce point la mémoire des juges : « venons en, dit Cicéron, à ma lettre que Torquatus lit à tout bout de champ », ou mieux, pour tenir compte de la longueur de la pièce, « dont il lit à tout moment des passages ». Or la réponse de Cicéron est représentée dans notre discours par deux paragraphes, absolument vides de raisons (3).

Le *probabile ex vita* est placé à la fin du discours, contrairement à l'usage romain, ainsi que Cicéron ne manque pas d'en avertir les lecteurs (4). Chez les Grecs, où les discours constituaient la dernière phase des débats, où l'accusé n'avait plus figure d'inconnu lorsqu'il prenait la parole, il était naturel qu'il rappelât son passé à l'instant décisif où le verdict allait décider de son avenir : cet exposé constituait la préface naturelle de la péroraison. A

(1) *Scholia Bob. ad pro Plancio* § 85, *St.*, p. 167.

(2) *Pro Sulla*, 24, 67.

(3) *Ibid.*, § 67 et 68. — Les sources semblent bien prouver la participation de Sylla à la première conjuration. La question est de savoir si Sylla y prend part en comparse — c'est ce que Cicéron paraît concéder, *pro Sulla*, 24, 68, — ou si, au lieu de travailler pour le compte de Catilina, il joue le premier rôle. JOHN, *Entstehungsgeschichte der Catilinarischen Verschwörung*, *Jahresberichte f. Philol.*, *Suppl.* VIII, me paraît avoir démontré cette seconde alternative.

(4) *Ibid.*, 24, 69 : *jam enim faciam criminibus omnibus fere dissolutis, contra atque in ceteris causis fieri solet, ut nunc denique de vita hominis ac de moribus dicam.*

Rome, la place naturelle du *probabile ex vita* était dans le discours d'ouverture, au moment où il s'agit pour l'avocat de concilier à son client la sympathie des juges, avant l'argumentation oratoire qui elle-même a pour but de préparer le *locus testium*. Ce n'est pas ailleurs que dans la différence des organisations judiciaires à Rome et à Athènes qu'il faut chercher la cause de cette innovation des avocats romains. Halm (1) explique le retour de Cicéron à la tradition grecque dans le *pro Sulla* par ce fait que ni l'accusation ni la défense ne disposaient d'arguments bien solides (2) et que la vie passée de Sylla était justement l'argument le meilleur qu'il pût invoquer en sa faveur. Disons plutôt que l'explication de Cicéron lui-même est pleinement satisfaisante (3). Contraint de consacrer à sa propre défense la première partie de sa plaidoirie, il réserva pour l'*epilogus* l'exposé de la vie de son client et lui conserva à la rédaction la place qu'il avait eue dans le débat.

Dans le procès de Sylla comme dans celui de Cluentius et pour les mêmes raisons, la démonstration oratoire fut de beaucoup la partie la plus importante ; dans tous deux réquisitoire et plaidoirie épuisent les moyens de la cause et il ne reste rien ou peu de chose pour le *locus testium*. D'autre part, l'utilisation au cours de la démonstration oratoire des documents dont disposent les parties provoque de longues altercations, que le plaidoyer écrit ne reproduit que sous une forme adaptée et très réduite. Mais

(1) Edition du *pro Sulla*, Berlin, 1883.

(2) La défense peut-être ; je crois que Sylla ne pouvait être sauvé que par Cicéron, car les juges de 62 furent très sévères pour quiconque avait touché de près ou de loin à la conjuration.

(3) *Pro Sulla*, 24, 69 : *Etenim de principio studuit animus occurrere magnitudini criminis, satis facere expectationi hominum, de me aliquid ipso, qui accusatus eram, dicere.*

ici l'élimination du détail ne répond pas seulement à des intentions d'ordre littéraire. C'est que Cicéron a été un témoin et, dans une large mesure, un accusé plus qu'un avocat. Obligé de se défendre contre un ancien ami pour qui son consulat n'avait pas eu de secret et qu'une colère vraisemblablement légitime poussait à ne rien ménager, Cicéron avait dû s'entendre dire des vérités fort désagréables. Nous avons vu qu'il n'a pas enregistré à sa place dans le plaidoyer son exhibition des *laudatores* consulaires et qu'il a éliminé presque tous les éléments de l'altercation à laquelle donna lieu le procès-verbal de l'interrogatoire des Gaulois. Nul doute que l'orateur-écrivain n'ait renoncé en rédigeant à plus d'un autre détail d'argumentation indispensable dans le débat, mais qu'il n'avait aucun intérêt à conserver pour ses lecteurs.

LE PRO CAELIO

Dans le procès de Cælius, où l'accusation et la défense furent soutenues chacune par trois orateurs (1), Cicéron n'a prononcé ni le discours d'ouverture, ni la péroraison ; nous pouvons établir que son rôle s'est borné à exposer une partie secondaire de la cause et même qu'il n'a pas assisté l'accusé jusqu'à la fin du débat.

Or le *pro Cælio* se présente au lecteur comme un discours-péroraison. Cicéron s'y donne les airs d'un chef de troupe ; sans doute il ne dit pas qu'il parle le dernier, mais il mentionne ses deux collaborateurs, Cælius et Crassus, comme ayant déjà parlé (2), et cette attitude de l'avocat a fait illusion à tous les critiques.

(1) Du côté de l'accusation, L. Sempronius Atratinus, assisté de L. Herennius Balbus et de P. Clodius ; du côté de la défense, M. Caelius Rufus, assisté de Crassus et de Cicéron.

(2) *Pro Cælio*, 8, 18 ; 10, 23 ; 19, 45.

Cependant, comment ne pas être frappé de ce fait que nulle part au cours de sa plaidoirie Cicéron n'aborde la discussion d'un grief qui tombe sous le coup de la *lex Lutatia de vi* (3) ? Serait-ce que l'accusation a commis la maladresse de porter son principal effort sur des points si secondaires, ou dont la réfutation était si facile, qu'il n'y avait pas lieu pour le directeur de la défense d'y revenir dans son discours final ? On croirait, à lire notre discours, que le procès n'est qu'une affaire Cælius-Clodia ; mais quand cela serait, quand bien même tout le procès tournerait autour de Clodia, est-il admissible que le protagoniste n'ait pas un mot — lui dont la tâche essentielle est de résumer l'argumentation de la défense dans un discours qui la fixe définitivement — pour des inculpations qui ont été traitées dans le détail par deux avocats, Crassus et Cælius lui-même ? J'ajoute que je ne trouve pas dans le *pro Caelio* la moindre trace de réplique à un discours-réfutation de l'adversaire, comme c'est le cas pour tous les discours relatifs à des procès où Cicéron a parlé, soit seul, soit comme directeur de la défense.

Il y avait longtemps que j'avais fait ces remarques — et elles n'avaient servi qu'à me mettre dans l'embarras, étant donné l'attitude de protagoniste que Cicéron affecte d'un bout à l'autre de son discours, — lorsque, en relisant Quintilien, je trouvai un renseignement qui, je crois, permet de déterminer exactement le rôle de Cicéron et la place de son plaidoyer dans le procès de Caelius.

(3) *Ibid.*, 29, 70 : *De vi quæritis. Quæ lex ad imperium, ad majestatem, ad statum patriæ, ad salutem omnium pertinet, quam legem Q. Catulus armata dissensione civium rei publicæ paene extremis temporibus tulit, quæque lex sedata illa flamma consulatus mei fumantis reliquias conjurationis extinxit, hacine lege Cæli adolescentia non ad rei publicæ poenas, sed ad mulieris libidines et delicias deposcitur ?*

« Il y a, dit Quintilien (1), assez fréquemment, des causes qui sont faciles à défendre, en ce qui touche l'accusation dont le juge est saisi, mais que le passé de l'accusé rend ingrates ; or il faut d'abord écarter ces antécédents, pour disposer le juge à écouter favorablement la défense du fait précis sur lequel il doit prononcer. Par exemple, s'il s'agissait de défendre M. Caelius, la meilleure tactique ne serait-elle pas pour l'avocat de réfuter les accusations d'inconduite et de débauche avant d'aborder celle d'empoisonnement — et c'est en effet sur ces points là exclusivement que porte le discours de Cicéron. — C'est seulement ensuite que l'on raconterait l'affaire des biens de Palla et que l'on exposerait les faits de violence qui constituent le fond de la cause, tous points sur lesquels Caelius présenta lui-même sa défense ».

Ainsi Quintilien qui pouvait lire le discours de Caelius constatait (2) que ce discours vient après celui de Cicéron

(1) *Instit. Or.*, IV, 2, 27 : *erunt quædam causæ, neque id raro, crimine quidem, de quo cognitio est, faciles ad diluendum, sed multis ante actæ vitæ flagitiis et gravibus oneratæ, quæ prius amovenda sunt, ut propitius iudex defensionem ipsius negotii, cujus propria quæstio est, audiat. Ut si defendendus sit M. Cælius, nonne optime patronus occurrat prius conviciis luxuriæ, petulantix, impudicitix quam veneficii ? in quibus solis omnis Ciceronis versatur oratio : tum deinde narret de bonis Pallæ totamque de vi explicet causam, quæ est ipsius actione defensa ? Sed nos ducit scholarum consuetudo, in quibus certa quædam ponuntur, quæ themata dicimus, præter quæ nihil est diluendum, ideoque prooemio narratio semper subjungitur.*

(2) Inutile de dire qu'on ne saurait voir dans ce passage une critique de la façon dont aurait été conduite la défense de Caelius. Le contexte ne permet pas le moindre doute. Quintilien veut montrer que, dans la plaidoirie, la place de la narration n'est pas forcément après l'exorde — comme cela se fait dans les exercices scolaires — ; l'exemple qu'il invoque ici est bien choisi ; en effet, ainsi qu'il le fait remarquer, la narration (*de bonis Pallæ*) du plaidoyer principal, celui de Caelius, est précédée de tout le plaidoyer de Cicéron. — Nous allons voir d'ailleurs que

et que, à vrai dire, celui-ci n'est qu'une préparation de celui-là (1).

Or il suffit de rapprocher ce renseignement de ceux que fournit Cicéron lui-même, pour retrouver très exactement dans l'affaire Caelius le dispositif — que j'ai appelé cicéronien — de la défense en collaboration.

C'est Caelius qui parla le premier (2), puis vint Crassus (3), précédant Cicéron, peut-être à la même audience, enfin Caelius reprit la parole et prononça le discours-péroration. Selon l'usage, il y reprenait toute l'argumentation des plaidoyers antérieurs. Quintilien atteste en effet qu'il traita l'affaire des biens de Palla et « toute la cause en ce qui concerne les faits de violence », indication qui ne peut se rapporter qu'aux affaires de Naples et de Pouzzoles, déjà débattues par Crassus ainsi que celle de Palla (4).

Cicéron n'a donc tenu dans le procès de Caelius qu'un

Crassus avait traité les points qui firent l'objet du discours de Caelius, en sorte que le plaidoyer de celui-ci que lisait Quintilien ne peut être qu'un discours-péroration.

(1) A propos des plaidoyers *pro Milone* et *pro Vareno*, dont il vient de parler, Quintilien observe que la narration — laquelle introduit la discussion du fond de la cause — est précédée d'une réponse à différentes objections préjudicielles : *ergo hae quoque quaestiones* (dans l'affaire Milon) *vim prooemii obtinebant, cum omnes iudicem praeperarent ; sed pro Vareno quoque postea narravit, quam objecta diluit.*

(2) *Pro Caelio*, 19, 45 : *Audistis (Caelium) cum pro se diceret, audistis antea, cum accusaret.*

(3) *Ibid.*, 8, 18 : *Quo loco possum dicere id, quod vir clarissimus, M. Crassus, cum de adventu regis Ptolemæi quereretur, paulo ante dixit : « utinam ne in nemore Pelio » ; 10, 23 : itaque illam partem causæ facile patior graviter et ornate a M. Crasso peroratam de seditionibus Neapolitanis, de Alexandrinorum pulsatione Puteolana, de bonis Pallæ.*

(4) *Ibid.*,

emploi de second plan ; nous allons voir qu'il n'a même pas assisté l'accusé jusqu'à la fin du débat.

Dans sa péroraison, Cicéron rappelle que Sex. Clodius a été acquitté quelques jours auparavant (1) : cet acquittement est de la fin de mars (2). D'autre part, dans l'exorde, il fait remarquer combien la procédure appliquée est rigoureuse, puisque l'on poursuit le débat pendant les jeux publics (3), sans renvoi possible : les jeux de printemps débutent par les jeux Mégalésiens, du 4 au 10 avril. — Or, dans une lettre à son frère Quintus (4), Cicéron rend compte jour par jour de l'emploi de son temps, du 5 au 8 avril inclus. Le 5, il y a grande séance au sénat, le 6, repas de fiançailles chez Cicéron, le 7, visite au jeune Quintus, dîner chez Crassipes, visite à Pompée, le 8, départ pour la campagne. Reste que le *pro Caelio* a été prononcé le 4 avril, puisque Cicéron rend compte de l'emploi de son temps pour les jours suivants et que, d'autre part, il ressort de l'exorde de son discours que les Jeux sont commencés au moment où il parle.

Or je crois avoir établi que le plaidoyer de Cicéron n'est pas le discours final de la défense ; après lui, Caelius prononça le discours-péroraison, puis vint l'interrogatoire des témoins qui dut prendre beaucoup de temps, à en juger par les prévisions de Cicéron lui-même (5). Par

(1) *Ibid.*, 32, 78.

(2) *Ad Quint. frat.*, II, 4, 6.

(3) *Pro Caelio*, 1, 1 ; *Si quis, judices, forte nunc adsit ignarus legum... miretur profecto, quæ sit tanta atrocitas hujusce causæ, quod diebus festis ludique publicis, omnibus forensibus negotiis intermissis unum hoc iudicium exerceatur* ; cf. Francken, *Mnemosyne*, 8 (1880), p. 201.

(4) *Ad Quint. frat.*, II, 5, 2.

(5) *Pro Caelio*, 8, 19 ; 28, 66, 67, etc. — Il est probable que le sénateur dont il est question 8, 19 est Q. Fufius Calenus (*De teste Fufio*, en majuscules dans le *Parisinus*. Norden voit là l'in-

suite le débat n'était certainement pas achevé au moment où l'orateur quittait Rome, le 8 avril 56.

Le rôle de Cicéron dans le débat est ainsi circonscrit. D'autre part, si l'on examine tous les éléments de la cause qui figurent dans son discours, on s'aperçoit qu'ils appartiennent au *probabile ex vita*, ainsi que Quintilien, par le simple rapprochement des deux plaidoyers de Cicéron et de Caelius, s'en était rendu compte. Il nous reste à déterminer la marche de la plaidoirie cicéronienne.

La disposition du *pro Caelio* a paru singulièrement heurtée et décousue à Norden (1) qui lui a consacré une étude très pénétrante et très fouillée. Non seulement la composition serait négligée dans l'ensemble, mais encore elle présenterait certaines anomalies qu'on ne retrouve nulle part ailleurs ; les voici d'après Norden qui a essayé d'en déterminer l'origine.

Norden se demande pourquoi : 1° deux passages du *pro Caelio* se présentent dans le même discours sous une forme presque identique, seulement plus développée ici et abrégée là ; il appelle ces morceaux *doublets* :

a) Au § 28, *equidem multos... haberi solent* correspond à 41-43, *multa enim blandimenta, ...firmata jam ætate extiterunt*.

b) Au § 38, *nihil jam in istam mulierem dico... si quis hanc paulo liberius salutasset*, correspond à 48-50, *mulierem nullam nominabo... aut perflagitiosum esse videatur*.

2° Pourquoi Cicéron, après avoir abordé l'affaire Dion,

dication d'une lacune, analogue à celle du *pro Murena* ; je crois plutôt à une annotation d'un copiste, car le contexte se suffit à lui-même et n'autorise pas à admettre qu'un développement ait été supprimé.

(1) E. NORDEN, *Berliner Sitzungsberichte der Akademie*, 1913, p. 2 : « Heinze, dit Norden, m'a communiqué que lui aussi a été frappé du caractère anormal de ce discours et a essayé vainement de l'expliquer par le travail de la rédaction ».

au § 23, la quitte brusquement pour y revenir seulement au § 51.

Notons d'abord que Norden ne dit mot du texte de Quintilien relatif au rôle de Cicéron dans le débat ; d'autre part il admet, comme allant de soi, que le *pro Caelio* est le dernier discours de la défense et par suite traite les points essentiels du procès ; enfin il est fidèle à la tradition qui envisage dans le discours écrit un seul plaidoyer réel.

Après avoir démontré que le *pro Caelio* se développe jusqu'au § 23 conformément au type normal (cf. *pro Murena*, *pro Plancio*, *pro Flacco*), le *probabile ex vita* précédant la réfutation des griefs particuliers, Norden se demande pourquoi la réplique à Hérennius Balbus qui va du § 25 au § 30 vient interrompre la marche de cette réfutation déjà en cours dans les § 23-25. C'est, dit-il en substance, que la réplique à Hérennius a été improvisée ; sans doute Cicéron avait préparé son plaidoyer, mais il ne pouvait pas toujours deviner exactement ce que diraient les accusateurs ; cette fois il a été surpris par l'argumentation d'Hérennius ; ce qui le prouve, ce sont des expressions comme *non me hæc movent, neque vero illud me commovet quod dixit*, etc., etc. Par contre, la longue invective contre Clodia des § 30-48 est de ces morceaux qui ont dû être soigneusement préparés. « Il s'ensuit que les quelques phrases du § 28, qui représentent en somme la quintessence du long développement des paragraphes 41-43, ont été prélevées sur le discours préparé pour être employées dans une improvisation que des circonstances imprévues ont imposée à l'avocat ».

Même raisonnement pour le doublet des § 38 et 48-50 ; ce dernier morceau appartient à une partie préparée, le premier, à une partie improvisée du plaidoyer réel.

Ainsi s'expliquerait, d'une part l'existence des doublets,

d'autre part le fait que l'affaire Dion est exposée à deux reprises : « Supprimons par la pensée, dit Norden, la réplique improvisée de Cicéron à Herennius, plus l'invective contre Clodia ; reste qu'il n'y a plus solution de continuité entre les deux parties du discours relatives à Dion ».

On le voit, Norden suppose que Cicéron a dû modifier à l'audience le plan qu'il avait apporté de son cabinet de travail. Au moment où il vient d'aborder le fond de la cause, il sent que le terrain n'est pas suffisamment préparé et qu'il faut à tout prix annihiler l'effet produit par le réquisitoire d'Hérennius. Manœuvrant audacieusement en pleine action, il prend à partie ce dernier, puis lance son invective, dûment préparée et qu'il tient en réserve, contre Clodia.

J'aurais mauvaise grâce à ne pas reconnaître que cette méthode d'analyse est ingénieuse ; je ne saurais cependant admettre l'explication de Norden, voici pourquoi :

D'abord, pour que Cicéron ait été surpris par l'argumentation d'Hérennius, il faudrait qu'il ait parlé immédiatement après lui. Norden semble faire fond sur la thèse de Zumpt, que les avocats se seraient affrontés par couples, comme des lutteurs ; mais nous avons montré plus haut que cette thèse est insoutenable et que manifestement tous les représentants de l'accusation parlaient avant la défense. Il est d'ailleurs inconséquent de faire du *pro Caelio* le discours final et en même temps d'opposer Cicéron à Hérennius qui n'est qu'un *subscriber*, l'accusateur étant Atratinus. Enfin nous avons établi que, aux termes de notre discours même, Caelius d'abord, puis Crassus, ont pris la parole avant Cicéron.

Nous n'insisterons pas sur les allusions comme *non me hæc movent, neque vero me illud commovet quod dixit*, qui décéléraient l'embarras de l'avocat ; le contexte dément cette interprétation, car il s'agit de griefs que Cicéron n'a

retenus que pour en souligner ironiquement la puérilité (1) : le *non me hæc movent* porte sur l'accusation d'avoir dîné chez Bestia, le *neque vero illud me commovet* introduit le membre de phrase : *quod sibi in Lupercis sodalem esse Caelium dixit* (2). Cicéron dit d'ailleurs expressément que toute cette première partie du réquisitoire d'Hérennius — auquel il répond dans l'ordre et point par point — est insignifiante (3). Nous nous contenterons de montrer que l'existence des *doublers*, de même que l'apparente interruption du développement relatif à l'affaire Dion ne décelent ni une préparation insuffisante, ni une rédaction négligée.

1^{er} doublet : a) *equidem* (4) *multos et vidi in hac civitate et audiivi, non modo qui primoribus labris gustassent genus hoc vitæ et extremis, ut dicitur, digitis attigissent, sed qui totam adolescentiam voluptatibus dedissent, emersisse aliquando et se ad frugem bonam, ut dicitur, recepissee gravisque homines atque inlustris fuisse. Datur enim concessu omnium huic aliqui ludus ætati, et ipsa natura profundit adolescentiæ cupiditates. Quæ si ita erumpunt, ut nullius vitam labefactent, nullius domum evertant, faciles et tolerabiles haberi solent.*

b) : *multa* (5) *enim nobis blandimenta natura ipsa genuit, quibus sopita virtus coniveret interdum... ; ac multi et nostra et patrum majorumque memoria, judices, summi homines et clarissimi cives fuerunt, quorum cum adolescentiæ*

(1) *Pro Caelio*, 11, 26 : *Non me hæc movent, quæ perspicue falsa sunt ; etenim eos una cenasse dixit, qui aut absunt, aut quibus necesse est idem dicere.*

(2) *Ibid.*

(3) *Pro Caelio*, 11, 27 : *Sed hæc omittam ; ad illa, quæ me magis moverunt, respondebo.*

(4) *Ibid.*, 12, 28.

(5) *Ibid.*, 17, 41.

cupiditates deferbuissent, eximix virtutes formata jam aetate extiterunt.

Le second développement, qu'il serait trop long de reproduire ici en entier, va du § 41 au § 43 ; il est donc beaucoup plus étendu que le premier ; dans le premier, les jeunes gens qui ont fait des fredaines finissent en citoyens supportables et même distingués, dans le second ils s'élèvent aux premiers emplois, aux plus hautes vertus. D'autre part, le second développement se poursuit bien au delà du § 43, car il ne fait qu'introduire (1) l'éloge de Caelius, lequel est précisément un de ces hommes dont la jeunesse orageuse prélude à la plus magnifique carrière (§ 44-48). On observera enfin que le premier développement est précédé de cette remarque : *tibi autem, Balbe, respondeo primum precario* (2), *scilicet si fas est defendi a me eum, qui nullum convivium renuerit, qui in hortis fuerit, qui unguenta sumpserit, qui Baias viserit.*

Qu'est-ce à dire, sinon que le premier élément du doublet n'est qu'une préparation au second, une sorte de *præoccupatio* discrète d'un argument qui s'épanouira à son heure. Mais il est inutile d'insister sur l'art des préparations dans la théorie et la pratique cicéroniennes.

2^e doublet : a) *Nihil* (3) *jam in istam mulierem dico ; sed, si esset aliqua dissimilis istius, quæ se omnibus pervolgaret, quæ haberet palam decretum semper aliquem, cujus in hortos,*

(1) Après avoir dit, 18, 43, qu'il pourrait citer nombre d'hommes remarquables, dont la jeunesse ne fut signalée que par des prodigalités et de folles passions, Cicéron poursuit, 19, 44 : *At vero in M. Caelio (dicam enim jam confidentius de studiis ejus honestis, quoniam audeo quaedam fretus vestra sapientia libere confiteri) nulla luxuries reperitur, nulli sumptus, nullum aes alienum, nulla convivorum ac lustrorum libido.*

(2) Nul doute que le *respondeo primum precario* ne renvoie au *dicam enim jam confidentius*, du § 44 ; cf. la note précédente.

(3) *Pro Caelio* 16, 38.

*domum, Baias jure suo libidines omnium commearent, quæ etiam aleret adolescentis et parsimoniam patrum suis sump-
tibus sustentaret ; si vidua libere, proterva petulanter, dives
effuse, libidinosa meretricio more viveret, adulterum ego
putarem, si quis hanc paulo liberius salutasset ?*

*b) Mulierem (1) nullam nominabo ; totum in medio
relinquam... ; cum hac si qui adolescens forte fuerit, utrum tibi,
L. Herenni, adulter an amator, expugnare pudicitiam an
explere libidinem voluisse videatur ?*

Même observation que pour le doublet précédent en ce qui concerne la longueur (§ 48-50) du second élément et la gradation : là, il s'agit d'une personne qui vit *meretricio more*, ici d'une *meretrix*, *non solum meretrix sed etiam proterva meretrix*. Voyons où aboutit le second élément : tout de suite après, l'avocat s'adresse à Clodia ; qu'elle se reconnaisse ou non dans le portrait qu'il a tracé, elle innocente Caelius, et Cicéron conclut par ces mots qui précisent sa pensée et montrent où il voulait en venir : *quare nobis da viam rationemque defensionis. Nam aut pudor tuus defendet nihil a M. Caelio petulantius esse factum, aut impudentia ad hunc defendendum facultatem dabit (2).*

Le premier élément du premier doublet préparait l'apologie de Caelius ; le premier élément du deuxième doublet prépare la critique de Clodia accusatrice et témoin, disqualifiée par l'indignité de sa conduite. Dire à brûle pourpoint que Caelius est un grand homme en herbe, Clodia la plus effrontée des courtisanes, eût été maladroit ; il fallait ménager les oreilles des juges. Les redites apparentes sont donc calcul, loin d'être négligence, car leurs premières formes visent les deux points centraux de la plaidoirie, Cicéron s'étant ingénié manifestement à présenter le procès comme une affaire Caelius-Clodia.

(1) *Ibid.* 20, 48.

(2) *Pro Caelio*, 20, 50.

L'apparente rupture de l'argumentation, en ce qui concerne l'affaire Dion, résulte du même calcul.

Replaçons les § 23-25, où cette affaire est abordée pour la première fois, dans la chaîne du développement. Après avoir réfuté divers griefs qui relèvent du *probabile ex vita*, Cicéron introduit, à la fin du § 18, la *reprehensio testium*, — mais seulement en ce qui concerne ces griefs — par ces mots : « la Médée du mont Palatin et le déménagement du jeune Caelius sont à l'origine de tous les maux ou plutôt de toutes les médisances que s'est attirées ce dernier ». Puis il passe à l'énumération des diverses catégories de témoins auxquelles il s'attend à avoir affaire : « ce sera », dit-il (1), rééditant une fois de plus le traditionnel lieu commun de la supériorité de l'argument sur le témoignage. toujours de mise à la fin de la *reprehensio testium*, « au moyen d'arguments que nous combattons ». C'est alors, au début du paragraphe 23, qu'il adresse à Crassus le compliment suivant : « puisque c'est ainsi que nous plaiderons, réfutant les griefs par des preuves plus lumineuses que le soleil, je suis bien aise que M. Crassus ait traité à fond tel et tel point ». « Je voudrais bien, ajoute-t-il, qu'il en ait fait autant pour l'affaire Dion ; mais d'ailleurs, qu'est-ce que je pourrais bien vous en dire ? » En effet, explique en substance l'avocat, le coupable est bien connu : c'est le roi d'Egypte ; son complice présumé, Asicius, a été absous. On dit, il est vrai, que cet acquittement a été obtenu par prévarication ; mais, quoiqu'il en soit, la cause d'Asicius n'a rien de commun avec la nôtre. Luceceius, l'hôte de Dion, viendra sans doute dire aux juges ce qu'il pense de Caelius. Enfin Cicéron achève en ces termes (2) : « laissons donc de côté ces histoires, venons-en aux origines mêmes de ce

(1) *Pro Caelio*, 9. 22.

(2) *Pro Caelio*, 10. 25.

procès ». Et, de fait, il ne parlera plus de l'affaire Dion qu'au paragraphe 51.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : Cicéron n'a évoqué l'affaire Dion aux paragraphes 23-24 que pour l'écarter provisoirement. Norden, qui voyait dans le *pro Caelio* le discours final de la défense, considérait comme la proposition la phrase par laquelle débute le § 23 ; il envisageait donc le début de l'argumentation dans la suite des § 23-24. Or, nous avons montré que le *pro Caelio* est entièrement consacré à la *vita anteacta* et que Caelius traite encore, après Crassus, le fond de la cause. Par suite, la prétendue proposition n'est qu'un compliment adressé en passant à un collaborateur. Quant à la discussion qui suit, elle tend seulement à écarter le *præjudicium* que constituerait contre Caelius le procès d'Asicius, acquitté, il est vrai, mais dans des conditions suspectes. La phrase par laquelle s'achève le § 24 ne signifie donc pas : « laissons de côté l'affaire Dion », puisque Cicéron va y revenir, mais : « laissons de côté l'affaire Asicius, qui n'a rien de commun avec la nôtre ; allons, en ce qui concerne celle-ci, au fond de la question ».

Tout de suite après, commence une nouvelle réfutation qui vise uniquement Clodia. Cette réfutation se développe en un discours complet : elle a son *principium*, du chapitre XI au chapitre XIII, sa proposition au § 30 (*sunt autem duo crimina, auri et veneni, in quibus una atque eadem persona versatur* -- ici reparait indirectement l'affaire du meurtre de Dion, puisque l'or dont il s'agit devait servir à l'assassinat --), son argumentation (§ 30-61), sa *reprehensio testium* (§ 61-70) (1). Lorsque l'affaire Dion

(1) LAURAND, *Etudes sur le style des discours de Cicéron*, Paris, 1907, p. 6, remarque, à propos de ce développement : « Cicéron annonce d'avance les questions qu'il compte faire aux témoins

reparaît, elle est uniquement liée aux inculpations de Clodia : celle-ci aurait prêté, sans d'ailleurs en connaître la destination, des objets en or à Caelius qui aurait réalisé une somme avec laquelle il aurait corrompu les esclaves de Lucceius : ceux-ci devaient tuer l'hôte de leur maître. D'autre part, c'est pour se prémunir contre la dénonciation possible de Clodia que Caelius aurait essayé de l'empoisonner (1).

On voit quelle a été la tactique de Cicéron. Chargé de la *vita anteacta*, il a manœuvré de façon à isoler Clodia, à concentrer sur elle tous ses coups. Remarquons que les thèmes qu'il développe ont été traités, du côté de l'accusation, par plusieurs orateurs ; en effet, bien qu'il s'adresse au seul Hérénnius, dans la partie du plaidoyer qui réfute les inculpations de Clodia, cependant Clodius s'était fait l'avocat de sa sœur et Cicéron observe que tous les accusateurs avaient maltraité la *pudicitia* de son client (2). Le plan du plaidoyer n'est donc pas subordonné à la tactique de l'accusation, en ce sens que Cicéron aurait traité les griefs dans l'ordre où celle-ci les avait présentés. Soit que

pour les embarrasser (cf. 28. 67). S'il eût parlé ainsi à l'audience, il eût donné aux témoins le moyen de se préparer à répondre et, par conséquent, diminué les chances qu'il avait de les réduire au silence. Il est vraisemblable que le passage a été introduit dans la rédaction pour rappeler que ces questions avaient été faites dans l'*altercatio*. » Mais on ne voit pas pourquoi Cicéron aurait fait ici ce qu'il n'a fait nulle part ailleurs ; au contraire, si, comme nous l'avons montré, il est impossible que Cicéron ait assisté à l'interrogatoire, on comprend qu'il ait retenu dans sa plaidoirie un argument, dont il savait qu'il n'aurait plus l'occasion de le développer.

(1) *Pro Caelio*, 21, 51, et la suite.

(2) *Pro Caelio*, 3, 6 : *Nam quod objectum est de pudicitia, quodque omnium accusatorum non criminibus, sed vocibus maledictisque celebratum est, id numquam tam acerbe feret M. Caelius, ut eum pœniteat non deformem esse natum.*

son client ou lui-même aient vu dans l'affaire une occasion de draper Clodia, soit que réellement Clodia ait été l'instigatrice des poursuites, il a, dans la première partie du discours et jusqu'au § 25, dégagé la cause, en ce qui concernait la *vita anteacta*, des griefs autres que ceux de Clodia et même de l'affaire Dion, dans la mesure où Clodia n'intervenait point : puis, négligeant Clodius parce qu'il crie trop fort (1) et Atratinus sans doute parce qu'il est trop jeune (2), pour s'adresser au seul Hérennius, il traite en un discours complet les deux griefs de Clodia, *auri et veneni*. D'autre part, en liant ces deux griefs, l'avocat s'assure un avantage, car s'il n'est pas vrai que Clodia ait consenti à Caelius un prêt destiné au meurtre de Dion, il n'est pas vrai non plus que Caelius ait tenté d'empoisonner son amie.

Ainsi, dans le *pro Caelio* envisagé dans l'ensemble du débat et restitué à sa fonction de discours secondaire, disparaît l'incohérence que signalait Norden : l'existence des doublets, l'apparente rupture de l'argumentation, en ce qui concerne l'affaire Dion, décèlent une tactique voulue, loin de trahir l'embarras de l'avocat ou la négligence de l'écrivain. Ajoutons que rien n'indique une divergence quelconque entre le plaidoyer écrit et la plaidoirie réelle. Quoi qu'il en soit d'ailleurs, il faut admirer l'art avec lequel Cicéron a su mettre en œuvre une partie de la cause qui est subalterne et composée des seuls éléments du *probabile ex vita*, en lui prêtant une importance qui a fait illusion à la critique, puisqu'on a longtemps vu dans ce discours-pars la plaidoirie principale de l'affaire Caelius.

(1) *Ibid*, 11, 27.

(2) *Ibid*, 3, 7.

LE PRO SESTIO

Un accusateur obscur que Cicéron ne daigne pas nommer (1), de nombreux défenseurs dont les quatre qui nous sont connus (2), en même temps que les premiers avocats de l'époque, sont des hommes politiques de premier plan, tels sont les adversaires que met aux prises le procès de Sestius. Pareil déploiement de forces du côté de la défense a de quoi surprendre, d'autant plus que la cause est restreinte et porte sur un petit nombre de griefs qui tous sont de même nature ; d'où vient que Sestius ait cru devoir mobiliser tous les premiers avocats de Rome et comment s'expliquer l'inégalité de l'accusation et de la défense ?

Comme l'affaire Cornelius (3), antérieure de neuf années, l'affaire Sestius est essentiellement politique ; dans l'une comme dans l'autre il s'agit d'un abus de pouvoir dans l'exercice de la puissance tribunicienne. Cornelius est accusé d'avoir, malgré l'*intercessio* d'un de ses collègues, donné lecture d'un projet de loi dans l'assemblée du peuple, Sestius, de s'être entouré d'une garde du corps : ici comme là c'est d'une seule question, très précise, bien circonscrite, que les juges ont à connaître. De même l'accusation n'est soutenue dans les deux cas que par de simples comparses, accusateurs professionnels sans autorité et sans crédit, alors que seuls des hommes politiques semblent qualifiés pour un procès exclusivement politique. Or, s'il est vrai

(1) Son nom, M. Tullius Albinovanus, ne figure même pas dans le *pro Sestio*, et n'est mentionné qu'incidemment dans l'*in Vatinius*, 17, 41.

(2) Par le scholiaste de Bobio, *St.*, p. 125, pour Crassus et Calvus ; Cicéron dit que ses collaborateurs sont nombreux, *pro Sestio* 2. 5, mais ne nomme qu'Hortensius.

(3) C'est l'analogie des deux affaires qui explique pourquoi Vatinius reproche à Cicéron d'avoir défendu Cornélius, *in Vatinius*, 2, 5.

que Cornélius n'a pas eu d'autre avocat que Cicéron, la plaidoirie de ce dernier a duré quatre jours et il n'y en a pas que Cicéron rappelle avec plus de complaisance. C'est qu'il ne faut juger de pareils procès ni d'après la simplicité de la question ni d'après la médiocrité des accusateurs ; la question n'est qu'un prétexte et c'est toute la carrière d'un homme d'État, toute l'activité de son parti qui viennent en cause ; d'autre part l'accusateur n'est qu'un homme de paille, enfant perdu qui engage l'action et prend à son compte tout ce que le rôle a de pénible et d'odieux ; vienne le *locus testium*, ce trompe-l'œil s'efface et ce sont les véritables instigateurs de l'affaire qui passent au premier plan et soutiennent l'accusation avec l'autorité de témoins. Au procès de Cornélius, ce sont cinq consulaires (1), dont les dépositions sont des discours ; ici, c'est Vatinius et les lieutenants de Clodius, sinon Clodius lui-même.

Cette fois d'ailleurs l'accusation qui, en d'autres circonstances, aurait pu être extrêmement redoutable, ne semble pas avoir mis sérieusement l'accusé en danger. Les deux agitateurs qui la machinèrent, Clodius et Vatinius, n'avaient pu se mettre d'accord ni pour désigner un accusateur, ni même sur la question de savoir quelle loi ils invoqueraient (2). Ce fut le candidat de Clodius, M. Tullius Albinovanus, qui l'emporta ; celui de Vatinius, T. Claudius (3), dut se contenter du rôle de *subscriber* et les poursuites eurent lieu aux termes de la loi *Plautia de vi*, au grand mécontentement de Vatinius « qui aurait préféré n'importe quelle autre loi, n'importe quel autre grief » (4). Le dépit

(1) ASCONIUS, *St.*, p. 49.

(2) *In Vat.*, 17, 41.

(3) *Ibid.*, 1, 3.

(4) *Ibid.*, 17, 41 : *Extremum illud est, quod mihi abs te responderi celim, cum multa in Albinovanum de praevaricatione diceres, dixisne nec tibi placuisse nec oportuisse Sestium de vi reum fieri ; quavis lege, quovis crimine accusandum potius fuisse.*

de Vatinius fut tel qu'il alla jusqu'à traiter Albinovanus de prévaricateur ; il se serait apaisé cependant, si l'on en croit Cicéron, et même aurait procuré à l'accusateur principal certains discours de Sestius qui étaient introuvables (1). Ce qui est certain, c'est qu'il se désintéressa du débat, et épancha sa mauvaise humeur aussi bien sur l'accusation que sur la défense (2) ; en particulier l'éloge qu'il fit de Milon (3) ne pouvait être désagréable qu'à Clodius et indique bien pourquoi il s'était opposé à ce que l'action fût engagée d'après la loi *Plautia* : Sestius était couvert par Milon, accusé non plus devant un tribunal régulier, mais devant le peuple, il est vrai, cependant accusé du même crime. C'est précisément parce que Clodius recherchait dans la condamnation de Sestius un *praejudicium* contre Milon qu'il avait choisi l'accusation *de vi* ; Vatinius au contraire visait le seul Sestius et pensait avec raison qu'une condamnation ne pouvait être obtenue, parce que tous ceux qui avaient intérêt à défendre Milon viendraient se ranger aux côtés de l'accusé. De fait, Sestius est défendu par Crassus, loué par Pompée (4), et nous savons qu'il peut compter sur César (5) ; les trois hommes d'État ont besoin de Milon pour mater Clodius ; or ces trois noms déjà, sans l'appoint d'un Hortensius, d'un Cicéron et d'un Calvus, garantissent l'acquittement.

Autant que nous pouvons en juger par les rares renvois que Cicéron fait à l'argumentation d'Albinovanus, l'accusateur soutenait que Sestius n'avait pas attendu d'être menacé pour recourir aux armes (6) ; d'autre part il semble

(1) *Ibid.*, 1, 3.

(2) *Ibid.*, 2, 4 : *venisti iratus omnibus*.

(3) *Ibid.*, 17, 40.

(4) *Ad Famil.* I. 9, 7.

(5) *Pro Sestio*, 33, 71.

(6) *Ibid.* 39, 84 : *Haec ut efficere posset, quae fieri nisi armis*

avoir suivi un plan chronologique et recherché les responsabilités de Sestius dans chacun des engagements (1) qui mirent ses bandes aux prises avec celles de Clodius. C'est dans ce sens qu'il faut entendre ce que Cicéron dit de ses collaborateurs (2) : chacun d'eux répondit sur un certain nombre de griefs précis. Quant à Hortensius, il a prononcé un discours qui a tous les caractères d'un plaidoyer final et l'on ne verrait pas ce que Cicéron apporte de vraiment nouveau à la défense (3), s'il ne spécifiait que sa plaidoirie aura un caractère tout personnel : ce n'est pas Cicéron avocat, c'est Cicéron victime des luttes civiles et, à ce titre, premier témoin de Sestius que l'on va entendre (4). D'autre part il est une partie secondaire de la cause demeurée intacte et qui lui a été réservée, le *probabile ex*

oppressa re publica nullo modo poterant, idcirco, credo, manum sibi P. Sestius et copias comparavit. — « At nondum erat maturum, nondum res ipsa ad ejus modi praesidia viros bonos compellebat. »

(1) *Pro Sestio* 36, 77 : *Nihil neque ante hoc tempus neque hoc ipso turbulentissimo die criminamini Sestium.*

(2) *Ibid.*, 2, 5 : *Sed quoniam singulis criminibus ceteri responderunt...*

(3) *Ibid.*, 2, 3 : *Et quamquam a Q. Hortensio, clarissimo viro atque eloquentissimo, causa est P. Sesti perorata nihilque ab eo praetermissum est, quod aut pro re publica conquerendum fuit aut pro reo disputandum, tamen adgrediar ad dicendum.*

Or Cicéron reprend, pour caractériser son plaidoyer, les termes dans lesquels il a apprécié celui d'Hortensius, *ibid.* 2. 5 : *contentdamque, ut in hac confusa atque universa defensione, nihil a me, quod ad vestram quaestionem, nihil, quod ad reum, nihil, quod ad rem publicam pertineat, praetermissum esse videatur. — Nihil praetermissum* définit bien le discours-péroraison, dont le rôle est essentiellement de combler les lacunes d'une plaidoirie dispersée, dans les défenses collectives ; cf. *pro Murena*, 24. 48.

(4) *Pro Sestio* 2, 3 : *Atque ego sic statuo, judices, a me in hac causa atque hoc extremo dicendi loco pietatis potius quam defensionis, querellæ quam eloquentiæ, doloris quam ingenii partes esse susceptas... ; nam neque officio conjunctior dolor ullus esse potest quam hic meus susceptus ex hominis de me optime meriti periculo...*

vita. Lui-même le dit en termes non équivoques (1) et c'est à quoi manifestement fait allusion, dans un passage malheureusement mutilé (2), le scholiaste de Bobio. C'est à la position spéciale de Cicéron, témoin plutôt qu'avocat, et à la nature de la tâche qui lui a été confiée, qu'il faut rapporter le caractère si particulier de l'argumentation.

Déjà les anciens reprochaient à Cicéron de vagabonder hors de la cause (3) et le scholiaste semble tout fier de pouvoir rectifier sur ce point le jugement général. D'autre part l'abondance et la longueur des digressions devaient naturellement éveiller les soupçons de la critique moderne. On a dit que ces digressions n'appartiennent pas à la plaidoirie réelle : en particulier les explications de Cicéron sur les raisons qui l'ont décidé à partir en exil avant tout jugement, le long exposé des doctrines du parti aristocratique dateraient de la rédaction (4). Hypothèse toute gratuite : Cicéron a certainement traité devant les juges l'histoire de son exil et de son rappel ; il a évoqué les manifestations de douleur et d'allégresse qui saluèrent son départ et son retour ; autrement on ne voit pas comment Vatinius aurait pu dire au cours de son interrogatoire : « ce n'est pas pour l'amour de toi ; mais simplement dans l'intérêt de la tranquillité publique, que l'on s'est décidé à te rapatrier (5) ». D'autre part l'accusation avait déjà

(1) *Ibid.* 2, 5 : *Sed quoniam singulis criminibus ceteri responderunt, dicam ego de omni statu P. Sesti, de genere vitae, de natura, de moribus...*

(2) *St.* p. 126, après une lacune de deux pages : *facere, quam separatim sibi deposcerat exequendam.*

(3) *Ibid.* p. 125 : *Itaque Tullius ea peroravit quae sibi fuerant explicanda nec, ut plerique arbitrati sunt, extra causam vagatus est.*

(4) OPPERSKALSKI, *op. l.*, pour le récit de l'exil, § 36-52 du *pro Sestio* et pour le programme des *optimates*, § 103-143 ; Nohl, dans son excellente édition, seulement pour le premier de ces *excursus*.

(5) *In Vatin.* 3, 7 : *at enim dixisti non mea, sed rei publicae causa homines de meo reditu laborasse.*

dit que Cicéron devait son rappel uniquement à des bandes soudoyées (1) et c'est à lui personnellement (2) qu'elle avait posé la question : *Quæ est natio vestra optimatum* ? Ainsi toutes les digressions du *pro Sestio* sont amenées par les provocations de l'adversaire. Elles sont d'ailleurs suffisamment justifiées par la nature de l'affaire, qui est exclusivement politique, par le rôle du plaidoyer cicéronien qui succède à une argumentation déjà traitée dans le dernier détail ; enfin cette circonstance que le discours de Cicéron doublait en partie celui d'Hortensius — lequel avait fait du tribunat de Sestius un tableau digne de servir à la formation de la jeunesse (3) — explique pourquoi l'orateur développa longuement ses digressions pour retenir l'attention et renouveler un sujet déjà épuisé.

C'est l'attitude équivoque de Vatinius qui explique les ménagements dont il est l'objet de la part des collaborateurs de Cicéron ; ceux-ci lui témoignent même assez d'égards pour demander à Cicéron de ne point le questionner (4). Dans l'exorde du *pro Sestio*, on sent que Cicéron a dû promettre d'être sage : « si nos ennemis ne se montrent pas, dit-il en substance, ce n'est pas moi qui chercherai chicane ». Mais déjà au § 94, il critique sans aménité Numerius, Serranus, Aelius ; plus loin, c'est à Cellius qu'il

(1) *Pro Sestio* 59, 127 : *Tu mihi etiam M. Atilium Regulum commemoras, qui redire ipse Carthaginem sua voluntate ad supplicium quam sine iis captivis, a quibus ad senatum missus erat, Romae manere maluerit, et mihi negas optandum reditum fuisse per familias comparatas et homines armatos ?*

(2) *Pro Sestio* 44, 96 : *Nimirum hoc illud est, quod de me potissimum tu in accusatione quaesisti, quæ esset nostra natio optimatum ; sic enim dixisti ; cf. 63, 132.*

(3) *Ibid.* 6, 14.

(4) *In Vatin.* 1, 1 : *Si tua tantum modo, Vatini, quid indignitas postulare, spectare voluisses, fecissem id, quod his vehementer placebat, ut te..... tacitus dimitterem.*

s'en prend et quand il en vient à Vatinius qui a mis en circulation la question insidieuse : « qu'est-ce que votre nation d'*optimates* », il ne peut s'empêcher de lui adresser quelques mauvais compliments (1).

C'est donc Cicéron qui a provoqué — à l'instigation de Sestius, si on l'en croit (2) —; la riposte de Vatinius ne se fera pas attendre.

En effet Vatinius profite de la première occasion qui s'offre de dire son fait à Cicéron et le met en cause deux fois au moins avant le moment (3) où, usant à son tour du droit de la défense, celui-ci procède à son interrogatoire.

Remarquons-le : rien dans l'*in Vatinium* ne correspond à ce premier engagement et il y a lieu d'admettre que la version cicéronienne de l'incident qui déchaîne l'orage est exacte. Cicéron, qui s'est contenu tant que Vatinius le raillait lui-même, éclaté lorsque le témoin reconnaît avoir rendu quelques menus services à l'accusation. Du coup il est en droit de retirer la parole qu'il a donnée à ses collaborateurs et il attend impatiemment que son tour soit venu de mettre Vatinius sur la sellette. Tout le début du *in Vatinium* donne l'impression d'une colère sourde, rageuse, réprimée longtemps et qui s'échappe en imprécations désordonnées.

(1) *Pro Sestio* 63, 132 — 65, 136.

(2) *Ad Quint. frat.* II. 4, 1 : *nam defendendo moroso homini cumulatissime satisfacimus, et, id quod ille maxime cupiebat, Vatinius... arbitrato nostro concidimus.*

(3) *Ad. Famil.* I, 9, 7 : *Ego sedente Cn. Pompeio, cum, ut laudaret P. Sestium, introisset in urbem, dixissetque testis Vatinius me fortuna et felicitate C. Caesaris commotum illi amicum esse coepisse, dixi me M. Bibuli fortunam, quam ille adflictam putaret, omnium triumphis victoriisque anteferre dixique eodem teste alio loco eosdem esse, qui Bibulum exire domo prohibuissent, et qui me coëgissent ; tota vero interrogatio mea nihil habuit nisi reprehensionem illius tribunatus.*

Rien ne nous autorise à suspecter, du moins dans le fond, l'*interrogatio in Vatinius*. Les trois points essentiels qui y sont développés : *de vi*, *de auspiciis*, *de donatione regnorum*, sont attestés par la lettre bien connue à Lentulus (1). Cependant il y a discordance entre l'attitude que suppose une déclaration comme celle-ci (2) : « le sort de Bibulus, que tu dis misérable, vaut mieux à mon sens que celui de n'importe quel général victorieux », et les protestations de dévouement qu'il prodigue à César dans les deux discours. C'est que, entre la plaidoirie et la rédaction, il se produisit des événements si importants (3) qu'ils obligèrent Cicéron à songer à sa sécurité et à se rallier ouvertement à César. Entraîné par Vatinius à s'expliquer sur le rôle de ce dernier en 59 avec la liberté du prétoire, Cicéron s'est ingénié en rédigeant à pallier les allusions un peu vives que la chaleur de l'altercation avait pu lui suggérer.

Il y aurait sans doute plus de réserves à faire en ce qui concerne la forme de ce curieux morceau ; notamment le ton de l'*oratio continua*, alors qu'on s'attendrait à un développement par questions et réponses, a de quoi surprendre. Mais nous avons ici affaire à un procédé d'adaptation de l'altercation réelle qui est familier à Cicéron et à vrai dire était indispensable, car on ne saurait s'imaginer un discours écrit qui serait de bout en bout un dialogue. L'invective du discours écrit n'a généralement pas d'autre origine ; on peut s'en rendre compte en confrontant, avec l'*in Clo-*

(1) *Ad Famil.* I. 9, 7 : *tota vera interrogatio mea nihil habuit nisi reprehensionem illius tribunatus. In quo omnia dicta sunt libertate animoque maximo de vi, de auspiciis, de donatione regnorum.*

(2) *Ibid.*

(3) L'entrevue de Lucques (avril 56) a eu lieu un mois après le procès ; cf. *Ad Q. fr.* II, 4, 1 : *Sestius noster absolutus est a. d. V Idus Martias...* ; or on sait que Cicéron rédigeait ses plaidoiries pendant les vacances judiciaires, *pro Plancio* 27, 66.

dium et Curionem où elle a été recueillie, le compte-rendu (1) de l'altercation que Cicéron avait eue au sénat avec Clodius.

Cicéron a publié à part l'*in Vatinius*, de même que le *pro Cornelio* II, parce que, voulant attester le souvenir d'un engagement avec un témoin de marque, il ne pouvait pas, comme dans ses discours relatifs à des procès débattus en plusieurs *actiones*, incorporer l'interrogatoire à la plaidoirie. D'autre part, selon toute vraisemblance, le *pro Sestio* a été prononcé en une seule fois ; nous n'y avons discerné en effet aucun indice analogue à ceux que nous avons relevés dans les discours précédents, et la raison en est sans doute qu'un nombre exceptionnel d'avocats — sans parler de l'accusé lui même (2) — prirent part à la défense. Les deux discours *pro Sestio* et *in Vatinius* représentent chacun un moment distinct et un seul moment du débat, et si, en rédigeant, Cicéron a substitué à l'altercation réelle l'invective de l'*in Vatinius*, si l'entrevue de Lucques lui a certainement suggéré plus d'une retouche, ces discours n'ont pas subi cette compression des éléments réels qui est ailleurs le fait essentiel de la rédaction.

LE PRO PLANCIO

Plancius, personnalité effacée et de naissance médiocre, était arrivé haut la main aux élections édiliciennes

(1) *Ad Attic.*, I, 16, 9-11.

(2) Bien que Cicéron n'en dise rien, il n'est pas douteux que Sestius ait plaidé pour lui-même. PLUTARQUE, *Cicéron*, 26, rapporte que, au moment où on recueillait les votes des juges, Sestius s'obstinait à garder la parole, sans que Cicéron pût placer un mot. Impatienté et peut-être vexé de voir que son client n'était pas convaincu de la supériorité de son pathétique, l'orateur lui aurait dit : « profite-en aujourd'hui, va, Sestius ; demain, tu ne seras plus du métier. »

pour 54, tandis que M. Juventius Laterensis, de famille consulaire et personnage marquant de l'aristocratie, essayait un échec. Les élections qui avaient eu lieu, selon l'usage, à la fin de 55, avaient été annulées (1), mais une nouvelle consultation populaire confirma les résultats du premier scrutin — au moins en ce qui concerne Plancius et Laterensis — et c'est sur Plancius, dont sans doute le succès prêtait le plus à critique, que Laterensis chercha à venger et à réparer son échec. Il l'accusa aux termes de la loi *Licinia* que le triumvir Crassus venait précisément de faire voter (2) pour réprimer les ententes frauduleuses qui se faisaient entre candidats.

La loi donnait à l'accusateur le droit de désigner quatre tribus (dont la défense ne pouvait récuser qu'une seule) pour fournir les juges (3), et Laterensis ne s'était pas fait faute de choisir celles où dominait le parti aristocratique (4). Cette désignation, prétend Cicéron, était contraire à l'esprit de la loi, car l'intention du législateur avait été que l'on prît les juges dans les tribus suspectes de s'être laissé corrompre, afin que ceux-ci apportassent au tribunal l'autorité de témoins ; par suite Laterensis aurait dû désigner les tribus où Plancius avait obtenu la plus forte majorité. Ce point de vue qu'Hortensius avait déjà soutenu au sénat, au moment de la discussion de la loi, il l'avait repris et développé avec ampleur devant le tribunal (5), la veille du jour où Cicéron le défend à son tour.

On sait que le procès eut lieu après celui de Vatinius, qui

(1) *Pro Plancio*, 20, 49.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.* 15, 36.

(4) *Pro Plancio* 16, 38.

(5) *Ibid.* 15, 37. Zumpt, *Criminalprozess*, p. 548, n. 3, relève avec raison une erreur de Drumann, qui croit à un discours d'Hortensius prononcé au sénat la veille du jour où parla Cicéron.

est du mois d'août 54 (1), mais je crois qu'il est possible de préciser davantage. « Laterensis, dit Cicéron, prétend qu'il a conduit les débats de façon à les achever avant les Jeux, de peur que je n'aie l'occasion de placer ma tirade bien connue sur les *tensæ* (2) ». Ainsi les débats n'auraient été terminés que tout à la veille des vacances judiciaires, au début de septembre, en même temps que ceux de l'affaire Scaurus.

Le *pro Plancio* offre plus d'une analogie avec le *pro Murena*, non seulement par la nature de la cause, mais par la situation dans laquelle Cicéron se trouve à l'égard de l'accusateur qui, ici comme là, est un ami personnel et un ami politique. Il est vrai que cette fois, c'est de *sodalicia* qu'il s'agit et non plus d'*ambitus*, mais on sait que les juges ne se cantonnaient pas dans la *legitima quaestio*, et d'entente frauduleuse à brigue la transition est toute naturelle : du reste, à en croire Cicéron, Laterensis n'aurait opté pour le tribunal de *sodaliciis* qu'afin d'imposer à Plancius des juges *editicii*, c'est-à-dire choisis dans les tribus que lui-même désignerait, et en fait n'aurait apporté que des griefs de brigue (3). Cette analogie foncière entre le *pro Murena* et le *pro Plancio* explique pourquoi nous retrouvons ici les thèmes du *pro Murena* : Cicéron réédite tous les lieux communs propres à la *contentio dignitatis* ; il reprend aussi son *distinguo* de corruption et de libéralité (4) et assure de nouveau qu'une certaine façon de faire largement les

(1) *Pro Plancio* 16, 40, et Schol. de Bobio, *St.*, p. 160. Pour la date du procès de Vatinius, cf. *ad Quint. frat.* II, 15, 3.

(2) *Pro Plancio* 34, 83.

(3) *Pro Plancio* 15, 36 : *Sed aliquando veniamus ad causam. In qua tu nomine legis Liciniae, quae est de sodaliciis, omnis ambitus leges complexus es ; neque enim quicquam aliud in hac lege nisi editicios iudices es secutus.*

(4) *Ibid.*, 18, 44, sq.

choses en période électorale est non seulement licite, mais méritoire, car la générosité des candidats entretient la bonne harmonie entre la classe dirigeante et la plèbe. Enfin il renouvelle, à l'adresse de Laterensis, les lieux communs de *consolatio* (1) à l'adresse des candidats malchanceux et aussi les sarcasmes dont il avait gratifié Sulpicius ; mais cette fois il a dû dépasser la mesure d'une honnête plaisanterie, car Laterensis s'est fâché et a riposté avec une vigueur qui a surpris le facétieux consulaire.

Laterensis a soutenu à peu près seul l'accusation. Il a bien un *subscriber*, L. Cassius, mais le rôle de ce dernier a consisté surtout à faire l'éloge de Laterensis et de ses ancêtres ; c'est un comparse insignifiant que Cicéron traite avec une familiarité quelque peu dédaigneuse ; à l'en croire, Cassius n'a guère fait que réciter une leçon d'histoire ancienne dont il est difficile au tribunal et à lui-même de contrôler l'exactitude (2). Du côté de la défense, Cicéron est assisté d'Hortensius, mais il semble bien que le rôle du brillant second ait été très restreint : « la tâche que j'ai assumée dans cette affaire-ci est bien plus considérable que dans n'importe quel autre procès », dit Cicéron (3), et il ne fait allusion à la collaboration d'Hortensius que pour le sénatus-consulte relatif à la désignation des tribus dans lesquelles doivent être pris les juges *edictii* ; Hortensius a traité ce point devant le tribunal (4) parce que, quand la question a été débattue au sénat, c'est justement à son point de vue que la majorité s'est ralliée ; par suite il est tout qualifié pour interpréter la loi dont Laterensis n'a pas respecté l'esprit. Il y a donc tout lieu de croire que le procès de Plancius est un de ceux pour lesquels Hortensius, « au

(1) *Pro Plancio*, 21, 51.

(2) *Ibid*, 24, 58.

(3) *Pro Plancio*, 1, 3.

(4) *Ibid*, 15, 37.

reste par pure sympathie pour son collaborateur, lui a laissé tout à faire (1) ».

Dans le discours que nous lisons, Cicéron répond d'abord à Laterensis (2), puis à Cassius (3), enfin reprend à partie l'accusateur principal (4). La première de ces réponses épuise en réalité la cause : Cicéron y traite successivement la *vita anteacta*, la *contentio dignitatis*, le grief d'entente frauduleuse, les différents griefs de brigue ; la seconde n'est qu'une seconde édition de la *contentio dignitatis*, la troisième ne porte que sur les services rendus autrefois par l'accusé à son avocat d'aujourd'hui. Or cette troisième partie n'est pas autre chose que le traditionnel exposé des motifs par lequel le défenseur doit légitimer son rôle et, d'autre part, une disposition qui sépare la *contentio dignitatis* en deux tronçons a de quoi surprendre. Je sais bien que l'on peut alléguer pour justifier ce plan toutes sortes de raisons, et Cicéron lui-même nous avertit dès son exorde (5) qu'il traitera le fond de la cause avant de discuter avec l'accusation la valeur des services que lui a rendus son client ; mais nous allons voir qu'en fait ce plan n'a pas été choisi par Cicéron et ne s'applique pas à un seul plaidoyer, mais à plusieurs prises de parole, dont l'une au moins n'était point prévue par l'avocat de Plancius au moment où il prononçait son exorde.

Laterensis a manœuvré de façon à clore les débats avant les Jeux, peut-être pour priver la défense d'un argument toujours efficace dans la bouche d'un Cicéron, à savoir que condamner un édile serait attrister une grande fête du

(1) *Brutus*, 51, 190.

(2) Du début au § 58.

(3) Du § 58 au § 72.

(4) Du § 72 à la fin.

(5) *Pro Plancio* 2, 4.

peuple romain — c'est la version de son adversaire (1) — plus probablement parce que les juges savent toujours mauvais gré à l'accusateur de les retenir à leur banc quand tout le monde s'amuse ou se repose. D'autre part, l'accusateur recourt à la tactique que nous voyons souvent pratiquée par les adversaires de Cicéron lorsqu'ils peuvent compter sur le *locus testium*, ce qui est généralement le cas dans les affaires de *repetundæ* et d'*ambitus* ; cette tactique consiste à n'engager dans la démonstration oratoire aucune des ressources vraiment solides dont dispose l'accusation, à ne mettre en avant que les arguments d'ordre moral et politique, ceux que le discours continu seul peut faire valoir. Laterensis assure (2) qu'il a trouvé dans la tribu Voltinia plus de témoins que de suffrages, mais il se garde bien, dans son réquisitoire, d'alléguer une seule charge précise ; énoncer un grief, en effet, c'est avertir l'adversaire de ce que diront les témoins. A plusieurs reprises, Cicéron somme l'accusateur de s'expliquer, d'apporter des précisions (3), et son insistance est telle que l'on se demande si vraiment Laterensis a quelque chose de sérieux à dire ; mais l'hésitation n'est pas possible quand l'on sait que c'est dans les affaires de *repetundæ* et d'*ambitus*, celles où les charges sont le plus nombreuses et l'accusation le mieux armée, que Cicéron prend cette attitude provocante. En fait, le mutisme de l'accusation embarrasse fort la défense qui ne peut traiter le fond de la cause et préparer ainsi le *locus testium*. Ici le plaidoyer écrit nous a conservé l'indication d'une curieuse manœuvre par laquelle Cicéron a cherché à faire parler Laterensis, à l'amener

(1) *Pro Plancio* 34, 83.

(2) *Ibid.*, 22, 54.

(3) *Pro Plancio* 19, 48 : *Quid taces, quid dissimulas, quid tergiversaris ? Etiam atque etiam insto atque urgeo, insector, posco atque adeo flagito crimen* ; 23, 55, etc...

à exposer, pour le discuter contradictoirement, le détail des griefs : *nam, ut ego doceo gratiosum esse in sua tribu Plancium, quod multis benigne fecerit, pro multis spoponderit, in operas plurimos patris auctoritate et gratia miserit, quod denique omnibus officiis per se, per patrem, per majores suos totam Atinatem praelecturam comprehenderit, sic tu doce sequestrem fuisse, largitum esse, conscripsisse, tribulis decuriavisse* (1). Or c'est en vain que l'on cherche dans notre plaidoyer la démonstration que Cicéron invoque : c'est qu'il ne s'agit pas d'un développement, mais d'une exhibition de *laudatores*, accompagnée de commentaires. Je l'ai dit plus haut, la défense réserve généralement ses *laudationes* pour la seconde partie du débat, le *locus testium*, mais il arrive aussi qu'elle utilise en cours de plaidoirie celles qui peuvent étayer son argumentation. Ici l'avocat se réfère manifestement à la présentation au tribunal des compatriotes de Plancius dont il est question au § 24 : *deinde tui municipales sunt illi quidem splendidissimi homines, sed tamen pauci, siquidem cum Atinatis conferantur; hujus praefectura plena virorum fortissimorum, sic ut nulla tota Italia frequentior dici possit; quam quidem multitudinem videtis, iudices, in squalore et luctu supplicem vobis. Hi tot equites Romani, tot tribuni aerarii (nam plebem a judicio dimisimus quæ cuncta comitiis adfuit) quid roboris, quid dignitatis hujus petitioni attulerunt?* Au moment où il abordait le thème de la *contentio dignitatis*, Cicéron a introduit sa démonstration par la lecture d'un certain nombre de *laudationes* ; successivement les compatriotes de Plancius sont venus dire quelles raisons avaient valu leurs suffrages à l'accusé : il a rendu de menus services à celui-ci, s'est porté caution pour celui-là, a procuré un emploi à cet autre. Assurément pareille démonstration ne prouve rien, car ce

(1) *Pro Plancio* 19, 47.

ne sont point ses compatriotes immédiats dont Plancius a dû acheter les suffrages ; elle donne cependant prétexte à Cicéron de dire qu'il apporte dans le débat une précision que n'a pas l'accusateur.

La première réponse de Cicéron à Laterensis s'achève sur l'avertissement adressé aux juges de faire preuve d'esprit critique au cours de l'interrogatoire des témoins (1). A ce moment on ne voit plus ce que l'avocat peut bien avoir encore à dire, car cette réponse constitue un plaidoyer complet, auquel il ne manque que l'*epilogus*. Non seulement Cicéron a réfuté point par point les arguments de l'accusation, mais il a répondu à une réplique de Laterensis ; les paroles que Cicéron prête à ce dernier : « que, dans la tribu Voltinia, il a plus de témoins qu'il n'a compté de suffrages (2) » ne sont pas en effet autre chose qu'une réplique à l'insinuation « que jamais Laterensis n'aurait osé choisir les juges dans cette tribu (3) ». Comment se fait-il qu'après l'argumentation-réfutation, au moment où nous n'attendons plus que la *miseratio*, la discussion reprenne de plus belle sur le point déjà épuisé de la *contentio dignitatis* ?

C'est que Cicéron se trouve en face d'un nouvel adversaire, le jeune Cassius, et il est remarquable qu'il fasse toujours aux simples *subscriptores* l'honneur d'une réponse à part : il traite leur argumentation indépendamment, au lieu de la dissocier et d'en répartir les éléments dans le corps de sa réponse à l'accusateur principal. La réponse à Cassius est plutôt la critique d'un professeur à la fois

(1) *Pro Plancio* 23, 56.

(2) *Ibid.*, 22, 54.

(3) *Ibid.*, 17, 43 : *Quid diceret (Plancius) apud Voltinienses aut apud tribulis suos iudices ? — Immo vero tu quid diceres ? quem iudicem ex illis aut tacitum testem haberes aut vero etiam exci-*

bienveillant et sévère que la réfutation d'un avocat ; Cicéron se borne à énumérer une longue série de lieux communs, inspirés d'une érudition puérile, et les rétorque d'un mot ; dans le plaidoyer écrit, toute cette discussion ne figure que comme un intermède plaisant. Je crois néanmoins que la réfutation de Cassius a été beaucoup plus longue (1) dans la réalité ; en tout cas elle n'a pas été seulement un épisode comique à l'intérieur d'un plaidoyer unique car, nous allons le voir, Laterensis a prononcé au moins deux discours et Cicéron a répondu à chacun de ces discours séparément.

L'avocat de Plancius s'était permis des plaisanteries déplacées ou peut-être seulement un peu vives qui exaspérèrent Laterensis. Plus sensible à l'ironie et moins philosophe que Caton, l'accusateur ne se contenta pas d'une exclamation — d'ailleurs moins flatteuse que ne le croit le bon Plutarque — il riposta vigoureusement et décocha à Cicéron bien des traits qui portèrent. Ce qu'il y a de curieux, c'est que nous ne retrouvons, dans les parties de notre plaidoyer qui précèdent la seconde réponse à Laterensis, aucune trace de plaisanterie à l'adresse de celui-ci ; de même rien n'y représente les éloges dithyrambiques de Plancius, dont Cicéron aurait fait son sauveur, son « dieu » (2). Qu'est-ce à dire et que signifient des passages comme ceux-ci :

1^o (C. 30 § 72) : *Respondebo tibi nunc, Laterensis, minus fortasse vehementer, quam abs te sum provocatus, sed profecto nec considerate minus nec minus amice. Nam primum fuit illud asperius, me, quæ de Plancio dicerem, mentiri et temporis causa fingere...*

(1) *Pro Plancio*, 26, 63 : *Idem cæfers Laterensem laudibus. Facile patior id te agere multis verbis, quod ad iudicium non pertineat, et id te accusantem tam diu dicere, quod ego defensor sine periculo possim confiteri.*

(2) *Pro Plancio*, 40, 95.

C'est par ce texte que débute la seconde partie de la réponse à Laterensis. Visiblement Cicéron se disculpe d'avoir exagéré, dans un premier discours, les services que Plancius lui aurait rendus pendant son exil.

2^o (C. 34 § 85) : *Admonuisti etiam, quod in Creta fuisses, dictum aliquod in petitionem tuam dici potuisse, me id perdidisse. Uter igitur nostrum est cupidior dicti ? egone, qui, quod dici potuit, non dixerim, an tu, qui etiam ipse in te dixeris ?*

3^o (C. 40 § 95) : *Nunc venio ad illud extremum, in quo dixisti, dum Planci in me meritum verbis extollerem, me arcem facere e cloaca lapidemque e sepulchro venerari pro deo.*

Ce passage introduit le récit du voyage en Macédoine de Cicéron exilé, récit qui introduit à son tour la *miseratio*. *Nunc venio ad illud extremum, in quo dixisti...* correspond au *primum fuit illud asperius, me, quæ de Plancio dicerem, mentiri*, par quoi débute la seconde partie de la réponse à Laterensis, et il est évident que toute cette partie, du § 72 au § 101, a été prononcée en réponse à une réplique de l'accusateur.

Opperskalski (1) suppose que la phrase du § 85 : *admonuisti etiam, quod in Creta fuisses.....* est un rapport de l'altercation ; mais il définit à tort l'altercation comme une phase nécessaire et indépendante du débat, d'après l'usage du temps de Quintilien. Quant aux paragraphes 86-90 et 91-94, ils n'auraient pas été prononcés du tout (2) et dateraient de la rédaction ; si l'on objectait que Cicéron réfute les dires de l'adversaire — ce qui, d'après le contexte (3),

(1) *Op. l.*, p. 69.

(2) *Ibid.*, p. 70.

(3) Le développement des § 86-90 répond à une insinuation de Laterensis : *dixisti enim non auxilium mihi, sed me auxilio defuisse* ; cf. 35, 86, et aussi 37, 90 : *mortem me timuisse dicis* ; celui des § 91-94 est une réplique à une accusation qui devait piquer

est évident — Opperskalski assure que Cicéron a l'habitude de prêter fictivement aux accusateurs des critiques qu'ils n'ont point faites. Mais il faut supposer à Cicéron une forte dose de naïveté pour imaginer qu'il se soit adressé gratuitement des compliments de ce genre : « dans l'affaire de ton exil, tu n'as été trahi que par toi-même, tu as été lâche, tu as craint la mort, etc... ». Au reste, à quoi répond une méthode qui isole arbitrairement, dans l'ensemble d'un texte qui va du § 72 au § 101, un petit nombre de passages, dont l'un reviendrait à l'altercation, l'autre à la rédaction, alors que tout ce texte est d'une seule venue et constitué d'une même réplique.

Reportons-nous maintenant à l'exorde : « Quant à ce que les accusateurs ont dit des services que m'a rendus Plancius, assurant que j'en exagérais l'importance et que d'ailleurs, à supposer même qu'ils fussent extraordinaires, ce ne serait pas une raison pour que vous en sachiez gré à l'accusé, je ne traiterai ce point, juges, qu'avec discrétion, et seulement quand j'aurai répondu aux différents griefs (1) ».

Ainsi l'orateur annonce que, dans la dernière partie du plaidoyer, il exposera quelle dette de reconnaissance il a contractée envers Plancius et, dans le discours écrit, cette disposition n'a rien qui surprenne ; mais nous savons que, dans la réalité, la place normale de ce thème est au début de la plaidoirie, et nous constatons que l'avocat, lorsqu'il le traite dans le discours écrit, ne répond pas au réquisitoire initial de Laterensis, mais à une réplique, laquelle suppose précisément que Cicéron l'a déjà développé antérieurement ; en d'autres termes, tandis que la seconde

Cicéron au vif : *nam quod te esse in re publica liberum es gloriatus, id ego et fateor et laetor et tibi etiam in hoc gratulor; quod me autem negasti, in eo neque te neque quemquam diutius patiar errare.*

(1) *Pro Plancio*, 2,4.

partie de la réponse à Laterensis, du § 72 au § 101, suppose dans la première, du début au § 58, des développements qui n'y figurent pas, l'exorde annonce la réfutation d'arguments qui n'ont pu être formulés qu'après cette première partie.

Ici, comme pour le *pro Murena*, le problème ne comporterait pas de solution, si nous ne connaissions la théorie de la disposition du *de Oratore*, celle qui préconise le double emploi, dans le *principium* d'abord, dans la *peroratio* ensuite, des meilleurs éléments de la cause (1). Dans un discours introductif par lequel s'ouvrit la plaidoirie collective et dont les principaux développements sont reconnaissables dans les critiques que Cicéron prête à Laterensis, l'orateur avait invoqué les éminents services que Plancius lui avait rendus ; cette première prise de parole est séparée de la *peroratio* par toute une série de discours secondaires : partie de la plaidoirie cicéronienne qui porte sur le détail des griefs (il n'est pas absurde de supposer que la seule exhibition des *laudatores* du § 21 ait occupé toute une audience), plaidoirie d'Hortensius (2), réponse de Cicéron à Cassius, réplique de Laterensis. Naturellement, quand Cicéron a développé deux fois un même thème, et dans le *principium*, et dans l'*epilogus*, pareille réédition qui se produisit plusieurs jours d'intervalle et passe inaperçue dans l'ample plaidoirie réelle serait choquante dans le plaidoyer écrit ; il fallait opter. Ici on voit très bien pourquoi Cicéron a choisi la seconde forme. D'abord elle lui permettait de rejeter sur Laterensis la responsabilité des mauvais com-

(1) *De Oratore*, II, 77, 314.

(2) Il est clair que la plaidoirie d'Hortensius à laquelle Cicéron renvoie 15, 37, alors qu'il aborde le fond de la cause, est postérieure à la première prise de parole de l'avocat principal ; cette plaidoirie a eu lieu, dit-il, la veille, et nous avons vu que manifestement la partie antérieure du *pro Plancio* a occupé au moins une audience.

pliments qu'ils échangèrent : par le fait même que Cicéron réfute, c'est Laterensis qui prend figure de provocateur. Et puis le tableau de toutes les misères qu'il a endurées, abandonné de tous, réprouvé par ses amis mêmes, soutenu seulement par la piété vraiment filiale de Plancius, quelle évocation plus propice aux larmes nécessaires de la *misericordia* !

Nous avons vu que Cicéron a soutenu à peu près seul la défense. Cette circonstance donne au *pro Plancio* un intérêt particulier, puisque tous les autres discours postérieurs au consulat et prononcés à l'occasion d'un grand procès politique ne représentent qu'une plaidoirie partielle. La disposition des matériaux de la cause est entièrement conforme à la théorie du *De Oratore* et il suffit de la considérer à l'intérieur de la vaste plaidoirie réelle, pour écarter les difficultés que l'on ne saurait résoudre, lorsqu'on envisage dans le *pro Plancio* le représentant d'un plaidoyer unique. Cicéron a invoqué à deux reprises les éminents services que Plancius lui a rendus et il faut restituer au *principium* cet argument nécessaire pour comprendre la position de l'avocat dans la troisième partie de notre discours. De même il faut restituer à la *contentio dignitatis* et à la *vita anteacta* leur extension réelle avec leurs exhibitions de *laudatores* pour expliquer que Cicéron se réfère à une démonstration dont il ne subsiste pas trace dans le discours écrit.

Ajoutons que Cicéron, en rédigeant le *pro Plancio*, n'a pas seulement réduit de façon considérable les éléments de la plaidoirie réelle ; il a glissé aussi dans le plaidoyer publié des allusions qui s'adressent à certains lecteurs auxquels il s'intéressait tout spécialement.

On sait que du fond de la Transalpine (1) Quintus récla-

(1) Ou plus exactement de la Bretagne ; *ad Quint. frat. II, 15, 4.*

maît les deux discours *pro Plancio* et *pro Scauro*. Sa curiosité impatiente en a certainement hâté la rédaction (1) et il semble bien qu'elle ait fait plus, car ce n'est pas le débat qui a suggéré à Cicéron les compliments qu'il décerne à César et à son lieutenant : pour César une déclaration de sympathie et d'estime (2), pour Quintus l'assurance qu'on ne l'oublie pas au pays des Volsques et un charmant éloge de leur commune petite patrie, « cette contrée âpre et montagneuse, mais fidèle, loyale, toute dévouée à ses enfants (3). » C'est sans doute aussi l'influence apaisante d'Arpinum (4) qui l'a conduit à se réconcilier sur le papier avec Laterensis ; non seulement les railleries blessantes ont disparu, mais elles sont remplacées par des éloges dont l'on peut dire qu'ils n'étaient pas de circonstance devant le tribunal. « Non, Laterensis, s'écrie (5) Cicéron, non, cet échec ne t'a pas diminué ; que dis-je, diminué ! il n'a fait que signaler ta valeur ». Evidemment ce n'est plus l'homme du prétoire qui parle ainsi, c'est le philosophe d'Arpinum qui sait apprécier chez les autres la fidélité aux principes et pratique volontiers l'oubli des injures, au moins quand il a été l'agresseur.

LE PRO MILONE

Tandis que, pour les autres affaires où parut Cicéron, l'histoire ne nous a conservé que de maigres et vagues renseignements, en sorte que c'est à peu près uniquement par

(1) *Ad Quint. frat. III. 1, 11 : orationes efflagitatas pro Scauro et pro Plancio absolvi.*

(2) *Pro Plancio* 39, 93.

(3) *Ibid.*, 8, 20 et 9, 22.

(4) *Ad Quint. frat. III. 1, 1 : Ego ex magnis caloribus (non enim meminimus majores) in Arpinati summa cum amoenitate fluminis me feci ludorum diebus.*

(5) *Pro Plancio* 21, 52.

le discours écrit que nous pouvons reconstituer le débat, ici nous disposons d'une documentation précise et complète. La relation d'Asconius est en effet très circonstanciée et fondée sur les *Acta*, c'est-à-dire sur le procès-verbal même du débat. On voudra bien se reporter sur ce point à notre *Contribution à l'étude des sources d'Asconius*, où nous avons défini le contenu des *Acta*, en ce qui concerne les choses judiciaires, et montré comment Asconius les a utilisés dans son commentaire du *pro Milone*, en même temps que deux sources accessoires, les *commentarii defensionum* et la *première Milonienne*.

Le commentaire d'Asconius (1) nous fournit tous les renseignements désirables sur les données de la cause aussi bien que sur la procédure simple et expéditive imposée par Pompée et l'historique même du débat. Malheureusement Asconius ne pouvait deviner que le *pro Milone première manière* était voué à disparaître et il n'a pas cru devoir relever toutes les divergences du plaidoyer réel et du plaidoyer écrit. Il n'indique pas davantage la date de publication de ce discours et se borne à dire que Cicéron l'a écrit avec un art si achevé qu'on peut le considérer comme son chef-d'œuvre.

On sait que Gaumitz (2) a restitué à la *première Milonienne* deux fragments que Peyron avait insérés dans la seconde, bien à tort, car ils font double emploi avec le contexte. Cicéron vient de donner lecture d'un projet de loi qui avait été retrouvé par Sex. Clodius dans les papiers de son chef : « Est-ce que Clodius, s'écrie-t-il (3), aurait osé parler de cette loi que Sextus se vante d'avoir retrouvée, je ne dis pas, si Milon avait été consul, je dis, du vivant de

(1) *St.*, p. 30 sq.

(2) H. GAUMITZ. *Zu den Bobienser Ciceroscholien*. Programm, Dresden, 1884.

(3) 12, 33, après *deferre posses*.

Milon ». Il va continuer, lorsqu'un formidable tolle couvre sa voix ; puis, lorsque le silence se rétablit : « voyez, dit-il, quels dangers recélait cette loi, puisqu'il est même périlleux de l'attaquer ».

Il est aisé de voir que ce passage n'appartient pas au second *pro Milone*, puisque le texte ne présente à cet endroit aucune lacune. Ce n'est pas en effet à une lacune qu'il correspond, mais au texte même sur lequel on a voulu le greffer et dont il est une première forme. Voici comment Cicéron l'a transposé en rédigeant. Au lieu de citer une loi (sur le vote des affranchis), Cicéron évoque tout un code de révolution sociale et politique qui aurait menacé Rome si Clodius avait vécu ; la sèche allusion à Sextus est remplacée par une véhémence apostrophe à l'adresse d'un tribun, héritier de la politique de Clodius ; au tumulte qui avait coupé la parole à Cicéron est substituée une furieuse œillade de Sextus. On voit ce qu'est devenu l'incident d'audience provoqué par la lecture d'un texte de loi et surtout par la remarque dont l'orateur l'avait fait suivre : outre que Cicéron n'apparaît point en posture d'orateur sifflé, le texte du discours écrit a tout autrement d'éclat, d'ampleur et de mouvement que la sèche sténographie du discours parlé.

Au reste, à défaut de l'*oratiuncula* réelle, les renseignements que nous donne Asconius et qui permettent de la reconstituer dans ses grandes lignes suffisent pour établir une comparaison intéressante entre les deux œuvres : « tout le plaidoyer, dit Asconius, tendit à prouver que Clodius avait été l'agresseur et qu'il avait prémédité son attentat » ; cette tactique, l'avocat ne l'aurait point imaginée dans son cabinet de travail, il l'aurait improvisée en plein débat (1) ; maladroitement, sans aucun doute, les

(1) ASCONIUS, *St.*, p. 37 : *Itaque cum insidias Milonem Clodio*

accusateurs lui en avaient donné le prétexte en retenant contre l'accusé la circonstance aggravante de préméditation. Mais à quoi correspond dès lors toute la partie de *compensatio extra causam* qui va du § 72 au § 92 ? Nous savons que Brutus soutint, au sujet de la *constitutio causæ*, une controverse avec Cicéron (1) et c'est bien pour Brutus et aussi pour les lettrés, juges naturels de ce débat, que l'avocat remarque (2) à la fin de ce long développement de rhétorique : « en voilà assez sur la cause, en voilà peut-être trop en dehors de la cause ». Quant aux juges, vraiment, qu'auraient-ils pensé de pareille excuse ? Ajoutons que le curieux fragment de la *première Milonienne* dont nous avons déjà parlé et qui reproduit précisément la tentative faite par Cicéron pour introduire dans son plaidoyer l'argumentation de la *tractatio extra causam*, indique suffisamment pourquoi l'orateur n'insista pas ; mais si les Clodiens ne purent alors contenir une explosion de fureur, qu'auraient-ils pensé de l'éloge de Milon héros tyrannicide (3), instrument providentiel de la vengeance céleste ?

La longue tirade adressée à Pompée (4) a la même origine. Cicéron note bien qu'il élève la voix assez pour que Pompée l'entende (5), mais nous savons qu'en fait il ne réussit pas un seul instant à dominer le tumulte (6) ; comment donc

fecisse posuissent accusatores, quia falsum id erat — nam forte illa rixa commissa fuerat — Cicero apprehendit et contra Clodium Miloni fecisse insidias disputavit, eoque tota oratio ejus spectavit.

(1) ASCONIUS, *St.*, p. 37 ; QUINTILIEN, III, 6, 93 ; X, 1, 23 ; X, 5, 20.

(2) *Pro Milone* 34, 92.

(3) *Ibid.*, 27, 72 — 28, 77.

(4) *Ibid.*, 25, 67 — 27, 72.

(5) *Ibid.*, 25, 67 : *Cn. Pompei, te enim jam appello et ea voce, ut me exaudire possis.*

(6) ASCONIUS, *St.*, p. 37 ; cf. *Schol. Bob.*, *St.*, p. 112.

admettre que sa parole ait pu porter jusqu'au portique du temple de Saturne (1) ? Ce n'est pas tout : quelles raisons personnelles doivent porter Pompée à l'indulgence ? C'est qu'il ne tardera pas, peut-être, à ressentir le besoin d'amis dont le dévouement soit inaltérable, dont l'âme soit énergique et résolue ; qui sait si une période de révolution n'est point imminente ? dans ces circonstances il y faut regarder à deux fois avant de sacrifier un Milon (2). Mais César qui mentionne le procès (3) sait gré à Pompée de son attitude ; c'est donc que les relations des triumvirs sont très bonnes encore, en avril 52. Pour que la tirade à Pompée devienne opportune, il faut attendre une tension dont l'origine est précisément dans le pouvoir discrétionnaire que les événements de 52 lui ont conféré. On sait que la brouille devint manifeste en septembre 51 (4), mais les prodromes nous en échappent, et il faut sans doute remonter jusqu'à la fin de 52. D'autre part on ne peut douter que la rédaction n'ait été tardive : notre *pro Milone* est assurément postérieur à celui de Brutus, ainsi que l'indique l'allusion de Cicéron aux dimensions peut-être exagérées de sa *compensatio* ; de même les espérances que l'avocat fonde sur le consulat de Pompée, qui doit réprimer l'anarchie par des lois et des tribunaux d'exception, semblent bien rétrospectives (5) ; s'il eut lieu de se féliciter sur ce point de l'initiative de Pompée, ce ne fut pas au moment où il plaidait pour Milon que Cicéron s'en rendit compte, mais seulement lorsqu'une longue série de jugements eut

(1) *Ibid.*, p. 36.

(2) *Pro Milone*, 26, 69.

(3) *De Bello Gallico* VII, 1.

(4) *Ad Famil.* VIII, 9, 5.

(5) *Pro Milone* 28, 78 : *in spem maximam et, quem ad modum spero, verissimam sumus adducti, hunc ipsum annum, hoc ipso summo viro consule, compressa hominum licentia, cupiditatibus fractis, legibus et judiciis constitutis salutarem civitati fore.*

contre toute attente, frappé presque exclusivement des partisans de Clodius (1) ; il suffit de se reporter au § 13 de notre plaidoyer, où il assure que les formes ordinaires de la justice étaient bien suffisantes contre son client, pour se rendre compte que l'éloge de la loi judiciaire de Pompée est bien postérieur.

L'*epilogus* est l'un des plus longs que nous connaissions. Cicéron en tire les motifs des grands services que Milon a rendus à la république, notamment en immolant Clodius, de la gloire éternelle qui attend son client, acquitté ou absous, de la fière attitude de ce dernier qui trouve en sa conscience l'apaisement de ses maux. Il serait superflu de souligner l'invraisemblance de tous ces thèmes si l'on pouvait supposer un instant qu'ils reproduisent l'*epilogus* réel. Au fait, on ne voit guère à quoi Cicéron a bien pu recourir pour faire figure en cette phase impressionnante des débats où doit triompher le pathétique : son client n'a point la larme facile, tant s'en faut, il semble plutôt surpris de voir Cicéron si affligé (2). Le lieu commun de la reconnaissance éternelle que l'avocat doit à ceux qui le rappelèrent d'exil, — qui fait très bon effet dans le *pro Sestio* et le *pro Plancio* — me semble le morceau de toute la péroraison qui est le plus de circonstance. Cicéron dut revenir, sans doute, dans son désarroi, à ce thème si familier.

La partie du plaidoyer où Cicéron soutient que son client était dans le cas de légitime défense, avec la réponse aux objections préjudicielles, représente donc seule le discours réel. Est-elle du moins fidèlement reproduite, dans le fond ? — je ne parle pas de la forme et pour cause —. Cicéron n'a recours aux témoignages, dont l'importance était si essen-

(1) ASCONIUS, Stangl, p. 46 : *multi praeterea et praesentes et cum citati non respondissent damnati sunt: ex quibus maxima pars fuit Clodianorum.*

(2) *Pro Milone* 34, 92.

tielle cependant, que sur des points secondaires ; nulle part il n'aborde la question qu'Asconius considère comme capitale et que la *demonstratio causæ* avait placée au premier plan : Milon avait-il donné l'ordre d'achever Clodius ? (1) On pourrait conclure de ce silence que même cette partie du plaidoyer écrit est bien loin du plaidoyer réel ; mais déjà Asconius s'étonnait de ne point trouver trace ni dans l'un ni dans l'autre d'incidents graves qui devaient solliciter l'attention de la défense (2). Peut-être, en ce qui concerne le plaidoyer réel, faut-il rapporter ces lacunes au désarroi de Cicéron ; peut-être aussi l'avocat, suivant les préceptes que lui-même a mis dans la bouche d'Antoine, au livre II du *de Oratore* (3), a-t-il jugé habile de traiter par le silence — et cela aussi bien dans le plaidoyer parlé que dans le plaidoyer écrit — les points difficiles pour lesquels l'art n'a point de ressources.

Ce qui a fait la fortune littéraire du *pro Milone* dans l'antiquité, ce n'est pas seulement que Cicéron l'a écrit avec un soin particulier, ainsi que le disent les scholiastes (4). Assurément la publication du *pro Milone* de Brutus a pu exciter l'émulation de Cicéron, mais il est d'autres raisons infiniment plus importantes. Et d'abord la qualité du sujet : c'est « un beau crime » que celui-là, par la personnalité puissante du meurtrier et de la victime, par la haine inexpiable qui, depuis des années, les pousse l'un contre l'autre sans qu'il arrivent à se joindre, par la

(1) ASCONIUS, *Stangl*, p. 45 : *Videbantur non ignorasse iudices, inscio Milone initio vulneratum esse Clodium, sed compererant, postquam vulneratus esset, jussu Milonis occisum.*

(2) *Stangl*, p. 34.

(3) *De Oratore*, II, 72, 294.

(4) ASCONIUS, *Stangl*, p. 37 : *scripsit vero hanc quam legimus ita perfecte, ut jure prima haberi possit.* — *Scholia Bobiensia*, *Stangl*, p. 112 : *hanc orationem postea legitimo opere et majore cura, utpote jam confirmato animo et in securitate, conscripsit.*

fatalité mystérieuse qui précipite le drame et amène sur la route d'Aricie, devant le *sacellum* de la Bonne Déesse, le dénouement que l'on attendait sur le Forum. Une seconde raison — si paradoxal que cela paraisse — c'est la législation de Pompée et les restrictions rigoureuses qu'elle impose à l'accusation comme à la défense. Il suffit de songer aux réserves que les écrivains de l'époque impériale apportent à leur admiration de Cicéron avocat pour s'en rendre compte : ils l'ont jugé d'après les conditions de la parole en leur temps et les défauts qu'ils lui reprochent se justifient par la longue durée des plaidoiries à l'époque républicaine. Assurément si Milon n'avait point paru devant un tribunal d'exception, si la cause était venue devant les juges de la *lex Cornelia de sicariis*, la plaidoirie de Cicéron aurait été bien autrement développée, même s'il n'avait été chargé que d'une partie de la défense. Quelle place n'aurait pas prise dans un tel plaidoyer et la *vita anteacta* et la critique des témoins, et la lecture des documents, et les *laudationes* ? Ici Pompée a renfermé cette éloquence débordante dans le cadre réduit du prétoire impérial ou, si l'on veut, Cicéron s'est conformé en rédigeant aux exigences d'une législation nouvelle. L'unité du sujet qui porte sur un point précis au lieu de se diviser en catégories de griefs comme dans les autres grands procès, l'interdiction des répliques, l'invitaient naturellement à suivre un plan simple et, si je puis dire, classique : d'autre part la fiction qui lui laissait seulement 3 heures de parole l'a conduit à resserrer la forme aussi bien que le fond de son plaidoyer : nulle part le style ne présente autant d'antithèses, d'ellipses, de raccourcis vigoureux. Ajoutons que la nature même de la cause donnait prétexte à tous les artifices de la rhétorique.

On voit pourquoi les lecteurs de l'époque impériale appréciaient tant le *pro Milone* : ils y trouvaient un Cicéron

tout à fait adapté à leur goût. Je conçois que l'on partage encore de nos jours cette admiration, à condition toutefois qu'on ne recoure pas à ce plaidoyer pour caractériser, d'une façon générale, ni l'éloquence de Cicéron avocat, ni surtout le plaidoyer romain à l'époque républicaine.

LE DÉBAT DANS LE PROCÈS EN REPETUNTAE

On sait que nous possédons trois plaidoyers relatifs à des procès de concussion dans l'administration des provinces : le *pro Fonteio*, de l'an 69, le *pro Flacco*, de l'an 59, le *pro Scauro*, de l'an 54. D'autre part le groupe des *Verriines* représente l'activité oratoire de Cicéron dans une célèbre cause de *repetundæ* où il fut accusateur.

J'ai dû traiter à part ces affaires, parce qu'elles présentent des particularités très nettes : 1^o la procédure de la *comperendinatio* obligatoire a été appliquée à toutes ; 2^o les débats ont été conduits suivant un dispositif spécial que l'on trouve dans toutes et nulle part ailleurs.

Nous avons vu que la *lex Servilia repetundarum* instituait un double débat qui offre cette particularité que la sentence ne peut ni être prononcée après la 1^{re} *actio*, ni différée après la seconde. Assurément Servilius Glaucia avait voulu abréger autant que possible la durée des débats où la procédure de l'*ampliatio* avait donné occasion à d'incroyables abus, auxquels la *lex Acilia*, en infligeant une amende aux juges qui refusaient de prononcer après une troisième *actio*, n'avait pas réussi à mettre fin. Si Glaucia n'est pas allé plus loin dans cette voie, où il était poussé par la passion politique, si les législateurs qui suivirent ont maintenu l'obligation du double débat, c'est apparemment que la réduction du débat à une seule *actio* aurait paralysé l'action de la justice : nous allons voir en effet, en étudiant

les conditions faites à la défense, dans le procès de *repetundæ*, que celle-ci se fût trouvée totalement désarmée devant l'accusation.

Qu'on se représente les cohortes de Gaulois dans l'affaire Fonteius, de Grecs d'Asie dans l'affaire Flaccus, de Sardes dans l'affaire Scaurus, envahissant le Forum au premier jour du débat. L'accusateur a su préparer leur entrée en scène ; il a soigneusement évité toute indiscretion qui eût pu renseigner la défense ; il a fait garder ses témoins à vue (1). Et il faut que l'avocat fasse front immédiatement, car l'accusateur s'empresse de faire donner ses témoins ; il renonce le plus souvent à prononcer un réquisitoire, moins encore de crainte de renseigner l'adversaire que pour ne pas lui laisser le temps de se ressaisir. Or les témoins sont des étrangers, c'est-à-dire des inconnus, du moins en très grande majorité ; ces gens venus de fort loin, avec une mission bien déterminée et, si j'ose dire, un mandat impératif, chargent l'accusé avec un ensemble parfait : personne ne saurait résister à pareil assaut. Voilà, je crois, pourquoi la loi *Aurelia*, puis la loi *Julia*, ont maintenu, pour les affaires de *repetundæ*, les deux débats obligatoires de la *comperendinatio* ; elles ont voulu, d'une part ménager à la défense, dans l'intervalle des deux *actiones*, le temps d'étudier la cause, d'autre part contrôler la véracité des témoins étrangers par l'épreuve du second interrogatoire (2).

Ces conditions expliquent aussi les particularités, mal reconnues jusqu'ici, du dispositif du débat dans le procès de *repetundæ*.

Jusqu'au XVIII^e siècle, on avait admis, sur la foi du

(1) *Pro Flacco* 10, 22 : *una ex damo prodeunt (testes) ; si verbo titubaverint, quo revertantur, non habebunt* ; 17, 41, etc..

(2) *In Verr.* II, I, 1, 3 : *certet... testium constantia cum illius patronorum minis atque potentia*.

commentateur des *Verrines*, en qui l'on voyait Asconius, que, dans la procédure de la *comperendinatio*, c'était le défenseur qui prenait le premier la parole à la 2^e *actio* : *nam si accusator dixerit, respondet prima actione defensor, et rursum comperendinato iudicio dicit prior defensor, et defensionem tanquam duplicem in medio positam obruit ultimus accusator* (1). Un érudit italien, Ferratius (2), soutint que la théorie de l'interversion du réquisitoire et de la plaidoirie n'avait pas d'autre origine que l'interprétation erronée du lemme même que le scholiaste commente, *Verrines* II. I. 26 : *adimo enim comperendinatum... nam si bis dicere est commodum, certe utriusque commune est ; si eum, qui posterius dicit, opus est redargui, accusatoris causa, ut bis ageretur, constitutum est*. Le texte de Cicéron est clair : c'est dans l'intérêt de l'accusateur, dit-il, que la loi a prévu deux séries de débats ; elle a voulu qu'il puisse réfuter le défenseur qui a parlé le dernier au cours de la première *actio*. Néanmoins Madvig (3) reprit l'argument de Ferratius et s'en servit pour démasquer le Pseudo-Asconius, dont cette information attesterait la prodigieuse ignorance en ce qui concerne l'organisation judiciaire ; depuis, tous les érudits ont également rejeté l'information du scholiaste (4), sans prendre même la peine de la discuter et comme manifestement absurde.

Or il est invraisemblable que le Ps. Asconius n'ait d'autre source que le lemme qu'il commente, d'abord parce que

(1) *In Verr.*, II, 9, 26 ; *St*, p. 230.

(2) M. Ant. FERRATI *Epistolarum libri sex in quibus omnia fere quae in orationibus M. Tullii dubia occurrunt polemicè illustrantur*. Venetiis, 1738. Livre I, lettre 9, de *comperendinatione*.

(3) *De Q. Asconii Pediani et aliorum interpretum in Ciceronis orationes commentariis disputatio critica*. Hauniae 1828, p. 113, n. 3.

(4) Cf. notamment Zumpt, *Criminalprozess*, p. 219 ; *Stangl*, p. 224 ; P. SCHMIEDEBERG, *De Asconii codicibus et de Ciceronis scholiis Sangallensibus*, Dissert., Breslau, 1905, p. 38.

le texte ne prête pas à équivoque, puis parce que, s'il n'est pas douteux que le scholiaste s'inspire souvent du lemme particulier (1), ce n'est pas une fois, mais quatre fois qu'il formule sa théorie de l'interversion ; avant le lemme II, I, 26 qui l'aurait induit en erreur, il l'a déjà exposée à la fin du commentaire de l'*actio* I, puis dans l'argument du premier discours de l'*actio* II ; il y revient encore quelques lignes plus bas. D'ailleurs comment pourrait-il s'être inspiré du texte des *Verrines*, alors que vingt passages de la deuxième *actio* lui montraient Cicéron mettant les juges en garde contre la plaidoirie que devait prononcer Hortensius et pratiquant tous les artifices de la *præoccupatio* (2)? Enfin l'interversion du réquisitoire et de la plaidoirie n'est pas inconciliable avec les témoignages qui situent régulièrement le réquisitoire avant la plaidoirie, car le Ps. Asconius ne dit point que l'interversion fût imposée par la loi, il dit qu'elle est d'usage (3) : *ergo cum prima actione accusatus sit ac defensus Verres, nunc velut defensus iterum (sic enim mos erat) in altera actione accusatur ad ultimum rursus oratione perpetua.*

L'information du scholiaste n'est pas non plus absurde, comme on pourrait le croire au premier abord.

Reportons-nous au moment où la première *actio* de l'affaire Verrès est achevée. Trois hypothèses sont possibles :

Ou bien Verrès récusé la lutte, ce qu'il a fait. Cicéron n'a plus qu'à écrire, pour attester devant la postérité qu'il

(1) Cf. sur ce point Madvig, p. 113-115.

(2) Notamment in *Verr.* II. I, 9, 24 ; II. II. 78, 192 ; II. V. 1, 1 : *sed quaedam mihi magnifica et praeclara ejus defensio ostenditur ; cui quem ad modum resistam, multo mihi ante est, judices, providendum ; etc...*

(3) Dans l'argument du premier discours de l'*Actio* II, *St.* p. 224.

a pu être le plus redoutable des accusateurs, comme il a voulu être le plus secourable des avocats. Il n'a aucune raison de ne pas se conformer, dans le réquisitoire publié, au dispositif légal qui lui donne la parole au début de l'*actio*.

Verrès ne se dérobe pas, il accepte le combat. Dans ce cas, il se peut que Cicéron ait eu véritablement l'intention, qu'il annonce (1) dans le réquisitoire de la 1^{re} *actio*, de développer oratoirement l'accusation : il aurait donc prononcé les cinq discours de la 2^e *actio* dans l'ordre où ils se présentent par rapport à la plaidoirie, c'est-à-dire au début de l'*actio*. Mais il se peut aussi que les raisons qui l'avaient déterminé à écourter le premier débat, en sacrifiant le réquisitoire, ne lui aient pas permis de donner son extension normale au second, car il fallait toujours compter avec les ruses d'Hortensius. Or, dans cette hypothèse, le Pseudo-Asconius a pratiquement raison.

En effet c'est uniquement le silence de l'accusateur qui détermine l'interversion du réquisitoire et de la plaidoirie ou, plus exactement, qui laisse le champ libre à la défense, en sorte que celle-ci ouvre le débat. Cicéron a refusé dans la première *actio* de prononcer un réquisitoire ; c'est son droit, car, ce que la loi lui donne, il peut en user ou non ; il ne fait aucun tort à l'adversaire (2) qui pourrait, s'il le

(1) *In Verr.* I, 18, 55 : *Si quis erit, qui perpetuam orationem accusationemque desideret, altera actione audiet.*

(2) *In Verr.* II. I, 9, 25 : *Hic tu fortasse eris diligens, ne quam ego horam de meis legitimis horis remittam ; nisi omni tempore, quod mihi lege concessum est, abusus ero, querere, deum atque hominum fidem implorabis circumveniri C. Verrem, quod accusator nolit tam diu, quam diu liceat, dicere. Quod mihi lex mea causa dedit, eo mihi non uti non licebit ? nam accusandi mihi tempus mea causa datum est, ut possem oratione mea crimina causamque explicare. Hoc si non utor, non tibi injuriam facio, sed de meo jure aliquid et commodo detraho.*

voulait, utiliser le délai que la loi lui accorde pour sa plaidoirie. Il est vrai que celui-ci ne peut en fait plaider au cours de la première *actio*, car il devrait parler avant l'interrogatoire des témoins et, l'accusateur étant resté muet, les témoins n'ayant pas encore ouvert la bouche, que pourrait-il dire ? Mais il en va autrement au début de la deuxième *actio* ; à ce moment la défense a prise sur l'accusation, car la première audition des témoins a eu lieu. Aussi, l'accusateur persistant dans son mutisme, c'est le défenseur qui a la parole. Rien n'est changé au dispositif légal du procès romain ; dans chacune des deux *actiones* l'ordre normal, réquisitoire, plaidoirie, interrogatoire est respecté ; mais, pratiquement, réquisitoire et plaidoirie ont disparu de la première *actio* et, dans la seconde, la plaidoirie, qui subsiste seule, ouvre le débat.

En informant les juges de Verrès de son intention de renoncer au réquisitoire, Cicéron observe qu'il suit l'exemple d'accusateurs qui sont à présent les premiers citoyens de Rome (1) ; nous verrons d'autre part que, dans les plaidoyers *pro Fonteio* et *pro Flacco*, les seuls relatifs à une affaire de *repetundæ* qui nous soient parvenus en assez bon état pour fournir une base de recherches, le plus important des discours réels dont se compose le discours écrit a été prononcé au début de la 2^e *actio*, après le premier, avant le second interrogatoire des témoins. Par suite et étant donné que manifestement le scholiaste n'a pas compris pourquoi, dans la 2^e *actio* des procès de *repetundæ*, la défense parle

(1) *In Verr.* I. I. 18, 55 : *Faciam hoc non novum, sed ab iis, qui nunc principes nostrae civitatis sunt, ante factum, ut testibus utar statim.* Le Ps. Asconius, *St.*, p. 22, remarque, à propos de ce passage : *Verum dicit ; etenim L. Lucullus et item M. Lucullus, ambo consulares, Marcus vero et triumphalis fuit. Hi cum accusarent L. Cottam, non usi sunt oratione perpetua, sed interrogatione testium causam peregerunt.*

la première, il y a lieu d'admettre que son information, à savoir que *tel était l'usage*, dérive d'un commentaire plus ancien qui, vraisemblablement, l'a renseigné déjà sur les délais attribués aux orateurs pour les discours dans cette catégorie d'affaires.

L'obligation du double débat et la nature même du procès rendent compte aussi des particularités de la plaidoirie dans les trois discours *pro Fonteio*, *pro Flacco*, *pro Scauro*.

L'accusation, disposant de très nombreux témoins ainsi que de quantité de pièces et n'ayant pas intérêt à développer oratoirement la cause, cherche à éliminer tout prétexte à discours et à réduire autant que possible la démonstration oratoire. Se cantonnant strictement dans la *legitima quæstio*, elle prétend faire du *locus testium* exclusivement le champ du débat. Enfin elle ruse avec la loi qui lui impose la *comperendinatio* en ne présentant, au cours de la première *actio*, qu'une partie de ses témoins, parfois un seul témoin comme dans le procès de Scaurus ; on sent qu'elle vise avant tout à s'assurer le bénéfice de la surprise. Inversement la défense a plus que jamais besoin de recourir à la plaidoirie (1) et notamment à la *probatio extra causam* puisque, Cicéron l'observe dans le *De Oratore* (2) — l'avocat, en ce qui concerne la réfutation des charges, n'a rien de mieux à faire que de nier —. Nous allons voir que telle a été la tactique de la défense pour les affaires de *repetundæ* que nous connaissons. L'avocat fera mine de se

(1) Le Ps. Asconius s'est rendu compte de cette situation et a compris que la plaidoirie est la seule arme de la défense ; *St.*, p. 232 : *testes tabulaeque facti dari solent, itaque ab accusatore dantur. Non facti non dantur testes, ergo nihil prosunt a parte defensoris. Quid ergo facit pro defensore? Oratio scilicet : cujus potestatem Hortensius non habuit tacente accusatore.*

(2) *De Oratore* II, 25, 105 : *Ac nostræ fere causae, quæ quidem sunt criminum, plerumque infitiatione defenduntur. Nam et de pecuniis repetundis, quæ maximæ sunt, neganda fere sunt omnia.*

désintéresser du détail des griefs, le plus souvent même il se refusera à questionner les témoins ; par contre il ne cessera de réclamer un débat en forme, avec réquisitoire et plaidoirie ; il s'ingéniera à provoquer des incidents, il proclamera que l'adversaire, en ne développant pas oratoirement l'accusation, en réduisant la première *actio*, viole ouvertement la loi et supprime en fait la *comperendinatio*. La nature de la cause et la tactique de l'accusateur ne lui permettant pas de traiter par le discours l'argumentation matérielle, il portera tout son effort sur la *probatio extra causam* ; les éléments traditionnels du *principium*, critique de la partie adverse, *probabile ex vita*, lieu commun de la supériorité de l'argument sur le témoignage, enfin la *miserratio*, constitueront à peu près seuls le plaidoyer.

LES VERRINES

L'affaire Verrès est la seule où Cicéron ait été accusateur. C'est celle aussi dont nous connaissons le mieux les débats, grâce à la nécessité où fut Cicéron de s'expliquer sur le dispositif qu'il imposait à la défense et au caractère même de son argumentation qui est détaillée dans les Verrines beaucoup plus que dans n'importe quel autre discours. Mais il y a lieu de se demander si l'on peut retenir les cinq discours de l'*Actio II* dans une étude comme celle-ci. On le sait, il n'y eut pas de deuxième *actio*. La situation, telle que Cicéron la représente dans son exorde, est fictive, fictif le scénario qui accompagne le discours : tous ces incidents d'audience, ces détails évocateurs des mœurs du prétoire, signes d'assentiment ou dénégations de Verrès, mouvements dans l'auditoire, exclamations de l'avocat quand il lit ou commente un texte (1), toute cette mise en scène

(1) Cf. notamment II, IV, 17, 37 ; 20, 43 ; 21, 46, etc... etc.

est imaginaire. Dans ces conditions, avons-nous le droit de faire état des cinq discours de l'*Actio II* et dans quelle mesure ?

Evidemment il n'y a pas ici à distinguer discours écrit de discours réel, bien que l'on puisse admettre avec vraisemblance que certains incidents sont rapportés de la première *actio*. Mais si les circonstances de la démonstration oratoire sont fictives, nous avons montré que le réquisitoire de Cicéron, tant en ce qui concerne sa place dans le débat que son extension même, est tel que l'orateur eût pu le prononcer, n'eût été la carence de Verrès, en sorte que nous devons retenir les discours de l'*Actio II* dans une étude qui n'est pas consacrée seulement aux rapports des discours écrits et des discours réels, mais aussi aux conditions de la parole cicéronienne.

La première *actio* nous est bien connue par les continuels renvois qu'y fait Cicéron dans la deuxième (1). Le premier jour il prononça un bref discours (2) qui est curieux en ce que la *quæstio legitima* y est traitée en quatre lignes (3). Tout son effort tend à prévenir les manœuvres dilatoires d'Hortensius, à faire pression sur le magistrat président et sur les juges. L'accusateur ne peut pas empêcher, au sein du tribunal même, certaines manœuvres de juges suspects ; aussi les menace-t-il des sanctions populaires. Ce même jour on fit l'appel des témoins dont les mandats furent vé-

(1) Cf. notamment Act. II. I. 7, 17, à 12; 32.

(2) Act II, I, 7, 20 : *Cum in eo vestra dignitas mihi fructum diligentiae referret, id sum assecutus ut una hora qua coepi dicere reo audaci, pecunioso, profuso, perditio spem iudicii corrumpendi praeciderem.*

(3) Act. I, 18, 56 : *Haec primae actionis erit accusatio : Dicimus C. Verrem, cum multa libidinose, multa crudeliter in cives Romanos atque socios, multa in deos hominesque nefarie fecerit, tum praeterea quadringentiens sestertium ex Sicilia contra leges abstulisse.*

rifiés (1). Hortensius parla le deuxième jour (2) et Cicéron lui répondit le lendemain (3) : ces deux journées furent occupées par de violentes discussions sur le dispositif proposé par l'accusation. Hortensius ne reprochait rien moins à Cicéron que de paralyser la défense et même de l'annihiler ; ce qui l'indignait, c'est que son adversaire se refusât à prononcer le réquisitoire d'usage : c'est tout simplement, s'écriait-il (4), supprimer le *comperendinatus*. Cicéron se défend par des raisons qui ne lui sont pas familières : « argumenter, dit-il (5), ne sert de rien ; ce qui compte,

(1) Act. II, I, 7, 20 : *id sum assecutus..... ut primo die testium tanto numero citato populus Romanus judicaret isto absoluto rem publicam stare non posse*. Il ne s'ensuit pas que tous les témoins aient été cités ce jour là, cf. *de Finibus bonorum et malorum*, II, 19, 62 : *ut A. Varius, qui est habitus iudex durior, dicere consessori solebat, cum datis testibus alii tamen citarentur : aut hoc testium satis est, aut nescio quid satis sit*.

(2) *Ibid.*, : *ut alter dies amicis istius ac defensoribus non modo spem victoriae, sed etiam voluntatem defensionis auferret*. C'est à ce moment que je rapporte le plaidoyer *pro Verre* que lisait encore Quintilien, X, 1, 23. Hortensius a essayé d'obtenir du tribunal la condamnation du dispositif cicéronien et c'est après l'échec de cette tentative qu'il a fait mine de se désintéresser du débat.

On a dit (article Hortensius dans la *Real-Encyclopædie* de Pauly-Wissowa) que ce *pro Verre* était fictif, comme les discours de la seconde *actio*. C'est que Cicéron a dit dans l'*Orator*, 37. 129 : *nobis pro familiari reo non respondit Hortensius*, d'où l'on conclut que le *pro Verre* ne peut avoir été prononcé ; mais Cicéron a simplement voulu dire qu'Hortensius renonça à défendre Verrès et ne se présenta pas à la deuxième *actio*. Schanz, *Geschichte der Römischen Litteratur*, I, II, p.209, entend le passage de l'*Orator* comme signifiant qu'Hortensius ne trouva rien à répondre aux *discours-lires des Verrines*, mais le contexte s'oppose absolument à cette interprétation.

(3) Act. II. I, 7, 20 : *... ut tertius dies sic hominem prosterneret, ut morbo simulato non quid responderet, sed quem ad modum non responderet, deliberaret*.

(4) *Ibid.*, 9, 26.

(5) *Ibid.* 10, 27.

surtout dans une affaire comme celle-ci, ce sont les dires des témoins et les pièces à conviction ». Le quatrième jour et les cinq jours suivants l'interrogatoire se poursuivait sans que l'accusé ni son principal défenseur intervenissent autrement que par de sèches remarques ou de simples dénégations.

C'est la nécessité où il était d'aller vite qui avait contraint Cicéron à renoncer au grand discours ou mieux à la série de discours qui eût été digne d'une affaire aussi importante, mais il se rattrapa dans le détail et prononça une série d'exposés introductifs (1) à l'interrogatoire de chaque catégorie de témoins. C'est en cela seulement qu'il innovait, ainsi qu'il le dit lui-même, car l'ouverture du débat par le *locus testium* ne manquait pas de précédents (2). Naturellement le même procédé de discussion s'impose à la défense, mais dans l'ordre inverse : l'accusation a développé chaque grief ou plutôt chaque groupe de griefs, puis présenté les témoins appropriés ; la défense, elle, part de cet interrogatoire qui est commun aux deux parties, puis elle le fait suivre d'une espèce de commentaire-réfutation (3).

Ce dispositif clair et expéditif permit à Cicéron d'achever en 9 journées la première *actio*. Il est vrai que l'attitude boudeuse de la défense hâta la marche du débat : Verrès et Hortensius n'intervinrent que par de brèves interruptions au cours du *locus testium* (4) ; mais c'est surtout grâce

(1) Act. I, 18, 55. Cicéron ne s'y interdit d'ailleurs pas le pathos, cf. II, V, 63, 163 : *nolui tam vehementer agere hoc prima actione, iudices, nolui ; vidistis enim ut animi multitudinis in istum dolore et odio et communis periculi metu concitarentur. Statui egomet mihi tum modum orationi meæ...*

(2) Cf. Act. I, 18, 55 : *faciam hoc non novum, sed ab iis, qui nunc principes nostræ civitatis sunt, ante factum, ut testibus utar statim*, et la remarque du Ps. Asconius, St. p. 222.

(3) *Ibid.*

(4) Act. II, I, 28, 71 ; 58, 151 ; II, 8, 24 ; III, 3, 6 ; 16, 41 ; IV, 17, 37 ; 20, 43 ; 21, 46, etc.

à la sélection et à l'habile mise en œuvre des éléments essentiels de la cause que Cicéron put aboutir. A ce point de vue, les 5 discours de l'*actio* II sont un document extrêmement intéressant ; au cours de son argumentation Cicéron renvoie à chaque instant aux témoignages recueillis et aux documents lus pendant la première *actio*, en sorte que nous pouvons déterminer approximativement comment l'avocat a réparti ses matériaux entre les deux débats prévus par la loi.

Cicéron a su les dispenser très habilement de façon à bien dégager les points essentiels de l'accusation, tout en réservant pour l'engagement décisif un certain nombre de griefs sensationnels.

De la *vita anteacta* il ne fut autant dire pas question avant la préture urbaine ; pas un mot de la questure ; de la *legatio Asiatica*, seulement l'affaire de Lampsaque (1), de la proquesture, seulement l'affaire Malleolus (2). En revanche la préture urbaine a été étudiée dans le dernier détail (3). Sur la préture de Sicile (4), sur l'administration du service des céréales (5), Cicéron a fait donner quantité de témoins, mais il lui en reste un grand nombre. Il a aussi fait une large place à la piraterie artistique de Verrès et

(1) *Act.* II, I, 28, 71.

(2) *Ibid.*, 37, 93.

(3) Cf. notamment 53, 139 : *Vereor ne quis forte de populo, qui priore actione non adfuit, haec, quæ propter insignem turpitudinem sunt incredibilia, fingi a me arbitretur. Ea vos antea, iudices, cognovistis. Dixit juratus P. Titius...* ; suit une longue énumération de témoins.

(4) *Act.* II, II, 48, 119 ; 49, 120 ; 65, 157 : *Dixerunt Halaesini, Catinenses, Tyndaritani, Hennenses, Herbitenses...* ; *enumerare omnes non est necesse. Scitis, quam multi et quam multa priore actione dixerint ; nunc et illi et reliqui dicent.* Naturellement de nombreux témoins sont interrogés deux fois ; Cf. II, I, 1, 3.

(5) *Act.* II, III, 27, 67 : *Audistis permulta, iudices, testimonia civitatum et reliquarum audietis.*

à ses cruautés : les éléments du *de Signis* et du *de Suppliciis* (1) ont déjà figuré en majeure partie à la première *actio*. En somme Cicéron a manœuvré de façon à ce qu'il ne manquât rien d'essentiel dans la première *actio*, tout en se ménageant pour la bataille décisive des ressources nouvelles, comme des troupes fraîches ; la seule partie de la cause qu'il ait exploitée à fond, c'est la préture urbaine, sans doute parce qu'il a voulu de prime abord soulever contre Verrès une opinion publique plus sensible à ses propres injures qu'à celles des Siciliens.

D'autre part il y avait dans l'exposé de l'accusation — et bien qu'on y retrouve un plan d'ensemble (2) que Cicéron a repris en rédigeant — quelque chose de heurté et de décousu ; le réquisitoire en forme de la deuxième *actio* va remédier à ce désordre, classer et coordonner, en même temps qu'il complètera la démonstration. Et d'abord Cicéron prend son accusé au début de sa carrière politique et fouille minutieusement la *vita anteacta* ; dans le *de prætura Siciliensi*, il introduit une catégorie de griefs (3) qu'il avait laissés dans l'ombre ; dans le *de frumento*, il invoque de nouveaux témoins et des témoins romains, Lollius (4) qui est chevalier, Cassius (5) qui est sénateur ; il lit des lettres de Métellus et de Timarchides (6), puis un coup

(1) Act. II, I, 5, 12, 13, 14 ; IV, 12, 27, 29 ; 13, 30, etc.

(2) POIRET, *Essai sur l'éloquence judiciaire à Rome*, p. 155 : « il ne faudrait pas donner une valeur trop grande à cette circonstance que les Verrines n'ont pas été prononcées, l'ordre que Cicéron a suivi dans ces discours... est évidemment calqué sur celui de l'enquête contradictoire ».

(3) Les vols de statues, cf. Act. II, II, 57, 141 ; 59, 146 ; 62, 152.

(4) Act. II, III, 25, 63 : M. Lollius, ejus filius, adulescens lectissimus, præsto est ; hujus verba audietis.

(5) Ibid., 42, 97 ; hunc tu in hac causa testem, Verres, habebis, quoniam judicem ne haberes, providisti.

(6) Ibid., 53, 123 ; 66, 154.

de théâtre, une révélation sensationnelle, les compromissions de Verrès avec les publicains (1). Dans le *de Signis* le discours prête à la longue énumération des vols de Verrès le renfort de magnifiques thèmes oratoires : l'hospitalité violée, les statues et les temples des Dieux profanés. Enfin le *de Suppliciis*, où le besoin de développement oratoire se faisait particulièrement sentir, donne à certains griefs toute leur portée et toute leur horreur, mais surtout il introduit un ordre d'arguments nouveau. Hortensius n'avait-il pas fait mine de prendre position sur un terrain qui ne semblait point sans doute particulièrement indiqué, en ce qui concerne Verrès, mais qui était à Rome toujours favorable : proclamer Verrès grand général (2), attribuer à son énergie et à sa prudence l'heureux succès de la guerre Servile. Aussi l'avocat fait-il front de ce côté dès le début du *de Suppliciis* et son étude de l'administration militaire de Verrès est encore un apport nouveau dans le débat.

On le voit, Cicéron a renforcé sa première démonstration de tous les éléments difficilement maniables dans le *locus testium*, *vita anteacta*, thèmes pathétiques, digressions, ressources propres de la *tractatio extra causam*. D'autre part il a jeté dans le débat des charges nouvelles, des documents nouveaux, les plus accablants pour l'accusé, et préparé l'audition de nouveaux témoins. Ajoutons que, à l'en croire, les 5 grands discours de l'*Actio* II n'ont pas épuisé les moyens dont il dispose ; il fait d'incessantes allusions à des griefs qu'il réserve pour le second *locus testium* (3) : plus d'une surprise attendrait encore Verrès.

(1) *Ibid.*, 74, 166.

(2) *Act.* II, V, 1, 1 : *ita enim causa constituitur, provinciam Siciliam virtute istius et vigilantia singulari dubiis formidolosisque temporibus a fugitivis atque a belli periculis tutam esse servatam.* Cf. *ibid.*, 1, 2 ; 4, 9 ; 10, 25 ; 13, 32.

(3) *Act.*, II, III, 43, 103 : *non versabor in uno genere diutius et ita cetera de oratione mea tollam, ut in causa tamen relinquam.*

Cependant il semble bien que l'orateur-écrivain, sachant qu'il n'avait rien à ménager pour un interrogatoire qui ne devait pas avoir lieu, ait mis en œuvre dans ses discours les meilleures ressources que lui offrait la cause : c'est à cette circonstance sans doute que nous devons de connaître des documents aussi intéressants que la lettre de Timarchides et les comptes de Carpinatius.

Le plan des discours reproduit simplement l'ordre dans lequel Cicéron présenta les témoins à la première *actio* (1). Ce plan dispose les griefs par catégories qui se succèdent suivant une progression réglée par le degré des scandales et des crimes : il est à la fois pragmatique, si je puis dire, et artistique. Bien que Cicéron ait fait un triage de ses matériaux et que certaines catégories soient représentées seulement par quelques griefs caractéristiques, on a l'impression qu'il s'est proposé avant tout de traiter le sujet de la façon la plus complète ; l'argumentation y garde l'extension qu'elle aurait eue en réalité, elle n'a subi ni réduction ni compression comme dans les autres discours écrits : c'est seulement par la recherche de l'ordre, de la variété, de la gradation que se fait sentir le souci artistique.

Les 5 discours sont bourrés de documents dont un grand nombre sont commentés. Je crois que c'est à la conception très différente qu'il a des exigences de l'accusation d'une part, de la défense de l'autre, qu'il faut attribuer la façon dont il retient les documents écrits, selon qu'il est accusateur ou défenseur. Évidemment les pièces dont il a inséré les titres dans ses plaidoyers ont été lues et commentées à la place correspondante au cours de ses plaidoiries ; mais pourquoi n'en a-t-il pas retenu le commentaire, pour-

(1) Par ex. l'affaire des pirates qui figure dans le *de Suppliciis* a été évoquée dans les derniers jours du premier débat ; Cf. V, 29, 73 : *qui tot dies tacuisset, repente in M. Anni... testimonio, cum is... archipiratam negasset securi esse percussum, exsiluit.*

quoi dans le *pro Cluentio* par exemple en a-t-il éliminé même les titres, alors que dans son unique réquisitoire commentaires et documents tiennent une si large place ? C'est que, à son avis, la tâche essentielle de l'accusation est précisément de présenter et mettre en valeur les pièces versées au débat, tandis que l'arme du défenseur est l'argumentation oratoire. Peut-être aussi y a-t-il lieu de faire intervenir, pour expliquer le grand nombre des documents et des témoins invoqués, l'intention de faire plaisir à des amis, à des protégés ; quel intérêt pouvaient avoir pour les lecteurs les témoignages publics des Imacharensiens ou des Liparensiens (1) ? Vraisemblablement l'avocat a voulu donner à ses clients la satisfaction de pouvoir dire dans leurs humbles cités qu'eux aussi, pour une part, avaient contribué à abattre le monstre.

Ces raisons qui expliquent la prédominance de l'argumentation matérielle expliquent aussi les dimensions de l'*Actio* II. Cicéron lui a donné un tel développement parce qu'il voulait laisser un monument de ses moyens d'accusateur et que, pour faire figure d'avocat complet devant la postérité, il importait qu'il s'affirmât, en même temps que le plus pathétique et le plus fécond en ressources des défenseurs, le plus vigilant, le plus sagace, le plus véhément des accusateurs. Il se peut aussi que l'exemple d'autres orateurs, et particulièrement celui d'un César qui avait écrit un volumineux réquisitoire prononcé en cause de *repetundæ* (2), alors qu'il négligeait ses autres discours, ait

(1) Act. II, III, 37, 85 ; 42, 100. — Il n'y a aucune raison de suspecter les documents insérés dans les discours de Cicéron, comme c'est le cas pour ceux des orateurs attiques, ainsi que l'a montré Drerup (*Iahrb. f. Klass. Philologie, Suppl.* XXIV, (1898) p. 221, sq.).

(2) Contre Cn. Cornelius Dolabella, en 77 ; cf. AULU-GELLE 4, 16, 8 : *C. Cæsar, ... in Dolabellam actionis I liber I.*

stimulé son zèle. En tout cas il ne faut pas expliquer l'ampleur des *Verrines* par le désir de poursuivre encore au-delà du Forum l'accusé Verrès ou d'attester la portée politique de son accusation. Ce qui me frappe, au contraire, ce sont les précautions qu'il prend en parlant du parti aristocratique et les ménagements dont il use avec Hortensius ; il va jusqu'à faire des avances à celui-ci, à lui offrir son amitié ; comment peut-on fréquenter des gens comme Verrès et repousser la main tendue d'un homme qui n'est pas noble sans doute, mais qui promet de faire son chemin et qui a des lettres (1) ?

Enfin les *Verrines* sont intéressantes en ce que, seules dans toute l'œuvre oratoire cicéronienne, elles représentent ce que j'appellerai l'*actio* totale. Pour toutes les affaires qui sont comparables à celle-ci par le grand nombre et la variété des éléments de la cause, le discours de Cicéron ne représente — et encore sous une forme réduite — qu'une partie de la défense. Ici au contraire nous trouvons la série complète des discours de l'accusation dans un grand procès. Le premier discours de l'*actio* II, bien qu'il porte le titre de *de praetura urbana*, n'est pas autre chose que le classique discours d'ouverture tel que nous le retrouvons dans les défenses en collaboration ; les deux thèmes qui y sont traités, critique de la partie adverse et *vita anteacta* figurent à la même place dans tous les discours relatifs à des affaires où Cicéron fut protagoniste ; ils sont attribués en effet au directeur de la défense, puis rejoignent à la rédaction le discours-péroration et combinés avec lui constituent le discours écrit. Nous le verrons plus loin, c'est parce qu'ils n'ont pas deviné cette origine de nombreux plaidoyers cicéroniens que les critiques de l'époque impériale lui reprochent la longueur des développements qu'il consacre

(1) Act. II, III, 4, 8.

à ses *principia*. Puis viennent les discours secondaires. En rédigeant, Cicéron a réparti ses matériaux en 4 livres, mais il est certain que dans la réalité son argumentation aurait pris le double d'audiences. Les dimensions tout à fait énormes du livre III par exemple (1), le nombre de pièces dont il est donné lecture (2), la division du sujet en trois parties (3) permettent d'affirmer qu'il y avait là matière à plus d'un discours réel. Dans le *de Suppliciis* qui est sensiblement plus court que le livre III, Cicéron remarque (4) : *cum jam tot horas de uno genere ac de istius nefaria crudelitate dicam* ; or cette catégorie ne prend, du § 73 au § 159, que 86 paragraphes. Le *de Suppliciis* représente donc la matière de deux discours dont le premier eût été consacré à l'administration militaire de Verrès, le second à ses cruautés. Ce dernier discours secondaire eût introduit l'*epilogus* et formé avec lui le discours de clôture.

On voit quel est l'intérêt des *Verrines* pour l'étude de Cicéron avocat. Bien que les 5 discours de l'*Actio* II n'aient pas été prononcés, ils nous apprennent ce que Cicéron aurait fait dans le second débat et ce qu'il a fait dans le premier. C'est avec une prodigieuse aisance que l'avocat se meut à l'intérieur d'un immense dossier, réparti, coordonne, organise ses matériaux. Même dans le plan de cette première démonstration où l'éloquence ne pouvait tenir une grande place, on sent que tout est disposé en vue de l'effet oratoire ; avec les réserves que comportait le rôle d'accusateur, les éléments de la cause sont en somme utilisés de la même façon que dans les plaidoyers : les

(1) 228 paragraphes.

(2) 25 pièces sont lues.

(3) Act. II, III, 5, 12 : *ea causa tripertita, iudices, erit in accusatione ; primum de decumano, deinde de empto dicemus frumento, postremo de aestimato.*

(4) Act. II, V, 61, 159.

données morales et sentimentales sont réservées pour les deux moments les plus favorables, le début et la fin. En même temps les cinq discours de l'*Actio* II, seuls représentants de la démonstration oratoire dans son extension normale, montrent quelle est l'importance des lacunes dans le *pro Fonteio* et le *pro Murena*, celle de la réduction et de la compression de l'argumentation dans les autres principaux plaidoyers.

LE PRO FONTEIO (1)

L'affaire Fonteius a été débattue sous le régime de la loi *Aurelia*, puisque Cicéron qualifie ses juges de « sénateurs et chevaliers du peuple romain (2) » ; déjà à la fin du *de Suppliciis* (3) il avait averti les partisans de Verrès de bien prendre garde à ne pas s'exposer aux sévérités de la loi, car ce serait de nouveaux juges qui connaîtraient de leurs machinations. Or les débats du procès ont été conduits dans les formes usuelles sous le régime de la loi *Servilia* et tout s'est passé comme si, en ce qui concerne les affaires de *repetundæ*, la loi *Aurelia* n'avait innové que pour la désignation des juges. A deux reprises (4) Cicéron insiste sur ce fait que le procès a donné lieu à deux séries de débats ; j'ajoute que, si mutilé que soit le *pro Fonteio*, l'étude du discours confirme sur ce point le témoignage de Cicéron.

(1) Sur la disposition des fragments cf. SCHNEIDER, *Dissert.*, Leipzig, 1876 : *Quæstionum in Cic. pro Fonteio orat. capita IV.*

(2) 16, 36.

(3) *In Verr.* II, V, 69, 178.

(4) *Pro Fonteio*, 16, 37 : *jam enim mihi videor hoc prope causa duabus actionibus perorata debere dicere* ; 17, 40 : *M. Fonteius ita duabus actionibus accusatus est, ut objectum nihil sit, quo significari vestigium libidinis, petulantiae, crudelitatis, audaciae possit.*

En effet les parties du discours qui nous sont parvenues correspondent à deux moments bien distincts d'une seconde *actio* : aux §§ 11, 12 et 16, Cicéron demande à l'accusateur d'appeler en témoignage des Romains (1), tandis que, au § 21, il explique pourquoi il n'a pas cru devoir interroger plus d'une fois aucun témoin (2), et que tout le thème usuel de la *reprehensio testium*, du § 21 au § 44, suppose manifestement que les interrogatoires sont achevés (3).

Par suite il faut situer le § 21 — qui suit immédiatement une lacune considérable sur laquelle nous aurons à revenir — dans une prise de parole qui a suivi le second interrogatoire, et les §§ 11, 12 et 16 dans une partie de la plaidoirie antérieure à cet interrogatoire, mais qui est postérieure à celui de la première *actio*. En effet, dans la première partie de notre discours dont l'on sait que tout le début n'est plus représenté que par des fragments, l'avocat fait allusion à des témoignages recueillis et à des documents présentés (4) au cours d'un interrogatoire précédent, qui ne peut être que celui d'une première *actio*. En même temps il s'attache à discréditer la démonstration à laquelle il s'attend pour le second *locus testium*. L'accusation ne dispose que de témoins gaulois : il faudrait des témoins romains (5). Elle a prétendu que Fonteius avait rançonné le pays au point

(1) *Pro Fonteio*, 5, 11 : *Cur eorum (civium Romanorum) verba non audimus ? cur eorum tabulæ nullæ proferuntur ? Insector ultro atque insto accusatori, iudices ; insector, inquam, et flagito testes ; 5, 12 : unæ tabulæ proferantur... vere accusatum esse concedam ; 7, 16 : Quem ex tanto hominum numero testem in hac causa producere potestis ?*

(2) *Ibid.*, 10, 21 : *Mihi enim semper una quaque de re testis non solum semel, verum etiam breviter interrogandus est..*

(3) Cf., notamment 16, 37 et 17, 40.

(4) *Ibid.*, 6, 14 et 8, 18.

(5) *Pro Fonteio*, 5, 11.

de faire monter énormément le taux de l'argent : il faudrait présenter au tribunal les livres de compte des banquiers (1). La question de l'administration de la voirie était également venue en cause au cours de la première *actio* : Cicéron rappelle que, sur ce point, il a présenté une série de lettres dont le tribunal a fait prendre et distribuer des copies (2). Nous retrouvons aussi dans cette première partie le traditionnel *probabile ex vita* (3) ; or ce thème et la critique de la partie adverse constituent la matière du discours d'ouverture dans les causes importantes. D'autre part les éléments du *probabile ex vita* — c'est-à-dire toute l'existence de l'accusé, avant qu'il ait revêtu la magistrature dont le tribunal doit proprement connaître — n'ont pas été traités par l'accusation ni à la première ni à la seconde *actio* (4). Il s'ensuit que Plaetorius n'a pas prononcé le réquisitoire d'usage et s'est contenté, comme Cicéron au procès de Verrès, de courts exposés préliminaires à l'interrogatoire des témoins sur chaque catégorie de griefs. Ceci explique pourquoi le premier discours de Cicéron a été prononcé tout au début de la deuxième *actio*, avant le second *locus testium*, comme ce fut le cas, nous le verrons, pour le procès de Flaccus. L'accusateur renonçant à la démonstration oratoire, c'est la défense qui ouvre la seconde *actio* ; mais, tandis que, dans les affaires autres que les *repetundæ*, le discours d'ouverture introduit l'argu-

(1) *Ibid.*, 5, 12.

(2) *Ibid.*, 8, 18.

(3) Les trois fragments du *codex Vaticanus* se rapportent à ce thème.

(4) *Pro Fonteio*, 16, 37 : *Ecquis unquam reus... sic accusatus est, ut nullum probum... ab accusatore objiceretur* ; 17, 40 : *M. Fontei us ita duabus actionibus accusatus est ut objectum nihil sit, quo significari vestigium libidinis, petulantiae, crudelitatis, audaciae possit ; non modo nullum facinus hujus protulerunt, sed ne dictum quidem aliquod reprehenderunt.*

mentation des discours secondaires, son rôle normal, dans les procès de *repetundæ* où il n'y a pas de réquisitoire, consiste à préparer le *locus testium* le plus important, celui de la deuxième *actio*.

Le deuxième discours réel est séparé du premier par une lacune où devrait trouver place le développement de trois points : *De crimine vinario*. *De bello Vocontiorum*. *De dispositione hibernorum* (1). Seul le premier de ces points est introduit par un court exposé (2). Des termes dans lesquels Cicéron présente ce grief, on peut conclure que la défense en aborde la discussion pour la première fois, que cette discussion sera fort longue et par suite que la lacune de notre texte est considérable. Quelle est l'origine de cette lacune ? Faut-il l'attribuer à une mutilation des manuscrits ? Faut-il l'attribuer à la rédaction ? Je penche pour la seconde hypothèse, voici pourquoi. Les seuls autres griefs discutés dans le *pro Fonteio* le sont dans la première partie de ce discours, en sorte qu'ils ont été exposés par l'accusateur au cours de la première *actio* ; ces griefs n'ont d'ailleurs qu'une importance secondaire et en particulier l'accusation de Plaetorius, que la Gaule, pendant la préture de Fonteius, aurait été accablée de dettes, ne pouvait constituer en soi une charge. C'est donc à peu près toute la matière de l'argumentation que représente la lacune du discours écrit, ou mieux c'en est la partie capitale (3) qui a été réservée par l'accusateur, selon l'usage, pour le moment essentiel des débats, la seconde *actio*.

Or, comme, selon toute vraisemblance, la démonstration oratoire n'a pas eu lieu au cours de cette *actio*, ces trois catégories de griefs n'ont pas été traitées dans la forme

(1) *Pro Fonteio*, 9, 20.

(2) Même chose pour la lacune du *pro Murena*.

(3) *Pro Fonteio* 9, 19 : *Cognoscite nunc de crimine vinario, quod illi invidiosissimum et maximum esse voluerunt*.

de l'*oratio perpetua*, en sorte que la lacune du discours écrit figurait déjà, si je puis dire, dans le plaidoyer réel (1).

Ainsi s'expliquerait, de la façon la plus simple, le caractère si particulier du *pro Fonteio* : le plaidoyer écrit, où les points essentiels de l'argumentation ne sont qu'indiqués, représenterait en fait toutes les parties de la plaidoirie réelle qui ont été développées dans la forme du discours continu et comprendrait, outre le discours introductif à la deuxième *actio*, une *peroratio*. Nous avons vu que le dispositif du débat, dans l'affaire Verrès, permettait à Hortensius de prononcer, à la suite de chaque interrogatoire partiel, un petit discours (2), et nous verrons que, dans le *pro Flacco*, une partie de l'argumentation n'a pas d'autre origine ; par suite il était naturel que Cicéron prononçât, dans la dernière audience, à la fin du second interrogatoire, la *peroratio* qui constitue la seconde partie de notre plaidoyer.

Quelle que soit d'ailleurs l'origine de la lacune, ce qui subsiste du discours écrit appartient à un plaidoyer intro-

(1) SCHNEIDER, *Quæstionum in Cic. pro Fonteio orat. capita IV*, croit que la citation d'Ammien Marcellin XV, 12, 4 : *ut verum illud videatur, quod ait defendens Fonteium Tullius, Gallos post hæc dilutius esse poturos, quod illi venenum esse arbitrabantur*, ne peut se rapporter à la lacune, ainsi que l'ont pensé Wagner, dans son édition d'Ammien Marcellin, et Drumann, V. 333. Lui-même la place dans la narration. Je doute qu'il y ait eu narration, au sens technique du mot, dans le *pro Fonteio*, car il n'y en a pas dans les autres discours prononcés en cause de *repetundæ* et déjà Cornelius Celsus avait observé justement que la nature de ces affaires, où les charges étaient multiples, excluait la narration ; cf. *Instit. Orat.*, IV, 2, 9. — Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on ne saurait invoquer la citation d'Ammien Marcellin pour soutenir que la lacune n'existait pas au temps de cet historien ; on sait en effet que beaucoup de plaisanteries de Cicéron avocat ne figurent pas dans les discours où nous devrions les trouver et n'ont été conservées que par les recueils de bons mots.

(2) Cf. *in Verr.*, I, 18, 55.

ductif et à un plaidoyer final ; mais tandis que ce dernier nous est parvenu intact, le premier est gravement mutilé. Il faut y regarder de près pour retrouver un élément essentiel du *principium*, le *probabile ex vita* ; je ne le vois guère représenté que par quelques fragments où Cicéron exploite ingénieusement le silence de l'accusateur et réclame des témoins pour des actes que Plaetorius n'avait pas même mis en cause (1). La critique de la partie adverse ne figure que par un jeu de mots que nous a conservé Quintilien (2). Je ne vois nulle part que Cicéron se plaigne de ce que l'accusateur n'a pas prononcé de réquisitoire et il se borne à tirer argument de ce silence ; apparemment il aurait eu mauvaise grâce à récriminer contre une tactique que lui-même venait d'employer si récemment ; il attendra le procès de Flaccus pour protester.

Cependant, si incomplète que soit la première partie du *pro Fonteio*, les fragments qui nous restent sont suffisants pour nous permettre d'apprécier la tactique de Cicéron. Son système de défense est introduit par cet argument (3) que condamner Fonteius serait ruiner l'autorité des magistrats dans les provinces. Dans le discours final, l'avocat, conformément à sa théorie du double emploi, reprend ce thème et s'attache à réveiller les haines et les terreurs que n'avait pas cessé d'inspirer le nom gaulois ; il oppose avec force aux masses barbares acharnées contre son client ses

(1) *Fragm. III cod. Vatic.* : *Quæ est igitur ista accusatio, quæ facilius possit Alpīs quam paucos ærarii gradus ascendere, diligentius Rutenorum quam populi Romani defendat ærarium .. ? Frasm. II cod. Vat.*

(2) *Institut. Orat., VI, 3, 15* : *pervenit res usque ad ænigma, quæle est Ciceronis in Plætorium Fonteī accusatorem cujus matrem dixit, dum vixisset, ludum, postquam mortua esset, magistratos habuisse.*

(3) *Fragm. 2* : *nihil agi illo iudicio, nisi ut magistratus in provinciis non audeant imperare sociis quod ex usu rei publicæ sit*

légions de *laudatores* qui viennent chanter le los de Fonteius ; à l'armée des témoins gaulois fait face une grande armée romaine où des troupes-auxiliaires sont encadrées par des éléments indigènes (1) ; ces *laudatores*, par les artifices de la gradation, finissent par prendre figure de témoins (2). Dans ces procès de *repetundæ*, où, en ce qui concerne les charges, Cicéron ne voit guère d'autre ressource que celle de nier, il semble bien que la *laudatio* ait tenu une très grande place. On sait que l'avocat la réserve généralement pour la fin du débat où elle sert de contre-partie au *locus testium*, et parfois l'enchâsse dans le discours écrit quand il l'a produite à l'appui du *probabile ex vita*. Ici les *laudationes* ont été présentées en partie à la fin de la première *actio*, en partie au cours de la deuxième *actio*. En effet Cicéron, dans la première partie du *pro Fonteio*, mentionne une *laudatio* des gens de Massilia (3) comme ayant déjà été lue et, dans l'*epilogus*, il prie les juges de tenir compte des *laudationes* de leurs compatriotes plus que des dires de témoins barbares (4). Ceci confirme notre point de vue sur la lacune du discours écrit aussi bien que sur la marche du débat. En effet si, dans l'*epilogus*, il n'est plus question qu'au passé des *laudatores* et des témoins, c'est que la deuxième partie du *pro Fonteio* a été prononcée après le second *locus testium*, représenté ici par la lacune, et que le débat a eu lieu suivant ce dispositif cicéronien du procès de *repetundæ* qui tend à devenir usuel.

(1) *Pro Fonteio*, 20, 44 : *At infestis prope signis inferuntur Galli in M. Fonteium* ; 20, 45 : *atque ex ipsa etiam Gallia fidelissima et gravissima auxilia sumuntur ... ; propugnat... Narbonensis colonia...*

(2) *Ibid.*, 20, 46 : *ceteri negotiatores uno animo M. Fonteium atque una voce defendunt* ; 21, 49 : *nostris testibus*.

(3) *Pro Fonteio*, 6, 15.

(4) *Ibid.*, 21, 49, *curate ut nostris testibus plus quam alienigenis credidisse videamini*.

LE PRO FLACCO (1)

Tandis que, pour les affaires Fonteius et Scaurus, la procédure de la *comperendinatio* est attestée par l'avocat lui-même, ici il ne subsiste, dans ce qui reste du plaidoyer, aucune allusion à cette procédure. Nous allons voir cependant que le plan de notre discours ne peut s'expliquer autrement que par l'application de la *comperendinatio* au procès.

Essayons de discerner l'ordre des débats. Grâce à cette circonstance que Cicéron a dû se plier à la tactique de l'accusation et que ses récriminations ne tarissent pas, nous disposons de renseignements suffisants pour reconstituer dans ses grandes lignes l'historique du procès qui fut fort long et opposa Cicéron et Hortensius à un accusateur habile et éloquent, Laelius, assisté de deux *subscriptores*, L. Balbus et Apuleius Decianus (2).

(1) Cf. ZUMPT, *Criminalprozess*, p. 224 ; du Mesnil, édit. du *pro Flacco*, Teubner, Leipzig, 1883 ; J. LEZIUS, *Comperendinatio bei Cic. pro Flacco*, Philologus, 60, N. F., 14, 1901. — Zumpt se contente de dire que le procès fut long et donna lieu au moins à deux *actiones* : « Je crois, dit-il, que le discours de Cicéron a clos les débats ; ce qui me le fait croire, c'est le caractère pathétique de la péroraison qui, si elle fut réellement prononcée dans les termes que nous lisons, suppose qu'elle précéda immédiatement le verdict ». — Lezius croit, contrairement à du Mesnil, que le procès de Flaccus ne donna pas lieu à *comperendinatio*.

(2) *Schol. Bob.*, St. p. 93 : (*subscri*) *bentibus L. Balbo et Apuleio Deciano*. Plus loin, p. 95, il serait question d'un troisième *subscriptor* si on lisait avec STANGL : *Quid sibi meus necessarius Cætra voluit ?* mais le texte de ce lemme, à propos duquel le scholiaste observe : *subscribserat hic inter ceteros Decimo Lælio accusatori*, est loin d'être sûr ; en effet les *mss.* ont *quod* et non *quid*, en sorte que le texte devrait être complété. Comme, selon toute vraisemblance, le scholiaste n'avait pas d'autre source que le discours même, il est très vraisemblable que les noms des deux *subscriptores* de

Dès le début du plaidoyer, Cicéron se plaint que Laelius n'ait pas développé oratoirement l'accusation : « je suivrai dit-il, le plan qu'il évite, je le presserai, je le poursuivrai et c'est moi qui lui ferai dire ses griefs (1) ». En attendant, il déclare qu'il se refuse à interroger les témoins : « quand tu auras fait ton devoir d'accusateur, quand tu auras signalé les fautes de toute sa vie, alors nous écouterons ce que pensent de L. Flaccus Tmolites et Lorymènes (2) ». Evidemment Laelius a réédité contre Flaccus la tactique qui avait si bien réussi à Cicéron contre Verrès : « pas un

la page 93 lui ont été fournis par les passages du plaidoyer correspondant à la page 95 de son commentaire ; à cet endroit Cicéron passait en revue les accusateurs et, comme il n'y est question que de deux *subscriptores*, il semble qu'il faille rétablir dans le lemme le nom de L. Balbus. Schöll propose : *quod sibi meus necessarius cetera* (ou L. Herennius, *Pro Cælio*, 11, 25, 27), *voluit* (*committi*) ou (*mandari*) ou (*reservari*). L. Herennius Balbus est un des adversaires de Cicéron dans l'affaire Cælius.

De même un quatrième *subscriptor*, Luceius, ne semble bien devoir son existence qu'à une erreur des copistes. ZUMPT, *Criminalprozess*, p. 224, renvoie sur ce *subscriptor* au *pro Flacco*, 33, 83, et au scholiaste. Or, dans le commentaire du passage du *pro Flacco*, les mss. ont *Laelium*, cf. St., p. 106. *Laelium* étant inadmissible, les éditeurs ont écrit *Luceium*, d'après le texte du *pro Flacco*. *Luceius* est bizarre, car nulle part dans le plaidoyer il n'est question d'un individu de ce nom et, du contexte, il ressort avec évidence que c'est de Decianus qu'il s'agit. Par suite Cicéron a dû écrire : *vel quod ait Apuleius* (*Decianus*) et, le groupe *Ap* étant tombé, *uleius* a été corrigé en *luceius*.

(1) *Fragm. Mediolanense* ; cf. aussi 10, 21 : *nam antea, cum dixerat accusator acriter et vehementer, cumque defensor suppliciter demissequeretur responderat, tertius ille erat expectatus locus testium...* ; 10, 23 : *summa est in testibus*.

(2) *Fragm. Mediolanense* : *Cum adulescentiam notaris, cum reliquum tempus ætatis turpitudinis maculis consperseris, cum privatarum rerum ruinas, cum domesticas labeles, cum urbanam infamiam, cum Hispaniæ, Galliæ, Ciliciæ, Cretæ, quibus in provinciis non obscure versatus est, vitia et flagitia protuleris, tum denique, quid Tmolitæ et Lorymeni de L. Flacco existiment, audiemus*.

mot de la questure, s'écrie Cicéron (1) qui ne peut se faire à l'idée qu'on soutienne l'accusation dans un grand procès sans traiter le *probabile ex vita* ; pas un mot de la légation d'Asie ; rien de cette préture qui a mérité les éloges même de nos ennemis ». Comment enfin réfuter une argumentation absente et que dire à ces témoins qui viennent l'un après l'autre répéter : « nous avons déboursé » (2), et voilà tout.

Au moment où l'avocat développe ces protestations qui durent être fort longues, car l'examen des fragments montre qu'ils appartiennent presque tous à la critique des procédés de l'accusation, il y a déjà 29 jours que le procès a commencé et Laelius vient seulement de remettre au tribunal les pièces qu'il aurait dû présenter dans les trois jours (3).

Où en sommes-nous du procès, en ce trentième jour du débat ? — Tout à la fin, dit Zumpt qui considère le plaidoyer de Cicéron comme un ensemble indivisible et le situe tout entier d'après le ton pathétique de la *miseratio*. Or nous allons voir que nous sommes, non pas à la fin du débat, mais au début de la seconde, la plus importante, des deux *actiones* prévues par la loi, dans la *comperendinatio* obligatoire.

Au moment où Cicéron prononce la partie du plaidoyer écrit qui va du début jusqu'au § 27, l'interrogatoire des témoins de la première *actio* a déjà eu lieu, celui de la seconde est à venir. La clarté de la discussion exige que nous établissions d'abord ce deuxième point.

(1) *Pro Flacco*, 3, 6.

(2) *Ibid.*, 10, 23. C'est à tort que POIRET, *Essai sur l'éloquence judiciaire à Rome*, p. 213, n. 1, a cru que *dedimus* veut dire : j'ai fourni mes témoins.

(3) *Ibid.*, 9, 21 : *Sed fuerint incorruptæ litteræ domi ; nunc vero quam habere auctoritatem aut quam fidem possunt ? Triduo lex ad prætorem deferri, iudicium signis obsignari jubet ; tricesimo die vix deferuntur.*

Au § 41 il est question d'un certain Mithridate que la défense a retenu deux jours sur la sellette et n'a laissé partir qu'après l'avoir étrillé d'importance ; un indigène de Dorylée (1) a trouvé le temps de mourir depuis son interrogatoire ; de tous les témoins mentionnés, un seul est signalé comme n'ayant pas encore été entendu. Or, dans la partie du plaidoyer qui précède le § 27, Cicéron déclare à deux reprises (2) qu'il ne fera pas aux témoins grecs l'honneur de les questionner, et c'est bien à cette première attitude qu'il fait allusion plus loin lorsqu'il dit : « vous voyez, juges, que j'ai changé de tactique ; au lieu de combattre en bloc les témoins, je discute à fond les dépositions de chacun d'eux (3) ».

Même situation en ce qui concerne les pièces à conviction ; au § 21 Cicéron se plaint que l'accusateur ait si longtemps tardé à les mettre à la disposition du tribunal : « c'est tout juste, dit-il, si nous les avons aujourd'hui, avec un mois de retard ». « Gardez-vous, dit-il encore, quand on vous lira un *psephisma*, de croire que ce soit un témoignage, c'est l'écho d'une assemblée populaire chez le plus vain de tous les peuples (4) ». Or, à partir du § 27, Cicéron a pris connaissance de ces documents ; il les cite et les discute (5).

Qu'est-ce à dire, sinon qu'un interrogatoire a suivi une première prise de parole qui, dans le plaidoyer écrit, est représentée par la partie du discours qui va du début au

(1) *Pro Flacco*, 17, 41.

(2) *Fragm. Mediolanense* : *cum adulescentiam notaris..., tum denique, quid Tmolitæ et Lorymeni de L. Flacco existiment, audiemus* ; 7, 18.

(3) *Pro Flacco*, 21, 50 : *Satisne vobis, judices, videor ad singulos testes accedere neque, ut primo constitueram, tantum modo cum universo genere confligere ?*

(4) *Ibid.*, 8, 19.

(5) *Ibid.*, 16, 37 ; 17, 40 ; 18, 43 ; 19, 45, etc...

§ 27 ; au moment où il prononçait ce discours, Cicéron s'obstinait à répéter qu'il ne pouvait prendre au sérieux les témoins de l'accusation ; il assurait qu'il ne leur poserait pas de questions ; d'autre part il prenait acte du dépôt tardif des pièces à conviction que l'accusateur avait effectué ce jour même. Assurément, si l'on s'en tenait aux termes du § 27 : *etenim jam universa istorum cognita cupiditate accedam ad singulas querellas criminationesque Graecorum*, on ne trouverait rien de surprenant à l'ordre de l'argumentation, car il est naturel que l'avocat ait critiqué d'une façon générale les témoins grecs avant d'entrer dans le détail des charges. Mais nous avons vu que cet ordre ne peut être ici celui d'un discours unique. En effet il est impossible d'expliquer, si l'on n'envisage qu'un tour de parole, comment l'avocat peut, dans une seconde partie du discours, rappeler soit les réponses que lui ont faites les témoins soit les pièces qui ont été présentées de part et d'autre, alors que, dans la première partie, il n'avait pris connaissance d'aucune pièce et n'avait rien voulu savoir des témoins.

D'autre part le premier discours de Cicéron a été précédé d'un interrogatoire. L'orateur oppose en effet, au § 10 (1), le tact et la discrétion dont les témoins romains ont fait preuve, à l'outrecuidance des Grecs, qui ne pèsent pas leurs paroles, ne songent qu'à briller et, comme on dit vulgairement, s'écoutent causer.

Mais si la partie de notre *pro Flacco* qui va du début au

(1) *Pro Flacco*, 4, 10 : *Itaque videte, quo vultu, qua confidentia dicant (Graeci) ; tum intellegitis, qua religione dicant. Nunquam nobis ad rogatum respondent, semper accusatori plus quam ad rogatum, numquam laborant, quem ad modum probent, quod dicunt, sed quem ad modum se explicent dicendo. Iratus Flacco dixit M. Lurco, quod, ut ipse aiebat, libertus erat ejus turpi judicio condemnatus. Nihil dixit, quod laederet, cum cuperet ; impendebat enim religio...*

§ 27 prend place dans le débat entre deux interrogatoires, c'est que le procès a été débattu suivant la procédure de la *comperendinatio*, et c'est précisément l'application de la *comperendinatio* qui rend compte des particularités, inexplicables autrement, du débat et de la plaidoirie. Comment, trente jours après l'ouverture du débat, l'avocat peut-il protester qu'il n'interrogera pas les témoins grecs ? comment est-il possible que l'accusateur ait différé si longtemps la remise des pièces à conviction ? Et si, comme le dit Zumpt, le plaidoyer cicéronien devait être considéré comme un ensemble indivisible et avait été prononcé tout entier avant la sentence (1), qu'est-ce que ce procès où les pièces n'auraient été présentées qu'à un moment où on ne pouvait plus les examiner ? Comment d'ailleurs concilier les dires de Cicéron qui évoque les réponses des témoins à ses questions alors qu'il vient d'assurer qu'il ne les interrogera pas ? Au contraire, si l'on fait intervenir la *comperendinatio* et le dispositif usuel dans les procès de *repetundæ*, la situation est parfaitement claire. La première partie du *pro Flacco*, jusqu'au § 27, nous transporte au début de la seconde *actio*. La *comperendinatio* a eu lieu et il y a un mois que le procès est commencé ; la défense a la parole parce que l'accusateur a renoncé, une fois de plus, au réquisitoire. Ces pièces à conviction, dont le dépôt vient seulement d'être effectué, sont celles que l'accusateur a réservées pour le second débat. Plaetorius, dans l'affaire Fonteius, Cicéron lui-même dans l'affaire Verrès, n'avaient pas disposé autrement leurs matériaux ; au lieu de rééditer dans la seconde *actio* l'argumentation de la première, ils avaient réservé pour l'engagement décisif certains témoins,

(1) *Criminalprozess*, p. 224 : « Ich glaube, Ciceros Rede hat den Schluss der Verhandlungen gebildet : darauf deutet ihre leidenschaftliche peroratio... »

certains griefs, les plus importants : cette tactique a l'avantage de renouveler constamment l'attention du tribunal et de gêner l'adversaire qui se trouve encore en présence de charges nouvelles et de figures inconnues. Cicéron n'a pas daigné, dans la première *actio*, interroger les témoins grecs ! Mais d'abord il n'est pas facile de réfuter des gens dont l'on ne sait rien (1) ; et puis l'avocat sait que la première *actio* n'est qu'un engagement préliminaire ; à ce moment il croit mieux servir la cause en récriminant contre l'accusation, en affectant d'ignorer les témoins, qu'en intervenant dans le débat : « il y a longtemps, dit-il au § 23, que je ne cesse de protester contre les procédés de l'accusation et l'usage qu'elle fait des témoins grecs (2) ». C'est que, au cours du premier débat, Cicéron entend seulement préparer le second et cette tactique est d'autant plus indiquée que l'arme naturelle de la défense est la plaidoirie (3), dont seule la deuxième *actio* donne l'occasion.

Que l'on isole maintenant la partie du discours écrit qui va du début au § 27, qu'on en étudie l'argumentation en soi et par rapport au plan général du débat, l'on se rendra compte que le discours qu'elle représente est une pièce d'une combinaison savante dont le rôle doit être apprécié en fonction des interrogatoires qui la précèdent et qui la suivent. Le mutisme de l'avocat, son parti-pris d'ignorer les témoins grecs ont préparé le terrain à la vigoureuse offensive qu'il va mener contre leurs nouvelles et plus nombreuses phalanges concentrées sur le Forum.

(1) *Pro Flacco*, 10, 23 : *Quid dicam in ignotum ?*

(2) *Ibid* : *Querendum est ergo et deplorandum, id quod jam dudum facio, de omni accusationis iniquitate, primum de communi genere testium ; dicit enim natio minime in testimoniis dicendis religiosa.*

(3) Cf. Ps. ASCONIUS, *St.*, p. 232 : *Quid ergo facit pro defensore ? Oratio scilicet : cujus potestatem Hortensius non habuit tacente accusatore.*

Lorsqu'il prendra la parole, il exploitera habilement tous les avantages que peut donner à la défense un dispositif qui situe dans l'audition des témoins toute la controverse. L'accusation a renoncé au réquisitoire d'usage, n'a pas traité la *reprehensio vitæ* : c'est qu'elle est à court d'arguments parce que le passé de Flaccus ne présente pas une tache (1). Elle a réservé pour l'engagement final ses meilleurs témoins, ses pièces les plus probantes : Cicéron insinue que Laelius a eu tout loisir de falsifier les pièces et de faire la leçon aux témoins (2).

Nous en sommes restés au § 27 de notre plaidoyer, à l'endroit où Cicéron entre dans le détail des griefs. Nous allons voir que l'on retrouve ici encore le dispositif cicéronien de la première *actio* de l'affaire Verrès.

En effet Laelius a suivi point par point l'exemple de Cicéron accusateur. Chaque délégation des cités est introduite à son tour et la lecture des documents va de pair avec l'interrogatoire (3) : *citat præco voce maxima legatos Acmonenses. Procedit unus Asclepiades. Prodeant. Etiamne praeconem mentiri coegisti ?* Ainsi introduit par le héraut et accueilli par la défense, Asclépiade, seul représentant d'une délégation annoncée solennellement, présente le *testimonium publicum* de sa cité. Cicéron riposte en présentant une *laudatio* (4) de la même cité. « Document sans

(1) Toute la partie du plaidoyer qui va de l'exorde au c. 3, partie qui n'est plus représentée que par des fragments, était consacrée à la *vita anteacta*.

(2) La critique de l'accusation et des témoins occupe les c. 3-12, en sorte que le plaidoyer introductif est consacré exclusivement à ces thèmes et à la *vita anteacta*.

(3) *Pro Flacco*, 15, 34 ; cf. 17, 40 : *Qui de tabulis publicis recitat iis, quæ in accusatoris potestate fuerunt, non debet habere auctoritatem ; sed tamen iudicium fieri videtur, cum tabulæ ipsæ, cuiusmodi sunt, proferuntur.*

(4) Remarquer la manière dont Cicéron utilise ses *laudatores* :

valeur », dit Asclépiade. « C'est votre *testimonium* qui ne vaut rien », réplique l'avocat. Craie ou cire, la question est de savoir de quelle substance sont les cachets ? Cicéron assure que la cire dénonce l'origine du *testimonium* : le *testimonium publicum Acmonensium* est un produit romain. La craie de sa *laudatio*, au contraire, c'est le symbole même de l'Asie. Il serait trop long ici d'analyser plus longuement ce texte ; nous nous bornerons à observer que, manifestement, la plainte de chaque cité est traitée comme une affaire distincte, où tous les témoins appropriés sont entendus, tous les documents discutés contradictoirement. « Hortensius, dit Cicéron, a traité de bout en bout l'affaire Castricius (1) » ; « Hortensius a discuté longuement et dans le dernier détail l'affaire Mithridate (2) ».

Ce qui est curieux, c'est que dans toute la partie du discours relative aux cités grecques, nous n'avons qu'une galerie de portraits, silhouettes de témoins ridicules ou tarés que Cicéron s'applique à peindre grotesques. Sauf dans l'affaire des gens de Tralles, je ne vois pas qu'il prenne la peine de discuter. A le lire, on a l'impression que l'accusation ne tient pas debout : c'est un vrai procès de comédie. Or, sans recourir au témoignage de Macrobe (3), il apparaît bien que les charges étaient graves, et l'accusateur avait si bien conscience de sa force qu'il avait renoncé à développer oratoirement la cause, pour laisser parler seulement les faits. D'autre part on ne peut songer ici, pour expliquer

sitôt après la seconde audition des Grecs, et avant que l'accusateur n'expose les plaintes des Juifs, Cicéron exhibe ses *laudatores* grecs, cf. 26, 62, 64.

(1) *Pro Flacco*, 23, 54.

(2) *Ibid.*, 17, 41.

(3) *Saturnales*, II, 1, 13 : *Ut pro L. Flacco, quem repetundarum reum joci opportunitate de manifestissimis criminibus exemit*. On sait que ce jeu de mots ne figurait pas dans le discours écrit et que Macrobe l'a trouvé dans les *Lucubrationes* de Furius Bibaculus.

l'indigence de l'argumentation, à un discours-péroration où l'avocat aurait repris à grands traits et résumé vigoureusement la démonstration de la défense, tout à la fin des débats. S'il en était ainsi, nous trouverions dans cette partie du plaidoyer la réfutation des griefs des cités qui ont comparu au cours de la première *actio*, c'est-à-dire Tmole et Lorymène ; la plainte de Decianus y figurerait également et ne serait pas traitée à part ; enfin il n'y aurait plus de témoins à entendre (1). Zumpt croit résoudre la difficulté sur ce dernier point en disant que le témoin Lysania n'a pas dû être entendu (2) ; mais il est clair que si ce témoin n'a pas été interrogé encore au moment du débat correspondant au § 51 de notre plaidoyer, c'est que, l'interrogatoire ayant eu lieu par groupes successifs, son tour n'était pas encore venu. Au reste nous n'avons pas affaire à un résumé, à une *enumeratio* (3), mais à une série de croquis d'audience. C'est donc bien une série de discours partiels que représente la seconde partie du *pro Flacco*. Reste que Cicéron, lorsqu'il rédigea, n'a pas voulu donner à ces discours l'extension qu'ils avaient eue dans la réalité : on n'écrit pas deux fois les *Verrines*. D'ailleurs si l'argumentation de Cicéron accusateur méritait de survivre, celle de Cicéron défenseur était loin d'avoir la même force et la même précision, au moins en ce qui concerne le détail des griefs, et n'est-ce pas dans les procès de *repetundæ* que l'avocat est le plus souvent réduit à ergoter. Probablement même nous n'aurions ici qu'une lacune, comme dans le *pro Fonteio*, si l'orateur-

(1) *Pro Flacco*, 21, 51 : *qui quoniam testimonium nondum dixit, quidnam sit dicturus, expecto*.

(2) *Criminalprozess*... p. 224.

(3) QUINTILIEN, *Instit. orat.*, VI, 1, 1 : *rerum repetitio et congregatio, quæ græce dicitur ἀνακαταχλώσις, a quibusdam Latinorum enumeratio... memoriam iudicis reficit...*

écrivain n'avait voulu attester que c'est seulement à l'apropos de sa plaisanterie qu'il avait dû la victoire. Ajoutons qu'il n'était pas fâché de dire leur fait aux Grecs d'Asie, dont les intrigues et les bavardages l'excédaient, ainsi qu'il l'a écrit à son frère Quintus, dans une lettre un peu postérieure au procès (1).

Après les Grecs, Cicéron passe aux Juifs qu'il exécute en un tour de main (2) puis, sans reprendre haleine, il s'en prend à Decianus : ceci dans le discours écrit, car il n'alla pas si vite en réalité.

Decianus n'est pas un témoin, c'est le *subscriber* de Laelius, mais il s'est brouillé avec lui entre temps et a revendiqué sa part de l'entreprise d'abord commune (3). Le réquisitoire de Decianus n'a rien à voir avec celui de Laelius ; le *subscriber* plaide pour son compte et dispose de six heures à cet effet (4). Son principal témoin est un certain Lysania, déjà entendu en sa qualité de chef de la délégation de Temnos (5) au moment où Cicéron le qualifie de témoin particulier de Decianus ; or il n'a pas été oui encore à ce titre et Cicéron se réserve d'en parler plus longuement en temps utile : *venio ad Lysaniam ejusdem civitatis, peculiarem tuam, Deciane, testem..... qui quoniam testimonium nondum dixit, quidnam sit dicturus, expecto*. Ainsi l'audience ménagée à Decianus n'a pas encore eu lieu au § 51, et comme d'autre part Decianus a fini de parler et d'interroger ses témoins au § 94, il reste que les six heures qui lui ont été attribuées sont à situer quelque part entre ces

(1) *Ad Quint. fratr.*, I, 2, 4 : *pertæsum est levitatis (Græcorum), adsentationis, animorum non officiis, sed temporibus servientium*.

(2) *Pro Flacco*, 28, 66 à 29, 70.

(3) *Pro Flacco*, 33, 81.

(4) *Ibid.*, 33, 82.

(5) *Ibid.*, 18, 43 ; 19, 44 : *Dicunt se Flacco et iis, qui simul essent, drachmarum XV millia dedisse*.

deux paragraphes. Nous avons donc affaire, dans la réponse de Cicéron qui occupe les §§ 70-94, à un tour de parole indépendant des parties du plaidoyer qui précèdent. Ajoutons que cette réponse semble avoir précédé immédiatement l'*epilogus*. En effet, au moment où l'avocat aborde la *miseratio* (1), ce sont les accusations de Decianus qu'il a présentes à l'esprit, bien qu'elles semblent très secondaires dans l'ensemble du débat.

Ainsi le *pro Flacco* représente un grand nombre de prises de parole qui toutes appartiennent à la deuxième *actio* et que nous avons réparties en trois moments distincts : 1^o un discours d'ouverture, 2^o une série de petits discours dont chacun représente la controverse que Cicéron soutint avec l'accusation et chaque groupe de témoins au cours du second interrogatoire, 3^o une réponse à Decianus qui semble avoir précédé immédiatement l'*epilogus*. Entre le deuxième et le troisième moments, selon toute vraisemblance, se place l'*epilogus* d'Hortensius, si élogieux pour Cicéron que celui-ci ne trouva rien à y ajouter (2).

Voilà, je crois, quelle fut la plaidoirie cicéronienne pour Flaccus. Nous n'avons pas d'autres indications à ce sujet que celles du plaidoyer écrit, mais ces indications se justifient par ce fait même qu'elles rendent compte des

(1) *Pro Flacco*, 37, 94 : *Sed quid ego de epistulis Falcidi aut de Androne Sextilio aut de Deciani censu tam diu disputo, de salute omnium nostrum... tacco* ; c'est Decianus qui a traité les griefs dont il s'agit...

(2) *Ibid.*, 41, 103 : *Qui tum animus L. Flacci (nihil dicam enim de me), qui amor in patriam, quæ virtus, quæ gravitas extitit ! Ad Attic.*, II, 25, 1 : *At hercule alter tuus familiaris, Hortalus, quam plena manu, quam ingenue, quam ornate nostras laudes in astra sustulit, cum de Flacci prætura et de illo tempore Allobrogum diceret.* Hortensius avait traité notamment l'affaire Castricius et l'affaire Mithridate ; vraisemblablement aussi c'est lui qui a répondu à L. Balbus, car ce *subscriber* ne paraît plus, après l'exorde, dans le plaidoyer de Cicéron.

singularités de ce discours. Incohérent et vraiment inexplicable si l'on y cherche le plaidoyer unique accrédité par la tradition, le *pro Flacco* devient parfaitement clair lorsqu'on l'a replacé dans le vaste débat auquel la procédure de la *comperendinatio* et le dispositif usuel dans cette procédure donnent un caractère si spécial. C'est une ample plaidoirie en plusieurs actes que représente l'œuvre que nous lisons, et l'analyse y révèle un plan d'ensemble où la tactique de l'avocat se montre singulièrement souple et vigoureuse. Nous voyons d'abord Cicéron muet à son banc ; il prête une attention distraite et narquoise aux Grecs que l'accusateur a détachés de son armée de témoins pour occuper la première *actio*. Puis la scène change, la deuxième *actio* vient de commencer et avec elle la phase décisive des débats. Cicéron prend la parole. Les juges n'ont pas laissé d'être impressionnés par son attitude froide et dédaigneuse au cours des récentes audiences et son silence a préparé le terrain à sa critique de l'accusation. Ici l'avocat développe, avec un accent de conviction qui étonne, quand on a lu les *Verrines* où il traite la contrepartie avec une égale vigueur, tous les arguments propres à discréditer un dispositif dont lui-même a donné le premier modèle ; il dénonce la mauvaise foi de l'accusateur, la légèreté des témoins et proteste qu'il se désintéressera de l'interrogatoire qui va avoir lieu. Cependant le défilé des témoins commence et Cicéron oublie son serment ; c'est qu'il ne les a disqualifiés en bloc que pour mieux pouvoir les disqualifier en détail. Puis quand une longue série d'audiences a dégarni les bancs des témoins, il ne reste plus qu'un adversaire méprisables et ridicule, Decianus, simple figurant de l'accusation, que sa brouille avec l'accusateur principal a contraint de jouer un rôle. Très habilement Cicéron feint de croire que toutes les charges alléguées contre son client n'ont pas plus de consistance que les

racontars de Decianus et, laissant l'auditoire sur cette impression, sans un mot qui risquât de rappeler l'argumentation de Laelius, introduit directement sa *miseratio*.

On voit pourquoi Cicéron ne pouvait songer à adopter dans le plaidoyer écrit un autre plan que celui de la plaidoirie réelle. Les contemporains y suivaient sans difficulté tous les mouvements d'une stratégie fertile en ressources, que nous ne pouvons retrouver que par l'analyse et apprécier que par un effort d'imagination.

LE PRO SCAURO

Les dimensions du *pro Scauro* étaient relativement considérables (1), mais, si mutilé qu'il nous soit parvenu, il constitue une source qui n'est pas à dédaigner, dans la disette de renseignements où nous sommes, en ce qui concerne les affaires de *repetundæ*. J'ajoute que nous connaissons assez bien les circonstances du procès, grâce à Asconius (2) et aussi par la correspondance de Cicéron (3).

L'accusateur principal, P. Valerius Triarius, « jeune homme exercé à la parole et fort actif », dit Asconius, s'était adjoint trois *subscriptores*, L. Marius et les deux

(1) H. GAUMITZ, *De M. Æmilii Scauri causa repetundarum et de Ciceronis pro Scauro oratione*. Leipziger Studien, 1879, p. 276 : « tota Scauriana si incolumis exstaret, 1404 fere versus, sive 35 fere paginas editionis Baiter - Kayser impleret ».

(2) Dans notre travail : *Les sources d'Asconius dans ses relations des débats judiciaires*, nous avons montré que toutes les informations de l'argument du *pro Scauro* qui intéressent la procédure dérivent des *Acta* auxquels le scholiaste se réfère pour la date du dépôt de l'accusation. Un petit nombre de renseignements relatifs à des circonstances accessoires du procès semblent devoir être attribués au *commentarius defensionis* de la seconde affaire Scaurus et à Asinius Pollion.

(3) Cf. notamment : *ad Quint. fr.*, II, 15, 3 ; III, 1, 1, 11, 16 ; *ad Attic.*, IV, 15, 7 et 9 ; 16, 6 ; 17, 2 et 4.

frères Pacuvius. Du côté de la défense, six avocats se présentèrent ; Asconius les nomme dans l'ordre suivant : P. Clodius Pulcher, M. Marcellus, M. Calidius, M. Cicero, M. Messalla Niger, Q. Hortensius ; il ajoute que l'accusé prit part à sa défense et sut émouvoir les juges. C'est que Scaurus était orateur lui aussi et précisément il venait d'obtenir l'acquiescement de C. Caton lorsqu'il fut accusé à son tour.

Triarius a conduit le procès rondement : entre le dépôt de l'accusation et le verdict, il s'est écoulé exactement deux mois moins deux jours (1). Disposant de 60 jours pour faire leur enquête, les accusateurs ont renoncé au voyage de Sardaigne, alléguant, dit Asconius, qu'entre temps l'accusé pourrait revêtir une nouvelle magistrature et, avant de rendre compte de ses déprédations, piller quelque autre province, ainsi que déjà Scaurus le père l'avait fait. C'est que Scaurus est candidat au consulat et candidat en bonne posture, soutenu par Pompée. Or, dans une lettre (2) de fin juillet, Cicéron dit que Scaurus aura bien de la peine à se faire acquitter, s'il ne se présente pas à ses juges comme consul désigné. Aussi Triarius met-il les bouchées doubles : non seulement il a renoncé à l'enquête si indispensable dans une affaire de ce genre (3), mais il escamote la première *actio* et déclare les débats clos après l'audition d'un unique témoin (4). Ceci confirme notre point de vue que la pre-

(1) Asconius, *argumentum Scaurianæ*, a) : *ipse* (M. Scaurus) *postulatus est apud M. Catonem prætorem repetundarum, ut in Actis scriptum est, pridie Nonas Quintil.* ; b) *summus judicii dies fuit a. d. III. Nonas Septembr.* — Les débats ne commencent que dans le courant d'août, *ad Quint. frat.*, II, 15, 3.

(2) *Ad Attic.*, IV, 15, 9. Sur l'état de la cause, cf. Asconius, *St.*, p. 22 : *ex prætura provinciam Sardiniam obtinuit* (Scaurus), *in qua neque satis abstinenter se gessisse existimatus est et valde arroganter* et VALÈRE-MAXIME, VIII, 1, A 10.

(3) Asconius, *St.*, p. 23 ; *pro Scauro*, 11, 23.

(4) *Pro Scauro*, 13, 29.

mière *actio* a fini par n'être plus qu'un engagement de pure forme où les adversaires se tâtent avant la bataille décisive.

Il n'est pas non plus douteux que celle-ci n'ait été engagée par l'accusation suivant les méthodes les plus rapides. Triarius n'a pas prononcé un réquisitoire détaillé, comme celui que Cicéron se réservait pour la reprise du procès de Verrès. En effet il y aurait eu dans ce cas démonstration oratoire normale, en sorte que réquisitoires puis plaidoiries auraient précédé le *locus testium*. Or celui-ci a déjà eu lieu, au moins pour la partie des griefs qui lui a été confiée, au moment où Cicéron parle : en ce qui concerne le *crimen frumentarium*, Triarius n'a interrogé rien que des Sardes (1). Comme il ne peut s'agir du *locus testium* de la première *actio*, qui n'a vu qu'un témoin, comme, d'autre part, l'interrogatoire auquel l'avocat fait allusion ne peut avoir eu lieu dans le dispositif usuel, car il aurait suivi les discours, il reste que le débat a été conduit d'après le dispositif, que nous avons appelé cicéronien, pratiqué dans la première *actio* du procès Verrès : chaque grief ou groupe de griefs est discuté isolément et constitue une sorte de cause distincte, où un interrogatoire commun aux deux parties est précédé d'un réquisitoire, suivi d'une plaidoirie. Au reste, l'accusation, en ne présentant à l'interrogatoire de la première *actio* qu'un unique témoin, n'avait fourni à la défense, au cas où celle-ci eût voulu plaider au début de la deuxième *actio*, aucuns matériaux d'argumentation, et, s'il est probable que Scaurus et Clodius développèrent à ce moment les considérations d'ordre politique auxquelles Cicéron fait allusion dans son plaidoyer (2), on ne voit pas,

(1) *Pro Scauro*, 10, 21 : *est enim unum maximum totius Sardiniae frumentarium crimen, de quo Triarius omnis Sardos interrogavit.*

(2) *Pro Scauro*, 14, 31 : *Hic ego Appium Claudium, consulem*

en ce qui concerne le fond de la cause, quel dispositif autre que celui de la première *actio* de l'affaire Verrès aurait pu être appliqué au débat. L'accent oratoire que Cicéron prête à certains développements de l'accusateur (1) ne prouve rien contre l'emploi de ce dispositif, puisque nous avons vu que Cicéron, dans les exposés par lesquels il préludait à l'interrogatoire des victimes de Verrès, ne s'interdisait pas le pathos.

La défense de Scaurus n'a donc pas été présentée en bloc ; les six avocats et l'accusé n'ont pas parlé immédiatement l'un après l'autre ; chacun d'eux a combattu isolément un réquisitoire partiel.

Bien qu'Asconius ne dise pas que l'ordre dans lequel il les cite soit celui dans lequel ils parlèrent, son habituelle précision et la nature même de sa source ne permettent pas le doute. Drumann et Gaumitz avaient contesté cet ordre, le premier en invoquant la phrase bien connue de l'*Orator* (2), d'après laquelle Cicéron aurait prononcé régulièrement le discours final dans les défenses collectives, le second en alléguant aussi que les *Acta*, à supposer qu'ils fussent la source du scholiaste, pouvaient bien donner la liste des défenseurs d'après un ordre autre que celui des plaidoiries, par exemple celui dans lequel ils auraient annoncé leur participation au débat (3). Mais le texte de

fortissimum atque ornatissimum virum mecumque, ut spero, fidei in gratiam reditu firmoque conjunctum, nullo loco, judices, vituperabo. Fuerint enim ex partes, aut ejus, quem id facere dolor et suspicio sua coëgit, aut ejus, qui has sibi partes depoposcit, quod aut non animadvertibat, quem violaret aut facilem sibi fore in gratiam reditum arbitrabatur.

(1) *Fragm.* 8 ; 4, 5.

(2) *Orator*, 37. 129 : *Quid ego de miserationibus loquar ? Quibus eo sum usus pluribus quod, etiam si plures dicebamus, perorationem mihi tamen omnes relinquebant.*

(3) *Op. l.*, p. 266.

l'*Orator* s'applique à une définition générale, et qui peut comporter des exceptions, du rôle de Cicéron dans la plaidoirie collective ; en particulier, il serait contraire à la tradition romaine (1) qu'un accusé, pour peu qu'il fût capable de parler, ne tint pas la première place dans sa propre cause. Nous avons vu que Cicéron assista Caelius, et Scaurus, s'il n'a pas laissé la réputation d'un orateur, fut avocat cependant (2) et d'ailleurs pouvait se faire quelque illusion. En ce qui concerne les *Acta*, nous avons montré que ce document n'est pas une Gazette de Rome, qui aurait annoncé à l'avance la plaidoirie de telle ou telle vedette du prétoire, mais un recueil où certaines pièces, dont la publication importait à l'honneur et à l'intérêt national, étaient reproduites intégralement. Parmi ces pièces figuraient les procès-verbaux des débats des *judicia publica*. Par suite la liste donnée par le scholiaste reproduit les noms des avocats dans l'ordre même du débat, c'est-à-dire dans l'ordre où ces avocats plaident. Gaumitz alléguait aussi, à l'appui de sa thèse, que l'ordre dans lequel Asconius cite (3) les défenseurs de Saufeius, poursuivi comme complice de Milon, n'est point conforme à la pratique de la plaidoirie collective. Il admettait — et nous avons établi ce point — que le scholiaste avait demandé aux *Acta* les noms des avocats de Saufeius : M. Cicero, M. Caelius, et plus loin, car il y eut deux procès : M. Cicero, M. Terentius Varro Gibba. Gaumitz interprétant ces textes d'après les idées admises sur la plaidoirie et considérant, d'abord que chaque avocat n'avait parlé qu'une fois, puis que le premier rôle était celui de l'avocat qui

(1) *Dialogue des Orateurs*, 36, 37.

(2) ASCONIUS, *St.*, p. 22 : *Erat tamen (Scaurus) aliquando inter patronos causarum et, postquam ex provincia redierat, dixerat pro C. Catone.*

(3) *Ibid.*, p. 46.

avait parlé le dernier, concluait que l'ordre donné par Asconius était faux, puisque manifestement Cicéron n'avait pu céder le pas à un jeune homme, à un obscur chevalier. Mais on a vu que, dans le plan théorique de la plaidoirie collective du *de Oratore*, le protagoniste doit prononcer, non seulement la péroration, mais aussi le discours introductif, le *principium*, plus important encore que le discours final (1) ; par suite la place attribuée à Cicéron le désigne, dans les deux textes de l'argument de la *Milonienne*, comme le principal avocat de Saufeius.

Rappelons aussi que la leçon des manuscrits, dans la lettre à Atticus IV. 17. 7 : *Scaurus, qui erat paucis diebus illis absolutus, cum ego patrem ejus ornatissime defendissem*, étant manifestement fautive, notre interprétation de *partem* étant seule conforme à l'usage de la langue, il y a lieu d'envisager dans ce texte le témoignage de Cicéron même sur son rôle dans la première affaire Scaurus.

Ajoutons que les débats du procès de Plancius occupèrent également la période de l'an 54 qui précéda immédiatement les vacances judiciaires, c'est-à-dire une partie du mois d'août et le début de septembre. Or Cicéron atteste que sa tâche, dans le procès de Plancius, fut exceptionnellement lourde (2) : il n'a donc pu tenir dans la défense de Scaurus qu'un emploi accessoire.

Enfin il suffit de combiner les témoignages de Cicéron et d'Asconius sur la part que Scaurus prit au débat pour reconnaître à l'accusé le rôle de protagoniste. Asconius écrit (3) : *ipse Scaurus dixit pro se ac magnopere judices movit et squalore et lacrimis et aedilitatis effusæ memoria ac favore populari ac praecipue paternæ auctoritatis recor-*

(1) *De Oratore* II. 77. 314.

(2) *Pro Plancio* 1, 3 : *Equidem ad reliquos labores quos in hac causa majores suscipio quam in ceteris...*

(3) *St.*, p. 23.

datione ; or il est clair que pareille *miseratio*, et parce qu'elle met en œuvre les meilleurs éléments de pathétique qu'offrit la vie de l'accusé, et par sa mise en scène, ne peut être rapportée qu'au discours final de la plaidoirie collective. D'après Cicéron, au moment où lui-même parlait, Scaurus d'abord, puis Clodius avaient déjà plaidé et attaqué le consul Appius Claudius qui aurait été l'instigateur des poursuites (1). Il s'ensuit que Scaurus a ouvert, de même qu'il a fermé le débat, et tant l'ordre des prises de parole que la nature des éléments qui y figurent le désignent comme le chef de la défense.

* * *

Il nous reste à montrer que le plaidoyer *pro Scauro* est conforme à la plaidoirie que supposent et le dispositif général du débat et l'emploi particulier attribué à Cicéron.

L'accusation, en distribuant la cause en un certain nombre de causes partielles, n'avait laissé à la défense aucune initiative en ce qui concerne l'ordre de son argumentation. C'est ce que Cicéron observe, dans un fragment qui appartient manifestement à la proposition : « l'accusation, dit-il (2), s'est bornée à accumuler des griefs sans les classer par catégories », et il est visible qu'il adopte malgré lui un plan qui groupe dans sa plaidoirie des griefs aussi disparates que le meurtre de Bostar et le *crimen frumentarium*.

Telles sont en effet les seules charges que l'avocat discute dans son plaidoyer. Or il suffit de songer à la multitude de celles qui viennent en cause dans le moindre procès de *repetundæ*, pour se rendre compte que Cicéron en aurait

(1) *Pro Scauro* 14, 31.

(2) *Fragm.* 7 : *Et quoniam congesta fuit accusatio magis acervo quodam criminum, non distinctione aliqua generum et varietate.*

Humbert.

retenu d'autres, s'il avait prononcé le discours final de la défense ; et, si l'on objecte la mutilation du manuscrit, je demanderai comment il se fait que les nombreuses citations du *pro Scauro* qui nous ont été conservées se rapportent toutes, soit à ces deux griefs, soit à l'éloge de Scaurus le père. Nulle part Cicéron ne revient sur l'argumentation d'un collaborateur, nulle part il n'aborde un grief autre que ceux dont la réfutation lui a été spécialement confiée. Rien n'indique non plus un discours introductif, comme ceux que nous avons dégagés dans le *pro Fonteio* et le *pro Flacco* ; ce n'est pas Cicéron qui a traité ni les origines politiques de l'affaire, ni la *vita anteacta*. Reste que le ton pathétique de la *miseratio* par laquelle s'achève notre plaidoyer semble donner la preuve que Cicéron a clos les débats. Nous avons déjà eu affaire à cet argument et nous avons dit qu'il suffit de se reporter à Quintilien (1) pour voir que, non seulement chaque plaidoyer, mais chaque partie d'une cause complexe comporte son *epilogus*.

Cependant le caractère très général de l'argumentation ne répond guère à l'idée qu'on se fait d'un discours partiel, consacré en principe à la discussion détaillée des griefs. Mais il faut tenir compte de la nature du procès et plus encore de cette circonstance que Cicéron, absorbé par la défense de Plancius, n'a vraisemblablement pas pris la peine d'étudier la cause. On sait que, dans les affaires de concussion, l'avocat n'a généralement rien de mieux à faire que de nier, et il est certain que l'administration de Scaurus en Sardaigne n'offrait pas à la défense de ressources exceptionnelles (2). Cependant, si, dans le *pro Scauro*,

(1) *Institut. Orat.* VI. 1, 54 : *ubi vero conjunctam ex pluribus causam agimus, etiam necesse erit uti pluribus quasi epilogis, ut in Verrem Cicero fecit.*

(2) ASCONIUS, *St.* p. 22 : *Ex praetura provinciam Sardiniam obtinuit, in qua neque satis abstinenter se gessisse existimatus est ;*

Cicéron évite d'entrer dans le détail des griefs, tandis que, dans le *pro Fonteio* et le *pro Flacco*, il discute certaines charges et certains témoignages, je crois qu'il faut attribuer cette différence moins à l'état de la cause — celle de Flaccus ne valait pas mieux — qu'à une préparation insuffisante du dossier. Sûrement Cicéron n'a pas interrogé les témoins et un curieux incident me porte à penser qu'il n'a même pas assisté à leur audition : « Triarius, dit-il (1), il ne faudrait pas t'imaginer que ce que je dis soit pure invention, car l'accusé m'a instruit de sa cause » ; évidemment Triarius lui a demandé ce qu'il venait faire dans un procès dont il n'avait pas suivi le débat. Dans ces conditions, il était forcé que l'avocat recourût à ses réserves générales, c'est-à-dire aux lieux communs.

Loin d'être la pièce essentielle de la défense, le *pro Scauro* n'est donc pas autre chose qu'un discours secondaire. Considéré de ce point de vue, il est d'ailleurs très intéressant, parce qu'il montre pourquoi l'usage s'était répandu de faire appel à plusieurs avocats. Manifestement, dans une affaire comme celle-ci, ce n'est pas pour donner à la discussion des charges plus de précision que six avocats assistent Scaurus, car ils ne peuvent connaître que par l'accusé même les faits de la cause : c'est tout au contraire pour dissimuler l'insuffisance de la réfutation. Supposons que Scaurus se soit défendu seul : le système de simple dénégation auquel il est nécessaire de recourir dans les procès de *repetundæ* aurait vite fait apparaître l'inanité des moyens de la défense, et, après deux audiences, Scaurus

pro Scauro 10, 21 : *Est enim unum maximum totius Sardiniae frumentarium crimen... quod genus uno testimonii foedere et consensu omnium est confirmatum.*

(1) *Pro Scauro* 5, 7 : *Ac ne existimes, Triari, quod adferam, in dicendo me fingere ipsum et non a reo causam cognoscere, explicabo tibi, quae fuerint opiniones in Sardinia de istius mulieris morte.*

aurait épuisé, si je puis dire, ses réserves de pathétique. Il fallait tenir la scène judiciaire, il fallait, dans ce dispositif où la cause était répartie en un certain nombre de causes partielles, renouveler à chaque séance un simulacre de plaidoirie. Tel fut l'emploi de Cicéron, lorsque, confiant un moment à Hortensius son client Plancius, il vint prêter à Scaurus le renfort de ses lieux communs, et il faut reconnaître qu'il remplit bien sa tâche, puisque la simple *pars* dont il s'acquitta a fait longtemps figure de discours principal.

Les plaidoyers pro Archia, pro Balbo, pro Rabirio Postumo, pro Ligario, pro Dejotaro (1).

Nous n'avons pas exposé séparément pour chaque discours les résultats de nos recherches, en ce qui concerne les autres plaidoyers criminels, pour la bonne raison que ces résultats sont insignifiants. Au reste, si dans ces plaidoyers ne se rencontre aucun indice d'un remaniement important, ce n'est pas le fait du hasard : la cause en est

(1) Si je n'ai pas retenu ici le *pro C. Rabirio perduellionis reo*, c'est parce que Cicéron lui-même ne l'a pas considéré comme un discours judiciaire et lui a fait place dans la collection de ses oraisons consulaires, cf. *ad Attic.*, II. 1, 3, avec onze autres discours, tous politiques. On sait que Cicéron ne disposait que d'une demi-heure pour sa plaidoirie et on peut se demander si, dans le discours écrit, il a tenu compte de cette donnée (une page manque au milieu du manuscrit et l'*epilogus*, très mutilé, semble avoir été assez long). Ce qu'il y a de sûr, c'est que déjà le discours réel fut foncièrement une *contio*. Labienus avait manœuvré de façon à lui permettre de parler en tant qu'avocat et non en tant que consul ; Cicéron riposta en sacrifiant le premier rôle au second ; cf. 3, 9 : *ergo ad haec crimina, quæ patroni diligentiam desiderant, intellegis mihi semihoram istam nimium longam fuisse*. Dans le *pro Rabirio* il y a une page de plaidoyer (§ 6-9.)

simplement la médiocrité même d'affaires où le débat ne pouvait être que restreint et la plaidoirie très brève.

Les deux petits plaidoyers *pro Archia* et *pro Balbo* ne sont guère autre chose que des *laudationes*. Dans le procès d'Archias, la question est si nettement circonscrite (1) et d'étoffe oratoire si mince que le discours de Cicéron serait réduit à rien si l'on en défalquait l'éloge (2) de la poésie et de son poète (3). Dans l'affaire Balbus, plus importante parce qu'elle met en cause les puissants protecteurs de l'accusé, Cicéron, bien qu'il parle le dernier, après Crassus et Pompée, est aussi un *laudator*. L'accusation contestait à Balbus le droit de cité, que Pompée lui avait donné, parce que le consentement des Gaditains, en tant que peuple allié, aurait été indispensable (4). Crassus et Pompée ont déjà épuisé le sujet au moment où Cicéron prend la parole ; il résume à grands traits leur argumentation (5),

(1) L'accusation vise l'usurpation du droit de cité, aux termes de la loi *Papia*, cf. *Schol. Bob.*, *St.* p. 175 : *hanc causam lege Papia de civitate Romana apud Q. Ciceronem dixit Archias, hujus M. Tulli fratrem.*

(2) L'argumentation occupe seulement cinq paragraphes, de 4. 7. à 6. 12. La *laudatio*, qui prend tout le reste, est introduite par l'exorde avec toutes sortes de précautions oratoires, et présentée, dans la partition, comme un élément de la démonstration, cf. 2, 4 : *perficiam profecto ut hunc A. Licinium, non modo non segregandum, cum sit civis, a numero civium, verum etiam, si non esset, putetis asciscendum fuisse.*

(3) *Pro Archia*, 12, 31 : Cicéron prend acte de la promesse d'Archias, d'écrire un poème sur la conjuration de Catilina.

(4) *Pro Balbo*, 8, 19. *Donatum esse L. Cornelium praesens Pompeius dicit, indicant publicæ tabulæ, accusator fatetur, sed negat ex foederato populo quemquam potuisse, nisi is populus fundus factus esset, in hanc civitatem venire.*

(5) *ibid.* 7, 17 : *De lege, de foedere, de exemplis, de perpetua consuetudine civitatis nostræ renovabo ea, quæ dicta sunt. Nihil enim mihi novi, nihil integri neque M. Crassus, qui totam causam et pro facultate et pro fide sua diligentissime vobis explicavit, neque*

mais cette réédition n'est qu'un prétexte pour justifier son intervention dans la défense et l'on sent bien que sa tâche propre n'est pas là ; son apport personnel est, si je puis dire, une *laudatio* indirecte : c'est en faisant l'éloge de Pompée (1) et de César qu'il fait celui de Balbus, dont le crédit comme le titre de citoyen romain lui viennent de l'amitié de ces grands hommes. L'affaire Rabirius n'est qu'une annexe (2) du procès de Gabinius. Enfin, dans les procès de Ligarius et de Dejotarus, le débat qui est de pure forme, la décision étant acquise à l'avance (3), n'a pu occuper plus d'une audience.

C'est donc l'insignifiance des causes elles-mêmes qui explique pourquoi, dans les cinq petits plaidoyers *pro Archia*, *pro Balbo*, *pro Rabirio Postumo*, *pro Ligario*, *pro Dejotaro*, n'apparaît aucun indice de cette compression des éléments de la plaidoirie réelle qui est ailleurs le fait capital de la rédaction. Les quelques remaniements que nous avons pu relever ne sont pas de ceux qui étaient imposés par les particularités du débat romain ; ils tiennent uniquement au caprice de l'écrivain.

Cn. Pompeius, cujus oratio omnibus ornamentis abundavit, ad dicendum reliquit.

(1) *Pro Balbo*, 2, 4 : *Sed mos est gerundus non modo Cornelio, cujus ego voluntati in ejus periculis nullo modo deesse possum, sed etiam Cn. Pompeio, qui sui facti, sui judicii, sui beneficii voluit me esse, ut apud eosdem vos, judices, nuper in alia causa fuerim, et prædicatorem et actorem.*

(2) *Pro Rabirio Postumo*, 4, 8 : *est enim haec causa « Quo ea pecunia pervenerit » quasi quædam appendicula causæ judicatæ atque damnatæ.* Les biens de Gabinius, condamné en cause de *repetundæ*, ne suffisant pas à indemniser le trésor, l'accusateur s'en était pris à Rabirius, agent d'affaires de Gabinius en Egypte et exigeait, aux termes de la loi *Julia*, qu'il remboursât les sommes que Gabinius lui avait versées.

(3) Il est clair que César n'aurait pas laissé introduire ces causes, où il était partie en même temps que seul juge, s'il n'avait pas voulu faire solennellement un geste de pardon.

Quelque liberté que Cicéron ait pu prendre devant les juges d'Archias, parce que le président du tribunal était son propre frère (1), il serait tout de même un peu fort qu'il ait fait état dans sa plaidoirie d'un argument aussi personnel que celui-ci : son client était digne de toute bienveillance, parce qu'il s'était engagé expressément à composer un poème à la gloire de son consulat (2). Evidemment l'orateur a glissé ce trait dans le plaidoyer qu'il rédigea après coup, pour attester une promesse faite sans doute avant le débat et stimuler la muse paresseuse (3) du bon poète Archias. Dans le *pro Dejotaro*, il est peu vraisemblable que, s'adressant au lettré César, Cicéron n'ait pas cité (4) le vers connu :

Pereant amici, dum inimici una intercidant,

sous sa forme grecque. On sait que Atticus lui demanda, en juin 45, d'insérer dans le *pro Ligario* une allusion assez discrète à la famille de Tubéron, et que Cicéron refusa, parce que, disait-il, Tubéron n'entendait pas la plaisanterie, et que d'ailleurs le discours était déjà répandu dans le public (5). On sait aussi que Cicéron pria son éditeur Atticus d'effacer dans tous les exemplaires de son discours le nom d'un

(1) *Schol. Bob., St.* p. 175.

(2) *Pro Archia* 12, 31 : *Quæ cum ita sint, petimus a vobis, iudices, si qua non modo humana verum etiam divina in tantis ingeniis commendatio debet esse, ut eum, qui vos, qui vestros imperatores, qui populi Romani res gestas semper ornavit, qui etiam, his recentibus nostris vestrisque domesticis periculis æternum se testimonium laudis daturum esse profitetur... in vestram accipiatis fidem...*

(3) On sait que le poème ne fut pas achevé ; cf. *ad Attic.* I, 16, 15.

(4) *Pro Dejotaro* 9, 25 : *Itaque, cum esset ei nuntiatum Domitium naufragio perisse, te in castello circumsederi, de Domitio dixit versum Graecum eadem sententia, qua etiam nos habemus Latinum : « Pereant amici, dum inimici una intercidant . »*

(5) *Ad Attic.*, XIII, 20, 2.

chevalier, L. Corfidius (1), mort avant le procès et qu'il avait mentionné parmi les *advocati* de l'accusé. Ce qui est digne de remarque, c'est que l'erreur de Cicéron ne date point du débat ; en effet, si elle s'était produite dans la plaidoirie, T. Ligarius ne l'aurait pas relevée, comme il l'a fait, dans le discours écrit (2), et l'aurait signalée tout de suite à l'avocat ; il est d'ailleurs évident que, dans la plaidoirie, Cicéron n'aurait pas désigné comme présente une personne qu'il n'aurait pas reconnue dans l'assistance ; mais, lorsqu'il rédigea le plaidoyer, il se souvint que Corfidius était un ami éprouvé des Ligarius et oublia que cet ami était mort avant d'avoir pu assister son client (3). La faute de mémoire de Cicéron est intéressante en ce qu'elle établit que, même lorsqu'il rédigeait de très petits discours, dont il eût été facile de se procurer des sténogrammes, il ne travaillait pas sur une forme déjà fixée ; cette observation confirme le témoignage de l'orateur sur la rédaction du *pro Dejotaro*, qui, dit-il, « ne méritait pas d'être écrit » (4) ; il s'ensuit que, même dans les œuvres oratoires les plus minces où l'avocat n'avait pas besoin de refondre

(1) *Ad Attic.* XIII, 44, 3 : *Brutus mihi T. Ligarii verbis nuntiavit, quod appelletur L. Corfidius in oratione Ligariana, erratum esse meum ; sed, ut aiunt, μνημονικὸν ἀμάρτημα : sciebam Corfidium pernecessarium Ligariorum, sed eum video ante esse mortuum ; da igitur, quæso, negotium Pharnaci, Antaeo, Salvo, ut id nomen ex omnibus libris tollatur.*

(2) *Ibid.*

(3) La correction demandée n'a pas été faite dans les exemplaires dont nos mss. dérivent, cf. *pro Ligario* 11, 33 ; peut-être n'a-t-elle pas été faite du tout.

(4) *Ad Famil.* IX, 12, 2 : *Oratiunculam pro Dejotaro, quam requirebas, habebam mecum, quod non putaram : itaque eam tibi misi ; quam velim sic legas, ut causam tenuem et inopem nec scriptione magno opere dignam ; sed ego hospiti veteri et amico munusculum mittere volui levidense crasso filo, cujus modi ipsius solent esse munera.*

entièrement la plaidoirie multiple de la réalité, pour en dégager un seul discours écrit, les remaniements de la rédaction ne consistent pas en surcharges introduites dans un texte déjà arrêté, comme l'ont cru les érudits qui nous ont précédé dans ces recherches ; mais nous aurons à revenir sur ce point en étudiant les procédés de la rédaction.

Les plaidoyers civils

Le procès-civil, en ce qui concerne la nature et l'ordre des actes du débat à l'intérieur de l'*actio*, est de tout point semblable au procès criminel ; les discours du demandeur puis (1) du défendeur précédent (2) de même l'interrogatoire des témoins ; de même encore les sommations à l'adversaire de répondre sur-le-champ, les interruptions, le commentaire des pièces versées au débat provoquent des altercations nombreuses (3). En revanche, des différences fondamentales apparaissent, relativement à la durée des discours et au nombre des *actiones*. Les délais attribués aux avocats pour les plaidoiries ne sont pas, en principe, fixés par la loi. Dans l'affaire Quinctius, l'adversaire de Cicéron aurait tenté de forcer la main au juge C. Aquilius : il aurait demandé au préteur d'inviter ce juge à limiter la durée de la plaidoirie cicéronienne, sous prétexte que le précédent défenseur de Quinctius avait manifestement abusé de la parole pour traîner le débat en longueur ; grâce

(1) Ce point ressort notamment d'un passage du *pro Quinctio*, 2, 8 ; dans cette affaire où Quinctius est en réalité défendeur, la procédure imposée par le préteur a renversé les rôles ; Quinctius doit en effet fournir la preuve que ses biens n'ont pas été possédés depuis 30 jours par son adversaire Sex. Naevius ; par suite il est obligé de plaider le premier.

(2) *Pro Quinctio* 18, 58 ; 23, 75, etc...

(3) *Pro Quinctio* 25, 79 ; 26, 82 ; *pro Roscio comoedo* 2, 5 ; 8, 22 ; 15, 43 ; 16, 46 ; *pro Caecina* 12, 35 ; 17, 48.

aux protestations d'Aquilius, qui avait fait valoir les droits de sa fonction, la demande avait été écartée par le préteur (1). Il s'ensuit que, en fait, les avocats disposaient de tout le temps qu'ils voulaient et n'étaient retenus que par la crainte de mécontenter les juges : de là les observations sur la longueur exagérée des discours de l'adversaire que l'on relève dans le *pro Quinctio*, dans le *pro Tullio* (2), et dont l'on chercherait en vain l'analogue dans les plaidoyers criminels. Une autre particularité du débat judiciaire civil, c'est que le nombre des *actiones* n'est pas limité ; de plus l'usage tend à se répandre de les multiplier (3) : pour ménager la susceptibilité et la réputation de la partie contre laquelle leur conscience a déjà prononcé ou lui permettre un accommodement, les juges ont pris l'habitude de différer longtemps la sentence. Ainsi, dans les trois affaires Quinctius (4), Tullius, et Caecina (5), la plaidoirie cicéronienne que nous lisons est censée appartenir à une seconde ou même à une troisième *actio* et cette particularité, en même temps qu'elle implique la nécessité d'une refonte de l'ensemble de la plaidoirie dans le discours écrit, exclut la possibilité de déterminer avec précision les éléments de chacune des plaidoiries successives.

En effet chacune des *actiones* a donné lieu à un débat

(1) *Pro Quinctio* 9, 33-34.

(2) *Pro Quinctio* 10, 34 ; *pro Tullio* 3, 6 : *Unum hoc abs te, L. Quincti, pervelim impetrare (quod tametsi eo volo, quia mihi utile est, tamen abs te idcirco, quia æquum est, postulo), ut ita tibi multum temporis ad dicendum sumas, ut his aliquid ad iudicandum relinquas. Namque antea non defensionis tue modus, sed nox tibi finem dicendi fecit...*

(3) *Pro Caecina*, 2, 6.

(4) Dans l'affaire Quinctius, Cicéron se présente bien pour la première fois, mais remplace un avocat empêché qui, dit-il au juge, a déjà plaidé la cause devant toi à plusieurs reprises, *pro Quinctio* 1, 3.

(5) *Pro Tullio* 2, 5 ; *pro Caecina* 2, 6.

complet, dans lequel les parties ont épuisé les moyens de la cause, puisqu'elles ne pouvaient songer à en réserver certains pour une reprise, possible il est vrai, mais toujours hypothétique. Or il est évident que les avocats, lorsqu'ils s'affrontèrent une deuxième ou une troisième fois, ne traitèrent pas la cause comme si elle avait été intacte ; déjà épuisée par les débats antérieurs, la controverse ne se poursuit plus qu'autour d'un petit nombre de points non encore élucidés (1) et dont l'obscurité précisément a décidé le juge à prononcer le renvoi. Assurément les avocats ne rééditent point chaque fois ni la narration ni le *curriculum vitæ* de leurs clients : voilà pourtant ce que nous trouvons dans des discours qui devraient représenter exclusivement les plaidoiries d'une deuxième ou d'une troisième *actio*. Mais ici c'est au lecteur que Cicéron raconte les origines de l'affaire et le juge, déjà édifié sur ce sujet, attendait de lui autre chose, lorsqu'il le voyait reparaitre à son banc.

De même pour l'argumentation. Souvent, il est vrai, Cicéron précise qu'il développe un argument nouveau (2) ou complète une argumentation déjà présentée (3), mais

(1) Dans les premiers débats des affaires Tullius et Caecina, Cicéron s'était appliqué à établir des points de fait, que les adversaires (cf. *pro Tullio* 1, 1, *pro Caecina* 1, 3 ; 2, 4), devaient reconnaître, mais en soutenant que les *formulae* aux termes desquelles les poursuites avaient été engagées ne s'appliquaient pas à ces faits ; obligé de porter tout son effort sur l'interprétation de textes juridiques, Cicéron a dû modifier en conséquence son système de défense, cf. *pro Tullio* 1, 3 : *mihi mutanda ratio defensionis* ; *pro Caecina* 1, 3 : *itaque longe alia ratione, recuperatores, ad agendam causam hac actione venio, atque initio veneram*.

(2) *Pro Tullio* 2, 5 ; *pro Caecina* 28, 80.

(3) *Pro Caecina* 31, 89. L'adversaire prétend qu'il n'a pas à rétablir Caecina sur le terrain objet du litige, parce qu'il ne l'en a pas expulsé, mais s'est opposé à ce qu'il y pénètre, et Cicéron a soutenu, dès le début de sa défense, que l'*interdictum de vi homi-*

souvent aussi il se peut que l'argument n'ait même pas figuré dans la plaidoirie finale, celle que représente le discours écrit, et doive être rapporté à l'une des *actiones* antérieures. En tout cas nous ne pouvons songer à délimiter exactement dans le plaidoyer que nous lisons la part qui revient à chacun des plaidoyers réels dont il est composé ; tout ce que nous pouvons affirmer, c'est que, en rédigeant, Cicéron ne s'est pas contenté de reproduire son discours de la dernière *actio*, qui eût été inintelligible aux lecteurs ; des deux ou trois plaidoyers complets prononcés, il a tiré, par une espèce de *contaminatio*, une œuvre nouvelle, qui présente l'affaire dans son ensemble et conserve à la littérature la plaidoirie multiple et confuse de la réalité. De même que dans les plaidoyers criminels, les particularités du débat, ici la multiplicité des *actiones*, là l'étendue de l'*actio* unique, exigeaient que la rédaction fût essentiellement une refonte, et, nous allons le voir, c'est parce qu'ils n'ont pas su ou voulu faire ce travail de refonte que les avocats anciens n'ont pas assuré la mémoire de leur éloquence.

nibus armatis s'applique aussi bien au cas où l'on aurait été empêché de rentrer dans sa maison qu'au cas où l'on en aurait été chassé. L'avocat reprend cet argument après avoir défini le *unde* de la formule *unde deiecasti eo restituas*, comme signifiant également *ex quo loco* et *a quo loco* : l'argument, fondé d'abord sur la seule équité, est ainsi justifié par la lettre de la loi.

CONCLUSIONS

Il nous reste à dégager les principales conclusions auxquelles nous a conduit cette étude.

Bien que l'objet propre de nos recherches ait consisté à établir les rapports des plaidoyers écrits et des plaidoiries réelles, il nous paraît nécessaire, après avoir déterminé le rôle de la rédaction dans les discours judiciaires, de préciser un autre résultat de notre enquête, en caractérisant brièvement le génie de Cicéron avocat.

LA RÉDACTION

Tant que l'on n'avait pas déterminé les conditions générales de la plaidoirie à Rome et l'ordre des débats dans les affaires pour lesquelles nous possédons les discours de Cicéron, la question de savoir quelle est la part de l'orateur et celle de l'écrivain dans les discours que nous lisons ne pouvait être débattue qu'à l'aide d'arguments de vraisemblance. Tout ce que l'on pouvait affirmer avec certitude, c'est que Cicéron revoyait ses discours avant de les publier ; mais en quoi consistait cette revision, là était l'énigme que chaque critique résolvait en dernière analyse d'après des considérations subjectives, selon que la personnalité et le caractère de Cicéron lui étaient ou non sympathiques, les renseignements anciens, vagues et irrédigiblement contradictoires, autorisant aussi bien la

confiance de Laurand, par exemple, que la défiance malveillante de la critique allemande. En fait, l'erreur initiale qui consistait à voir dans le discours écrit le représentant d'un seul plaidoyer réel déplaçait la question : il était naturel que l'on s'expliquât mal à quoi pouvait correspondre le travail de la rédaction pour des discours dont beaucoup ont été prononcés à une époque où la sténographie était d'un usage courant ; rien de plus simple, au contraire, quand l'on s'est rendu compte que la rédaction est nécessaire, imposée à Cicéron par les conditions de la plaidoirie, l'œuvre de parole en elle-même n'étant pas viable.

Il est remarquable que Cicéron, quand il parle de la rédaction d'un discours, emploie des expressions qui ne peuvent s'appliquer qu'à un travail assez long : « *conficere* », « *absolvere* », dit-il (1) ; assurément il ne se serait pas exprimé de cette façon si la rédaction n'avait consisté qu'en une simple mise au point du style. Même de tout petits discours qui, dans la forme où il nous sont parvenus, ne prendraient pas trois quarts d'heure de débit, ont été remis sur le métier avant d'être publiés : c'est le cas, nous le savons, du *pro Dejotaro* (2). Pourquoi Cicéron, qui assure que le sujet n'en valait pas la peine, ne s'est-il pas contenté d'adresser à son royal client un sténogramme de son plaidoyer ? — car on m'accordera que le « *scriptione* » de sa lettre à Dolabella ne peut s'appliquer à un sténogramme revu et corrigé autant qu'on le voudra, mais bien à un discours refait —. Précisément parce que même un tout petit discours comme le *pro Dejotaro* représente plus d'un sténo-

(1) *Cato major*, 38 ; *ad Q. fratrem*, III, 4, 11.

(2) *Ad famil.* IX, 12. 2 : *oratiunculam pro Dejotaro, quam requirebas, habebam mecum, quod non putaram : itaque eam tibi misi ; quam velim sic legas, ut causam tenuem et inopem nec scriptione magno opere dignam.*

gramme : le plaidoyer de Cicéron a donné lieu à la réplique de l'adversaire et Cicéron a répliqué à son tour ; publiée telle quelle, la défense de Cicéron serait une œuvre mal venue et incohérente qui pourrait intéresser l'historien, mais n'aurait pas droit de cité en littérature.

Qu'on se représente maintenant ce que serait la plaidoirie cicéronienne dans une affaire de premier plan, le *pro Murena* ou le *pro Plancio*, si nous pouvions la lire en sténogrammes. Le *pro Murena* serait formé de deux plaidoyers qui n'auraient guère de commun que la personne du client ; quant au *pro Plancio*, il serait représenté par un discours introductif suivi d'une série de discours secondaires et enfin d'une *peroratio*, le tout entremêlé d'*altercationes* et d'exhibitions de *laudatores*. Assurément nulle part, dans aucune autre organisation judiciaire, la plaidoirie n'est aussi vaste, aussi dispersée, moins apte à subsister telle quelle comme un monument littéraire.

Or Cicéron avait une peur incroyable de ne point se survivre, de disparaître avec le dernier écho de sa voix, comme un Esope ou un Roscius, et il savait combien il est difficile (1) de conserver la vie de la parole. Dès ses débuts dans la carrière oratoire, ses scrupules et ses angoisses d'artiste l'ont amené à la conception du discours écrit qui semblait lui assurer les meilleures garanties contre l'indifférence de la postérité ; frappé de voir combien d'orateurs romains et celui-là même qu'il se plaît à considérer comme son précurseur, Crassus, n'avaient rien laissé qui répondit à l'estime de leur temps, il s'est dit que l'avocat, pour subsister dans l'avenir, devait être aussi un écrivain.

(1) *Orator* 37, 130 : *Quæ qualiacumque in me sunt — me enim ipsum non pœnitent quanta sint — sed apparent in orationibus ; etsi carent libri spiritu illo, propter quem majora eadem illa cum aguntur, quam cum leguntur, videri solent.*

Si l'éloquence romaine antérieure à Cicéron avait laissé si peu d'elle-même à la littérature, c'est précisément parce que le discours judiciaire réel n'était pas en lui-même une œuvre d'art et que les avocats anciens ne surent pas trouver le moule où les éléments de la plaidoirie auraient pris la forme littéraire indispensable à sa conservation. A l'époque de Crassus et sans doute à partir de l'institution des *quæstiones perpetuæ*, ni les causes n'étaient moins étendues, ni les plaidoiries sensiblement moins développées qu'au temps de Cicéron : ce qui le prouve, c'est la pratique déjà ancienne de la défense en collaboration (1). Ajoutons que la plupart des procès donnaient lieu à *ampliatio*, en sorte que, pour donner à la plaidoirie publiée l'unité nécessaire, il eût fallu une refonte totale. Or pareille besogne décourageait même les meilleurs avocats et ils se sont contentés, soit d'écrire leurs plaidoiries ou leurs réquisitoires dans une forme extrêmement réduite et schématique, soit d'en conserver seulement des extraits.

On peut se faire une idée des rédactions primitives d'après les indications que nous a laissées Cicéron qui s'était donné beaucoup de peine pour reconstituer dans son *Brutus* l'évolution de l'art oratoire à Rome. Ce qui a manqué aux anciens, ce n'est ni le talent, car il y en eut de remarquablement doués, ni même le style qui, chez les plus récents, a déjà de la finesse et de la souplesse, c'est avant tout l'art de la composition. Autant que nous pouvons en juger d'après ce que nous en dit Cicéron, les dis-

(1) *Brutus* 69, 242 : *Q. Arrius, qui fuit M. Crassi quasi secundarum* ; *ibid*, 92, 317 : *cum Cotta princeps adhibitus esset, priores tamen agere partes Hortensium*. — Cf. aussi AULU-GELLE, XV, 4, 1 : *apud Q. Metellum Numidicum in libro accusationis in Valerium Messallam tertio nove dictum esse adnotavimus. Verba ex oratione ejus haec sunt...* — De la citation il ressort qu'il s'agit d'une affaire de *repetundæ*.

cours de Caton étaient des œuvres réduites et concentrées, où le discours réel avait été ramené aux proportions du discours d'histoire (1) ; en effet Cicéron n'établit aucune différence entre ceux de ces discours qui avaient été publiés à part et ceux qui avaient pris place dans les *Origines* (2). Il est à croire que cette forme schématique répondait suffisamment aux fins que se proposait Caton en écrivant ses discours : le vieux lutteur n'avait pas pris, dans les dernières années de sa vie, la peine de rédiger les plaidoyers de sa longue carrière pour perpétuer sa réputation d'éloquence ; ces discours devaient bien plutôt constituer une sorte d'apologie de sa personne et de son rôle et, si l'on peut dire, une espèce de biographie oratoire (3).

(1) *De Oratore* I, 53, 227 : *Idemque (P. Rutilius Rufus) Servium Galbam, quem hominem probe commeminisse se aiebat, pergraviter reprehendere solebat, quod is L. Scribonio quaestionem in eum ferente populi misericordiam concitasset, cum M. Cato, Galbae gravis atque acer inimicus, aspere apud populum Romanum et vehementer esset locutus, quam orationem in Originibus suis exposuit ipse.* Sur le sens de *exponere*, opposé à *explicare*, développer, cf. *Brutus* 21, 81 ; 44, 164, etc.

(2) Cicéron évalue le nombre total des discours qu'il a pu se procurer à 150, *de Senectute* 17, 65 ; dans le *Brutus*, il dit qu'il y en a autant de Caton que de Lysias dont l'on sait que la production a été énorme, *Brutus*, 16, 63.

(3) H. JORDAN, *M. Catonis praeter librum de re rustica quae extant*, Leipzig, Teubner, 1860, p. LXII, croit que Cornelius Nepos fait erreur lorsqu'il dit : *orationes (Cato) ab adolescente confecit*, et s'en tient à Cicéron, *de Senectute*, 11, 38 : *causarum illustrium quascumque defendi nunc cum maxime conficio orationes*. Mais il n'est pas impossible que, parmi les innombrables discours de Caton, un certain nombre n'aient pas été rédigés, et aient été conservés par des *commentarii* ; dans un fragment (texte dans Jordan p. 37 : *jussi caudicem proferri, ubi mea oratio scripta erat de ea re quod sponsionem feceram cum M. Cornelio*), le *caudex* dont il est question ne renferme pas un discours rédigé, mais un *commentarius*. Le texte de Cicéron n'est donc pas inconciliable avec celui de Cornelius Nepos. Cicéron fait allusion à un *corpus*, une collection de discours écrits par Caton dans sa vieillesse et

D'autre part il semble naturel que ce soient les annalistes qui aient fixé les premiers, d'après leurs modèles grecs, les traits généraux du discours écrit. Crassus, qui du reste s'est désintéressé de ses discours judiciaires, a bien vu l'inconvénient de pareille rédaction ; il a écrit certaines parties du discours, mais s'est contenté de donner des autres une brève analyse. Les morceaux brillants sont ainsi reliés l'un à l'autre par une série de sommaires suffisamment développés pour marquer la suite des idées (1). Un contemporain de Crassus, C. Galba, fils du célèbre avocat Ser. Sulpicius Galba, semble bien n'avoir retenu, de sa plaidoirie pour lui-même, que l'*epilogus* (2). Beaucoup plus tard les contemporains immédiats de Cicéron, les avocats de sa génération même, ne prendront pas généralement le temps de rédiger leurs discours judiciaires.

que l'orateur avait consignée de ses principaux discours judiciaires ; en dehors de cette collection, d'autres discours judiciaires non revus pouvaient subsister isolément, et l'hypothèse est d'autant plus vraisemblable que des termes de Cicéron (*de Senectute* 17, 65) il ressort que de nombreux discours avaient échappé à ses recherches. Par suite il y aurait lieu de distinguer dans l'œuvre oratoire de Caton trois groupes de discours, tous issus de ses *commentarii* (il est évident que Caton, fort avancé en âge, n'a pas écrit de mémoire) : 1° des discours, surtout politiques, insérés dans les *Origines* ; 2° une collection des principaux discours judiciaires, rédigés également dans la vieillesse ; 3° une série de discours que les chercheurs trouvaient directement dans les *commentarii* ; c'est à ceux-ci que Cornelius Nepos songerait lorsqu'il écrit : *orationes (Cato) ab adolescente confecit*.

(1) *Brutus* 43, 160 : *In ea ipsa causa fuit eloquentissimus, orationisque ejus scriptas quasdam partes reliquit* ; 44, 164 : *multa in illa oratione (in legem Cæpionis) graviter, multa leniter, multa aspere, multa facete dicta sunt ; plura etiam dicta quam scripta, quod ex quibusdam capitibus expositis nec explicatis intelligi potest* ; *ibid.* : *ipsa illa censoria contra Cn. Domitium collegam non est oratio, sed quasi capita rerum et orationis commentarium paulo plenius*. Dans ces deux derniers textes il est question de discours politiques.

(2) *Ibid.*, 33, 127 : *Extat ejus peroratio, qui epilogus dicitur*.

C'est dans des *commentarii* analogues aux *commentarii defensionum* de Cicéron que les amateurs d'antiquités cherchent les vestiges de l'éloquence des Pompée, des Crassus, des Lentulus etc..., et c'est parce qu'il figurait des *commentarii* (1) dans les *libri Actorum* de Mucianus que l'auteur du Dialogue renvoie à cette collection. Pour la plupart de ses plaidoyers le jurisconsulte Scr. Sulpicius Rufus se contentera également de *commentarii*, revus d'ailleurs, où les morceaux ont été classés par procès dans le plan de la plaidoirie réelle et sont si soignés de forme que, de l'avis de Quintilien, Sulpicius les destinait à la postérité ; cependant Sulpicius laissera trois discours complets (2). A la même époque, César ne daignera pas rédiger ses plaidoyers : Suétone croit, après l'empereur Auguste, que le *pro Q. Metello* du futur dictateur est un mauvais sténogramme, si peu fidèle que le titre même en a été altéré et que les lecteurs y voient, non plus un plaidoyer pour Métellus, mais un discours où César défendrait sa propre personne et celle de Métellus contre les calomnies de communs adversaires (3). La collection des discours *in Dolabellam*, où figure une *divinatio* et au moins deux réquisitoires appartenant à deux *actiones* distinctes, doit être une exception : tous ces discours se rapportent à l'accusation de *repetundæ* que César engagea contre Dolabella en 77 ; vraisemblablement César voulant, comme Cicéron le fera un peu plus tard, laisser un monument de

(1) On voudra bien se reporter sur ce point à notre *Contribution à l'étude des sources d'Asconius*, où nous avons montré que, si les *libri Actorum* de Mucianus, *Dialogue des Orateurs*, 37, ne sont pas constitués d'extraits des *Acta Diurna*, ainsi qu'on l'avait admis avant Gudeman, ils ne sont pas non plus exclusivement une collection de discours, comme le veut l'éditeur du *Dialogue* (p. 474), qui interprète à tort *Acta* par *Actiones, orationes*.

(2) QUINTILIEN, X, 7, 30.

(3) SUÉTONE, *Jules César*, 55.

ses moyens d'accusateur, publia les discours de cette collection qui, encore au temps de Suétone, justifiaient la réputation de l'éloquence que les contemporains lui avaient reconnue.

On voit pourquoi l'éloquence judiciaire avant Cicéron n'a pas su conquérir dans la littérature une place proportionnée à l'importance de son rôle social. La plupart des avocats ne publient pas leurs discours et ceux qui s'y hasardent parfois ne savent pas donner une forme littéraire appropriée au plaidoyer réel. Les plus anciens l'abrègent en discours d'histoire, d'autres comme Galba le tronquent et n'en publient qu'une partie ; Crassus, pour ses discours politiques, imagine un système qui participe de l'un et l'autre procédé. C'est seulement avec le *pro S. Roscio Amerino* (1) que nous trouverons le discours œuvre d'art, au lieu du discours documentaire de l'époque pré-cicéronienne.

* * *

Pour laisser de véritables monuments de son éloquence, il fallait que l'avocat républicain fût un écrivain de race, capable, dans les rares loisirs qui échappaient à une activité politique et judiciaire dévorante, d'écrire rapidement des

(1) Il ne semble pas qu'Hortensius ait innové en matière de rédaction ; en tout cas nous ne connaissons pas de discours de lui qui ait été publié avant les premiers plaidoyers de Cicéron, et de la remarque de l'auteur du *Brutus*, 96, 328, on peut conclure qu'Hortensius, comme généralement les avocats à cette époque, ne publiait ses plaidoyers que fragmentairement. En effet dans la phrase : *idque* (la grande valeur du *pro Messalla* et le succès de l'orateur) *declarat totidem quot dixit, ut aiunt, scripta verbis oratio*, Cicéron ne veut pas dire que le discours publié reproduisait exactement le discours prononcé, car dans ce cas le *pro Messalla* serait un sténogramme et Cicéron s'exprimerait autrement, mais que Hortensius l'a rédigé (*scripta*) *in-extenso*.

œuvres à la fois artistiques et représentatives de la plaidoirie complexe et confuse de la réalité.

Tels sont les plaidoyers cicéroniens, ainsi qu'il ressort de cette étude.

Et d'abord la rédaction a été une refonte totale. Sur ce point, la nature des remaniements que nous avons signalés dans les plaidoyers et notamment le plus important de tous, la compression des éléments réels, ne permettent aucun doute. Au reste, à supposer même que l'avocat ait disposé en rédigeant de sténogrammes corrects (1), c'eût été une besogne ingrate, un véritable jeu de patience que d'en dégager, par élimination et à force de raccordements, une œuvre littéraire; étant donné les conditions de la parole devant les tribunaux, ces documents, de même que les *commentarii defensionum*, ne pouvaient servir que d'aide-mémoire. C'est pourquoi Cicéron parle toujours de la rédaction comme d'un travail original, où la plaidoirie est, pour ainsi dire, pensée de nouveau: « eh quoi, dit-il dans les *Tusculanes* (2), est-ce que, lorsque nous écrivons nos discours après le débat, nous sommes en colère ! » De même, dans le chapitre bien connu du *Brutus* (3) où l'orateur expose pourquoi la plupart des avocats, ou n'ont pas écrit leurs plaidoiries, ou n'ont pas su attester leur éloquence devant la postérité, l'œuvre de plume apparaît

(1) La pratique de la sténographie, à la fin de la période républicaine, est attestée par de nombreux textes et l'on sait que la première *Milonienne* est un sténogramme; mais les méthodes étaient defectueuses, cf. *pro Sulla* 14, 41, SUÉTONE, *Jules César*, 55; QUINTILIEN, VII, 2, 24 se plaint encore de ce que les plaidoyers qui couraient sous son nom fussent tellement défigurés par la négligence des copistes qui en faisaient trafic qu'il pouvait à peine s'y reconnaître lui-même.

(2) *Tusculanes*, IV, 25, 55: *an tibi irasci tum videmur, cum quid in causis acrius et vehementius dicimus? Quid? cum jam rebus transactis et præteritis orationes scribimus, num irati scribimus?*

(3) *Brutus*, 24, 91-94.

toujours comme distincte de l'œuvre de parole ; tandis que celle-ci a sa valeur propre en elle-même, indépendamment de l'art d'écrire, le discours écrit ne vaut que ce que vaut l'écrivain. Manifestement ces témoignages confirment les résultats de nos recherches et excluent toute rédaction qui aurait été un simple ajustage d'éléments dont la forme eût déjà été fixée.

Cette refonte (1) nécessaire, Cicéron aurait pu être tenté de l'entreprendre en homme d'école ; il aurait écrit des plaidoyers de type classique, entièrement conformes au plan de rhétorique. Or il n'en est nulle part ainsi dans les plaidoyers de la collection cicéronienne, où le caractère réaliste du plan, la disproportion des parties du discours ou même l'absence de certaines d'entre elles, enfin les indices qui nous ont permis de déterminer dans le plaidoyer différents moments oratoires, prouvent de façon évidente que la disposition du discours écrit n'est pas autre chose que l'ordre même de la plaidoirie réelle. Le *pro Milone* ne fait pas exception. En effet, si la disposition de ce discours est celle qui est préconisée par l'école, ce n'est

(1) Même dans les conditions de la plaidoirie moderne, une simple revision du style serait insuffisante ; la refonte est indispensable, parce que la plaidoirie a été au moins en partie improvisée. Dans un remarquable discours prononcé à la rentrée de la Conférence des avocats à la Cour d'Appel de Paris, le 8 novembre 1912, maître Labori, alors bâtonnier en exercice, disait de l'improvisation à la barre : « elle exige, pour n'être pas un jeu puéril, un important travail préliminaire : une étude approfondie du sujet, une longue méditation, un plan solide et jusqu'à une préparation soignée de la forme, sous la seule condition que celle-ci ne soit pas définitivement arrêtée. L'inconvénient, c'est que le produit de l'improvisation sera toujours littérairement imparfait. Pour prendre place définitivement dans l'œuvre esthétique des civilisations, il faudra que les discours les plus réussis soient refaits après avoir été prononcés. Pour se survivre l'orateur doit être un écrivain. Et pourtant c'est dans l'improvisation que les grands orateurs trouvent leurs plus beaux effets. »

point que Cicéron l'ait écrit à sa fantaisie ni qu'il subisse encore l'influence de la *Rhétorique à Hérennius*, comme le croit Spengel (1), c'est uniquement parce que la législation judiciaire de Pompée l'a contraint à renoncer aux longs *principia*, aux digressions, aux exhibitions de *laudatores* de la plaidoirie normale, à laquelle correspond la théorie du *de Oratore*. Ici comme ailleurs et bien que, dans une large mesure, Cicéron ait dû développer sa plaidoirie à la rédaction, parce qu'il n'avait pu parler comme il aurait voulu, la disposition du plaidoyer est subordonnée aux conditions réelles de la parole.

On devine sans peine pourquoi Cicéron ne pouvait songer à écrire ni un plaidoyer artificiel, ni un plaidoyer incomplet qui conservât seulement une partie ou quelques parties de la plaidoirie, comme ceux des anciens avocats, mais des œuvres véritablement représentatives de la plaidoirie totale : c'est que les contemporains avaient plaisir à retrouver dans la disposition du plaidoyer la marche de la controverse et que cette disposition correspondait à leurs yeux comme aux yeux de Cicéron à une tactique qu'ils avaient pu apprécier sur le vif. Assurément ni César ni Quintus Cicéron, lorsqu'ils lisaient, au fond de la Bretagne, le plaidoyer *pro Plancio* (2), ne se méprenaient sur la place dans le débat de cette seconde réponse à Laterensis où Opperskalski (3) voyait un apport de la rédaction et qui manifestement suppose une réplique de l'accusateur à un

(1) SPENGEL (*Rheinisches Museum*, 1863, p. 495), après avoir dit que Cicéron, au moment où il écrivait le *de Oratore*, ne considérait plus la *Rhétorique à Hérennius* que comme un manuel banal, ajoute : « *und doch waren sie es (die gewöhnlichen Lehrbücher) die ihn gross gezogen hatten, und die er noch einige Jahre später in der Verteidigung Milos so genau befolgte* ».

(2) *Ad Q. fr.* III, 1, 11.

(3) T. OPERSKALSKI, *De M. Tulli Ciceronis orationum retractione...* p.70.

premier discours du défenseur. Nul doute que les anomalies de toutes sortes qui ont déconcerté la critique moderne, parce qu'elle appliquait à tous les plaidoyers indistinctement son gabarit de rhétorique, n'aient correspondu aux yeux des premiers lecteurs de Cicéron, et à des situations oratoires qu'ils se représentaient sans peine, n'ignorant ni les lois ni les mœurs judiciaires, et à une stratégie que notre analyse ne peut définir qu'imparfaitement. Si donc le plaidoyer publié reproduit la marche générale de la plaidoirie réelle, ce n'est pas seulement parce qu'il était soumis au contrôle de lecteurs qui avaient pu être des auditeurs, c'est surtout parce qu'il n'était pas possible de conserver autrement l'éloquence de l'avocat homme d'action, et que l'écrivain du *de Oratore* ne voulait confier l'avenir de son nom qu'à des œuvres vraiment représentatives de ses triomphes du Forum.

Ce souci d'écrire des plaidoyers qui, bien que sous une forme nécessairement réduite, conservassent le souvenir de la plaidoirie complète, explique pourquoi l'orateur a procédé beaucoup moins par élimination que par compression des éléments réels.

Evidemment le plaidoyer ne pouvait conserver toute la plaidoirie, et Cicéron a vu de suite qu'il fallait donner à l'œuvre écrite une extension régulière, normale, celle d'un tour de parole ; toutes les fois que ses matériaux excédaient ces dimensions, il n'a pas hésité à retrancher et à réduire, ainsi que déjà l'observait Pline le jeune (1) ; aucune de ses plaidoiries n'est représentée par plus d'un discours écrit et celle pour Cornelius n'est pas une exception, puisque

(1) *Lettres*, I, 20, 8 ; *idem pro Cluentio ait se totam causam veteri instituto solum perorasse et pro C. Cornelio quadriduo egisse, ne dubitare possimus quæ per plures dies, ut necesse erat, latius dixerit, postea recisa ac repurgata in unum librum, grandem quidem, unum tamen, coartasse.*

la seconde Cornélienne n'a rien à voir avec la plaidoirie proprement dite. Or si l'on met à part les développements qui avaient été traités deux fois et dont une forme devait disparaître, dans le *pro Plancio* l'éloge des services que lui a rendus l'accusé, dans le *pro Murena* la controverse sur la situation politique, rien ne nous autorise à admettre qu'un thème ait totalement disparu, puisque en nombre d'endroits Cicéron a retenu des objections qui n'avaient pas laissé de le mettre dans l'embarras, des griefs fort gênants pour lui-même, des altercations pénibles ; enfin l'existence des lacunes prouve que Cicéron entendait donner du débat une image telle qu'on pût apprécier et la situation oratoire et la marche de la controverse. On comprend pourquoi au contraire le détail de l'argumentation pouvait en grande partie être sacrifié sans inconvénient : c'est que l'argument, en tant qu'il est une donnée de la réalité, n'a pas une valeur d'art et ne donne pas toujours à l'avocat l'occasion de faire preuve de son habileté. Ajoutons que le détail des griefs devait paraître à Cicéron, au moment où il rédigeait, à peu près dénué d'intérêt. Il en était de même pour les lecteurs, car le discours n'était point écrit pour poursuivre devant le grand public la controverse du Forum ni apaiser des scrupules de légalité. De nos jours, au cours de tel grand procès, nous avons pu nous intéresser au détail des charges, nous avons voulu prendre connaissance du dossier, en un mot nous avons voulu juger par nous-mêmes. A Rome, le discours ne paraissait qu'à une date où il n'était déjà plus d'actualité, où d'autres événements s'étaient imposés sur la scène judiciaire ou politique ; d'autre part le sentiment impérieux de la justice qui nous pousse à nous faire une opinion personnelle et à tranquilliser ainsi notre conscience n'existait que très exceptionnellement chez les anciens : les lecteurs de Cicéron attendaient son nouveau discours avec une curiosité seulement littéraire, celle que peut

éveiller chez nous un discours de réception à l'Académie Française. Enfin une raison secondaire de la publication, c'était de donner à un ami un témoignage durable de l'intérêt qu'on avait pris à sa cause ; or bien des argumentations longues et pointilleuses, mais qui n'avaient pas précisément l'allure décisive, pouvaient d'autant plus être réduites à une courte mention ou à une sèche dénégation, que le client ne tenait pas le moins du monde à les voir rappeler dans le dernier détail.

*
* * *

Indépendamment de l'élimination et de la réduction qui étaient nécessaires pour donner au discours une juste extension en même temps que l'unité d'action (1) ou, si l'on

(1) L'utilisation dans les discours écrits d'éléments oratoires empruntés à plusieurs tours de parole apparaît aussi dans certains discours politiques, notamment les 5^e, 8^e et 13^e *Philippiques*. Nous prendrons comme exemple la 5^e *Philippique*, parce que deux textes de Cicéron suffisent pour étayer, en ce qui concerne ce discours, une démonstration qui exigerait de trop longs développements pour les autres.

Les historiens modernes de l'antiquité et Drumann même, qui n'est pas suspect de prévention contre Appien, ont suivi le plus souvent Cicéron dans leurs exposés des séances sénatoriales du 1^{er} au 4 janvier 43 et tous admettent que la 5^e *Philippique* a été prononcée telle quelle le 1^{er} janvier. Or c'est seulement parce que l'on rapporte tous les éléments de la 5^e *Philippique* à cette date qu'Appien (*Hist. Rom.* III, 50-61) est en désaccord irréductible avec Cicéron ; deux textes de Cicéron même, inconciliables avec la *Philippique* cicéronienne, établissent et que ce discours renferme des éléments oratoires postérieurs au 1^{er} janvier 43 et que la source d'Appien était excellente :

1^o *ad Brutum* I, 15, 7 : *Quamquam ego illi tum verborum laudem tribui eamque modicam, decrevi etiam imperium ; quod quamquam videbatur illi aetati honorificum, tamen erat exercitum habenti necessarium. Quid enim est sine imperio exercitus ? Statuam Phi-*

veut, de situation oratoire, nous avons constaté que souvent l'écrivain en avait pris à son aise avec la réalité. Non point assurément qu'il ait alourdi une plaidoirie que déjà il fallait alléger, en y insérant des morceaux considérables ;

lippus decrevit, celeritatem petitionis primo Servius, post majorem etiam Servilius.

On sait que l'authenticité de la correspondance avec Brutus n'est plus contestée ; cf. SCHANZ, *Geschichte der Römischen Literatur* I. II, p. 318 et, en ce qui concerne la lettre I, 15, O. E. SCHMIDT, *Der Brief an M. Brutus I, 15 und Ciceros Politik im Mutinensischen Kriege*, *Fleckeis. Jahrb.*, 141, (1890), p. 117. — Or dans la 5^e *Philippique* l'éloge d'Octave n'est pas réservé, il est enthousiaste, et Cicéron a fait sienne la proposition de Sulpicius, relative à l'accélération de la carrière, cf. notamment 17. 47 : *Quid est enim, patres conscripti, cur eum non quam primum amplissimos honores capere cupiamus ?*

2^o *Phil.* VI, 5, 14 : *Sed haec agrorum adsignatio paulo ante, Quirites, L. Cæsaris, clarissimi viri et præstantissimi senatoris, sententia dissoluta est ; huic enim adsensi septemvirum acta sustulimus.*

Dans la 5^e *Philippique*, Cicéron développe longuement, de 3,6 à 8, 22, l'idée qu'il y a urgence à abroger les lois et décrets d'Antoine et notamment les actes des septemvirs, 7, 21 : *Quæ quamquam, si leges irritas feceritis, rata esse non possunt, tamen separatim suo nomine notanda censeo judicandumque nullos septemviros fuisse, nihil placere ratum esse, quod ab iis actum diceretur.*

Comment, dans la 6^e *Philippique*, l'orateur peut-il reconnaître à L. César une initiative qu'il s'attribue dans la 5^e ?

Il est clair que la 5^e *Philippique* ne peut être le sténogramme tel quel du discours du 1^{er} janvier, et il est aussi évident que le texte de la lettre à Brutus établit la haute valeur de la relation d'Appien. En effet la surenchère à laquelle, d'après Cicéron, a donné lieu la discussion relative aux honneurs décernés à Octave, ne peut s'être produite dans la première délibération du sénat, car, du texte de la lettre à Brutus il ressort, et que Cicéron a le premier formulé une proposition à ce sujet et que Servilius et Sulpicius sont interrogés avant lui (cf. aussi *Phil.*, VII, 9, 27). Or Appien note la même manœuvre de la majorité sénatoriale à la date du 2 janvier : l'intervention du tribun Salvius ne permettant pas de passer au vote, alors qu'Antoine paraissait devoir être déclaré ennemi public, la majorité entend arriver au même résultat par un moyen dé-

la thèse de Rosenberg et de Opperskalski, outre qu'elle est fondée sur l'ignorance des conditions de la parole, prête à Cicéron une idée absurde, à savoir que l'écrivain

tourné, en couvrant de fleurs les ennemis d'Antoine. Le témoignage d'Appien confirme donc et précise celui de Cicéron et il suffit de parcourir l'éloge d'Octave dans la 5^e *Philippique* (16, 42 -19, 52) pour se rendre compte que ce long développement ne peut dater du 1^{er} janvier ; nous attirerons l'attention notamment sur le passage suivant, 17, 46 : *itaque illa quæramus, quæ vix hodierno die consequemur. Sed sæpe spero fore hujus adolescentis ornandi honorandique et nobis et populo Romano potestatem.*

L'utilisation dans la 5^e *Philippique* d'éléments de discours postérieurs à la séance du 1^{er} janvier explique aussi pourquoi Cicéron revendique ici une initiative qu'il reconnaît à L. César dans la 6^e, prononcée le 4 janvier devant le peuple. La proposition de L. César qui est sanctionnée par un vote a été faite très peu de temps (*paulo ante*) avant le moment où Cicéron la mentionne, c'est-à-dire dans la séance sénatoriale du 4. Examinons le développement dont fait partie la proposition correspondante de Cicéron dans la 5^e *Philippique*.

Au début du chapitre III, l'orateur formule ainsi un thème qu'il traitera jusqu'au milieu du chapitre IX : *agitur, utrum M. Antonio facultas detur opprimendæ rei publicæ, caedis faciendæ bonorum, urbis dividundæ, agrorum suis latronibus condonandi, populi Romani servitute opprimendi, an horum ei facere nihil liceat.* A qui l'orateur répond-t-il sur ce point ? Est-ce à l'un des sénateurs qui ont été consultés avant lui ? Pas du tout, il réfute une proposition qui n'a pas été faite encore, 2, 5 : *Qui (consulares) utinam omnes ante me sententiam rogarentur ! (quamquam suspicor, quid dicturi sint quidam eorum, qui post me rogabuntur) facilius contra dicerem, si quid videretur. Est enim opinio decreturum aliquem Antonio illam ultimam Galliam, quam Plancus obtinet. Quid est aliud omnia ad bellum civile hosti arma largiri...* Ainsi Cicéron s'en prend d'abord à un adversaire qui n'a pas encore parlé et s'attarde à combattre longuement, du chap. 3, 6, au chap 10, 25, une *sententia* dont il ne peut savoir même si elle sera formulée, avant d'en venir à la proposition, celle de Calenus, qui a ouvert la discussion, dont il dit (1, 2,) qu'elle le bouleverserait, s'il n'avait confiance dans le sénat, et qui sera le centre de toute la controverse, l'envoi d'une ambassade à Antoine. Mais à qui Cicéron fait-il le grand honneur de le réfuter sans l'avoir entendu ? C'est à un ami d'Antoine (2, 6). Or, les consulaires qui sont en relations avec Antoine sans être ses parents sont (*Phil.*

aurait désaccordé la plaidoirie harmonieuse de l'avocat en la surchargeant de développements parasites. On comprend au contraire, lorsqu'on sait que la rédaction

XII, 1, 1 et 3; 7, 18) Fufius Calenus et L. Piso. C'est donc L. Piso qui est désigné. D'autre part la *sententia* que Cicéron lui prête répond visiblement à une intention de conciliation, en sorte qu'elle n'a pu intervenir dans la première partie du débat : on laissera à Decimus Brutus la Gaule Cisalpine, Antoine recevra la Transalpine des mains de Plancus, consul désigné. Ici encore Appien concorde avec Cicéron : il place en effet le discours de Pison dans la séance du 3 janvier et ce discours ayant clos la discussion, la réponse de Cicéron — qu'il ne faut pas confondre avec le discours sur la guerre du 3, lequel ne pouvait que répéter celui du 1^{er} — devrait donc être rapportée au 4 janvier. Cicéron parla ce jour là, *Phil.*, VI, 6, 16 : *Quo etiam, ut confitear vobis, Quirites, minus hodierno die contendi, minus laboravi, ut mihi senatus adsentiens tumultum decerneret, saga summi juberet. Malui viginti diebus post sententiam meam laudari ab omnibus quam a paucis hodie vituperari.* Ce texte, qui montre assez pourquoi la source césarienne dont dérive Appien pouvait attribuer à Pison l'honneur d'avoir donné une solution au débat et arrêté ce débat le 3 janvier, explique aussi la tactique de la majorité sénatoriale, lorsque elle a vu qu'il serait impolitique de s'obstiner à vouloir mettre Antoine hors la loi ; la manœuvre du 2 janvier recommence sur un autre terrain et, résignée à l'envoi d'une ambassade, la majorité cicéronienne s'efforce de la faire échouer. Ici se place logiquement toute cette partie de la 5^e *Philippique*, du chap. III au chap. IX, où Cicéron combat la proposition de Pison. Dans notre discours considéré à la date du 1^{er} janvier, on s'explique mal comment l'orateur peut réfuter une proposition qui n'avait pas encore été faite, puis en développer une autre, celle de la suppression des lois et décrets d'Antoine, dont le vote n'eût été qu'une formalité, s'il avait obtenu gain de cause sur le fond, c'est-à-dire s'il avait réussi à faire déclarer Antoine ennemi public, et l'on ne comprend plus du tout comment il peut formuler de son chef une motion qu'il attribue ailleurs à L. César et rapporte à la séance du 4. Au contraire, si on restitue la première partie de la 5^e *Philippique* au discours cicéronien et à la manœuvre de la majorité sénatoriale du 4 janvier, tout s'arrange ; c'est L. César qui a ouvert cette manœuvre dont le but est manifeste : envenimer les rapports avec Antoine et faire échouer l'ambassade. L. César parle en effet avant Cicéron (cf. *Phil.*, XI, 8, 19) et, dans le discours réel,

a été une refonte totale, qu'elle ait permis à Cicéron de glisser dans le discours des allusions rapides, du genre de celles qu'Atticus lui demandait d'insérer dans le *pro Li-*

en ce qui concerne les actes des septemvirs, Cicéron s'est rangé à son avis — c'est ce qu'il dit dans la 6^e *Philippique* — mais lorsqu'il a rédigé sa 5^e *Philippique*, celle-ci étant censée prononcée 4 jours auparavant, il a dû formuler de son chef une proposition que, à cette date, personne encore n'avait faite.

La 5^e *Philippique* est donc constituée d'éléments de plusieurs tours de parole qui sont, dans l'ordre de ce discours, celui du 4 janvier, ceux des 1^{er} et 3 janvier, celui du 2 janvier. Dans le discours écrit, c'est le sujet qui a tenu la plus grande place dans le discours réel du 1^{er} janvier et constitué tout entier celui du 3 qui est le moins représenté, tandis que le discours du 4 janvier passe au premier plan de l'argumentation. Comment expliquer cette sélection des matériaux ? Par une raison bien simple : Cicéron a écrit les *Philippiques* moins pour attester son rôle historique, comme c'est le cas des *Catilinaires*, que pour poursuivre devant le monde romain la polémique menée au sénat et dans l'assemblée du peuple. Telle est la conclusion essentielle à laquelle aboutit notre étude des *Philippiques* : des éléments surabondants et confus de ses discours réels, Cicéron a dégagé par élimination (élimination des parties où Antoine n'est pas mis en cause directement ou indirectement, élimination des altercations violentes que l'orateur soutint contre Fufius Calenus, Pison, Servilius même, etc.) chacune de ses *Philippiques* sénatoriales. Les éléments ainsi obtenus, il les a regroupés dans l'ordre d'importance actuelle où le débat même les avait mis, et il a lancé dans le monde romain des discours-programmes qui fixent au jour le jour l'objectif à atteindre immédiatement dans la bataille engagée contre Antoine. Œuvre où le génie le plus souple et la passion la plus ardente sont au service de la seule action, les *Philippiques* représentent la tentative la plus hardie, la plus grandiose par l'ampleur de la lutte et l'importance des intérêts, qui ait été faite dans le monde ancien pour agir sur l'opinion dans le domaine politique. Mais n'anticipons pas sur les conclusions d'un ouvrage à venir au-delà de ce qui est nécessaire, et observons seulement que l'utilisation dans le discours écrit d'éléments empruntés à plusieurs discours réels exclut l'hypothèse de *Philippiques* perdues (cf. Ladislas Simon, *die Spuren einer unbekannten Philippica Ciceros*, Neue Jahrb. f. das Klass. Altert. 27, 1911, p. 412) qui auraient été prononcées au cours des séances des 2, 3 et 4 janvier 43.

gario (1) : il s'agit de remarques passablement indiscrètes sur les relations de famille de Tubéron, l'accusateur de Ligarius. Il n'est guère de plaidoyers où nous n'ayons noté quelque surcharge de ce genre, tantôt critique d'un adversaire à qui l'avocat garde rancune, tantôt compliment à un ami qui sera un lecteur. Les conditions de la rédaction expliquent aussi comment l'orateur a pu modifier singulièrement le ton et l'esprit même de la plaidoirie, sans en altérer de façon sensible ni le fond ni le plan originel. Assurément l'intrusion dans le discours publié de morceaux forgés de toutes pièces eût choqué les contemporains qui avaient entendu l'avocat ; aussi est-ce par des allusions disséminées dans tout le discours et fondues dans le corps du développement que Cicéron se donne figure d'adversaire du régime syllanien dans le *pro Sex. Roscio Amerino*, et, dans l'*in Vatinius* comme dans le *pro Sestio*, se réconcilie avec César, après l'entrevue de Lucques.

* * *

De la nécessité même où fut Cicéron de refondre les matériaux de la plaidoirie réelle pour en dégager le discours que nous lisons, il résulte qu'on ne saurait songer à y retrouver dans son exactitude matérielle le langage dont il s'est servi devant les tribunaux. Ce n'est point à des discours réels dont le style aurait été seulement revu que nous avons affaire, c'est à des discours écrits de bout en bout, après le débat. Il s'ensuit qu'en aucun cas l'on n'a le droit d'expliquer les particularités du style que l'on peut relever dans tel ou tel plaidoyer par une revision insuffisante ou hâtive. A moins qu'un sténogramme de plaidoirie ne nous tombe un jour dans les mains, nous ne saurons jamais de façon certaine s'il y a des différences appréciables entre

(1) *Ad Attic.*, XIII, 20, 2.

le style parlé et le style écrit de Cicéron (1). Tout ce qu'il est permis d'affirmer, c'est que le souci de la forme apparaît dans certains faits de la rédaction. Bien que d'autres raisons encore et notamment la nécessité de réduire la plaidoirie expliquent pourquoi les altercations ne sont généralement qu'indiquées (2) et tant de bons mots ont

(1) Il est clair qu'on ne saurait fonder une étude sérieuse, ni sur le court passage du *pro Milone* dont nous possédons la forme brute et la forme améliorée, ni sur quelques phrases d'une lettre à Atticus (I, 16, 9-11), où il est permis de retrouver les termes mêmes dont Cicéron s'est servi dans une altercation avec Clodius à laquelle correspondent sans aucun doute les fragments qui nous sont parvenus du *in Clodium et Curionem* : cf. O. E. SCHMIDT, *Flugschriften aus der Zeit des ersten Triumvirats* (*Neue Jahrbücher für das Klass. Altertum* 1901), BECK, Programm, Zwickau, 1886, MISPOULET, *La vie parlementaire à Rome*, Paris, Fontemoing, 1899, p. 181. Sur les conclusions exagérées que l'on a tirées de l'étude du style pour certains discours cf. E. NORDEN, *die Antike Kunstprosa*, p. 212 sq.

(2) Exemples nombreux dans les discours politiques ; citons celui du *de lege agraria I*.

Cicéron écrit, *de lege agraria II*, 29. 79 : « *Quæsiui ex eo (Rullo) Kal. Jan. quibus hominibus et quemadmodum illum agrum esset distributurus. Respondit a Romulia tribu se initium esse facturum* », et *de lege agraria I*, 5, 16 : « *Quid tum ? quæ erit in istos agros deductio, quæ totius rei ratio atque descriptio ? Deducentur, inquit, coloniæ. Quot ? Quorum hominum ?* ». Voilà bien le passage où nous devrions trouver le dialogue auquel il est fait allusion dans le premier texte. Or que trouvons-nous ? Une réponse évasive, alors que Rullus avait répondu avec précision. De plus le contexte : *Quo ? Quorum hominum ? In qua loca ?..... « Non faciemus », inquit*, et une phrase de la péroraison, I, 9, 27 : *Erratis, si senatum probare ea, quæ dicuntur a me, putatis, populum esse in alia voluntate*, montrent bien que le dialogue s'est prolongé et que Rullus avait fini par dire à Cicéron : nous nous retrouverons devant le peuple.

Cicéron a éliminé l'altercation avec Rullus de la *première agraire* pour deux raisons : 1^o s'il avait retenu ici le détail de la discussion, il aurait dû se répéter dans la *deuxième agraire* ; 2^o il a voulu donner à son discours un ton grave, solennel, qui convienne à la dignité consulaire et soit approprié à une séance d'inauguration, à une exposition de programme de gouvernement.

complètement disparu, il ne me paraît pas douteux que l'orateur a craint que la forme souvent populaire et même triviale des unes et des autres ne fasse tache dans la trame artistique et savante de son style (1). Quand il lui arrive de reproduire les paroles d'un adversaire textuellement, c'est pour se gausser d'une expression malheureuse (2). C'est pour la même raison d'harmonie et d'unité de ton qu'il se borne presque toujours à annoncer les documents dont

(1) De même les historiens arrangent les discours pour garder l'unité de style. En ce qui concerne les altercations, il ressort d'ailleurs de la confrontation de l'*in Clodium et Curionem* avec la lettre I, 16, 9-11 à Atticus, qu'un autre motif poussait l'orateur à en modifier les termes ; il arrive qu'on soit surpris de la gaucherie et de la platitude de certaines répliques que Cicéron prête à ses adversaires : c'est qu'il les a défigurées pour les besoins de sa rhétorique. L'écrivain se garde bien de les reproduire exactement, il les arrange à sa façon, émousse les pointes trop vives, et se donne prétexte à de faciles et brillantes ripostes. Au reste Quintilien recommande expressément ce procédé, *Instit. Orat.* V, 13, 25, 26 : *Quod autem posui, referre quo quidque accusator modo dixerit, huc pertinet, ut, si est minus efficaciter locutus, ipsa ejus verba ponantur, si acri et vehementi fuerit usus oratione, eandem rem nostris verbis mitioribus proferamus*. Quant aux bons mots — on sait que C. Trebonius (*ad Famil.* XV, 21, 2) et Tiron en avaient constitué deux recueils, et Plutarque, dans sa *vie de Cicéron*, nous en a conservé un grand nombre — il est presque toujours impossible de savoir si ceux qui sont attribués à Cicéron avocat avaient été prononcés en cours de plaidoirie ou dans l'interrogatoire des témoins ; nous ne pouvons donc conclure à leur disparition des plaidoyers que par conjecture, mais il n'est pas douteux que beaucoup n'en aient été éliminés, soit parce qu'il était difficile de les y conserver sans rompre l'unité de ton, soit parce que Cicéron n'éprouvait plus en rédigeant l'animosité toute occasionnelle qui les avait provoqués. On a vu d'ailleurs dans notre étude du *pro Plancio* que Cicéron n'avait pas ménagé ses traits à Laterensis et que cependant il n'en subsiste aucun dans le discours écrit.

(2) Cf. notamment : *pro Sestio* 44, 96 ; 63, 132 ; 64, 135 ; *pro Caelio* 25, 62 ; *pro Scauro* 4, 6 ; *in Verr.* II, V, 21, 54 etc... etc.

il est fait lecture au cours de ses plaidoiries (1). Ainsi encore traduit-il les termes grecs et même les proverbes grecs, alors même qu'il s'adresse à un lettré : s'il emploie, d'après D. Laelius, le mot *psephisma*, que lui-même traduit par *litteræ publicæ, decretum*, c'est pour en tirer un effet d'ironie (2). Cet ostracisme, chez un écrivain si féru d'hellénisme, ne peut répondre qu'à un scrupule d'artiste très jaloux de son style et qui évite tout terme étranger comme une dissonance dans sa belle et élégante latinité.

Il est vraisemblable, d'après ce qui précède, que Cicéron a dû substituer plus d'une fois à une expression douteuse ou familière des termes d'un langage plus digne de sa plume ; on ne peut guère non plus douter que l'eurythmie de sa prose d'art ne soit en grande partie un fait de la rédaction. Il n'est pas en effet d'imperfection ni plus sensible à la lecture ni plus inévitable dans toute forme improvisée que le défaut d'harmonie : la phrase oratoire, privée de l'accompagnement de la voix qui la soutient et qui la vivifie, perd souvent sur le papier tout élan et tout ressort, la période la plus vigoureuse et la plus éclatante, lorsqu'elle jaillissait des lèvres de l'orateur, peut être flasque et terne à la lecture ; c'est qu'une diction souple prête aux mots un relief qu'ils n'ont pas en eux-mêmes, dissimule les faiblesses et les heurts, prête à l'ensemble une harmonie factice. De là vient que l'éloquence de tant d'orateurs s'est éteinte, si l'on peut dire, avec le dernier écho de leur voix et Cicéron voyait juste lorsqu'il disait

(1) Ici encore la nécessité de réduire la plaidoirie est d'ailleurs la raison principale, car dans les Verrines il est donné lecture de nombreux documents.

(2) *Pro Flacco* 10, 23 ; cf. *in Verr.*, II, IV, 2, 4 ; V, 57, 148 ; ailleurs les termes grecs ne sont employés que lorsque Cicéron ne peut faire autrement : *ibid.* II, 52, 129, IV, 57, 128 ; cf. notamment II, II, 63, 154.

que seuls les artifices du style peuvent sauver de l'oubli la parole la plus agissante et la plus dramatique (1). Dans son *Orator*, il s'est complu à nous montrer par des exemples comment un mot déplacé, un son defectueux peuvent détendre la période la plus vibrante (2) ; ainsi encore observe-t-il qu'une phrase de Crassus, correcte à la diction parce que celle-ci ménage un intervalle entre ses deux parties, devient fautive quand on la lit (3) : nul doute que, en rédigeant, il n'ait mis en œuvre ses ressources de styliste savant et ingénieux pour donner à ses plaidoyers tout le mouvement et la chaleur dont est susceptible une éloquence privée, ainsi que lui-même le dit, du souffle de la parole vivante. Je ne crois pas d'ailleurs qu'il y ait, entre le style parlé et le style écrit de Cicéron avocat, d'autres différences que celles qui distinguent nécessairement l'œuvre improvisée de l'œuvre écrite. L'une des raisons qui déterminent Cicéron à rédiger ses plaidoiries, c'est qu'il veut maintenir son entraînement oratoire et faire des progrès (4) ; évidemment il pense, comme Plinie le Jeune (5), qu'il « se peut que ce qui a paru bon à l'audience soit jugé mauvais à la lecture, mais qu'il n'est pas possible que ce qui est bon quand on le lit paraisse mauvais quand on le déclame, car enfin le discours écrit est pour

(1) *Brutus* 23, 93 : *cum otiosus (Galba) stilum prehenderat motusque omnis animi tanquam ventus hominem deiecerat, flaccescebat oratio. Quod iis, qui limatius dicendi consecantur genus, accidere non solet, propterea quod prudentia nunquam deficit oratorem, qua ille utens eodem modo possit et dicere et scribere.*

(2) *Orator* 70, 233 : *videsne, ut ordine verborum paulum commutato, stante sententia, ad nihilum omnia recidant, cum sint ex aptis dissonata.*

(3) *Ibid.* 66, 222 : *ex hoc genere illud est Crassi « missos faciant patronos; ipsi prodeant »; nisi intervallo dixisset « ipsi prodeant », sensisset profecto se fudisse senarium.*

(4) Cf. *Brutus* 24, 92, de *Oratore* I, 33, 150, etc.

(5) *Lettres* I, 20, 9.

ainsi dire le modèle idéal du discours parlé ». Assurément ce n'est pas lui qui aurait songé, comme certains raffinés de l'époque impériale, à transposer en enthymème le paradigme de la plaidoirie réelle (1) ; il s'est ingénié bien plutôt, ainsi que Pline l'observe (2), à conserver dans l'œuvre de plume les mouvements, l'allure spontanée, les intonations même et les inflexions de la parole. Pour l'élocution, de même que pour l'invention et la disposition, on peut dire que l'homme de haute culture, le théoricien de l'éloquence, est tout entier au service de l'avocat. Cicéron ne sépare pas l'art de l'action ; il a bien, lorsqu'il écrit, les yeux fixés sur un idéal, mais cet idéal est dans l'enceinte du Forum. Aussi n'est-ce point parce qu'il aurait écrit autrement qu'il n'avait parlé, mais parce que chez lui l'écrivain valait l'avocat, que, seul parmi les Romains, il a laissé des œuvres égales à sa réputation, car ses plaidoyers ne méritent pas seulement l'admiration des gens de goût, ils sont des monuments fidèles de l'éloquence judiciaire républicaine.

LE GÉNIE DE CICÉRON AVOCAT

Si, parmi les œuvres de l'art, il n'en est guère dont l'appréciation soit aussi soumise aux fluctuations des mœurs et du goût que les œuvres oratoires, il n'en est assurément aucunes qui exigent au même degré, pour être comprises, la connaissance des conditions dans lesquelles l'artiste les a élaborées. C'est que nulle manifestation de la personnalité artistique n'est aussi subordonnée que l'éloquence

(1) *Institut. Orat.* XII, 10, 49 ; PLIN LE JEUNE, *Lettres*, I, 20, 9 : *at aliud est actio bona, aliud oratio. Scio non nullis ita videri.*

(2) *Ibid.* : *est enim oratio actionis exemplar et quasi ἀρχέτυπον. Ideo in optima quaque mille figuras extemporales invenimus, in iis etiam, quas tantum editas scimus, ut in Verrem : « artificem quem ? quemnam ? recte admones, Polyclitum esse dicebant ».*

à des circonstances qui s'imposent, nulle part l'individualité de l'artiste n'est aussi dépendante de la réalité. On peut dire que la plupart des critiques dont Cicéron avocat a été l'objet sont fondées sur l'ignorance des conditions de sa parole.

Nous ne reviendrons pas sur celles de ces conditions qui dépendent du milieu politique et social, parce que nos recherches n'ont fait que confirmer sur ce point les conclusions de la belle étude de M. Jules Martha sur la plaidoirie à Rome au temps de Cicéron (1). Il est injuste de reprocher à Cicéron l'abus des considérations politiques, parce que à Rome les accusations sont suscitées généralement par la politique ; il est absurde de dire qu'il parle trop souvent de lui, parce que le *patronus* s'identifie plus que l'avocat moderne avec son client et que presque toujours Cicéron ne fait que répondre aux provocations d'un adversaire qui ne l'a pas ménagé plus que l'accusé ; c'est méconnaître l'auditoire de Cicéron, qui est un auditoire d'assises, que faire grief à l'avocat et de l'usage qu'il fait du pathétique et d'une tendance à l'emphase. M. Martha a montré que la plupart des défauts reprochés à Cicéron disparaissent, lorsque on replace son éloquence dans son milieu ; il suffira que nous dégagions les résultats de nos recherches en ce qui concerne les conditions matérielles du débat.

Cicéron avait écrit ses plaidoyers pour ses contemporains ; il n'avait point pensé que bientôt l'éloquence disparaîtrait du Forum, que des Romains même ne comprendraient plus les monuments de son génie, parce qu'ils ne connaîtraient plus l'antique organisation judiciaire ; il n'avait pu s'imaginer qu'un jour viendrait où on lui imputerait à faiblesse

(1) J. MARTHA, *La plaidoirie à Rome au temps de Cicéron*, Revue du Palais, 1^{er} avril 1897.

dans l'invention, à maladresse dans la disposition, des caractères de sa plaidoirie qu'imposaient ou justifiaient les institutions de son temps. Par une véritable ironie du destin, il s'est trouvé que Cicéron eût mieux servi sa gloire devant la postérité, s'il avait rédigé ses discours en rhéteur, et que ses détracteurs de tous les temps l'ont traité de rhéteur précisément parce qu'il avait écrit en avocat homme d'action.

C'est dès le premier siècle après J.-C. qu'apparaît dans la critique de l'éloquence judiciaire cicéronienne l'ignorance des conditions du débat réel, et de là proviennent deux erreurs qui se sont perpétuées jusqu'à nos jours : on accuse Cicéron d'être bavard, on suspecte l'authenticité des plaidoyers en tant que représentants des plaidoiries, de sorte que Cicéron, s'il fut un grand écrivain, pourrait fort bien avoir été un avocat médiocre.

Cent vingt années seulement séparent les contemporains de Pline le Jeune de la fin de la République, mais l'Empire a bouleversé profondément l'organisation sociale et spécialement l'organisation judiciaire. Plus de ces procès où l'administration de tout un pays est contrôlée au grand jour du Forum ; c'est le prince ou le sénat qui connaissent des grandes affaires et règlent en quelques jours, à huis clos, des litiges qui auraient passionné l'ancienne Rome pendant de longs mois. Les héritiers de Cicéron, Quintilien et Pline, sont relégués aux tribunaux des centumvirs (1), entre les quatre murs des basiliques ; le temps est mesuré à l'éloquence avec parcimonie. L'art oratoire s'adapte à ces

(1) *Dialogue des Orateurs*, 38 : *Quanto majora negotia olim exerceri solita sint, quod majus argumentum est quam quod causæ centumvirates, quæ nunc primum obtinent locum, adeo splendore aliorum judiciorum obruantur ut neque Ciceronis neque Cæsaris neque Bruti neque Cæli neque Calvi, non denique ullius magni oratoris liber apud centumviros dictus legatur.*

conditions nouvelles. On veut une argumentation serrée, qui aille droit au point vif de la controverse, un style qui concentre la pensée en formules brèves et saisissantes : il faut tout de suite frapper fort parce qu'il faut frapper vite.

De là vient qu'on ne comprend plus toujours Cicéron. On trouve monotone son éloquence, cependant si variée ; ses préparations paraissent laborieuses, ses digressions déconcertent. C'est qu'on le juge comme on jugerait un contemporain ; on lui demande les qualités qui conviennent à la plaidoirie réduite de l'époque impériale. Aper, qui, dans le *Dialogue des Orateurs*, formule ces griefs, a cependant quelque notion de la plaidoirie républicaine ; il sait que la plaidoirie, à l'époque ancienne, était plus longue que de son temps (1) ; mais, tandis que Secundus voit, dans les règlements qui limitent la parole de l'avocat contemporain, l'une des causes de la décadence de l'éloquence, Aper, champion des modernes, n'explique l'étendue des plaidoyers anciens que par les défauts du temps, c'est-à-dire l'ignorance du public : « le peuple d'autrefois, dit-il (2), ignorant et grossier, admettait sans peine l'interminable longueur des plaidoiries..... ; on appréciait les lentes préparations de l'exorde, les développements circonstanciés de la narration, l'étalage de nombreuses divisions, la gradation d'innombrables arguments..... ; à présent que le premier venu a quelque teinte de littérature, il faut que l'orateur trouve autre chose pour retenir l'attention de son auditoire ». Telle est du reste la prévention d'Aper qu'il ne tient aucun compte de cette observation dans ses jugements sur les avocats anciens : c'est ainsi qu'il reproche (3) à Cicéron ses longueurs, l'abus de la digression, le dévelop-

(1) *Dialogue des Orateurs*, 19.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, 22.

pement excessif de ses entrées en matière ainsi que de ses narrations et les dimensions (1) mêmes de ses discours. Chose curieuse et qui prouve bien qu'il n'a, sur les conditions de la plaidoirie républicaine, que des notions vagues et confuses, il constate un progrès dans les toute dernières œuvres de Cicéron et croit que celui-ci a modifié en fin de carrière sa conception de l'éloquence (2). C'est dans des œuvres insignifiantes, le *pro Dejotaro*, le *pro Ligario*, qu'il voit l'apogée de l'art cicéronien et, au lieu de se demander si les caractères spéciaux de ces plaidoyers ne doivent pas être rapportés à des conditions de la plaidoirie exceptionnelles et plus voisines de celles de l'époque impériale que de celles de l'époque républicaine, il s'est imaginé que Cicéron s'était converti sur le tard à son médiocre idéal.

Du moins Aper, s'il cède à la tendance si naturelle qui nous pousse à juger des œuvres du passé d'après les institutions et les mœurs du présent, s'il n'est pas capable de l'effort critique que fait Secundus (3), a quelque idée des

(1) *Dialogue des Orateurs*, 20 : *Quis quinque in Verrem libros expectabit ? Quis de exceptione et formula perpetietur illa immensa volumina quæ pro M. Tullio aut Aulo Cæcina legimus ?*

(2) *Ibid.* 22 : *locos quoque laetiores attentavit et quasdam sententias invenit, utique in iis orationibus quas jam senior et juxta finem vitæ composuit, id est, postquam magis profecerat usuque et experientis didicerat, quod optimum dicendi genus esset.*

(3) La critique n'a pas reconnu pleinement l'originalité du *Dialogue des Orateurs*, parce qu'elle ne voyait pas toutes les raisons du conflit qui opposa partisans des anciens et des modernes dans la question de l'éloquence à la fin du premier siècle. Parmi les causes de ce conflit, il n'y en a pas de plus importante que la révolution accomplie par l'Empire dans l'organisation de la justice. Dans son commentaire du chapitre 38, Gudeman ne s'explique pas pourquoi Secundus insiste tant sur la différence des conditions techniques de la parole aux temps de l'Empire et de la République et il réédite les erreurs de Zumpt (A. GUDEMAN, *P. Cornelii Taciti Dialogus de Oratoribus, mit prolegomena...*, Leipzig-Berlin, 1914,

conditions de la parole cicéronienne. Tel n'est pas le cas de cet avocat savant et habile, au dire de Pline, qui ne peut admettre que Cicéron ait plaidé si longuement et soutient « qu'il en a publié plus qu'il n'en avait dit (1) ». Rien de plus explicable au reste que cette erreur, à une époque où l'avocat doit compter avec la clepsydre, où Pline et Quintilien (2) recommandent d'étoffer le plaidoyer, avant de le donner au public. L'embarras de Pline qui ne sait trop que répondre, invoque seulement, pour certains plaidoyers, les lacunes, pour d'autres, diverses allusions qui y figurent (3).

cf. p. 485 et aussi p. 482) ; par suite il ne pouvait reconnaître l'intérêt des observations de Secundus. Secundus, qui est manifestement l'interprète de la pensée de l'auteur, ne nie pas que la brièveté ne soit indispensable à la plaidoirie de son temps, mais il pense que, pour juger les monuments de l'éloquence républicaine, il faut tenir compte des conditions de la parole au Forum et il dit que ces conditions étaient beaucoup plus favorables à l'épanouissement de la grande éloquence que celles des prétoires impériaux. A la critique d'un Aper, fondée comme celle des Perrault et des La Motte au ^{xvii}^e siècle sur la confusion des époques et, à vrai dire, sur l'ignorance, Secundus oppose une critique véritablement scientifique, en rappelant que les œuvres anciennes sont des œuvres d'un autre âge et qui veulent être étudiées dans leur milieu. Il était indispensable, à la fin du premier siècle, de montrer qu'il fallait lire les avocats anciens en anciens : tel est le but que s'est proposé l'auteur du *Dialogue*. On ne peut douter non plus que le Commentaire d'Asconius n'ait répondu au même besoin et Madvig s'est mépris singulièrement lorsqu'il a écrit (*de Q. Asconii Pediani... commentariis disputatio critica*, Hauniæ, 1828, p. 58) que les institutions et les mœurs ne s'étaient pas modifiées de façon sensible entre l'époque de Cicéron et celle d'Asconius.

(1) *Lettres* I, 20, 6 : *Haec ille multaque alia, quæ a me in eandem sententiam solent dici.... ita eludit, ut contendat hos ipsos, quorum orationibus nitar, pauciora dixisse quam ediderint.*

(2) *Institut. Orat.* XII, 10, 55 : *Quid ? ergo semper sic aget orator, ut scribet ? Si licebit, semper. Si vero quando impediunt brevitatem tempora a iudice data, multum ex eo, quod oportuit dici, recidetur, editio habebit omnia ;* PLINÉ, *Lettres*, VII, 17, 5, IX, 13, 23 : *postea actionem meam, utcumque potui, recollegi, addidi multa ;* IX, 28, 5, etc.

(3) *Lettres* I, 20, 8.

enfin sollicite l'avis de Tacite, montre bien que, sur l'organisation du débat ancien, on était généralement mal renseigné à la fin du 1^{er} siècle après J.-C., et nous avons vu que, dans son argument du *pro Cornelio*, Asconius même n'a d'autre source que les plaidoyers qu'il commente, et est dupe des remaniements de la rédaction. Beaucoup plus tard, le scholiaste de Bobio réfutera le grief de commentateurs antérieurs qui veulent que Cicéron, dans le *pro Sestio*, ait vagabondé hors de la cause, parce qu'ils croient que Cicéron a plaidé seul (1). Il n'est donc pas douteux que l'ignorance des conditions de la parole au Forum ne soit pour une large part dans les critiques des détracteurs anciens de Cicéron et il est difficile de ne pas reconnaître, dans l'accusation de Dion, que toutes les grandes œuvres oratoires seraient des travaux de cabinet, auxquels correspondrait un maigre et bref discours réel (2), l'idée, toute naturelle à l'époque impériale, que soutenait l'ami de Pline.

Dans l'âge moderne, ces erreurs devaient reparaître avec d'autant plus de force que l'ignorance du débat judiciaire ancien était plus complète. Jusqu'au début du dernier siècle cependant, la renommée de Cicéron n'avait pas trop souffert de cette ignorance, parce que les érudits d'autrefois ne cherchaient dans son œuvre oratoire que des modèles de style ; mais la critique du XIX^e siècle, animée d'un esprit positif et scientifique, ne fut qu'à demi-satisfaite de ces longs discours, où la pensée ne va pas droit au but, où fourmillent les digressions et les redites, dont le plan est souvent heurté et anormal. On signala, non sans àpreté parfois,

(1) *St.* p. 125 : *Hanc igitur eandem causam plurimi defenderunt, in quis fuit Q. Hortensius, M. Crassus, C. Licinius Calvus, partibus inter se distributis, quas in agendo tuerentur. Itaque Tullius ea peroravit, quæ sibi fuerant explicanda, nec, ut plerique arbitrati sunt, extra causam vagatus est.*

(2) DION CASSIUS, *Hist. Rom.*, 46, 7, 3.

la luxuriance des lieux communs, l'indigence de l'argumentation matérielle ; on reprit, parce que l'on s'imaginait que le discours avait été prononcé en une fois et que ses dimensions mêmes paraissaient exagérées, la thèse de l'ami de Pline, et l'on prétendit distinguer dans les plaidoyers la part de l'avocat et une autre part, très large, qui devait être faite à l'écrivain.

Or il ressort de cette étude que les plaidoyers représentent fidèlement le génie de Cicéron avocat et que, loin de devoir leur ampleur à la rédaction, ils ne sont que des monuments incomplets de la parole. Pour retrouver la parole réelle, il ne faudra plus tronquer les discours judiciaires, mais tout au contraire reconstituer par la pensée des développements disparus ou réduits. Et de même qu'il ne faudra plus opposer l'écrivain à l'avocat, il faudra renoncer aussi à demander à nos plaidoyers les qualités d'une plaidoirie brève, prononcée d'une traite, dont l'on aurait le droit d'exiger qu'elle fût parfaitement homogène. Ce n'est point d'après les lois d'une rhétorique toute scolaire qu'il convient d'apprécier l'invention et la disposition cicéroniennes : il importe de distinguer pour l'une comme pour l'autre ce qui a été imposé à l'avocat par les institutions et les mœurs du Forum, puis ce qui revient à sa propre initiative, et cela, non plus dans le débat étroit que supposait une tradition non contrôlée, mais dans l'ample controverse que nous avons décrite et en tenant compte, dans la plaidoirie collective, de la tâche particulière assignée à Cicéron.

Il est inutile que nous revenions sur ce que nous avons dit de l'étroite dépendance dans laquelle Cicéron avocat se trouve vis-à-vis de l'accusation, par suite, et de la place de la plaidoirie dans le débat, et des interventions constantes de l'adversaire au cours de la plaidoirie même. Il serait absurde de chicaner Cicéron sur l'emploi d'arguments dont il n'a pas eu l'initiative, sur l'abus des récri-

minations qui font perdre de vue le procès, alors que ce n'est point lui qui les a introduites dans la controverse, sur l'indigence de la démonstration, lorsque la réserve de l'accusateur, qui garde pour l'interrogatoire des témoins ses moyens les meilleurs, n'a pas donné à la défense l'occasion d'argumenter. Les failles dans la suite des idées, les redites qui déconcertent si souvent dans les discours, ont été provoquées le plus souvent par des altercations ou les répliques de l'adversaire. On observera d'ailleurs que les anomalies de l'argumentation et de la composition avaient échappé si peu à Cicéron qu'il a éprouvé à plus d'une reprise le besoin de s'en justifier en invoquant la tactique de l'accusation et l'intérêt de la cause. C'est ainsi que, dans le *pro Cluentio*, il s'excuse d'avoir développé le lieu commun de l'obligation où sont les juges de s'en tenir strictement à la lettre de la loi ; Accius, dit-il (1), s'était étendu longuement sur ce point que le juge avait le devoir de prononcer selon son sentiment, sans s'embarrasser des prescriptions légales. De même, dans le *pro Sulla*, il dit (2) que, s'il a placé la *vita anteacta* à la fin de son discours, c'est parce que les violentes attaques personnelles dont il a été l'objet d'une part, d'autre part l'énormité du crime dont son client est accusé, ne lui ont pas permis d'adopter la disposition d'usage. Ajoutons que, s'il consacre toute la première partie de son plaidoyer à se défendre lui-même contre les attaques de Torquatus, il n'en sert pas moins la cause, puisqu'il fait au procès figure de témoin (3) plus encore que d'avocat. Dans le *pro Cluentio* encore, il avertit (4) les juges, avant de reprendre *ab ovo* les origines du procès, qu'il sera obligé de faire un long détour pour aborder le

(1) *Pro Cluentio* 58, 160.

(2) *Pro Sulla* 24, 69.

(3) *Pro Sulla*, 4, 13.

(4) *Pro Cluentio* 2, 6.

fond de la cause. Dans le *pro Sex. Roscio Amerino* (1), Cicéron a bien vu que l'accusation de péculat dirigée contre son client était un hors-d'œuvre qui faisait perdre de vue la question ; il l'a traitée dans le discours réel, parce qu'il le fallait, mais il ne l'a pas retenue dans le discours écrit. Ces exemples, dont notre étude des plaidoyers fournit un grand nombre (2), le prouvent de reste : Cicéron s'est bien rendu compte que, du point de vue théorique, ses discours n'étaient pas irréprochables ; mais il a voulu qu'il subsistât de lui les monuments d'une éloquence pratique et non les produits d'une rhétorique qui ne pouvait être parfaite qu'à la condition d'être aussi artificielle.

En second lieu, il faut tenir compte de la rédaction. L'invention et la disposition cicéroniennes ne doivent pas être étudiées par rapport à une seule prise de parole, dans le cadre réduit du discours écrit, mais dans le plan de la vaste plaidoirie que nous avons décrite, après qu'on aura restitué aux éléments de chaque plaidoirie leur extension réelle et déterminé, dans les défenses collectives, la tâche propre de Cicéron.

Considérée à l'intérieur d'un unique plaidoyer, la composition d'ensemble même n'est généralement pas satisfaisante et paraît souvent d'une simplicité toute primitive. A vrai dire, on pourrait dégager de plusieurs discours écrits autant de discours complets que Cicéron a compté d'adversaires : ces réponses partielles sont parfois simplement juxtaposées, sans transitions, comme si elles étaient indé-

(1) *Pro Sex. Roscio Amerino* 29, 82.

(2) En particulier il n'y a guère de digressions qui ne soient introduites par cette excuse que Cicéron ne peut se dispenser de répondre à une provocation de l'adversaire ; cf. *pro C. Rabirio perduellionis reo*, 10, 29, pour l'éloge de Marius, *pro Murena*, 14, 31, pour l'histoire de la guerre de Mithridate, *pro Sestio*, 44, 96, pour le programme du parti aristocratique, etc.

pendantes l'une de l'autre (1). Si l'avocat n'avait parlé qu'une fois, son plan représenterait vraiment l'enfance de l'art. Comment Cicéron n'aurait-il pas classé ses matériaux d'une façon personnelle et se serait-il contenté de répondre dans l'ordre à ses contradicteurs ? Dans le procès de Milon aussi, il a eu affaire à plusieurs adversaires ; or, sa plaidoirie — la seule dont nous soyons sûrs qu'elle a été prononcée en une fois — ne fait pas un sort à chacun des réquisitoires auxquels il répond, et son plan est tout à fait indépendant de l'ordre dans lequel ils se succédèrent. D'autre part il arrive que la réponse de Cicéron à un adversaire soit faite en deux moments distincts, entre lesquels s'intercale une réponse à un ou plusieurs accusateurs ; admettons que, pour le *pro Murena*, on puisse soutenir sans invraisemblance que Cicéron ayant répondu à Caton sur le point de la *reprehensio vitæ* (2), il y avait lieu pour lui de se débarrasser d'un certain nombre de questions secondaires avant de reprendre à partie son principal adversaire sur le grief d'*ambitus* (3) ; mais, dans le *pro Plancio*, on ne voit vraiment pas comment on pourrait justifier le plan qui intercale la réponse à Cassius (4) entre deux réponses à Laterensis (5) ; la question traitée est exactement la même dans la seconde de ces réponses que dans la première : il s'agit toujours des récriminations de Laterensis, indigné de voir que Cicéron, un ami, se mette en frais de pathétique pour défendre son malhonnête concurrent. Au

(1) Cf. notamment *pro Plancio* 24, 58 : *sed venio jam ad L. Cassium* ; *pro Flacco* 29, 70 : *veniamus jam ad civium romanorum querellas* (réponse à Decianus).

(2) *Pro Murena* 5, 11 à 7, 15 ; 14, 31 à 17, 35.

(3) *Ibid.* 28, 58 à 39, 84.

(4) *Pro Plancio* 24, 58 à 30, 72.

(5) *Ibid.* 2, 5 à 24, 58 ; 30, 72 à 42, 101.

contraire, cette disposition s'explique très bien, lorsqu'on sait que le discours écrit représente plusieurs discours réels. Si, dans le *pro Plancio*, se trouvent deux réponses distinctes à Laterensis, c'est que la première et la seconde n'appartiennent pas à un même tour de parole ; de même nous avons vu que manifestement la disposition anormale qui, dans le *pro Murena*, scinde la réfutation de Caton, correspond à deux discours indépendants l'un de l'autre. Naturellement il n'était pas possible que l'ordre d'une plaidoirie qui avait occupé plusieurs audiences subsistât dans le plaidoyer unique sans qu'il en résultât quelques inconvénients : de là les redites, les doubles emplois, les contradictions qui, dans le *pro Murena*, embarrassaient si fort Rosenberg. Ici encore les *avis au lecteur* (1) que nous avons relevés dans plusieurs discours prouvent que ces inconvénients n'avaient point échappé à Cicéron, mais qu'il les jugeait inévitables s'il voulait, tout en réduisant sa plaidoirie aux proportions d'un plaidoyer normal, lui conserver une disposition dont l'harmonie est bien supérieure à celle qu'enseignait la rhétorique, disposition établie en vue de l'ample plaidoirie du Forum, celle dont il nous a donné la théorie dans le *de Oratore* (2).

Ce qui frappe au premier coup d'œil dans la théorie du *de Oratore*, c'est qu'elle n'a pu être conçue que par un avocat très confiant dans ses propres ressources et dans l'efficacité de son art, capable de dominer ses matériaux et de voir en grand. Assurément elle ne s'inspire point d'une conception étroite et terre à terre de l'éloquence ; elle n'a pu venir à l'esprit d'un avocat timide, qui suivrait pas à pas son dossier et ferait un sort à chaque argument ; elle exige beaucoup de l'orateur. Elle suppose en effet une pro-

(1) Notamment *pro Murena* 3, 6 ; 23, 48 ; *pro Plancio* 2, 4.

(2) *De Oratore* II, 76, 307 à 81, 333.

digieuse souplesse de parole, la capacité de parler sur des thèmes abstraits, des données générales, sans le secours et l'appui des arguments matériels, dont l'orateur simplement disert ne saurait se passer. Pour être à la hauteur de sa tâche, il faudra que l'avocat possède cette *copia*, à laquelle les dons naturels ne suffisent pas et que doivent nourrir toutes les études qui font la culture générale, la philosophie, l'histoire, le droit.

D'autre part la théorie du *de Oratore* est merveilleusement adaptée au débat le plus favorable qu'ait jamais connu l'éloquence judiciaire, tant par suite de la libéralité des lois qui ne ménagent point le temps aux avocats que par la place attribuée aux discours, dont l'influence peut être d'autant plus grande que la cause est neuve au moment où les avocats plaident, enfin par l'étendue même d'affaires où tout le passé de l'accusé vient en cause. Ce n'est point en vue d'un seul tour de parole que Cicéron a imaginé ce dispositif qui, brisant les cadres artificiels de la rhétorique, distingue trois moments oratoires, dont le second, l'argumentation-réfutation, relève à peine de l'art, tandis que le premier, le *principium*, le troisième, la *peroratio*, sont le champ propre de l'éloquence (1). Dans la vaste démonstration qui s'étend sur plusieurs journées et permet à l'avocat d'exploiter à fond toutes les données favorables à la cause, le danger est grand que l'argumentation ne soit disséminée et, en fin de compte, monotone ; c'est ce qui arrive à l'avocat qui suit pas à pas son dossier, c'est l'inconvénient de ces défenses collectives où les avocats se succédaient dans l'ordre de la moindre valeur (2) et combattaient isolément. A ce dispositif grossier Cicéron substitue un plan ferme, cohérent, qui donne à la plaidoirie l'unité

(1) *De Oratore* II, 77, 311 ; 79, 323.

(2) *Ibid.* 77, 313.

indispensable et s'inspire de la psychologie la plus expérimentée et la plus savante : disposition et invention répondent à cette idée que l'on obtient les acquittements moins par une solide argumentation juridique, dont généralement les causes n'offrent pas les moyens, qu'en exploitant à fond les données morales et sentimentales favorables (1) ; ces données, il faut les utiliser abondamment dans la première partie de la plaidoirie (2), car « une affaire est bien malade qui, dès le premier engagement, n'améliore pas sa position (3) » ; ce sont elles encore qui alimenteront les digressions dont le rôle propre est, dans la partie la plus ingrate, l'argumentation-réfutation, d'arracher les juges à l'obsession des griefs, en renouvelant sans cesse les larges courants de sentiment que l'orateur aura lancés dès le début dans la controverse et qui devront la dominer toute entière (4) ; enfin on reprendra, dans la péroraison, les thèmes du *principium*, pour confirmer l'effet, si prompt à s'effacer dans un auditoire d'assises, des meilleurs moyens de la cause. Nous avons retrouvé ce plan dans toutes les grandes affaires où Cicéron a, soit parlé seul, soit dirigé la défense, et les plaidoyers prononcés en *repetundæ* ne font pas exception, car, ainsi que nous l'avons montré, le *pro Fonteio* et le *pro Flacco* représentent un discours introductif et un

(1) *De Oratore* II, 77, 310.

(2) *Ibid.*, 79, 324.

(3) *Ibid.*, 77, 313.

(4) *Ibid.* 77, 311 : *Sed his partibus orationis, quæ, etsi nihil docent argumentando, persuadendo tamen et commovendo perficiunt plurimum, quamquam maxime proprius est locus et in exordiando et in perorando, degredi tamen ab eo, quod proposueris atque agas, permovendorum animorum causa sæpe utile est. Itaque vel re narrata et exposita sæpe datur ad commovendos animos degrediendi locus, vel argumentis nostris confirmatis vel contrariis refutatis vel utroque loco vel omnibus..... eæque causæ sunt ad augendum et ad ornandum gravissimæ atque plenissimæ, quæ plurimos exitus dant ad ejus modi degressionem.*

discours final qui encadrent l'argumentation proprement dite. Il en a été de même dans deux autres procès auxquels Cicéron a pris part, celui de Caelius, celui de Scaurus, où les accusés tinrent eux-mêmes l'emploi de protagoniste et prononcèrent les deux discours qui ouvrirent et fermèrent la démonstration oratoire ; seul le *pro Sestio* échappe à la règle, sans doute parce que le grincheux (1) Sestius voulut en faire à sa tête et ne suivit point les conseils de Cicéron.

Ce plan si hardi et qui suppose une invention si originale, la critique n'avait pu ni l'apprécier ni même le reconnaître jusqu'ici dans les plaidoyers cicéroniens, parce qu'elle ne l'avait pas replacé dans son véritable cadre, l'ample plaidoirie en plusieurs actes du débat judiciaire ancien. On a pu voir, au cours de cette étude, que la plupart des reproches adressés à Cicéron avocat s'inspirent d'une idée fausse, celle que le plaidoyer écrit représente un seul discours réel. L'invention et la disposition cicéroniennes, envisagées dans les limites de temps que suppose la lecture du discours écrit, devaient en effet paraître déconcertantes. Assurément l'on ne pouvait comprendre comment l'avocat de Murena avait pu s'égayer dans une satire du stoïcisme tout de suite avant d'adjurer Caton de songer avec lui à un intérêt supérieur à un intérêt de parti, celui de la République menacée. Comment, dans cette plaidoirie pour Cluentius, où Cicéron a discuté longuement, avec la documentation la plus minutieuse, pendant nombre d'audiences, et la première affaire Oppianicus-Cluentius et tous les procès nés de celui là, débordant un adversaire qui l'attend sur une simple question de procédure, comment, dans cette plaidoirie d'un mouvement si large et si puissant, apprécier l'invention cicéronienne, lorsqu'on voit dans le *pro Cluentio* un seul tour de parole ? Comment ne pas être surpris de la

(1) *Ad Q. frat.* II, 4, 4.

longueur des *principia*, lorsqu'on n'y reconnaît point les majestueux portiques proportionnés au vaste édifice de la défense (1), et que, au lieu de les rapporter au début de la plaidoirie collective, on les applique à un discours unique qui aurait clos le débat. La place que l'on assignait invariablement au discours de Cicéron, la dernière, dans les défenses en collaboration, ne permettait pas en effet de discerner l'harmonieuse construction de la plaidoirie collective, le rôle de Cicéron dans cet ensemble et l'on aboutissait à des erreurs monstrueuses ; ainsi de l'admirable *pro Caelio* : dans ce plaidoyer où Cicéron a manœuvré si habilement, avec tant de tact et de souplesse, pour préparer le terrain à la défense de Caelius, en écartant le dangereux *praejudicium* que constituait une jeunesse turbulente, la critique considérait la pièce principale de la défense, bien que Cicéron ne dise pas un mot du fond de la cause. Enfin, pour achever de défigurer le génie cicéronien, on demandait aux subtilités d'une rhétorique pédantesque l'explication des particularités de la disposition dans les plaidoyers de l'écrivain du *de Oratore* : Halm expliquait par un retour à la tradition grecque la place du *probabile ex vita*, à la fin du *pro Sulla* (2), alors que Cicéron avait manifestement réservé ce thème pour introduire sa *miseratio* ; Spengel (3) voit un retour à la technique de la *Rhétorique à Hérennius* dans le *pro Milone*, où la simplicité du plan répond à la nature simple de la cause et plus encore à la sévérité d'une législation judiciaire qui ne donnait pas à l'avocat le temps ni de recourir aux digressions ni de développer le vaste tableau de la *vita an-*

(1) *De Oratore* II, 79, 320 : *sed oportet, ut aedibus ac templis vestibula et aditus, sic causis principia pro portione rerum praeponere.*

(2) *Pro Sulla*, 24, 69 et la note de Halm, édition du *Pro Sulla*, Berlin, 1883.

(3) *Rheinisches Musæum* 18 (1863) p. 495.

teacta (1). En fait et si l'on doit reconnaître que les œuvres de la jeunesse, le *pro Sex. Roscio Amerino*, les plaidoyers civils, décèlent l'influence d'une formation technique : abus des propositions et des divisions, gradation des arguments, etc..., les traits caractéristiques du génie cicéronien se révèlent déjà, dans ces œuvres mêmes, avec beaucoup plus de force : c'est, dans l'invention comme dans la disposition, une personnalité puissante, qui domine et anime les matériaux de la cause, d'ailleurs préparés avec un soin minutieux, ne s'embarrasse d'aucune préoccupation technique, s'inspire seulement de la réalité, des conditions de personnes, de temps, de lieu, va droit au but, mais par le chemin d'un art infiniment complexe. C'est par le don de voir la cause de haut et dans tout son ensemble, la capacité d'élargir le débat, le sens psychologique qui discerne et utilise à propos tous les impondérables du sentiment, que Cicéron a dépassé sans conteste des rivaux illustres, et si l'on pouvait supposer qu'une éloquence aussi peu technique ait dû être médiocrement efficace, on voudra bien observer que, dans toutes les plaidoiries collectives — sauf celle pour Scaurus, où en raison sans doute de son expérience reconnue depuis les *Verrines*, il a traité le *crimen frumentarium* — Cicéron, qu'il soit protagoniste ou non, a toujours été chargé des développements généraux, critique de la partie adverse, *probabile ex vita*, *peroratio*.

(1) D'une façon générale, on peut dire que, du fait qu'il n'a pas été tenu compte, dans les travaux modernes sur la rhétorique ancienne, de la diversité des organisations judiciaires à Athènes, dans la Rome républicaine et dans la Rome impériale, un grave principe d'erreur a été introduit dans tous ces travaux. L. LAURAND, *De M. Tullii Ciceronis studiis rhetoricis*, thèse, Paris, 1907, estime, p. 73, que Cicéron n'a pas grande originalité et s'étonne, p. 111, que Crassus ait pu dire, de *Oratore* III, 24, 95, qu'un jour viendrait où, dans la théorie de l'art oratoire, les Romains l'emporteraient largement sur les Grecs.

Il suffira ici que nous ayons montré ce qu'il y a de personnalité et de psychologie dans l'invention et la disposition cicéroniennes. La souplesse du génie, la prodigieuse variété des moyens, adaptés chaque fois aux circonstances particulières, on a pu s'en rendre compte en parcourant l'étude que nous avons faite de chacun des principaux plaidoyers. On a vu combien sont injustifiées les critiques adressées à l'orateur romain. Comment apprécier son œuvre, alors qu'on envisageait dans le *pro Caelio* et le *pro Scauro* des discours qui auraient dû épuiser la cause, quand on déplorait dans la plupart des plaidoyers l'absence d'une argumentation juridique et matérielle que le débat ne lui avait point donné l'occasion de traiter, lorsque enfin on envisageait dans les étroites limites d'une audience la marche d'une démonstration qui s'était développée avec l'ampleur des trilogies dans la tragédie attique. Nous ne voulons pas encourir le reproche de prêcher pour notre saint et le nôtre n'a pas besoin d'avocat ; il nous sera permis cependant de répéter, à l'adresse de certains critiques modernes, un mot de Quintilien (1) sur les détracteurs anciens des maîtres de l'éloquence romaine : « c'est avec réserve, c'est avec une prudence toujours en éveil qu'il faut se prononcer sur d'aussi grands hommes, car il est arrivé à bien des gens de condamner ce qu'ils n'avaient pas compris ».

(1) *Institut. Orat. X, 1, 26* : *modesto tamen et circumspecto iudicio de tantis viris pronuntiandum est, ne, quod plerisque accidit, damnent quæ non intelligunt.*

Vu, le 20 février 1920
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris
FERDINAND BRUNOT

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-recteur de l'Académie de Paris,
POUR LE VICE-RECTEUR :
l'Inspecteur de l'Académie,
ISTRIA.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

La question des rapports des discours écrits et des discours réels de Cicéron, p. 1 ; solutions proposées jusqu'ici : la thèse des surcharges de la rédaction, l'origine de certaines anomalies dans la composition du *pro Caelio*, d'après Norden, p. 5. Comment nous est apparue la nécessité de réviser les idées admises sur les conditions du débat judiciaire républicain, p. 11. Les sources de la question de la *forma judiciorum* républicaine, p. 13 ; les résultats de nos recherches, p. 17 ; bibliographie, p. 21.

LIVRE PREMIER

Les débats du procès criminel au temps de Cicéron

CHAPITRE PREMIER. — *L'ampliatio et la comperendinatio obligatoire*, p. 23.

L'ampliatio et la comperendinatio obligatoire avant la loi Aurelia, p. 23 ; la loi *Aurelia* supprime l'*ampliatio*, et maintient la *comperendinatio* dans le procès de *repetundae*, p. 28.

CHAPITRE II. — *La nature et l'ordre des actes du débat*, p. 38.

La place de l'interrogatoire des témoins dans l'*actio*, p. 38 ; discussion de la thèse de Zumpt sur l'ordre du débat, p. 53 ; l'*altercatio* : elle ne constitue pas, dans le débat, un acte distinct, p. 60.

CHAPITRE III. — *La Plaidoirie républicaine*, p. 67.

Le rôle assigné à la plaidoirie par sa place dans le débat, p. 67. La durée de la démonstration oratoire, p. 73. La marche de la plaidoirie, 1^o la disposition de la rhétorique et la disposition pratique dans la plaidoirie, p. 82 ; 2^o les incidents de la plaidoirie, p. 91. Conclusion, p. 96.

LIVRE II

Plaidoyers et plaidoiries

- LE PRO SEX. ROSCIO AMERINO, p. 100.
 LE PRO CLUENTIO, p. 111.
 LE PRO MURENA, p. 119.
 LE PRO SULLA, p. 142.
 LE PRO CAELIO, p. 153.
 LE PRO SESTIO ET L'IN VATINIUM TESTEM INTERROGATIO, p. 168.
 LE PRO PLANCIO, p. 176.
 LE PRO MILONE, p. 189.
 LE DÉBAT DANS LE PROCÈS EN REPETUNDÆ, p. 197.
 LES VERRINES, p. 204.
 LE PRO FONTEIO, p. 215.
 LE PRO FLACCO, p. 222.
 LE PRO SCAURO, p. 235.
 LES PLAIDOYERS PRO ARCHIA, PRO BALBO, PRO RABIRIO POSTUMO, PRO
 LIGARIO, PRO DEJOTARO, p. 244.
 LES PLAIDOYERS CIVILS, p. 249.

CONCLUSIONS

1^o LA RÉDACTION, p. 253.

Les conditions de la plaidoirie sont telles que la rédaction doit être une refonte totale, p. 253. Les rédactions primitives et le discours documentaire de l'époque pré-cicéronienne, p. 256. La rédaction cicéronienne et le discours œuvre d'art, p. 260 ; élimination et compression des éléments de la plaidoirie réelle, p. 264 ; surcharges de la rédaction, p. 266 ; le style parlé et le style écrit de Cicéron orateur, p. 271.

2^o LE GÉNIE DE CICÉRON AVOCAT, p. 276.

La plupart des critiques dont Cicéron avocat a été l'objet sont fondées sur l'ignorance des conditions de sa parole, p. 276. Comment il faut apprécier l'invention et la disposition cicéroniennes, p. 283. L'originalité de Cicéron avocat, p. 287.

